



Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026

CHAPITRE SPÉCIAL : ASIE DU SUD-EST



Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE et celle du Directeur général de la FAO. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres ou celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les noms de pays et territoires employés dans ce document sont ceux qu'utilise la FAO.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE/FAO (2017), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026*, Éditions OCDE, Paris.

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-fr

ISBN 978-92-64-27848-6 (imprimé)

ISBN 978-92-64-27849-3 (PDF)

ISBN 978-92-64-27850-9 (epub)

Série : Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO

ISSN 1563-0455 (imprimé)

ISSN 1999-1150 (en ligne)

FAO

ISSN 978-92-5-209808-9

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

La position de l'ONU sur la question de Jérusalem figure dans la Résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 et dans des résolutions postérieures à cette date de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à cette question.

Crédits photo : Couverture © Concept initial réalisé par Juan Luis Salazar. Adaptations par OCDE.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE/FAO 2017

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source OCDE et FAO et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Avant-propos

Le secteur agricole et alimentaire est confronté à un défi crucial à l'échelle planétaire : assurer à une population mondiale croissante un accès à des aliments nutritifs, sains et sûrs, tout en utilisant les ressources naturelles de manière plus durable et en contribuant concrètement à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci. Dans le cadre de la présente collaboration annuelle et d'autres études, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) œuvrent ensemble pour fournir des informations, des analyses et des avis et aider ainsi les gouvernements à atteindre ces objectifs essentiels.

Cette édition des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO est la treizième. Elle présente des projections sur dix ans, à l'horizon 2026, concernant les principaux produits agricoles de base ainsi que les biocarburants et les produits halieutiques et aquacoles. La mise en commun d'informations fournies par des experts sur les marchés et les politiques dans un large éventail de pays participants apporte la référence nécessaire pour évaluer les opportunités et les menaces qui se présentent au secteur. L'édition de cette année contient un chapitre spécial sur l'Asie du Sud-Est, région où l'agriculture et la pêche se développent rapidement et où la sous-alimentation a beaucoup diminué, mais qui est aussi exposée directement aux effets du changement climatique et où les pressions exercées sur les ressources naturelles s'accroissent.

Ces Perspectives agricoles paraissent alors que se multiplient les initiatives internationales visant à remédier aux problèmes agricoles et de sécurité alimentaire. Deux d'entre elles sont à signaler en particulier :

- Les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies sont ambitieux et doivent être atteints d'ici 2030. Le premier d'entre eux est d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout, et le deuxième est de mettre un terme à la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de favoriser une agriculture durable. Ces deux objectifs sont liés, puisque plus des trois quarts des pauvres dans le monde sont tributaires de l'agriculture, qui leur procure à la fois leur alimentation et un moyen de subsistance.
- Dans l'Accord de Paris de 2015, qui découle de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, 195 pays se sont engagés à prendre des mesures pour contenir la hausse des températures mondiales moyennes par rapport aux niveaux préindustriels nettement en dessous de 2 °C. Le changement climatique fait planer une menace sur la pérennité de la production alimentaire, mais l'agriculture, qui est responsable de plus d'un cinquième des émissions de gaz à effet de serre, peut concourir activement à la résolution du problème.

Les Perspectives agricoles sont utiles à ces initiatives mondiales, car elles donnent une référence par rapport à laquelle il est possible d'évaluer les implications de différentes politiques visant à accroître la disponibilité alimentaire de façon durable tout en atténuant les émissions de gaz à effet de serre. Ces politiques comprennent à la fois des mesures axées sur l'offre, par exemple pour

doper la croissance durable de la productivité dans l'agriculture, et des mesures axées sur la demande, pour encourager la réduction des déchets et la surconsommation.

L'OCDE et la FAO s'emploient sur tous les plans à soutenir les efforts mondiaux destinés à éradiquer la pauvreté et à parer au changement climatique. En 2016, les ministres de l'agriculture se sont réunis, et à l'OCDE et à la FAO, dans le but de définir les orientations de futures politiques à même de répondre à ces engagements. A l'OCDE, ils ont souligné que ces politiques devaient favoriser la résilience, mais aussi la productivité et la durabilité, du secteur agricole et alimentaire et des collectivités rurales. Ils ont également estimé qu'une coopération internationale permanente serait nécessaire pour atteindre ces objectifs partagés. Lors de leur réunion à la FAO, à laquelle participaient aussi les ministres chargés des échanges, ils ont insisté sur l'importance du rôle des produits agricoles de base dans la croissance des pays en développement et les moins avancés et attiré l'attention sur les risques que fait courir le changement climatique. Ils ont par ailleurs souligné l'importance de la transparence des marchés et de la prévisibilité de l'action publique, et le rôle que les échanges peuvent jouer dans l'adaptation au changement climatique.

Étant donné que les domaines dans lesquels les projections font état d'une hausse de la demande alimentaire ne sont pas les mêmes que ceux où l'offre peut être accrue durablement, les échanges internationaux revêtiront une importance particulière dans la réalisation des ODD, ainsi que dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation. La 11^e Conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra à Buenos Aires en décembre de cette année, sera sans aucun doute guidée par la nécessité de faire en sorte que le secteur agricole apporte bien ces contributions à l'échelle mondiale, tout en répondant aussi aux problèmes particuliers des pays en développement en matière de sécurité alimentaire.

Une attention particulière est accordée aux questions de sécurité alimentaire et d'agriculture dans les instances internationales telles que le G20 et le G7. Administré à la FAO et recevant la contribution de l'OCDE et d'autres organisations internationales, le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) du G20 a été une initiative importante. Les prix alimentaires étant aujourd'hui plus proches des niveaux tendanciels à long terme, il convient de ne pas négliger les problèmes structurels qui persistent. De plus, les marchés alimentaires sont par nature volatils et la relative stabilité actuelle ne doit pas devenir un motif d'inertie.

Plus que jamais, nous devons tous coopérer pour améliorer la durabilité des systèmes alimentaires et assurer la sécurité alimentaire mondiale et une alimentation saine. Nous espérons que notre collaboration, dans le cadre de l'établissement de ce rapport, continuera d'apporter aux pouvoirs publics et à tous les autres acteurs une partie essentielle des informations dont ils ont besoin pour atteindre les objectifs définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris.



Angel Gurría,
Secrétaire général
Organisation de coopération et de
développement économiques



José Graziano da Silva,
Directeur général
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Remerciements

Les *Perspectives agricoles 2017-2026* sont le fruit de la collaboration entre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les deux organisations mettent en commun leurs connaissances spécialisées sur les produits, les politiques et les pays, ainsi que les informations fournies par leurs pays membres, afin de produire chaque année une analyse des perspectives des marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles de base pour la décennie à venir. Les projections de référence présentées visent non pas à prédire l'avenir, mais à présenter un scénario plausible de ce qui pourrait se passer compte tenu des hypothèses retenues au sujet des conditions macroéconomiques, de l'orientation actuelle des politiques agricoles et commerciales, des conditions météorologiques, des tendances lourdes de la productivité et de l'évolution des marchés internationaux.

Les *Perspectives agricoles* sont établies conjointement par les Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

À l'OCDE, les personnes de la Direction des échanges et de l'agriculture qui ont contribué à l'élaboration du scénario de référence et à l'écriture du rapport sont : Marcel Adenäuer, Jonathan Brooks (Chef de Division), Koen Deconinck, Annelies Deuss, Armelle Elasri (coordinatrice de la publication), Gen Furuhashi, Hubertus Gay (coordinateur des *Perspectives*), Céline Giner, Gaëlle Gouarin, Claude Nenert, Graham Pilgrim et Grégoire Tallard, de la Division des échanges et des marchés agro-alimentaires, et, pour la pêche et l'aquaculture, James Innes et Antonia Leroy, de la Division des politiques des ressources naturelles. Le Secrétariat de l'OCDE est reconnaissant aux experts invités Ashwina Aubeeluck (Agriculture et Agroalimentaire Canada) et Si Zhizhi (Académie chinoise des sciences agricoles) pour leurs contributions. Helen Maguire et Michèle Patterson se sont chargées de l'organisation des réunions et de la préparation de la publication. L'assistance technique à la préparation de la base de données des *Perspectives* a été assurée par Eric Espinasse et Frano Ilicic. Beaucoup d'autres collègues du Secrétariat de l'OCDE et les délégués des pays membres ont apporté des commentaires utiles sur les versions préliminaires de ce rapport.

À l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les projections ont été préparées par les économistes et les responsables produit de la Division du commerce et des marchés sous la direction de Boubaker Ben-Belhassen (Directeur, Division du commerce et des marchés) et Josef Schmidhuber (Directeur adjoint, Division du commerce et des marchés) et selon les orientations générales définies par Kostas Stamoulis (Sous-directeur général, Département du développement économique et social). L'équipe chargée des projections centrales est constituée de ElMamoun Amrouk, Sergio René Araujo Enciso, Pedro Arias, Eduard Bukin, Emily Carroll, Merritt Cluff, Hannah Fried, Yasmine Iqbal, Holger Matthey (chef d'équipe) et Jorge Soguero Escuer. Abdolreza Abbassian, Paulo Augusto Lourenço Dias Nunes, Michael Griffin, Shirley Mustafa, Adam

Prakash, Peter Thoenes, G.A. Upali Wickramasinghe et Di Yang ont apporté leurs connaissances spécialisées sur les produits. Katinka de Balogh, Matthew Burnett, Wantanee Kalpravidh, Ekaterina Krivonos, Pascal Liu, Juan Lubroth et Francesco N. Tubiello ont fourni des éléments sur des thèmes et des encadrés spéciaux. Nous remercions Tracy Davids, invitée expert du Bureau pour la politique alimentaire et agricole à l'Université de Pretoria. Stefania Vannuccini, du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO, a également contribué aux travaux, avec le soutien technique de Pierre Charlebois. Des conseils sur les questions relatives aux farines de poisson et à l'huile de poisson ont été fournis par Enrico Bachis de l'IFFO (The Marine Ingredients Organisation). Claudio Cerquiglioni, Julie Claro, Emanuele Marocco et Marco Milo ont participé aux recherches et à la préparation de la base de données. Jiyeon Chang a fourni des éléments précieux lors de la rédaction du chapitre Vue d'ensemble. Cette édition a aussi été commentée par d'autres collègues de la FAO et d'institutions des pays membres, et elle a été revue attentivement par Günter Hemrich, Michelle Kendrick, Anna Lartey, Regina Laub, José Rosero Moncayo, Marco Sánchez Cantillo, Rob Vos et Natalia Winder Rossi. James Edge, Yongdong Fu, Pedro Javaloyes, Jessica Mathewson, Raffaella Rucci et Juan Luis Salazar, de la FAO, ont apporté une aide précieuse sur les questions de publication et de communication.

Le chapitre 2 des *Perspectives*, « Asie du Sud-Est – Perspectives et défis », a été préparé par les Secrétariats de la FAO de l'OCDE sous la conduite de Jared Greenville, de la Division du développement de la Direction des échanges et de l'agriculture, et Merritt Cluff. Outre les membres de la Direction des échanges et de l'agriculture cités ci-dessus, la contribution de l'OCDE a été assurée par Martha Baxter, du Centre de développement de l'OCDE, sous la forme d'un encadré intitulé « Le rôle potentiel de l'agriculture dans le développement futur du Myanmar ». Sumiter Broca, Fang Cheng, Cristina Coslet, David Dawe, Aziz Elbehri et Shirley Mustafa, de la FAO, ont apporté des éléments sur certains sujets et pour des encadrés particuliers.

Enfin, les informations et commentaires fournis par l'Association mondiale des planteurs de betteraves et de canne à sucre, le Comité consultatif international du coton, le Conseil international des céréales, la Fédération internationale du lait, la Marine Ingredients Organisation (IFFO) et l'Organisation internationale du sucre ont été très précieux.

Les *Perspectives agricoles* complètes, y compris les chapitres détaillés par produit, toute l'annexe statistique et la base de données documentée, qui comprend les données historiques et les projections, peuvent être consultées à partir du site internet conjoint de l'OCDE et de la FAO : www.agri-outlook.org. La version imprimée des *Perspectives agricoles* 2017-2026 contient : une vue d'ensemble de l'agriculture mondiale et ses perspectives ; une analyse en profondeur des perspectives de l'agriculture de l'Asie du Sud Est, accompagnée d'une réflexion sur certains des enjeux auxquels elle est confrontée ; et, pour chaque produit de base, un court aperçu et les tableaux statistiques associés. Les chapitres détaillés par produit et une annexe statistique complète figurent dans la version en ligne, accessible sur OECD iLibrary.

Table des matières

Sigles et abréviations	11
Résumé	15
Chapitre 1. Vue d'ensemble des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026 ..	19
Le contexte : une production record et des stocks abondants maintiennent	
la pression à la baisse sur les prix en 2016	20
Situation macroéconomique et politiques publiques : résumé des hypothèses . . .	20
Consommation	23
Production	38
Échanges	45
Prix	54
Risques et incertitudes	59
Notes	64
Références	64
Chapitre 2. Asie du Sud-Est : Perspectives et défis	67
Introduction	68
Évolutions de l'agriculture et de la pêche et de l'aquaculture en Asie du Sud-Est . . .	70
Perspectives à moyen terme	93
Notes	109
Références	110
Chapitre 3. Aperçus par produit	115
Céréales	116
Oléagineux et produits oléagineux	119
Sucre	122
Viande	125
Produits laitiers	129
Produits halieutiques et aquacoles	132
Biocarburants	135
Coton	138
Annexe. Tableaux des aperçus par produit	141

Les chapitres plus détaillés de chaque produit ainsi que le glossaire, la méthodologie et l'annexe statistique sont disponibles en ligne sur : http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-fr

Tableaux

2.1. Indicateurs contextuels pour certains pays d'Asie du Sud-Est, 2015	69
2.2. Objectifs d'autosuffisance des membres de l'ANASE	88
3.A1.1. Projections mondiales des céréales	142
3.A1.2. Projections mondiales des oléagineux	144
3.A1.3. Projections mondiales du sucre	146
3.A1.4. Projections mondiales des viandes	147
3.A1.5. Projections mondiales du secteur laitier : Beurre et fromage	148
3.A1.6. Projections mondiales du secteur laitier : Poudres et caséine	149
3.A1.7. Projections mondiales de la pêche et l'aquaculture	150
3.A1.8. Projections mondiales des biocarburants	152
3.A1.9. Projections mondiales de coton	153

Graphiques

1.1. Situation actuelle des principaux marchés	21
1.2. Croissance annuelle de la consommation de produits agricoles par catégorie de produits, 2007-16 et 2017-26	24
1.3. Parts des régions dans la croissance de la consommation de produits agricoles, 2016-26	25
1.4. Poisson : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant	27
1.5. Viande porcine : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant	27
1.6. Viande bovine : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant	29
1.7. Volaille : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant	30
1.8. Produits laitiers frais : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant	31
1.9. Consommation de viande et de poisson par habitant en 2026	32
1.10. Consommation de céréales par habitant en 2026	32
1.11. Apport calorique par habitant et par catégorie de produits	33
1.12. Apport protéique par habitant et par catégorie de produits	34
1.13. Aliments pour animaux : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation totale	35
1.14. Croissance de la production de biocarburants, 2000-26	36
1.15. Croissance de la demande de maïs (partie gauche) et d'huile végétale (partie droite) par type d'utilisation	38
1.16. Accroissement de la production de maïs dû à l'expansion des surfaces et à l'amélioration des rendements, 2016-26	39
1.17. Tendances de l'utilisation des terres agricoles au niveau mondial	40
1.18. Variation moyenne annuelle des surfaces cultivées dans un certain nombre de pays	41
1.19. Rendements du maïs aux États-Unis et dans le monde	42
1.20. Production laitière dans un certain nombre de pays ou régions	43
1.21. Production de viande, par type et par pays	44
1.22. Production de poisson	45
1.23. Croissance des échanges en volume, par produit	46

1.24. Évolution des échanges de marchandises et des échanges agricoles, en volume	47
1.25. Conséquences de l'action publique, de ses réformes et de ses possibles dérives sur les échanges agroalimentaires	49
1.26. Part de la production exportée	49
1.27. Part des exportations dans la production de certains produits	50
1.28. Part des importations dans la demande intérieure de céréales dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique	51
1.29. Parts des exportations des cinq premiers pays exportateurs en 2026, par produit	52
1.30. Part des importations des cinq premiers importateurs en 2026, par produit	53
1.31. Évolution à moyen terme des prix des produits en valeur réelle	54
1.32. Évolution à long terme du prix du maïs en valeur réelle	55
1.33. Variation annuelle moyenne des prix des produits agricole en valeur réelle, 2017-26	56
1.34. Évolution des prix de certains produits en valeur réelle	57
1.35. Taux de croissance du PIB dans les pays de l'OCDE et dans quelques pays en développement	62
2.1. La région de l'Asie du Sud-Est	68
2.2. Part des secteurs de l'agriculture et de la pêche dans l'emploi et dans le PIB	70
2.3. Distribution de la taille des exploitations en Asie du Sud-Est	71
2.4. Croissance de la production en Asie du Sud-Est	72
2.5. Production agricole en Asie du Sud-Est	73
2.6. Parts des productions agricoles de l'Asie du Sud-Est, par pays, 2013	73
2.7. Production des pêches marines et continentales en Asie du Sud-Est	74
2.8. Contribution à la production halieutique par pays.	75
2.9. Composition de la croissance de la production agricole en Asie du Sud-Est, par période (%)	77
2.10. L'environnement propice pourrait être amélioré dans un certain nombre de domaines	79
2.11. Principaux produits d'exportation et d'importation du secteur agroalimentaire	84
2.12. Exportations nettes de riz	84
2.13. L'ANASE et sa participation aux CVM mondiales	86
2.14. Croissance passée et projetée du PIB par habitant en Asie du Sud-Est	94
2.15. Évolutions de la consommation en Asie du Sud-Est	95
2.16. Production nette des secteurs agricole, halieutique et aquacole en Asie du Sud-Est	97
2.17. Production agricole, halieutique et aquacole en Asie du Sud-Est et dans le monde	97
2.18. Évolutions des principales productions en Asie du Sud-Est	98
2.19. Production mondiale de coprah, par région	99
2.20. Évolutions des principales productions en Asie du Sud-Est	100
2.21. Variation des superficies et des rendements pour les principales productions en Asie du Sud-Est	102
2.22. Variations du solde commercial pour les principaux produits de base en Asie du Sud-Est	105
2.23. Contributions aux variations du solde commercial pour les principaux produits de base en Asie du Sud-Est	105

2.24. Sources des variations de la consommation de calories et de protéines en Asie du Sud-Est	106
3.1. Prix mondiaux des céréales	117
3.2. Exportations d'oléagineux et de produits oléagineux par région	121
3.3. Prix nominal et réel du sucre dans le monde	123
3.4. Prix mondiaux de la viande	127
3.5. Consommation par habitant de produits laitiers frais et transformés	130
3.6. Contributions régionales à la production mondiale de poissons, mollusques et crustacés	133
3.7. Évolution du pourcentage d'éthanol dans l'essence et du pourcentage de biodiesel dans le diesel	136
3.8. Consommation de coton par région	139

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/oecdlibrary>




<http://www.oecd.org/oecdirect/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des StatLinks . Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Suivez FAO sur :



**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture**



www.twitter.com/FAOstatistics
www.twitter.com/FAOnews



www.facebook.com/UNFAO



www.linkedin.com/company/fao



www.youtube.com/user/FAOoftheUN

Sigles et abréviations

AACU	Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay
ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ACR	Accords commerciaux régionaux
ACRE	Average Crop Revenue Election (États-Unis)
AECG	Accord économique et commercial global
AGEI	Indice de l'environnement propice à la croissance agricole
AIE	Agence Internationale de l'Énergie
ALC	Amérique latine et Caraïbes
ALE	Accord de libre échange
ALECU	Accord de libre-échange Canada-Ukraine
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMF	Accord multifibres
AMIS	Système d'information sur les marchés agricoles
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APE	Accord de partenariats économiques entre l'UE et les pays ACP
ARC	Assurance contre les risques agricoles (États-Unis)
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BRIC	Économies émergentes du Brésil, Fédération de Russie, Inde et Chine
BRICS	Économies émergentes du Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du sud
c.a.f.	Coût, assurance, fret
CASI	Changement d'affectation des sols indirect
CCI	Centre du commerce international
ChAFTA	Accord de libre-échange Chine-Australie (China-Australia Free Trade Agreement)
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CRP	Conservation Reserv Program (États-Unis)
CSP	Programme de bonne gestion de l'environnement (Conservation Stewardship Program) (États-Unis)
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
cts/lb	Cents par livre
CVM	Chaînes de valeur mondiales
DCP	Dépenses de la consommation privée
DEP	Diarrhée épidémique porcine
DER	Directive sur les énergies renouvelables en Union européenne
EISA	Loi des États-Unis de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétique, Energy Independence and Security Act.
El Niño	Condition climatique associée à la température des principaux courants maritimes
EPA	Agence pour la protection de l'environnement, USA

epc	Équivalent poids carcasse
epd	Équivalent poids au détail
ERS	Service de recherches économiques du ministère de l'Agriculture des États-Unis
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
e.s.r	équivalent sucre raffiné
est	Estimation
EST	Estimation du soutien total
f.a.b.	Franco à bord
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fond international pour le développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FVO	Farine de viande et d'os
G20	Groupe de 20 pays en développés et en développement (voir glossaire)
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat
GM	Génétiquement modifié
Gt	Milliard de tonnes
ha	Hectare
HFCS	Sirop de maïs à forte teneur en isoglucose
hl	hectolitre
IDE	Investissement direct étranger
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IGC	Conseil international des céréales
ILUC	Changement indirect d'utilisation des terres
INN	Activités de pêche illicites, non réglementées et non déclarées
IPC	Indice des prix à la consommation
kcal	Kilo calories
kg	Kilogramme
kt	Mille tonnes
L	Litre
La Niña	Conditions climatiques associées à la température des principaux courants marins
lb	Livre
MENA	Moyen Orient et Afrique du Nord
MERCOSUR	Accord multilatéral sur les échanges des pays d'Amérique du sud
Mrd	Milliard
Mrd L	Milliard de litres
MGS	Mesure globale de soutien
Mha	Millions d'hectare
Mt	Millions de tonnes
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale pour la santé
ONU	Organisation des Nations Unies

OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
p.a	Per annum
PAC	Politique agricole commune
pac	Prêt à cuire
pad	Poids au détail
PAM	Programme alimentaire mondial
pcp	Poids carcasse parée
PCP	Politique commune de la pêche
PDS	Système de distribution publique
PEDv	Épidémie de diarrhée porcine virale
PIB	Produit intérieur brut
PLC	Assurance contre la diminution des prix (États-Unis)
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
pp	Poids produit
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PTF	Productivité totale des facteurs
R-D	Recherche et développement
RFS / RFS2	Réformes sur les carburants renouvelables aux États-Unis, faisant partie de la loi sur la politique de l'énergie
RPU	Régime de paiement unique (Union européenne)
SPM	Soutien des prix du marché
t	Tonne
t/ha	Tonne/hectare
TPP	Partenariat transpacifique
tq	Base tel quel
TSA	Tout sauf les armes
UE	Union européenne
UE-15	Les quinze états membres qui ont joint l'Union européenne avant 2004
UE-28	Les 28 états membres de l'Union européenne
USDA	Ministère de l'agriculture des États-Unis
WITS	World Integrated Trade Solution
WWF	Fonds mondial pour la nature

Monnaies

ARS	Peso argentin	KRW	Won coréen
AUD	Dollar australien	MXN	Peso mexicain
BDT	Taka bangladais	MYR	Ringgit malaisien
BRL	Real brésilien	NZD	Dollar néo-zélandais
CAD	Dollar canadien	PKR	Roupie pakistanaise
CLP	Peso chilien	RUB	Rouble russe
CNY	Yuan renminbi chinois	SAR	Rial saoudien
DZD	Dinar algérien	THB	Baht thaïlandais
EGP	Livre égyptienne	TRL	Lire turque
EUR	Euro (Europe)	UAH	Grivna ukrainienne
IDR	Roupie indonésienne	USD	Dollar américain
INR	Roupie indienne	UYU	Peso uruguayen
JPY	Yen japonais	ZAR	Rand sud-africain

Résumé

Les *Perspectives agricoles 2017-26* sont le fruit de la collaboration entre l'OCDE et la FAO. Elles ont été préparées avec l'aide d'experts de leurs pays membres et d'organisations de produits, et présentent une analyse consensuelle de ce que devrait être l'évolution à moyen terme (dix ans) des marchés des produits agricoles et du poisson aux niveaux national, régional et mondial. L'édition de cette année contient un chapitre spécial consacré à l'Asie du Sud-Est.

Le contexte de l'année 2016 est celui d'une production record et de stocks abondants pour la plupart des produits, qui font pression sur les prix et les maintiennent nettement en deçà des sommets atteints ces dix dernières années. En moyenne, les prix des céréales, de la viande et des produits laitiers ont continué de baisser en 2016, tandis que ceux des oléagineux, des huiles végétales et du sucre ont légèrement rebondi.

La croissance de la demande devrait ralentir considérablement pendant la période étudiée. Ces dix dernières années, ses principaux moteurs ont été tout d'abord la République populaire de Chine, où la demande croissante de viande et de poisson a entraîné une hausse de la consommation d'aliments pour animaux de près de 6 % par an, et ensuite la production mondiale de biocarburants, qui a accru l'utilisation des matières premières agricoles de près de 8 % par an. La reconstitution des stocks de céréales, à hauteur de 230 Mt au cours des dix dernières années, a également augmenté la demande. À moyen terme, il est peu probable que ces facteurs continueront de soutenir les marchés comme ils l'ont fait dernièrement, et aucune autre source de croissance ne semble devoir prendre le relais.

La demande alimentaire de la plupart des produits examinés dans les *Perspectives* devrait progresser moins vite qu'au cours des dix dernières années. Globalement, on s'attend à une consommation de céréales par habitant à peu près inchangée, exception faite d'une hausse dans les pays les moins développés. Les perspectives de la consommation de viande paraissent assez limitées compte tenu des tendances observées récemment dans de nombreux pays, où les préférences alimentaires, le faible niveau des revenus et les contraintes du côté de l'offre freinent la consommation. Les apports supplémentaires de calories et de protéines devraient venir essentiellement des huiles végétales, du sucre et des produits laitiers. Dans l'ensemble, la « convergence » de la consommation vers les régimes alimentaires de type occidental semble limitée.

En 2026, la disponibilité de calories devrait atteindre 2 450 kcal par jour en moyenne dans les pays les moins développés et dépasser 3 000 kcal par jour dans les autres pays en développement. L'insécurité alimentaire n'en demeurera pas moins un grave problème à l'échelle mondiale, où la coexistence de différentes formes de malnutrition constitue de nouveaux défis dans de nombreux pays.

La croissance de la demande d'éthanol et de biodiesel s'est affaiblie en raison de la baisse des prix des combustibles fossiles et de politiques publiques moins incitatives. Malgré la hausse prévue des prix de l'énergie, la demande de matières premières destinées aux biocarburants, en particulier le maïs et la canne à sucre pour l'éthanol et l'huile végétale pour le biodiesel, augmentera lentement, sauf dans les quelques pays en développement où la demande est stimulée par des politiques plus volontaristes.

L'augmentation prévue de la production végétale résultera essentiellement de la croissance des rendements. Celle-ci devrait en fait connaître un léger recul, mais la production pourrait augmenter si les écarts de rendement importants qui persistent, surtout en Afrique subsaharienne, étaient comblés. La superficie totale cultivée en blé n'augmentera que très peu, mais une extension supplémentaire de celle de soja est prévue pour répondre à la demande d'aliments pour animaux et d'huile végétale.

Dans les secteurs de la viande et des produits laitiers, la croissance de la production reposera à la fois sur l'augmentation de la taille des troupeaux et sur une production par tête plus élevée, avec des différences d'intensité toujours importantes. Au cours des dix prochaines années, la production de volaille devrait représenter près de la moitié de la croissance totale de la production de viande, et, comparée à la dernière décennie, la hausse de la production de lait devrait s'accélérer, surtout en Inde et au Pakistan.

Dans le secteur du poisson, la croissance dépend presque entièrement de l'aquaculture, car la production halieutique est déterminée par le niveau actuel des stocks et par les politiques visant à décourager la surpêche. La Chine continuera de contribuer pour plus de 60 % à la production mondiale de poisson. De tous les produits examinés dans les *Perspectives*, le poisson d'élevage est la source de protéines qui connaît la plus forte expansion.

Les échanges de produits agricoles et de poisson devraient progresser environ deux fois moins vite qu'au cours des dix dernières années, mais leur part dans la production du secteur restera à peu près constante pendant la prochaine décennie. Les échanges agricoles résistent généralement mieux aux fluctuations macroéconomiques que ceux d'autres produits. Étant donné le degré de protection assez élevé dont bénéficie l'agriculture, les échanges de produits agricoles auraient tout à gagner de nouvelles mesures de libéralisation des marchés.

Les importations de denrées alimentaires jouent un rôle de plus en plus important pour la sécurité alimentaire, en particulier en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Dans certains pays, cette situation peut s'expliquer par l'accroissement de la demande face à des ressources naturelles insuffisantes pour produire localement, mais dans d'autres cas, elle est peut-être le signe de problèmes de développement agricole qui méritent l'attention.

Les exportations nettes devraient s'accroître dans la région des Amériques ainsi dans que les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale, et les importations nettes devraient augmenter dans les autres pays asiatiques et en Afrique. Les exportations agricoles restent concentrées dans un petit nombre de pays producteurs, ce qui contraste avec la dispersion des importations entre de nombreux pays. Cette situation risque de rendre les marchés mondiaux plus sensibles aux chocs sur l'offre, qu'ils résultent de facteurs naturels ou de l'action des pouvoirs publics, qu'aux chocs sur la demande.

Compte tenu des conditions fondamentales de l'offre et de la demande postulées dans les *Perspectives*, on prévoit que les prix réels de la plupart des produits agricoles,

halieutiques et aquacoles s'infléchiront légèrement à la baisse au cours des dix prochaines années, se maintenant ainsi à des niveaux inférieurs à leurs sommets antérieurs. Les prix des produits agricoles sont extrêmement volatils et peuvent s'écarter sensiblement de leur tendance à long terme pendant une période prolongée.

Sud-Est asiatique

Le chapitre spécial des *Perspectives* s'intéresse aux pays du Sud-Est asiatique. Dans cette région, où l'activité économique est très dynamique et les secteurs de l'agriculture et de la pêche en plein essor, une croissance à large assise a permis de réduire sensiblement les taux de sous-alimentation ces dernières années.

Toutefois, l'expansion de l'agriculture et de la pêche dans la région a accentué la pression sur les ressources naturelles, touchant en particulier le secteur du poisson et celui de l'huile de palme, tous deux axés sur les exportations. D'après les *Perspectives*, la production d'huile de palme devrait ralentir considérablement à mesure que les principaux pays producteurs donneront la priorité au développement durable.

Une meilleure gestion des ressources et un effort de R-D plus important seront nécessaires pour parvenir à une croissance durable de la productivité. Par ailleurs, les mesures de soutien à la production de riz pourraient être réorientées de manière à faciliter la diversification de l'agriculture. Étant donné la sensibilité de la région aux effets du changement climatique, il est également indispensable de réaliser des investissements pour faciliter l'adaptation.

Chapitre 1

Vue d'ensemble des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026

Ce chapitre donne un aperçu de la dernière série de projections quantitatives à moyen terme relatives aux marchés agricoles mondiaux et nationaux. Ces projections englobent la production, la consommation, les stocks, les échanges et les prix de 25 produits agricoles pour la période allant de 2017 à 2026. Le chapitre débute avec une analyse de la situation des marchés agricoles en 2016. Les sections suivantes s'intéressent aux évolutions de la consommation et de la production, en mettant l'accent sur les tendances régionales. Ce chapitre étudie par ailleurs la structure des échanges qui révèle une relative concentration des exportations et une dispersion des importations des pays pour les différents produits de base. Il se termine par les projections des prix mondiaux agricoles, et une discussion sur les incertitudes qui pourraient affecter les projections de prix. Selon les projections, les gains d'efficacité réalisés au niveau de la production permettront de répondre à la demande croissante de produits agricoles, ce qui maintiendra les prix réels à des niveaux relativement stables.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

La position de l'ONU sur la question de Jérusalem figure dans la Résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 et dans des résolutions postérieures à cette date de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à cette question

Le contexte : une production record et des stocks abondants maintiennent la pression à la baisse sur les prix en 2016

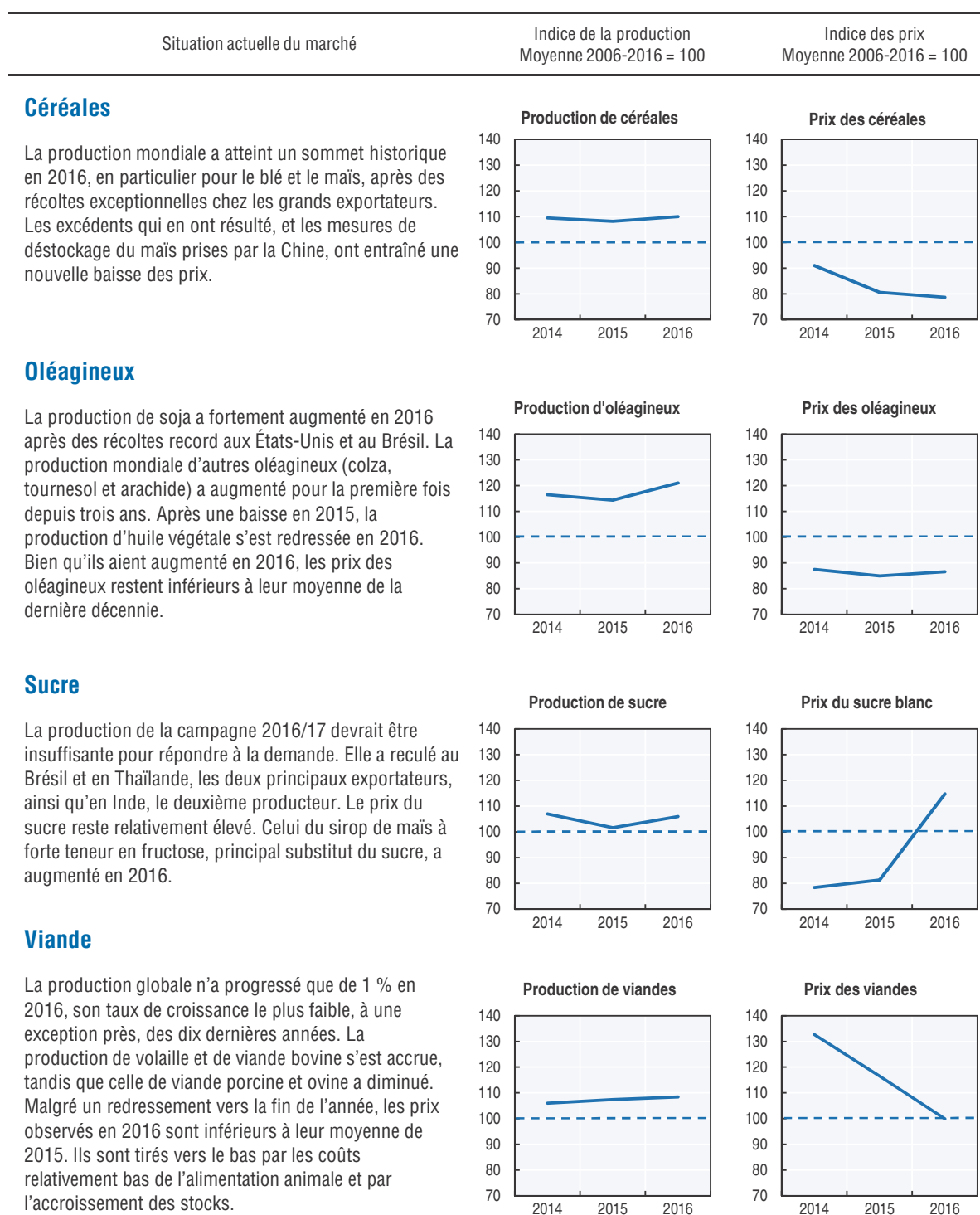
Pour la plupart des céréales, des viandes et des produits laitiers, et pour le poisson en général, la production a atteint des niveaux record ou s'en est approchée de très près en 2016. Cette production exceptionnelle, dans un contexte marqué par une demande stagnante et des stocks abondants, a entraîné de nouvelles baisses des prix de la plupart des produits (graphique 1.1). Seuls les prix des oléagineux, du biodiesel, du coton et du poisson ont connu une modeste amélioration par rapport à 2015, tandis que le prix du sucre, lui, est resté orienté à la hausse.

La situation des marchés agricoles dépend dans une large mesure de variables macroéconomiques telles que la croissance du PIB mondial (qui soutient la demande de produits agricoles) et le prix du pétrole (qui détermine celui de plusieurs intrants utilisés en agriculture et influe sur la demande de céréales, de cultures sucrières et d'huiles végétales par le biais du marché des biocarburants). En 2016, le PIB mondial n'a progressé que de 2.9 %, son plus faible taux de croissance depuis 2009. Les prix du pétrole, qui étaient bas depuis le milieu de 2014, ont augmenté à la fin de 2016 après la décision de l'OPEP et d'autres producteurs non membres de l'Organisation de réduire leur production en 2017. Toutefois, pendant la majeure partie de l'année, les prix du pétrole sont restés bas par rapport à leurs niveaux du passé. Sur fond de croissance économique atone, cette situation a contribué à la baisse des prix observée sur les marchés agricoles en 2016.

Situation macroéconomique et politiques publiques : résumé des hypothèses


Les *Perspectives agricoles* présentent un scénario de référence jugé plausible compte tenu d'une série d'hypothèses concernant l'environnement macroéconomique, les politiques publiques et les tendances démographiques. Les principales hypothèses qui sous-tendent les projections de référence sont détaillées dans l'encadré 1.4, à la fin du présent chapitre. Par rapport à 2016, la croissance du PIB devrait légèrement s'accélérer dans les économies développées au cours des dix prochaines années, mais ralentir dans les pays émergents et en développement. Ceux-ci continueront de faire croître la population mondiale, mais à un rythme plus modéré, de 1 % par an sur la prochaine décennie. L'inflation restera modeste dans les pays de l'OCDE et en République populaire de Chine (ci-après la « Chine »). Au Brésil et dans la Fédération de Russie, elle redescendra des niveaux élevés atteints récemment, grâce à la stabilisation de la monnaie. On prévoit que le prix du pétrole augmentera en moyenne de 4.8 % par an en termes nominaux sur la période de projection, passant de 43.8 USD le baril en 2016 à 89.5 USD le baril en 2026.

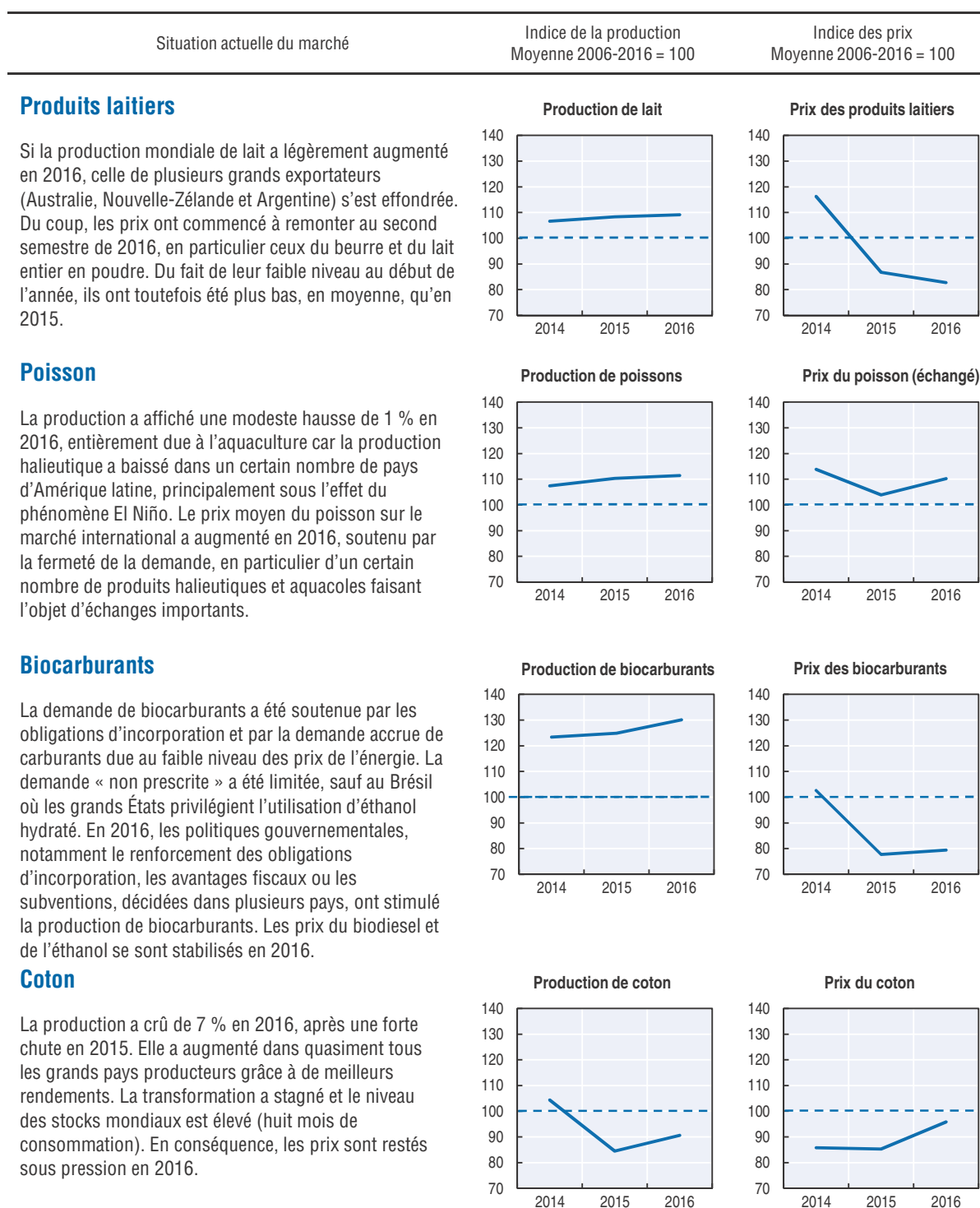
Les projections de référence des *Perspectives agricoles* supposent le maintien des politiques actuelles dans l'avenir. Elles ne tiennent toutefois pas compte de la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union européenne, officiellement notifiée par le gouvernement britannique le 29 mars 2017, car les modalités de cette sortie n'ont pas encore été arrêtées. Dans la présente édition des *Perspectives*, les projections relatives au Royaume-Uni font donc encore partie de l'agrégat représentant l'Union européenne.

Graphique 1.1. **Situation actuelle des principaux marchés**

Note : toutes les données sont exprimées sous la forme d'un indice dont la base 100 correspond à la moyenne de la période 2006-16. La production désigne les volumes de production mondiaux et les prix sont exprimés en valeur nominale. On trouvera davantage d'informations sur la situation des différents marchés et leurs évolutions dans les aperçus par produit présentés au chapitre 3 et les tableaux qui les accompagnent en annexe, ainsi que dans les chapitres par produit disponibles en ligne.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523080>

Graphique 1.1. **Situation actuelle des principaux marchés (suite)**

Note : toutes les données sont exprimées sous la forme d'un indice dont la base 100 correspond à la moyenne de la période 2006-16. La production désigne les volumes de production mondiaux et les prix sont exprimés en valeur nominale. On trouvera davantage d'informations sur la situation des différents marchés et leurs évolutions dans les aperçus par produit présentés au chapitre 3 et les tableaux qui les accompagnent en annexe, ainsi que dans les chapitres par produit disponibles en ligne.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523080>

Consommation

La demande mondiale va progresser moins vite que ces dix dernières années

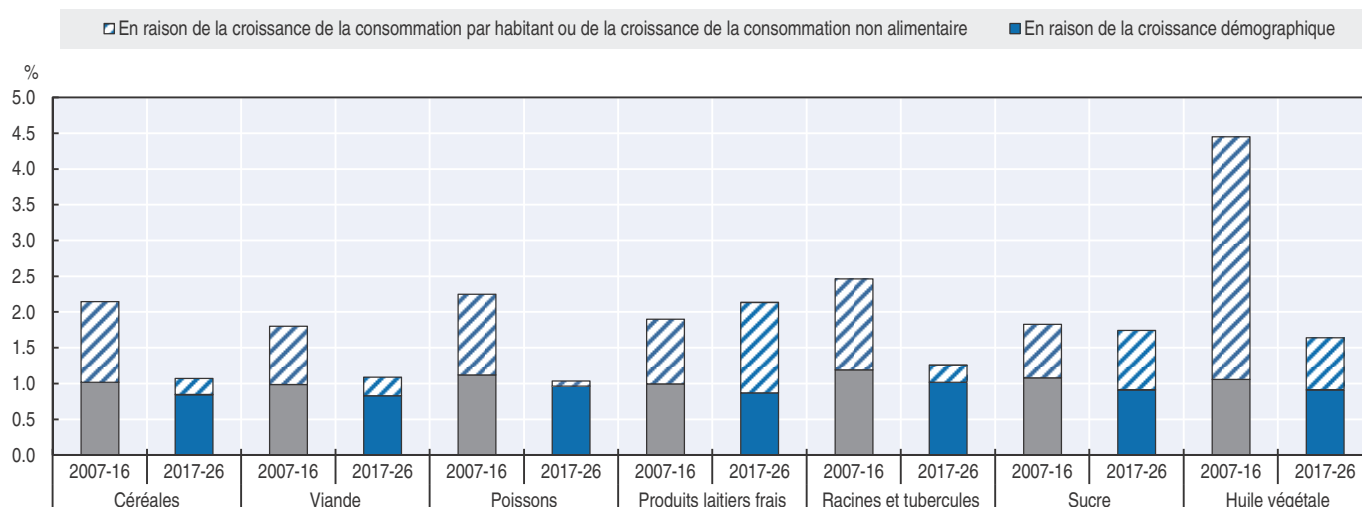
La demande de produits agricoles a connu une croissance exceptionnelle au cours des dix dernières années. Entre 2004-06 et 2014-16, la consommation totale de céréales (blé, maïs, riz et autres céréales secondaires) est passée de 2.0 Gt à 2.5 Gt, ce qui représente une demande supplémentaire de près de 500 Mt. Pour mettre ces chiffres en perspective, aux États-Unis, la consommation intérieure totale de céréales (y compris les utilisations non alimentaires) s'est établie autour de 350 Mt en 2016. De même, la consommation totale de volaille est passée de 81 Mt en 2004-06 à 113 Mt en 2014-16, soit une hausse de 32 Mt. Aux États-Unis, la consommation intérieure de volaille a atteint 17 Mt en 2014-16. La demande de poisson destiné à la consommation humaine a également fait un bond – de 38 Mt –, passant de 111 Mt en 2004-06 à 149 Mt en 2014-16 ; il s'est consommé 7 Mt de poisson aux États-Unis en 2014-16. Ces dix dernières années, les marchés agricoles ont donc connu une hausse sans précédent de la demande.

Cette évolution tient à deux grands facteurs : l'essor de la Chine et la production de biocarburants. En Chine, l'augmentation des revenus a fait monter la demande de produits alimentaires. Dans ce contexte, la consommation accrue de viande et l'intensification de l'élevage ont stimulé la demande d'aliments pour animaux. Dans les pays développés, la demande alimentaire a stagné, mais les mesures en faveur des biocarburants ont gonflé la demande totale de maïs, de canne à sucre et d'huiles végétales.

Ces facteurs vont continuer d'influer sur la demande mondiale de produits agricoles, mais ils devraient perdre de l'importance au cours des dix prochaines années. En Chine, la croissance de la demande ralentit tandis que l'augmentation des revenus se tasse et que les consommateurs ont de moins en moins tendance à consacrer leur surcroît de revenu à l'alimentation. Sur le marché des biocarburants, les évolutions dépendent dans une large mesure des politiques publiques et des prix du pétrole, et sont donc plus difficiles à prévoir sur la base des tendances démographiques et économiques, mais l'orientation actuelle des politiques et la modération attendue des prix du pétrole semblent devoir conduire à un ralentissement de la production de biocarburants à partir de produits agricoles par rapport à la dernière décennie.


En conséquence, la présente édition des *Perspectives* laisse entrevoir une nette décélération de la croissance de la demande totale de la plupart des produits agricoles (y compris les utilisations non alimentaires) par rapport aux dix dernières années (graphique 1.2). Dans la plupart des catégories de produits, en l'occurrence les céréales, la viande, le poisson et les huiles végétales, les taux de croissance diminueront de moitié environ. Le ralentissement sera particulièrement marqué pour la demande d'huile végétale, produit qui a connu la croissance la plus rapide au cours de la dernière décennie, en grande partie du fait des politiques bioénergétiques. Dans le cas du sucre, cependant, le freinage sera modéré, car l'augmentation de la consommation par habitant devrait autant contribuer à la demande que l'accroissement de la population au cours des dix prochaines années.

Il y a une exception majeure à cette tendance : les produits laitiers frais. Les taux de croissance prévus pour la décennie à venir y sont plus élevés que ceux de la décennie passée, compte tenu de l'augmentation de la demande par habitant dans les pays en développement, surtout l'Inde. Pour les autres produits laitiers comme le fromage, le beurre, le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre (non représentés sur le

Graphique 1.2. **Croissance annuelle de la consommation de produits agricoles par catégorie de produits, 2007-16 et 2017-26**

Note : la contribution de la croissance démographique est calculée en partant de l'hypothèse que la demande par habitant reste à son niveau de la dernière année de la décennie précédente. Les taux de croissance sont ceux de la demande totale (alimentation humaine ou animale et autres utilisations).

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523099>

graphique 1.2), la consommation ralentit mais son rythme de croissance reste supérieur à celui des céréales, de la viande ou du poisson. Les produits laitiers, ainsi que les huiles végétales et le sucre, enregistrent les taux de croissance les plus élevés.

Contrairement à ce que l'on a pu observer durant la décennie écoulée, la progression globale de la demande de produits agricoles sera essentiellement tirée par la croissance démographique au cours des dix prochaines années. Sur le graphique 1.2, c'est ce que montrent les parties pleines (part de la croissance de la consommation attribuable à la croissance démographique) et les parties hachurées (part de la croissance de la consommation attribuable à la consommation par habitant, y compris les utilisations non alimentaires). D'après les projections, par exemple, la croissance de la consommation de céréales, toutes utilisations confondues, devrait être de l'ordre de 1.1 % par an sur les dix prochaines années. Si la consommation par habitant (y compris la consommation non alimentaire) restait à ses niveaux actuels, l'augmentation de la population induirait à elle seule 0.9 % de croissance par an sur la période considérée, le supplément de 0.2 % par an étant imputable à des facteurs tels que la hausse des revenus et les préférences de consommation qui touchent à la fois les utilisations alimentaires et non alimentaires. Dans toutes les catégories de produits, la croissance démographique et celle de la consommation par habitant (y compris la consommation non alimentaire) ont contribué de façon à peu près égale à la croissance totale de la consommation ces dix dernières années. Dans les dix années qui viennent, en revanche, la consommation par habitant ne jouera un rôle déterminant que pour le sucre, les produits laitiers et les huiles végétales. C'est elle qui explique en effet le supplément de croissance globale enregistré pour ces produits. La consommation de produits laitiers frais connaît une progression exceptionnelle, la plus forte de tous les produits considérés. Cependant, comme les

échanges de produits laitiers frais resteront limités, la croissance de la consommation n'aura pas beaucoup d'effet sur les marchés mondiaux.

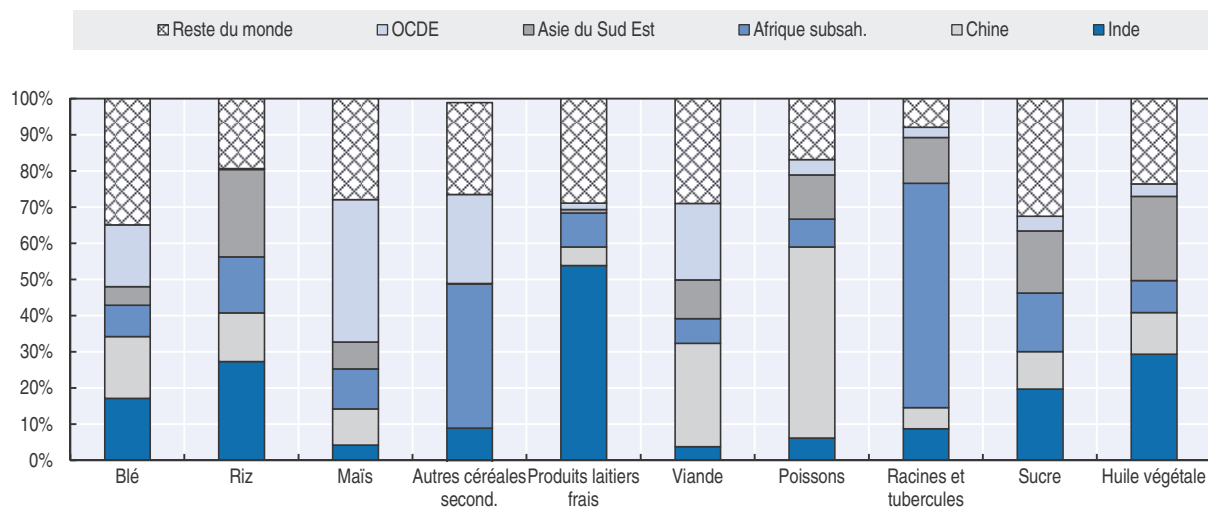
Les projections font apparaître une croissance relativement faible de la consommation totale de viande, la consommation par habitant étant appelée à se stabiliser dans de nombreux pays à revenu intermédiaire où l'alimentation carnée est très appréciée, particulièrement en Chine. Dans les pays les moins développés, la demande de viande restera limitée par la faible croissance des revenus des ménages ruraux et urbains pauvres.

La Chine, l'Inde et l'Afrique subsaharienne tirent la croissance mondiale

La population mondiale passera de 7.3 milliards à 8.2 milliards d'habitants au cours de la prochaine décennie et cette croissance se concentrera dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, la population passera de 974 millions à 1.3 milliard d'habitants, soit une progression de 289 millions, et en Inde, de 1.3 milliard à 1.5 milliard d'habitants, soit près de 150 millions de plus. Ensemble, l'Afrique subsaharienne et l'Inde compteront pour 56 % de la croissance démographique totale de la prochaine décennie, et l'Inde deviendra le pays le plus peuplé du monde, devant la Chine.

Compte tenu de la forte croissance de leur population, l'Inde et l'Afrique subsaharienne s'adjugeront aussi une large part de la demande mondiale. En outre, la Chine continuera d'alimenter la demande de plusieurs grands produits (graphique 1.3). D'après les projections, la consommation totale de céréales (y compris les utilisations non alimentaires) devrait augmenter de 338 Mt sur les dix prochaines années, dont 38 % seraient à mettre au compte de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique subsaharienne. La proportion est moindre dans le cas du blé et du maïs (où les pays développés jouent un rôle plus important), mais plus élevée dans celui du riz (où l'Inde compte à elle seule pour 27 % de l'accroissement de la consommation) et des autres céréales secondaires (où l'Afrique subsaharienne en représente 41 %).

Graphique 1.3. Parts des régions dans la croissance de la consommation de produits agricoles, 2016-26



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre le niveau de 2026 et le niveau moyen de référence (2014-16). L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523118>

La Chine représente une part importante de la consommation supplémentaire de viande (29 %) et surtout de poisson (53 %), deux produits pour lesquels la croissance de la demande émanant de l'Inde et de l'Afrique subsaharienne est plus faible. Ainsi, l'Inde ne contribue que pour 4 % à la consommation supplémentaire de viande, alors que cette proportion passe à 54 % pour les produits laitiers frais et à 29 % pour les huiles végétales. De son côté, l'Afrique subsaharienne est une source de croissance très importante (62 %) dans la catégorie des racines et tubercules.

Le graphique 1.3 montre aussi le rôle que l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines, Malaisie, Thaïlande, Viet Nam, RDP lao, Myanmar et Cambodge) est appelée à jouer dans la croissance de la demande ces dix prochaines années. Comme on peut le voir, les pays de cette région contribuent pour une part non négligeable à la demande supplémentaire de riz (24 %) et d'huile végétale (23 %), mais aussi de sucre (17 %), de poisson (12 %) et de racines et tubercules (13 %). Leur contribution est plus faible, en revanche, pour les autres produits, en particulier les produits laitiers frais. Ces évolutions sont examinées plus avant dans le chapitre 2.

Le ralentissement de la consommation chinoise freine la croissance de la consommation mondiale

Comme il ressort clairement de ce qui précède, la Chine va continuer de jouer un rôle important pour de nombreux produits. Par rapport à la décennie précédente, toutefois, le rythme de croissance de la consommation chinoise devrait considérablement ralentir ces dix prochaines années, exerçant un effet de freinage au niveau mondial.

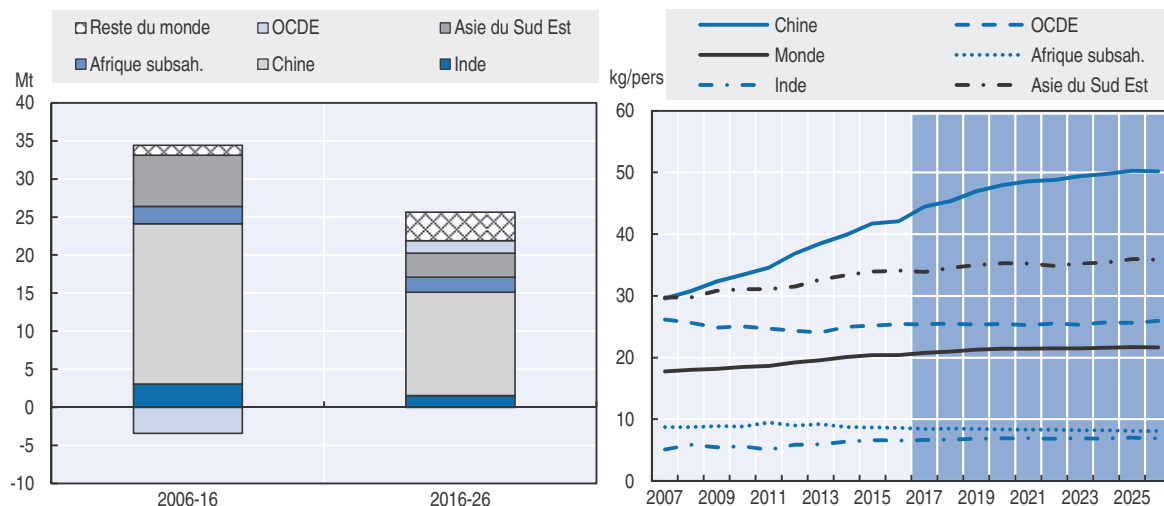
Au cours des dix dernières années, 31 Mt supplémentaires de poisson ont été consommées et la Chine en a absorbé 21 (graphique 1.4). Entre 2007 et 2016, la consommation de poisson de la population chinoise est passée de 30 kg à 42 kg par personne, soit deux tiers de plus que le niveau moyen de la zone OCDE (25 kg par personne). Elle devrait encore croître dans les dix années qui viennent pour atteindre 50 kg par habitant, une hausse toutefois moins importante que celle enregistrée pendant la décennie précédente. Au niveau mondial, cela se traduit par une forte réduction de la croissance annuelle de la consommation. La consommation alimentaire mondiale par habitant demeurant stable au cours des dix prochaines années, la croissance totale de la consommation de poisson est pratiquement égale à la croissance de la population mondiale, comme le montre le graphique 1.2.

De même, la consommation annuelle de viande porcine s'est accrue de 18 Mt au cours de la dernière décennie, dont 11 Mt (59 %) absorbés par la Chine (graphique 1.5). Pour les dix ans à venir, les projections tablent sur une croissance beaucoup plus faible de la consommation de viande porcine (11 Mt), qui s'explique presque entièrement par les évolutions observées en Chine. Après avoir progressé rapidement pendant les dix dernières années, la consommation chinoise de porc a atteint 40 kg par habitant en 2016, soit un tiers de plus que la moyenne de l'OCDE. D'après les projections pour les dix années à venir, la croissance de la consommation alimentaire devrait redescendre aux environs d'un tiers de son niveau de la décennie passée, d'où un net ralentissement de la consommation de viande porcine.

La majeure partie de la viande de porc consommée en Chine est produite dans le pays, mais les évolutions de la demande de viande ont des effets indirects sur d'autres marchés à travers la demande d'aliments pour animaux. Ce qui se passe en Chine contribue donc

Graphique 1.4. Poisson : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant

(a) Parts des régions dans la croissance de la demande (gauche), (b) Consommation par habitant par région (droite)



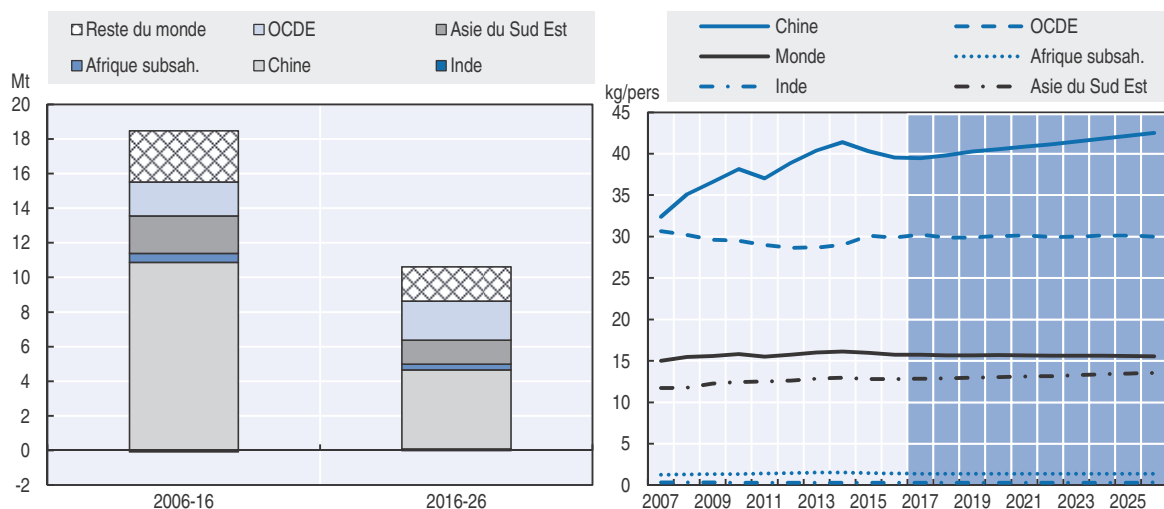
Note : la croissance de la consommation correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523137>


Graphique 1.5. Viande porcine : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant

(a) Parts des régions dans la croissance de la demande (gauche), (b) Consommation par habitant par région (droite)



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523156>

aussi à la décélération prévue de la croissance de la demande mondiale de maïs et de soja sur les dix prochaines années, comme on le verra ci-après.

La demande mondiale évolue à mesure que la consommation chinoise ralentit

Les dernières années, la croissance de la demande chinoise s'est caractérisée par une forte augmentation de la consommation de protéines animales (poisson, viande de porc) et de la demande corrélative d'aliments pour animaux. Or, dans les régions où l'on prévoit une croissance rapide de la population et des revenus au cours de la période de projection, les préférences de consommation ne seront pas les mêmes qu'en Chine, ce qui donne à penser que la croissance de la consommation se déploiera dans de nouvelles directions.

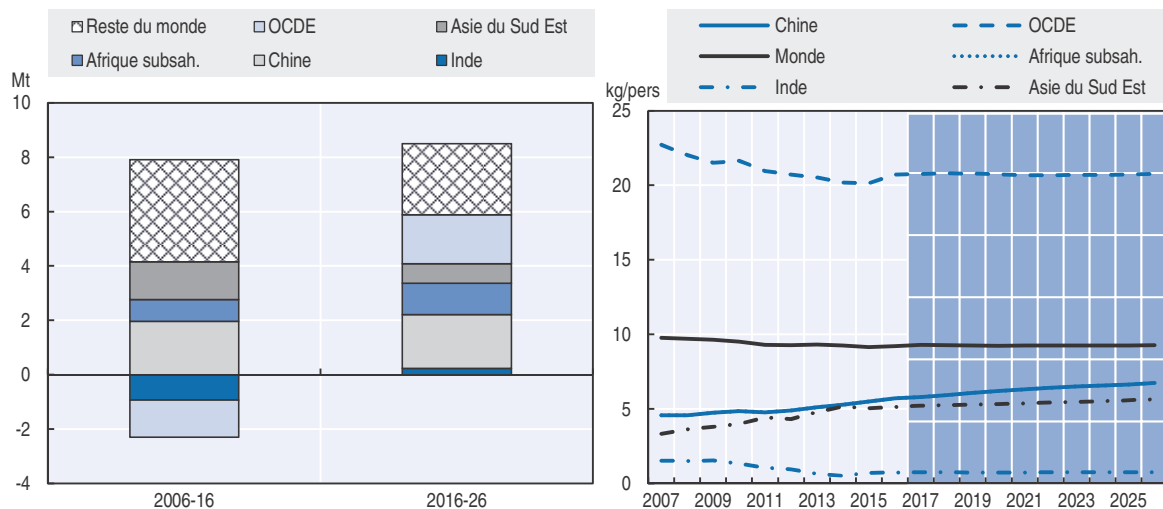
Sachant que la forte demande de viande porcine des dix dernières années était surtout liée aux préférences des consommateurs chinois, et que ces préférences ne seront sans doute pas celles des régions qui devrait connaître une forte croissance de la population et des revenus dans l'avenir, la croissance de la consommation de viande porcine sera forcément limitée

Pour le poisson, comme l'indique le graphique 1.4, il semble peu probable que la consommation puisse croître aussi vigoureusement qu'au cours de la dernière décennie, sachant que la consommation en Chine, pays le plus peuplé du monde, avait alors augmenté de 12 kg par habitant. À titre de comparaison, la consommation de poisson par habitant est aujourd'hui inférieure à 10 kg en Inde, et ce niveau devrait rester stable sur toute la période de projection. Avec des préférences alimentaires analogues à celles de la Chine, les pays du Sud-Est asiatique pourraient accroître leur consommation de poisson par habitant et atteindre les niveaux chinois sur le long terme, mais la population totale de cette région, quoique nombreuse, ne représente qu'environ la moitié de la population chinoise. Enfin, en Afrique subsaharienne, le niveau de consommation de poisson par personne est actuellement faible et devrait l'être encore plus dans les dix années à venir, faute de capacité d'approvisionnement suffisante. À moyen terme, il est donc peu probable qu'un pays puisse tirer la demande mondiale de poisson autant que l'a fait la Chine ces dernières années.

Pour les marchés où le poids de la Chine est habituellement moins déterminant, on ne voit pas non plus clairement quelle autre région pourrait tirer la croissance dans l'avenir. Dans la filière de la viande bovine, par exemple, la demande a crû de 6 Mt sur les dix dernières années et les projections tablent sur une augmentation supplémentaire de 9 Mt pour les dix prochaines (graphique 1.6). Dans les pays en développement, la consommation moyenne par habitant ne représentera encore qu'environ un tiers de celle des pays développés en 2026, mais c'est la croissance de leur population qui continuera de générer le plus gros de la demande supplémentaire. Aux États-Unis, la demande de viande bovine a fléchi ces dernières années, mais elle devrait repartir à la hausse. Cela étant, avec des niveaux de consommation déjà élevés, la marge de progression possible de la consommation par habitant dans les pays développés semble assez limitée. Elle ne montre pas non plus de signes d'une franche évolution à la hausse dans les régions en développement. En Afrique subsaharienne, la consommation de viande bovine par habitant devrait rester faible pendant la période de projection, même si la consommation totale est appelée à se développer rapidement, compte tenu du rythme d'expansion de la population. Au niveau mondial, on s'attend donc à une consommation de viande bovine par habitant globalement stable, avec une croissance de la demande proportionnelle à celle de la population.

Graphique 1.6. Viande bovine : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant

(a) Parts des régions dans la croissance de la demande (gauche), (b) Consommation par habitant par région (droite)



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

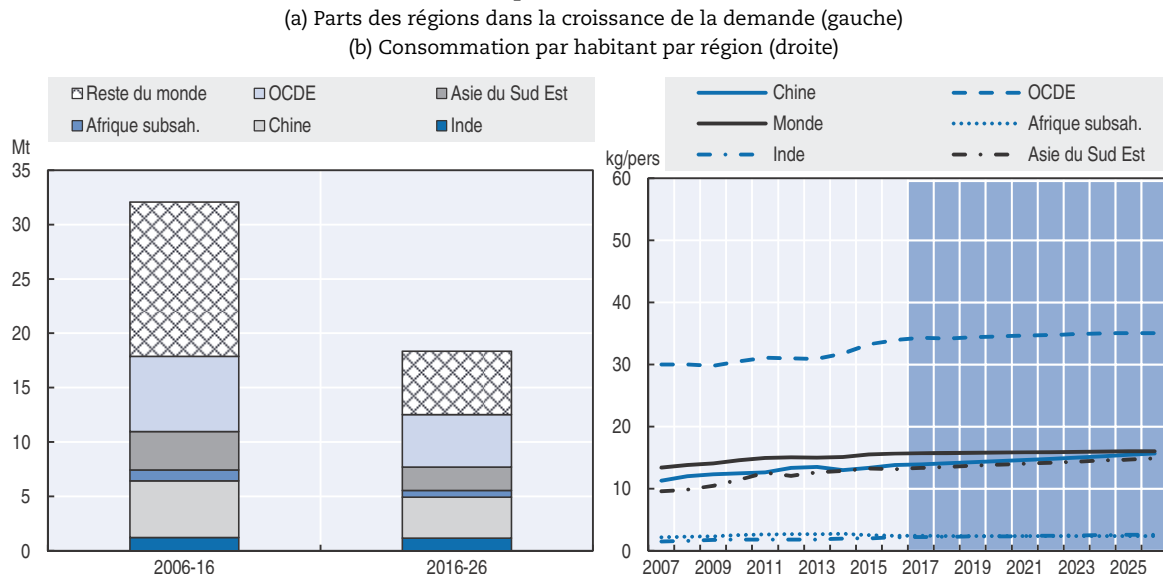
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523175>

La forte croissance de la consommation de volaille au cours de la dernière décennie (+32 Mt) est en grande partie à mettre au compte des pays de l'OCDE (7 Mt), du Brésil (3 Mt) et de la Fédération de Russie (2 Mt). À l'avenir, la demande devrait être moins soutenue dans ces pays, et la consommation totale de volaille ne s'accroîtrait donc que de 18 Mt dans les dix prochaines années, soit moitié moins que durant les dix années précédentes. Avec un niveau de consommation par habitant en progression constante, la Chine continuera de jouer un rôle moteur sur le marché mondial de la volaille pendant la période couverte par les Perspectives. En Inde, la consommation par habitant devrait augmenter de 30 %, mais comme le point de départ est bas, la part du pays dans la croissance de la demande mondiale restera faible. En Afrique subsaharienne, la consommation par habitant continuera de stagner et la croissance totale sera donc proportionnelle à l'accroissement de la population (graphique 1.7).

La demande de viande ovine (non représentée ici) devrait s'accroître de 3.2 Mt au cours des dix prochaines années, soit bien plus que les 2 Mt supplémentaires de la décennie précédente. Cette accélération est surtout le fait de la Chine, où la consommation devrait passer de 3.5 à 4.2 kg par habitant, et de l'Afrique sub-saharienne, où la consommation par habitant restera stable, aux environs de 2.2 kg, mais où la croissance démographique rapide fera progresser la demande. Ces niveaux de consommation par habitant sont supérieurs à la moyenne mondiale, qui reste stable aux alentours de 2 kg par habitant. Au niveau mondial, cependant, la consommation et la production de viande ovine sont modestes par comparaison avec les autres types de viande.

Dans le secteur des produits laitiers, la croissance de la consommation sera tirée par les produits frais. Comme le montre le graphique 1.8, la consommation totale supplémentaire de produits laitiers frais devrait atteindre 104 Mt à la fin de la période de

Graphique 1.7. Volaille : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

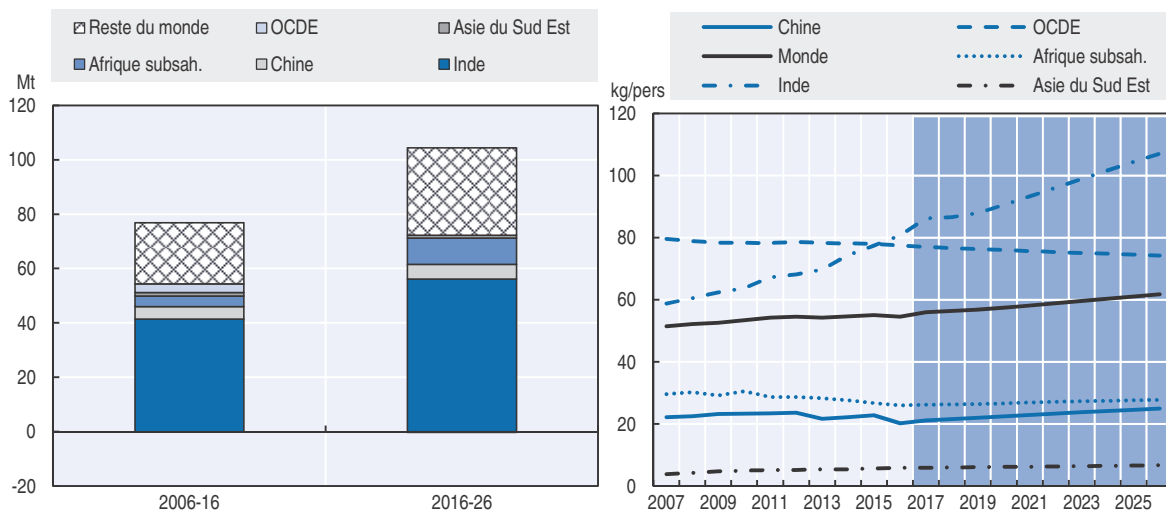
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523194>

projection, alimentée pour plus de la moitié par la croissance constante de la demande indienne. La consommation par habitant de produits laitiers frais a fortement augmenté en Inde au cours des dix dernières années (voir la partie droite du graphique 1.8), et cette tendance devrait se poursuivre, à l'inverse de ce que l'on observe dans les pays développés, où la consommation diminue. En Chine et en Afrique subsaharienne, la consommation de produits laitiers frais par habitant se maintiendra à des niveaux beaucoup plus bas. Globalement, la forte croissance de la consommation de produits laitiers frais n'aura guère d'impact sur les prix mondiaux car seule une petite fraction des produits frais est échangée.

Contrairement aux produits laitiers frais, la croissance mondiale de la consommation de produits laitiers transformés devrait ralentir pour s'établir à 1.7 % par an au cours des dix prochaines années, malgré le regain d'intérêt pour le beurre et les matières grasses d'origine laitière dans les pays développés. Dans ces derniers, la préférence des consommateurs pour des produits plus sains et moins transformés, et la remise en cause récente des risques sanitaires associés aux matières grasses laitières soutiendront une croissance de la consommation par habitant dans toutes les catégories de produits laitiers transformés. Dans les pays en développement, le niveau et la composition de la consommation de produits laitiers continueront d'évoluer différemment selon les régions, mais les produits laitiers frais représenteront encore presque partout le plus gros de la consommation. La demande de beurre et de lait entier en poudre devrait être stimulée par la croissance des revenus et de la population, tandis que celle des autres produits augmentera seulement au rythme de l'accroissement démographique. Compte tenu des préférences des consommateurs et de la faiblesse persistante des infrastructures d'approvisionnement, la consommation de produits laitiers transformés par habitant sera

Graphique 1.8. **Produits laitiers frais : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation par habitant**

(a) Parts des régions dans la croissance de la demande (gauche), (b) Consommation par habitant par région (droite)



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

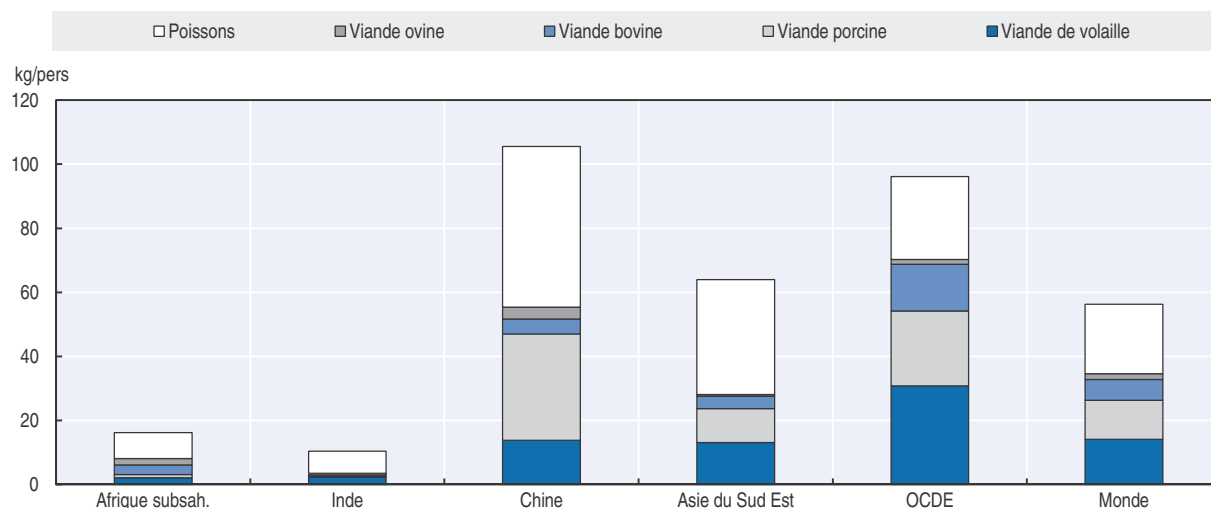
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523213>

beaucoup plus basse pendant les dix années à venir en Afrique subsaharienne, en Océanie (exception faite de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) et en Asie, tandis que d'autres régions comme l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient combleront l'écart avec certains pays développés.

Peu de convergence dans la consommation alimentaire par habitant

Comme on vient de le voir, il n'y a pas de convergence, au niveau mondial, entre les tendances d'évolution de la consommation alimentaire par habitant pendant la période de projection. À la fin de cette période, de grandes disparités subsistent entre les régions et entre les produits, aussi bien en termes de consommation par habitant que de disponibilité de calories et de protéines. Ces disparités sont particulièrement marquées en ce qui concerne la viande et le poisson (graphique 1.9), dont les niveaux de consommation par habitant restent très hétérogènes.

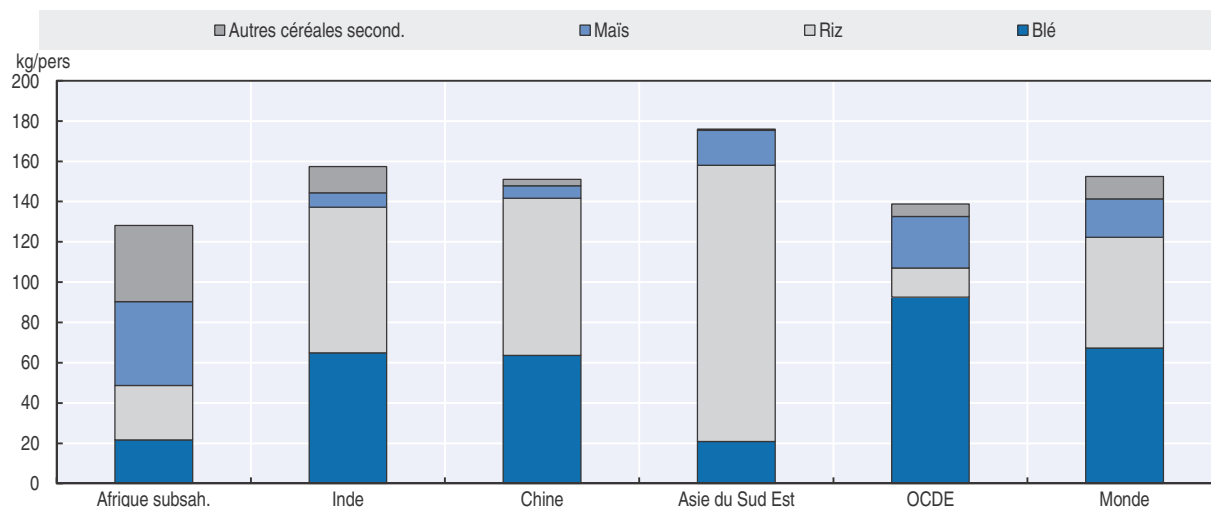
Au regard de la consommation de viande, la consommation totale de céréales affiche moins de disparités entre les différentes régions en 2026, car les céréales restent une composante importante du régime alimentaire des populations partout dans le monde (graphique 1.10). En Afrique subsaharienne, la consommation de céréales se répartit de façon à peu près égale entre le blé, le riz, le maïs et les autres céréales secondaires, alors qu'en Chine et en Inde, elle est dominée par le blé et le riz. L'Asie du Sud-Est se distingue par le niveau particulièrement élevé de sa consommation de céréales par habitant, elle-même majoritairement composée de riz, tandis que les pays de l'OCDE continuent de privilégier le blé. Au Proche-Orient, la consommation de riz par habitant devrait augmenter de quelque 6 %, sous l'effet principalement de l'immigration asiatique. Au niveau mondial, on consomme à peu près autant de blé que de riz en 2026.

Graphique 1.9. **Consommation de viande et de poisson par habitant en 2026**

Note : l'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail pour la viande et en équivalent poids vif pour le poisson.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523232>

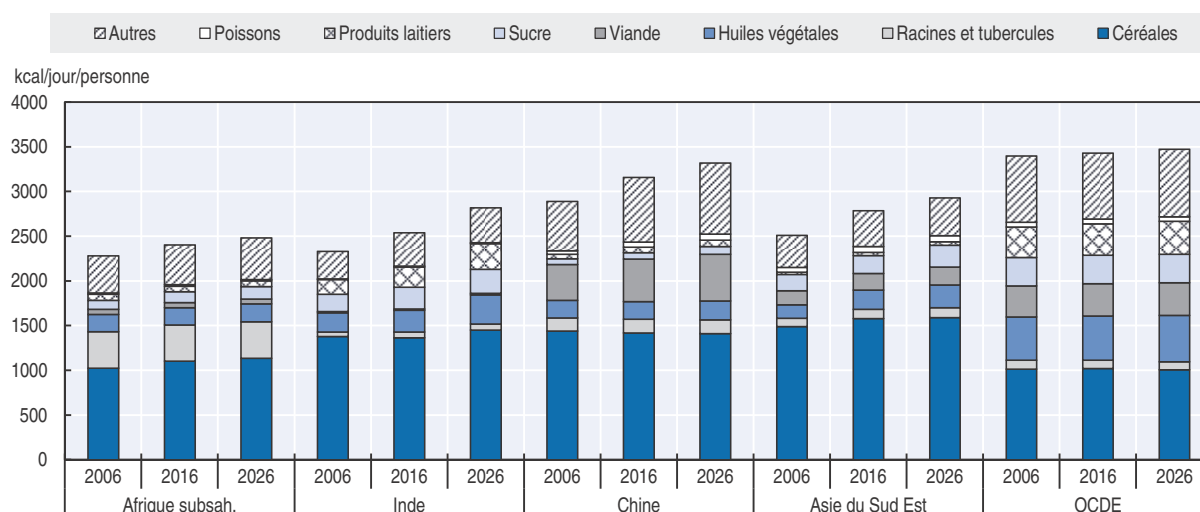
Graphique 1.10. **Consommation de céréales par habitant en 2026**

Note : l'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523251>

Le graphique 1.11 illustre l'apport calorique estimé par habitant de différentes catégories de produits en 2006, 2016 et 2026. Les dix dernières années ont vu l'augmentation de la disponibilité de calories dans les pays en développement, surtout en Inde, en Chine et en Asie du Sud-Est. Dans les pays de l'OCDE, au contraire, l'apport calorique moyen a diminué. Ces tendances devraient se poursuivre, rapprochant ainsi l'Inde et l'Asie du Sud-Est des niveaux de la zone OCDE. En Chine, l'apport calorique se situe aujourd'hui au même niveau que dans les pays de l'OCDE, d'après les estimations, mais il devrait le dépasser pendant la période de projection.

Graphique 1.11. **Apport calorique par habitant et par catégorie de produits**

Note : l'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. La catégorie « Autres » comprend les fruits et les légumes.

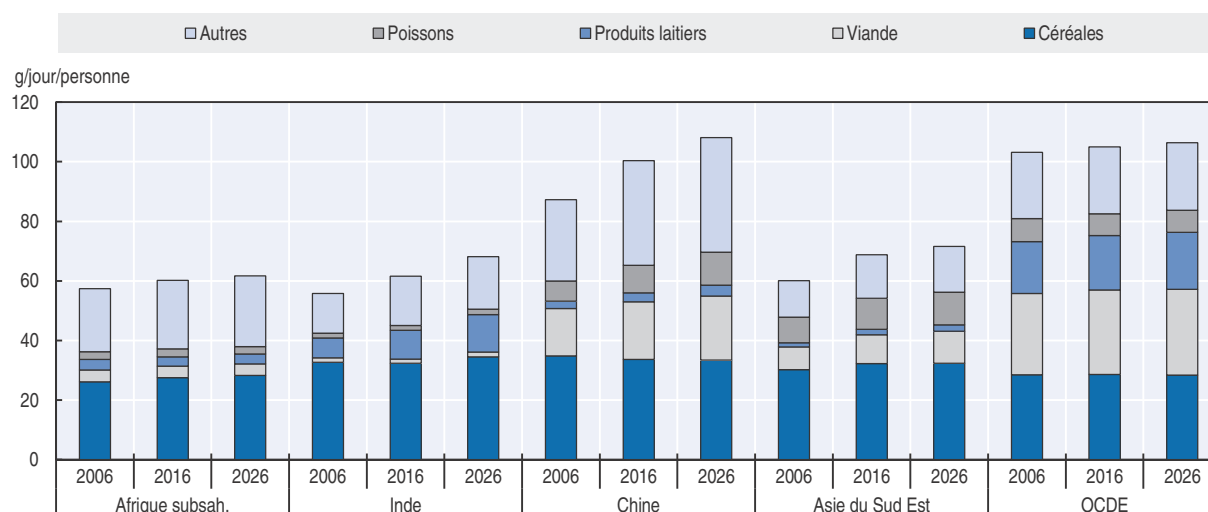
Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523270>

En 2016, l'Afrique subsaharienne et l'Inde ont le même niveau d'apport calorique par personne, mais alors que ce niveau augmente sensiblement en Inde dans les dix prochaines années, il ne s'améliore que très modestement en Afrique subsaharienne. Par rapport aux autres régions, la part des racines et tubercules dans l'apport calorique total est importante en Afrique subsaharienne : elle se chiffre à 16 % en 2016 et se maintient à ce niveau jusqu'en 2026.

Les céréales sont la principale source de calories à travers le monde. Toutefois, comme on le voit clairement sur le graphique 1.11, à mesure que le revenu augmente, leur importance relative diminue. En Inde, la contribution des céréales à l'apport calorique est tombée de 60 % en 2006 à 55 % en 2016, et elle ne devrait plus être que de 53 % en 2026. Ce recul s'explique en grande partie par l'augmentation de la quantité de calories apportée par les huiles végétales, les produits laitiers et le sucre. La tendance est la même en Chine (où les huiles végétales et la viande sont des sources de calories de plus en plus importantes) et en Asie du Sud-Est (où l'on prévoit que la part du sucre dans l'apport calorique par habitant augmentera de quelque 20 % sur la période de projection). Seule l'Afrique subsaharienne fait exception, puisque la part des céréales dans l'apport calorique total y est passée de 45 % en 2006 à 47 % en 2016, et semble devoir se stabiliser à ce niveau dans l'avenir.

Le graphique 1.12 illustre l'apport protéique estimé par habitant de différentes catégories de produits en 2006, 2016 et 2026. Comparé à l'apport calorique, l'apport protéique paraît beaucoup plus hétérogène, avec des niveaux particulièrement bas en Afrique subsaharienne, en Inde et en Asie du Sud-Est, et nettement plus élevés en Chine et dans les pays de l'OCDE. Cette différence tient surtout à la faible consommation de protéines animales dans certaines régions. En Inde, l'augmentation de l'apport de protéines vient de la consommation de produits laitiers frais, en pleine expansion, tandis qu'en Asie du Sud-Est, la forte consommation de poisson apporte une contribution

Graphique 1.12. **Apport protéique par habitant et par catégorie de produits**

Note : l'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523289>

importante. On estime que la faible croissance des revenus parmi les populations urbaines et rurales pauvres et le lent développement des infrastructures de distribution des aliments riches en protéines animales, tels que la viande, le poisson et les produits laitiers, constituent les principales entraves à la consommation de protéines en Afrique subsaharienne.

L'apport calorique et protéique par habitant a donc connu une forte croissance dans les économies émergentes d'Asie (Chine, Inde, Asie du Sud-Est), alors qu'il a peu progressé en Afrique subsaharienne au cours de la décennie écoulée, et les projections ne laissent guère entrevoir d'amélioration dans cette région pour les dix années à venir. En matière de consommation alimentaire et de disponibilité de calories et de protéines, cela signifie que de fortes disparités subsisteront pendant toute la période de projection.

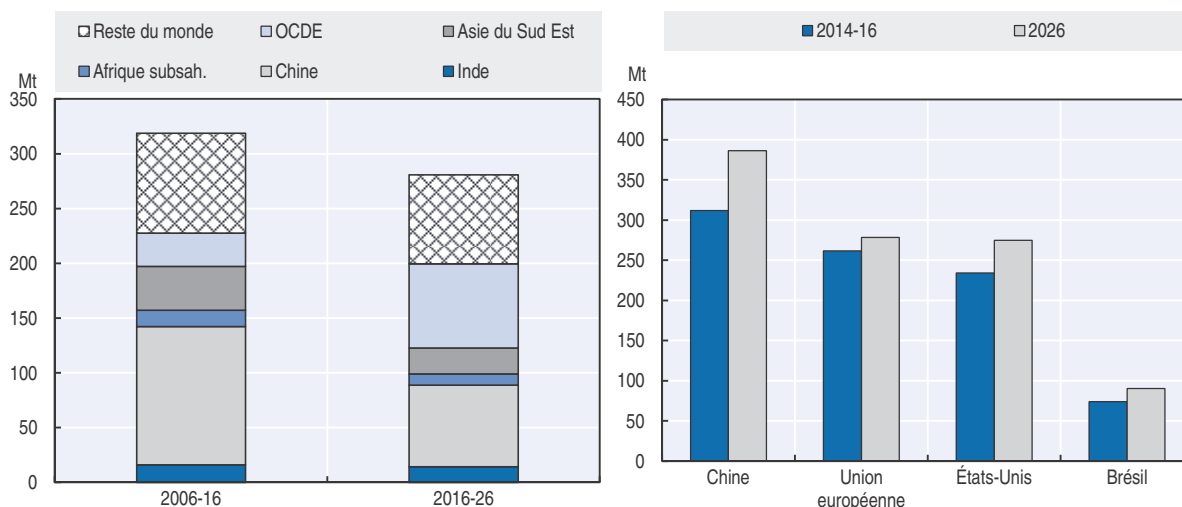
La demande mondiale d'aliments pour animaux devrait croître plus lentement

La consommation mondiale d'aliments pour animaux s'est établie à 1.5 Gt en 2014-16. D'après les projections, elle devrait encore augmenter pour atteindre 1.8 Gt en 2026, soit une croissance de 18 % (1.7 % par an). Ensemble, le maïs et les tourteaux protéiques en représentaient 58 % environ en 2014-16, et cette part devrait continuer d'augmenter. Toutefois, la croissance ralentira par rapport aux dix dernières années (graphique 1.13). De quelque 300 Mt entre 2004-06 et 2014-16, la croissance de la consommation d'aliments pour animaux devrait en effet retomber à 270 Mt environ au cours des dix années suivantes, freinée par le tassement de la demande en Chine et dans l'Asie du Sud-Est. En Chine, les rations alimentaires des animaux ont atteint un palier après avoir régulièrement augmenté ; de plus, la production totale de viande ne devrait pas croître aussi vite qu'au cours des dix dernières années.

D'après les projections, l'expansion de l'élevage en Chine devrait se traduire par une augmentation de 21 % de la consommation d'aliments pour animaux entre 2016 et 2026,

soit une nette réduction par rapport aux 70 % de hausse enregistrés au cours des dix dernières années. Après une phase de commercialisation rapide et d'intensification des rations alimentaires, ce ralentissement s'explique par le passage à un mode de production plus soucieux d'efficacité dans le secteur de l'élevage chinois. Au total, la Chine contribuera encore pour 28 % à l'accroissement de la demande dans les dix prochaines années, mais quand bien même celle-ci continuera d'augmenter dans les autres régions (Union européenne, États-Unis et Brésil en particulier), cela ne sera pas suffisant pour éviter un ralentissement marqué.

Graphique 1.13. **Aliments pour animaux : parts des régions dans la croissance de la demande et la consommation totale**



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523308>

La Chine, l'Union européenne et les États-Unis sont les trois premiers consommateurs d'aliments pour animaux et ce classement ne change pas pendant la période de projection (graphique 1.13). Leur part cumulée dans la consommation totale, qui était de 53 % en 2014-16, reste relativement stable.

Les céréales sont une source essentielle d'aliments pour animaux, surtout le maïs (695 Mt en 2026, +21 % sur la période de projection), les autres céréales secondaires (182 Mt, +10 %) et le blé (162 Mt, +17 %). Les tourteaux protéiques, deuxième catégorie de produits la plus importante en alimentation animale, devraient voir leur utilisation passer de 309 Mt en 2014-16 à 384 Mt en 2026, soit une hausse de 24 %. Les tourteaux de soja représentent plus des deux tiers de la production mondiale de tourteaux protéiques.

Le ralentissement de la production de biocarburants freine la demande mondiale de maïs

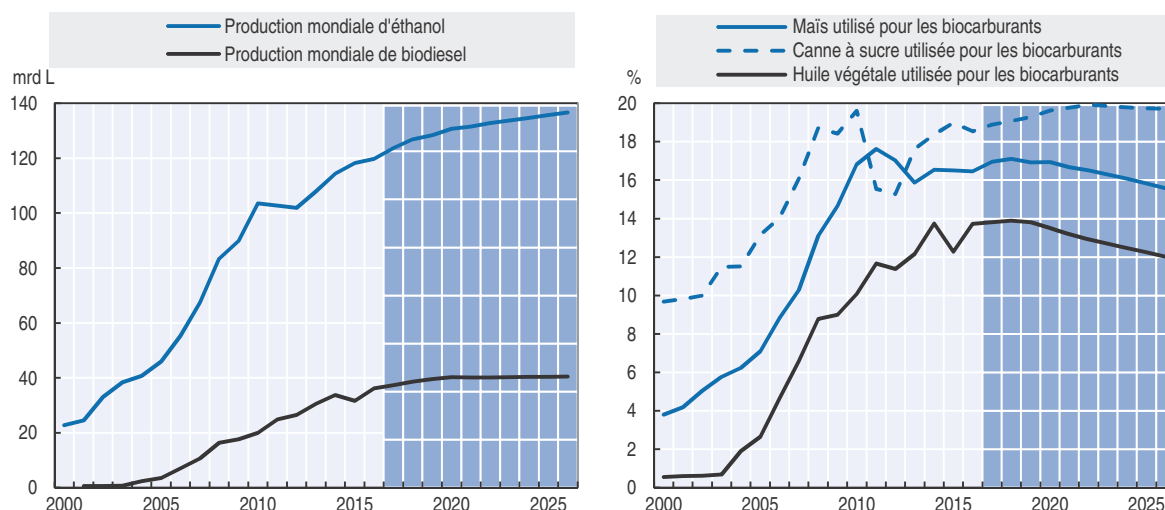
Outre l'alimentation humaine et animale, les produits agricoles sont utilisés comme matières premières pour la production de biocarburants. Ainsi, l'éthanol est principalement fabriqué à partir de maïs et de canne à sucre, et sa production représente

une large part de la demande totale de ces produits : 17 % en 2014-16 pour le maïs et 19 % pour la canne à sucre ; de même, le biodiesel représente une part non négligeable de la demande d'huile végétale (13 %), la matière première dont il est issu.

Conséquence des politiques mises en place pour stimuler la production de biocarburants dans la seconde moitié des années 2000, la production mondiale d'éthanol et de biodiesel a fortement augmenté. Logiquement, on a donc utilisé de plus en plus de canne à sucre et de maïs, au niveau mondial, pour fabriquer de l'éthanol, et de plus en plus d'huile végétale pour fabriquer du biodiesel (graphique 1.14). Entre 2000 et 2010, la part de la production mondiale de canne à sucre destinée aux biocarburants est passée de 10 % à près de 20 %. Pour le maïs, la part utilisée pour produire des biocarburants est passée de 4 % à 18 % de la production en 2011, et pour l'huile végétale, elle est passée de moins de 1 % en 2000 à un niveau compris entre 12 % et 14 % ces dernières années.

Graphique 1.14. **Croissance de la production de biocarburants, 2000-26**

(a) Production mondiale d'éthanol et de biodiesel
(b) Part des biocarburants dans la demande (%)



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523327>

Encouragé par les pouvoirs publics, l'essor des biocarburants a donc été un facteur de croissance majeur de la demande de maïs, de canne à sucre et d'huile végétale au cours de la dernière décennie. Aujourd'hui, toutefois, la production de biocarburants a ralenti. Après avoir plus que quadruplé en l'espace d'une décennie, avec un taux de croissance de 17 % par an entre 2000 et 2010, la production d'éthanol a connu un recul temporaire en 2012 avant de repartir à la hausse, mais elle croît désormais à un rythme moins rapide, de 4 % par an depuis quelques années. On observe un ralentissement analogue dans le cas du biodiesel.

L'expansion des biocarburants est très étroitement liée à l'intervention des pouvoirs publics et à des motivations telles que le souci de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'assurer la sécurité énergétique ou autres considérations. Depuis le début, en effet, ce sont les politiques mises en place dans quelques grands pays ou régions (États-Unis, Union européenne, Brésil) qui encouragent l'utilisation et la production de biocarburants. L'évolution des marchés dans ce secteur est donc extrêmement sensible à d'éventuels

changements de politique, et elle est d'autant plus difficile à prévoir qu'elle tient moins à des facteurs économiques et démographiques. Les projections de référence sont fondées sur les meilleures informations disponibles concernant l'orientation future des politiques dans les principales régions, mais elles n'en demeurent pas moins très dépendantes des évolutions de l'action publique.

Ces réserves étant faites, les projections laissent entrevoir un ralentissement de la croissance des biocarburants au cours de la période considérée. Pour l'éthanol, la croissance de la production devrait être de l'ordre de 1 % par an, soit, en volume, 19 milliards de litres supplémentaires au cours des dix prochaines années, contre 70 milliards entre 2004-06 et 2014-16. Pour le biodiesel, la production n'augmenterait que de 7 milliards de litres au cours de la période de projection, alors qu'elle s'est accrue de 30 milliards de litres entre 2004-06 et 2014-16.

Dans le cas de l'éthanol, le ralentissement tient en grande partie à la stagnation de l'utilisation liée aux obligations d'incorporation aux États-Unis, car la demande de biocarburants devrait être soutenue au Brésil. En conséquence, si la demande de canne à sucre (principale source de bioéthanol au Brésil) reste relativement ferme, le ralentissement sera plus marqué pour le maïs, principale matière première utilisée pour produire du bioéthanol aux États-Unis. Le tassement de la demande américaine d'éthanol devrait être en partie compensé par les pays en développement, en particulier la Thaïlande et l'Inde, où l'éthanol est surtout fabriqué à partir de mélasse. La consommation d'éthanol dans ces deux pays continuera de se développer à un rythme assez rapide grâce à des politiques incitatives. En Thaïlande, la demande de racines et tubercules (manioc) continuera aussi d'augmenter, portée par des mesures de soutien à la filière éthanol.

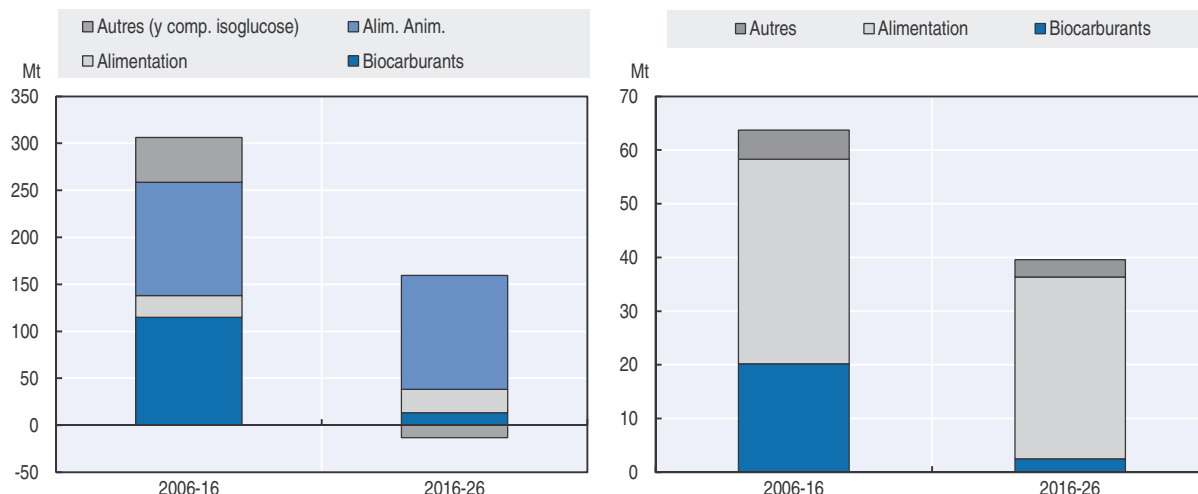
Le graphique 1.15 illustre la croissance de la demande de maïs et d'huile végétale observée au cours des dix dernières années et prévue pour les dix prochaines, par type d'utilisation. Signe de la tendance générale au ralentissement, la contribution des biocarburants à la croissance de la demande est pratiquement réduite à néant pour le maïs comme pour l'huile végétale au cours des dix années à venir. Dans le cas du maïs, le recul de la demande liée aux biocarburants et à l'alimentation animale explique l'essentiel du ralentissement. Après avoir crû de 306 Mt au cours des dix dernières années, l'utilisation du maïs ne devrait augmenter que de 146 Mt dans les dix ans à venir, principalement à cause du repli des biocarburants. En ce qui concerne l'huile végétale, le surplus de consommation se chiffre à 64 Mt sur la dernière décennie et à seulement 40 Mt pour la prochaine, contraction essentiellement due, là aussi, aux biocarburants.

Si, au niveau mondial, la consommation de biocarburants perd de son importance en tant que facteur de croissance de la demande, ce résultat masque le fait qu'il y a des pays où la demande de matières premières pour la production de biocarburants diminue et d'autres où elle augmente. En 2026, on prévoit que la consommation totale d'huile végétale destinée à la fabrication de biocarburants sera de l'ordre de 26 Mt, répartie à parts égales entre pays développés et pays en développement (surtout en Amérique latine et en Asie).

Au cours des dix dernières années, les biocarburants ont contribué à hauteur de 174 Mt à la consommation supplémentaire de canne à sucre. Cette part devrait redescendre à 89 Mt durant la décennie à venir. La contribution des autres utilisations (principalement la production de sucre) s'établit respectivement à 355 Mt et 265 Mt pour les deux périodes considérées. Au total, la demande de canne à sucre devrait donc augmenter de 354 Mt dans les dix prochaines années, après une croissance de 529 Mt durant les dix précédentes.


Graphique 1.15. **Croissance de la demande de maïs (partie gauche) et d'huile végétale (partie droite) par type d'utilisation**

(a) Maïs (gauche), (b) Huile végétale (droite)



Note : la croissance de la demande correspond à la différence entre la moyenne de 2004-06 et la moyenne de 2014-16, et à la différence entre la moyenne de 2014-16 et le niveau de 2026. L'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Viet Nam, la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523346>

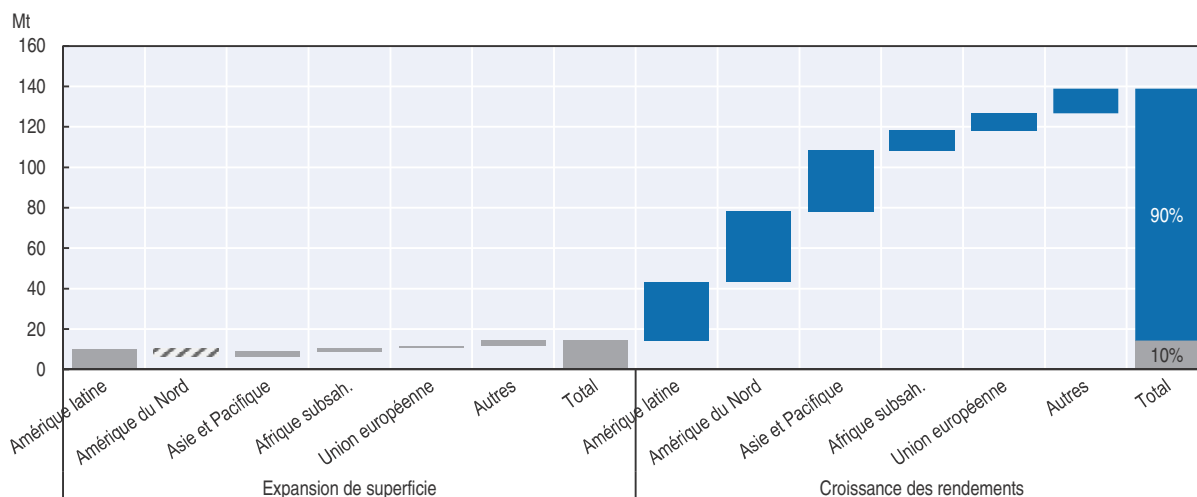
Production

La croissance des rendements restera le moteur de la production végétale mondiale

Au cours de la période de projection, la production mondiale de céréales devrait augmenter d'environ 1 % par an, soit au total 11 % de plus pour le blé, 14 % pour le maïs, 10 % pour les autres céréales secondaires et 13 % pour le riz à l'horizon 2026. Cet accroissement résultera essentiellement de l'amélioration des rendements.

Le graphique 1.16 présente la croissance totale de la production de maïs par région, ventilée entre deux composantes : l'expansion des superficies cultivées (calculée en maintenant les rendements constants à leur moyenne régionale pour la période de référence) et l'amélioration des rendements moyens. Dans le cas du maïs, l'expansion des superficies cultivées ne représente que 10 % de l'accroissement total de la production et se concentre en Amérique latine, où les surfaces en maïs augmentent de 6.6 %, passant de 33.5 millions d'hectares pendant la période de référence à 35.7 millions d'hectares en 2026. L'Amérique du Nord accuse quant à elle une diminution de ses surfaces cultivées, tandis que les variations sont relativement modestes dans les autres régions.

L'Amérique latine devrait contribuer pour 28 % à l'accroissement total de la production de maïs, soit 39 Mt, dont un quart environ proviendrait de l'extension des surfaces cultivées. La contribution de la région Asie et Pacifique s'élève à 24 % (33 Mt), mais contrairement à celle de l'Amérique latine, elle résulte presque entièrement de meilleurs rendements. Malgré la diminution prévue de ses surfaces cultivées, l'Amérique du Nord voit sa production augmenter de 31 Mt, soit 22 % de l'accroissement total. Ensemble, ces trois régions fournissent 74 % du supplément de production, le reste se répartissant entre l'Union européenne, l'Afrique subsaharienne et les autres régions. En Afrique subsaharienne, la production de maïs devrait augmenter de 11 Mt, en grande partie grâce

Graphique 1.16. **Accroissement de la production de maïs dû à l'expansion des surfaces et à l'amélioration des rendements, 2016-26**

Note : les parties hachurées indiquent des valeurs négatives. La croissance correspond à la différence entre le niveau de 2026 et la moyenne de la période de référence (2014-16).

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523365>

à l'amélioration des rendements en Afrique du Sud, au Nigéria et en Éthiopie, où les volumes produits progressent respectivement de 3,6, 1,8 et 1,8 Mt au cours de la période de projection.

D'après les projections, la production mondiale de blé devrait augmenter de 11 % pendant la période examinée, avec une extension des superficies limitée à 1,8 %. La croissance de la production de blé résulterait donc d'une hausse des rendements, surtout dans la région Asie et Pacifique, qui représente 46 % des volumes supplémentaires produits. Au sein de la région et au niveau mondial, la principale contribution à la croissance de la production est celle de l'Inde (15 Mt), suivie du Pakistan (6 Mt) et de la Chine (5,5 Mt). L'Union européenne compte pour 13 % des gains de production, et une progression importante est également attendue en Fédération de Russie (9 % de la production supplémentaire) et en Ukraine (6 %).

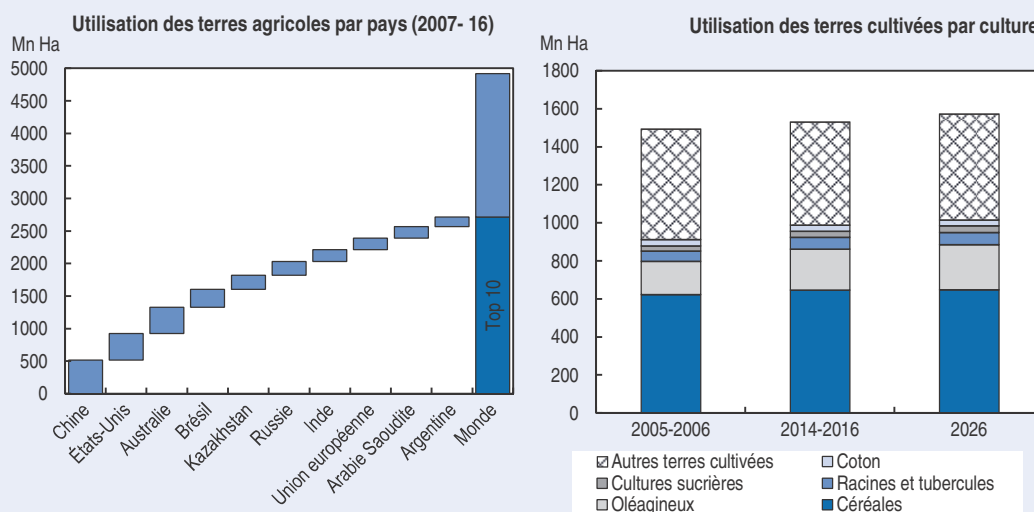
Pour le riz, on prévoit une augmentation de la production de 66 Mt qui tiendra presque entièrement à la croissance des rendements (93 %). La superficie totale cultivée en riz ne progresserait que de 1 % par rapport à la période de référence, tandis que les rendements mondiaux seraient en hausse de 12 %. Les gains de production les plus importants sont attendus en Inde, en Indonésie, au Myanmar, en Thaïlande et au Viet Nam. Dans ces pays, les rendements devraient s'accroître de plus de 15 %.

Si la croissance de la production mondiale de céréales repose essentiellement sur la hausse des rendements, cela signifie qu'elle aura une incidence relativement limitée sur les surfaces utilisées. Dans le cas des oléagineux, en revanche, l'extension des superficies cultivées jouera un rôle important dans la croissance de la production, notamment celle de soja, à laquelle elle contribuera pour quasiment 50 %. Elle restera aussi un facteur clé pour la production d'huile de palme, encore que les problèmes que pose cette culture en termes de viabilité écologique et les contraintes qui en découlent pèseront sans doute davantage que ces dix dernières années sur l'accroissement des surfaces utilisées. L'encadré 1.1 brosse un tableau général de l'utilisation des terres agricoles à l'échelle mondiale.

Encadré 1.1. Utilisation des terres agricoles

Entre 1960 et 1993, la superficie agricole mondiale s'est accrue pour passer de 4.5 milliards d'hectares à 4.9 milliards (FAOSTAT). Au cours des dix dernières années, toutefois, elle a diminué de 62 millions d'hectares et cette tendance à la baisse devrait se poursuivre. Comme le montre le graphique 1.17 (partie gauche), plus de la moitié de la surface agricole totale (qui comprend les terres arables et les pâturages) se concentre dans dix pays, la part la plus importante revenant à la Chine, suivie des États-Unis et de l'Australie. D'après les projections établies pour les présentes *Perspectives*, la superficie agricole mondiale va continuer de se contracter, mais à un rythme plus modéré, diminuant de 24 millions d'hectares au cours de la prochaine décennie. La part des dix pays les mieux dotés devrait également accuser un modeste recul.

Graphique 1.17. Tendances de l'utilisation des terres agricoles au niveau mondial



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>

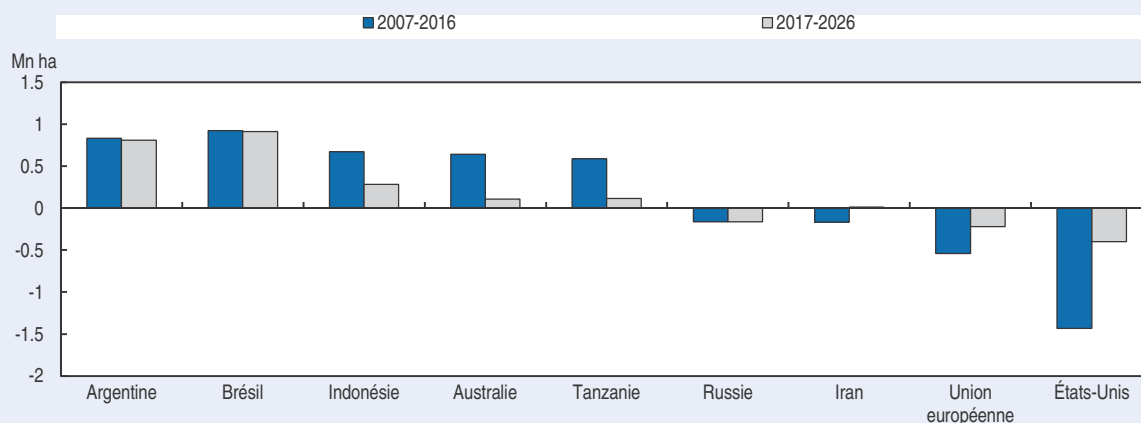
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523384>

Soixante-dix pour cent de la superficie agricole mondiale utilisée sont des pâturages. Durant la dernière décennie, la superficie mondiale des pâturages a diminué au rythme moyen de 3 millions d'hectares par an ; on estime que cette réduction se poursuivra à raison de 1.7 million d'hectares par an au cours des dix prochaines années. Parallèlement, les surfaces cultivées affichent une tendance à la hausse du fait de la conversion des prairies en terres arables. Les présentes *Perspectives* tablent sur une poursuite de cette tendance, avec une expansion de 42 millions d'hectares des superficies cultivées, soit une augmentation du même ordre que celle de la décennie précédente. Dix pays concentrent 60 % de la superficie totale cultivée. Hormis le Nigéria, le Canada et l'Indonésie, qui prennent respectivement la place de l'Arabie saoudite, de l'Inde et du Kazakhstan, ce sont les mêmes que ceux qui dominent l'espace agricole mondial.


Comme on peut le voir sur le graphique 1.17 (partie droite), les céréales occupent environ 42 % de la totalité des terres cultivées et les oléagineux, environ 14 %. La part de ces deux types de culture a augmenté ces dix dernières années, mais seuls les oléagineux devraient encore progresser pendant la période de projection, notamment du fait de conditions favorables à la production de soja en Amérique du Sud. Environ 4 % de la superficie totale cultivée sont affectés aux racines et tubercules, tandis que les cultures sucrières et le coton en représentent chacun 2 %. Les 36 % restants se répartissent entre les légumineuses, les fruits et légumes et d'autres cultures permanentes, sans oublier les friches et les jachères.

Encadré 1.1. **Utilisation des terres agricoles (suite)**

Si le paysage général semble assez stable, les évolutions nationales sont plus dynamiques. L'utilisation des terres agricoles, en particulier pour les cultures, se développe dans certains pays qui présentent un potentiel d'expansion de leurs surfaces utilisables, alors qu'elle diminue ailleurs sous l'effet de phénomènes tels que l'urbanisation, le boisement ou la désertification.

Graphique 1.18. **Variation moyenne annuelle des surfaces cultivées dans un certain nombre de pays**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

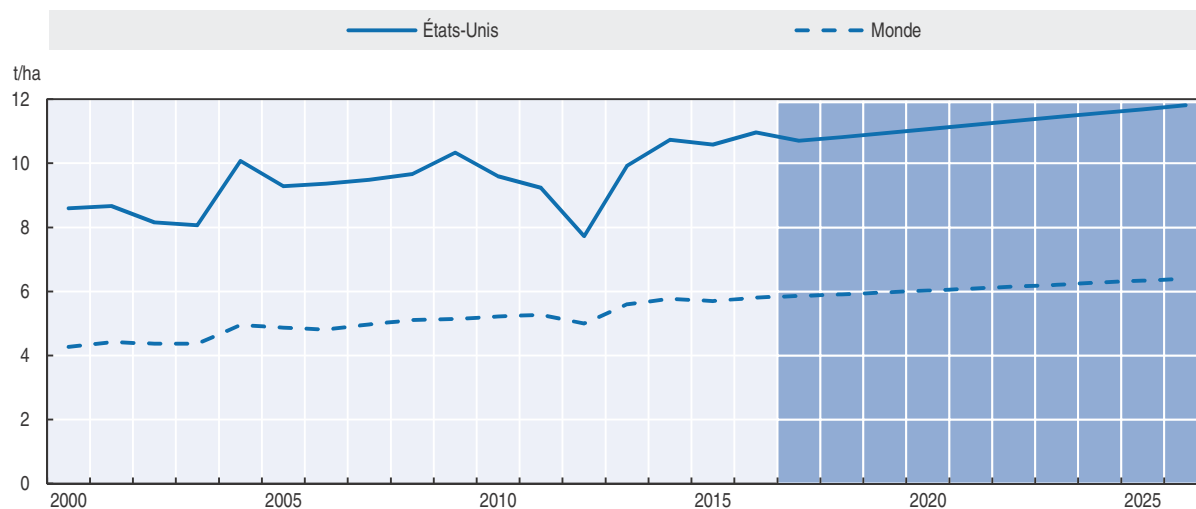
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523403>

Le graphique 1.18 illustre la variation annuelle moyenne des surfaces cultivées d'un certain nombre de pays où ces surfaces ont le plus augmenté ou diminué, en valeur absolue, au cours des dix dernières années, ainsi que l'estimation de cette variation pour les dix prochaines années. L'Argentine et le Brésil sont les deux pays où l'expansion des terres cultivées a été la plus forte de la dernière décennie, avec respectivement 10 millions d'hectares et 8 millions d'hectares supplémentaires, et chacun devrait connaître encore une augmentation du même ordre dans les dix années à venir. Dans les trois autres pays où les superficies cultivées ont augmenté durant les dix dernières années, le ralentissement projeté tient en partie à des prix attendus en baisse par rapport à ceux de la décennie écoulée. La surface des terres cultivées a considérablement diminué et devrait encore se réduire dans l'avenir aux États-Unis et dans l'Union européenne, sous l'effet de l'urbanisation et du reboisement, mais aussi en raison de la reconversion des terres arables en prairies permanentes. Aux États-Unis, le programme de mise en réserve des terres fragiles (*Conservation Reserve Program, CRP*) a également contribué à la réduction de la superficie cultivée ces dernières années. Du fait des modifications apportées à ce programme dans la loi agricole 2014, la réduction annuelle de la surface arable américaine prévue pour les dix prochaines années devrait toutefois être moins importante qu'au cours des dix dernières années.

L'amélioration des rendements devrait satisfaire la majeure partie de la demande supplémentaire de céréales au cours de la période de projection, même s'il y aura vraisemblablement des variations d'une année sur l'autre en fonction des conditions météorologiques et climatiques, telles que le phénomène El Niño. Comme on peut le voir sur le graphique 1.19, qui illustre l'évolution des rendements du maïs aux États-Unis (le principal producteur) et dans l'ensemble du monde, de l'an 2000 jusqu'à la fin de la période de projection, les variations annuelles sont parfois très importantes, alors que l'hypothèse retenue dans les présentes *Perspectives* est celle d'une progression constante des

rendements. En 2012, par exemple, les rendements du maïs aux États-Unis ont chuté de 16 % par rapport à 2011, ce qui a ramené la part du pays dans la production mondiale de 35 % à 31 %. Les rendements moyens sont moins instables à l'échelle mondiale, car il n'y a généralement pas de corrélation étroite, de ce point de vue, entre les principales régions de production. Cela étant, la chute de 2012 aux États-Unis a tout de même fait reculer les rendements mondiaux de 5 %. En 2013, les rendements américains étaient revenus sur leur trajectoire de hausse à long terme, mais des variations temporaires chez les grands producteurs peuvent avoir un impact considérable au niveau mondial.

Graphique 1.19. **Rendements du maïs aux États-Unis et dans le monde**



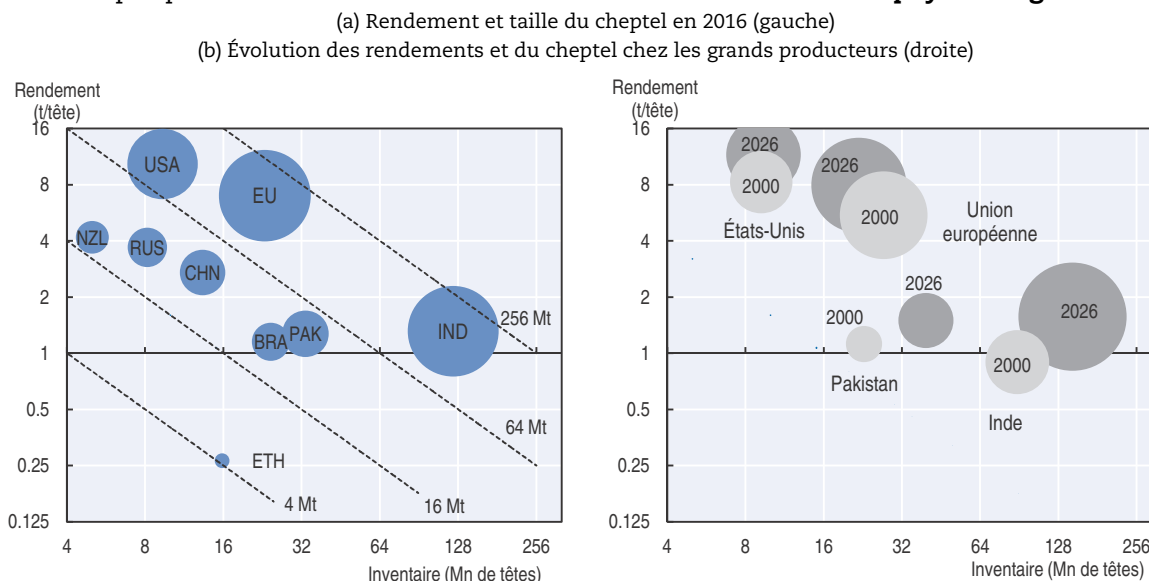
Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523422>

Lait et produits laitiers : des différences structurelles importantes persistent entre les principaux pays producteurs

Dans de nombreuses filières agricoles, notamment les céréales, les produits laitiers et la viande, production « intensive » (haut niveau d'intrants, haut niveau de rendement) et production « extensive » (faible niveau d'intrants, faible niveau de rendement) continueront de coexister. Le graphique 1.20 illustre cette dualité pour la production de lait, en comparant les rendements (en tonnes par habitant) et les effectifs du cheptel laitier (en millions de têtes, y compris les vaches, les bufflonnes, les brebis, les chèvres et les chammelles) dans plusieurs pays ou régions.

Comme le montre le graphique 1.20 (partie gauche), les producteurs à système extensif ou intensif sont également capables d'atteindre un niveau de production donné. En 2016, l'Inde et l'Union européenne ont toutes deux produit quelque 160 Mt de lait, mais l'Inde est parvenue à ce résultat avec un rendement moyen de 1.3 t par tête et un cheptel de 122 millions de têtes, alors que l'Union européenne ne comptait que 23 millions de têtes mais avait un rendement moyen de 7 t par tête. De même, la production en Chine est plus intensive qu'au Pakistan, mais les deux pays ont à peu près le même niveau de production (41 Mt en Chine et 42 Mt au Pakistan en 2016). Le cheptel laitier de l'Éthiopie (16 millions de têtes) est beaucoup plus grand que celui des États-Unis (9 millions de têtes), mais la production éthiopienne s'est élevée à 4 Mt en 2016, soit une toute petite partie seulement

Graphique 1.20. **Production laitière dans un certain nombre de pays ou régions**

Note : le rendement correspond à la production de lait en tonnes par tête, y compris le lait d'autres mammifères que les vaches. Le cheptel comprend les vaches et les autres mammifères laitiers. Les deux axes sont représentés sur une échelle logarithmique de manière à permettre la comparaison entre des producteurs de taille très différente. Les bulles indiquent la production totale de lait (de vache et d'autres mammifères). Les lignes obliques relient toutes les combinaisons de rendement et de cheptel donnant le même niveau de production (en millions de tonnes). L'« Union européenne » désigne les 28 États membres de l'UE pour toutes les années considérées.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523441>

des 96 Mt produites par les États-Unis. En Éthiopie, 25 % du cheptel laitier se composent de chamelles, de chèvres et de brebis, qui représentent environ 10 % de la collecte. Toutefois, même les vaches laitières (environ 11 millions de têtes) sont plus nombreuses qu'aux États-Unis. En 2014, la production de lait de vache a atteint 3.3 Mt en Éthiopie, soit 0.29 t par vache, alors que les rendements étaient de l'ordre de 10 t par vache aux États-Unis.

Contrairement à ce que l'on observe dans le secteur des céréales, où la croissance de la production s'explique à hauteur de 90 % par la hausse des rendements, la croissance de la production de lait résultera pour une plus grande part encore de l'expansion du cheptel laitier. À l'échelle mondiale, celui-ci devrait s'accroître de 11 % sur la période de projection, soit une augmentation de 79 millions de têtes par rapport à la période de référence (2014-16). Aux niveaux de rendement de 2016, cela devrait se traduire par une production supplémentaire de 48 Mt, sur une hausse totale prévue de 178 Mt. L'accroissement du cheptel laitier représenterait donc environ 27 % du surcroît de production projeté.

Comme le montre le graphique 1.20 (partie droite), qui compare les évolutions de quatre grands producteurs (Union européenne, Inde, Pakistan et États-Unis) entre 2000 et 2026, dernière année de la période de projection, la dynamique varie selon les régions. Les rendements sont partout en augmentation, mais comme ils sont faibles au départ dans de nombreux pays en développement, il ne faut pas s'attendre à une amélioration importante de la productivité en termes absolus. Aux États-Unis, le cheptel laitier reste assez stable, alors qu'il diminue dans l'Union européenne. L'Inde et le Pakistan affichent tous deux une forte augmentation de leur cheptel et de leur rendement, qui se traduit par une progression rapide de la production. Au cours du premier quart du XXI^e siècle, la production indienne de lait aura pratiquement triplé, et sur la seule période de projection,

elle s'accroîtra de 49 % : en 2026, l'Inde sera le plus grand producteur de lait du monde, avec une collecte totale supérieure d'un tiers à celle de l'Union européenne, deuxième producteur mondial. De plus, cette formidable croissance s'obtiendra avec des rendements inférieurs à 2 tonnes par tête, loin derrière les niveaux de l'Union européenne ou des États-Unis. D'après les projections, la production de lait de l'Union européenne devrait augmenter de 0.8 % par an dans les dix années à venir, en repli par rapport au 1.2 % par an de la décennie précédente, malgré la fin des quotas laitiers en 2015.

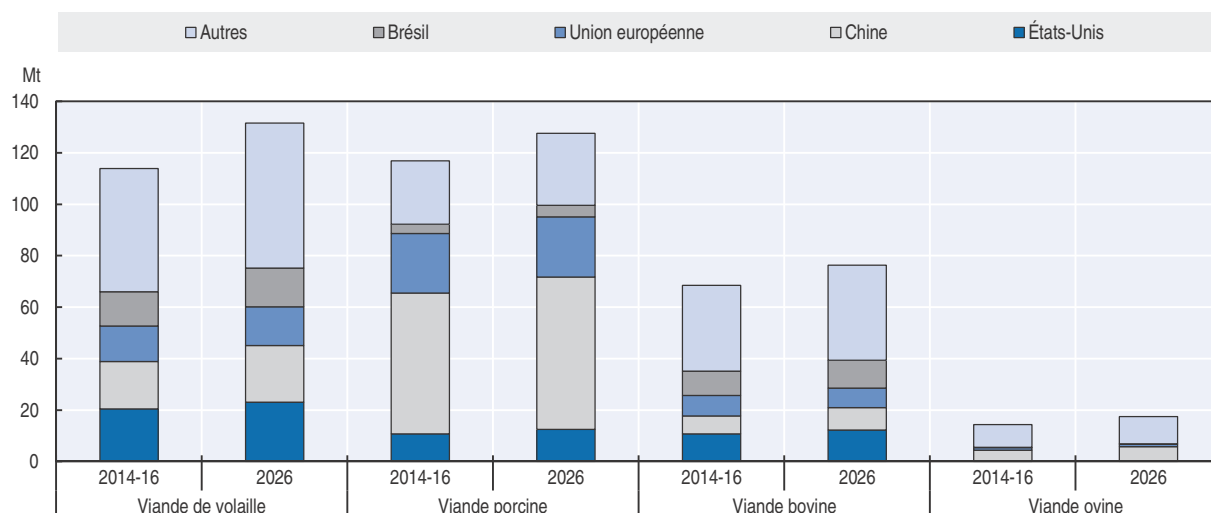
La production de produits laitiers transformés devrait augmenter de 1.4 % par an pour le fromage et de 2.3 % par an pour le lait écrémé en poudre pendant la période examinée. Cette progression s'observera pour l'essentiel dans les pays développés, mais l'Inde restera néanmoins le premier producteur de beurre. Avec un marché intérieur immense et en pleine expansion, il est toutefois peu probable que l'Inde devienne un acteur important sur le plan extérieur

La production de viande et de poisson continue d'augmenter


La production mondiale de viande augmentera de près de 40 Mt au cours de la période de projection (graphique 1.21), toujours tirée pour la majeure partie par la production de volaille, qui passera de 117 Mt à 132 Mt (+13 %), et par celle de viande porcine, qui passera de 116 Mt à 128 Mt (+10 %). Des augmentations sont également prévues pour la viande bovine et la viande ovine. La production ovine, en particulier, enregistrera une forte croissance (+21 %), à partir d'un niveau initialement bas de 14.7 Mt en 2017, et atteindra 17.5 Mt en 2026.

En ce qui concerne les quatre types de viande examinés dans les *Perspectives*, le marché restera dominé par les quatre plus gros producteurs, à savoir la Chine, l'Union européenne, les États-Unis et le Brésil. Cette domination est particulièrement forte dans la filière porcine, où ces quatre producteurs assureront ensemble 78 % de la production mondiale en 2026. La Chine, en particulier, continuera de fournir 47 % des volumes mondiaux sur la période de projection.

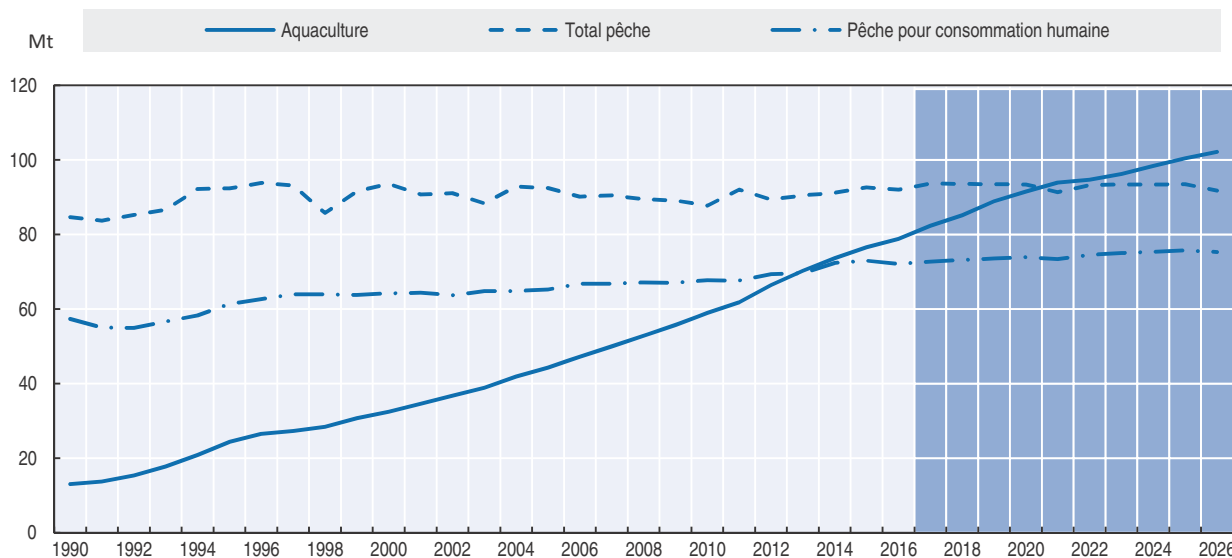
Graphique 1.21. Production de viande, par type et par pays




Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523460>

La production de poisson continuera d'augmenter pour atteindre quasiment 200 Mt en 2026. Comme le montre le graphique 1.22, cette progression reflète exclusivement celle de la production aquacole. La production halieutique stagne depuis plusieurs décennies, sauf les années où elle décline dans certains pays d'Amérique latine, à cause du phénomène *El Niño*. Cette tendance devrait se poursuivre pendant la période de projection. Soutenue par le faible niveau des prix des aliments pour animaux, la production aquacole continuera de croître, surtout en Chine, où l'offre supplémentaire se chiffrera à 17 Mt en 2026, sur un accroissement total de 26 Mt au niveau mondial.

Graphique 1.22. **Production de poisson**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

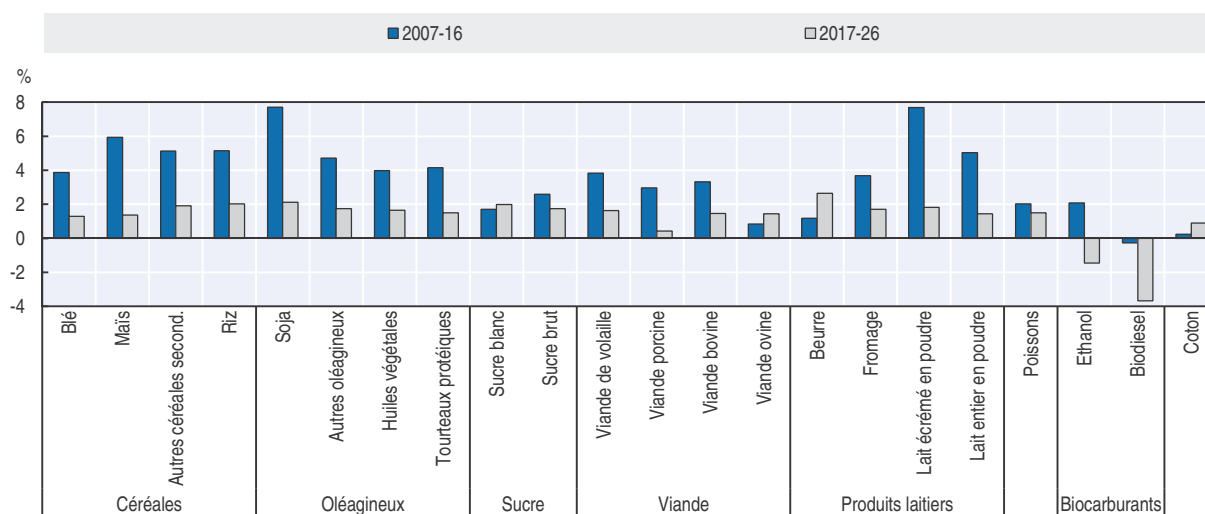
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523479>

Échanges

Des échanges agricoles au diapason de l'activité économique

Les échanges agricoles continueront de se développer, mais à un rythme plus modéré que par le passé. Tout comme l'offre et la demande mondiales, les échanges devraient ralentir ces dix prochaines années (graphique 1.23). Ce ralentissement est particulièrement sensible pour les céréales et les oléagineux, qui représentent ensemble 45 % environ des échanges agricoles en valeur, ainsi que pour la viande porcine et les laits en poudre. Dans le secteur des biocarburants, les échanges devraient enregistrer une croissance négative dans les dix années à venir. De modestes hausses des volumes échangés sont prévues pour le sucre blanc, la viande ovine, le beurre et le coton.

Le ralentissement des échanges agricoles n'est pas un phénomène isolé. En l'occurrence, le commerce mondial de marchandises (c'est-à-dire de produits agricoles et non agricoles) a ralenti en même temps que l'activité économique. Toutefois, sa part dans le PIB mondial a également cessé d'augmenter¹ et cette tendance à la contraction des échanges en proportion du PIB semble avoir débuté dès avant la grande récession de 2008-09, conduisant certains observateurs à se demander si le ralentissement actuel ne constitue pas la « nouvelle normalité » (Hoekman, 2015).

Graphique 1.23. **Croissance des échanges en volume, par produit**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

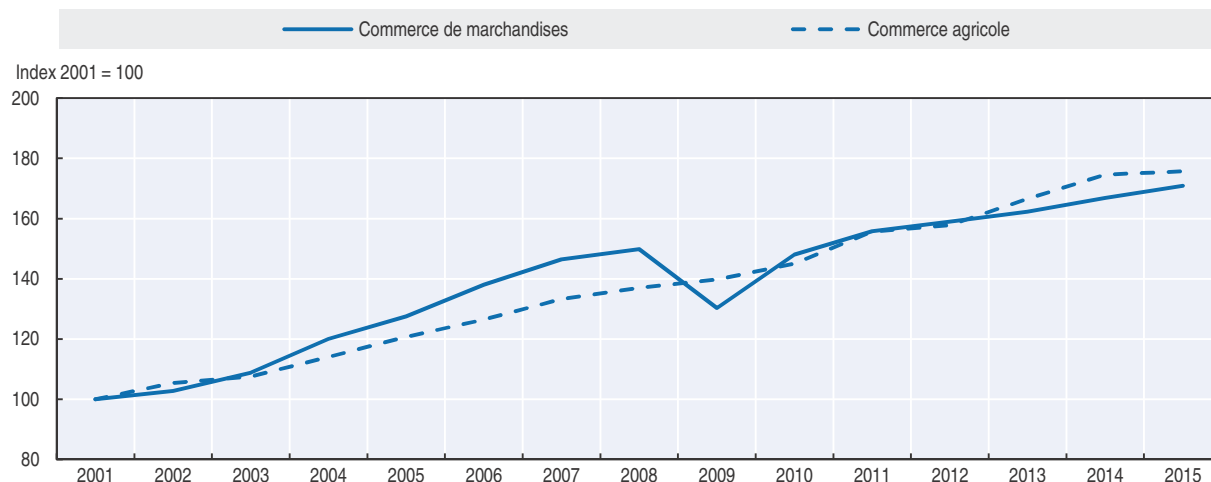
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523498>

Tassement de la demande, expansion moins rapide des chaînes d'approvisionnement mondiales, moindre dynamisme des réformes et arrivée à maturité du secteur commercial en Chine sont quelques-unes des raisons avancées pour expliquer le ralentissement des échanges de marchandises (Lewis et Monarch, 2016). Ces facteurs, en particulier les deux derniers, s'appliquent aussi à l'agriculture. Les effets et le rythme des réformes ont diminué depuis le Cycle d'Uruguay, et certains pays cherchent aujourd'hui à augmenter leur niveau d'autosuffisance. L'entrée de la Chine à l'OMC à la fin de 2001 s'est accompagnée d'une forte expansion des importations de produits agricoles sous l'effet d'un nouvel ensemble de politiques. Mais cette croissance des importations, notamment celles de soja, a ralenti à mesure que la demande de tourteaux et d'huile de soja faiblissait.

Dans la mesure où les présentes *Perspectives* prévoient un ralentissement des échanges agricoles, il est intéressant de comparer l'évolution de ces échanges avec celle du commerce de marchandises au niveau mondial. Le graphique 1.24 illustre cette comparaison en retraçant l'évolution des échanges mondiaux de marchandises (à partir des données fournies par l'outil Trade Map du CCI) et celle des échanges de produits agricoles (estimés à l'aide de la base de données Aglink-Cosimo sur laquelle reposent les présentes *Perspectives*) sur la période comprise entre 2001 et 2015.² Les deux séries sont exprimées en volume afin de neutraliser l'effet des variations de prix, par exemple la hausse des prix alimentaires observée en 2007.


Au cours de la période 2001-15, les échanges agricoles et les échanges de marchandises ont progressé à un rythme de l'ordre de 4 % par an. Toutefois, comme on le voit clairement sur le graphique, cette croissance a commencé à ralentir vers la fin de la période. En fait, le commerce de marchandises s'est accru de 6.6 % entre 2001 et 2007, mais ce taux est ensuite redescendu à 2.3 % entre 2011 et 2015. De même, la croissance des échanges agricoles a atteint en moyenne 4.9 % entre 2001 et 2007, avant de retomber à 3.1 % entre 2011 et 2015.

Si le commerce de marchandises a connu une forte contraction suivie d'un rebond au lendemain de la grande récession, les échanges de produits agricoles, eux, se sont révélés

Graphique 1.24. **Évolution des échanges de marchandises et des échanges agricoles, en volume**

Note : l'indice des échanges de marchandises est calculé sur la base d'un indice-chaîne du commerce mondial de marchandises en volume (Organisation mondiale du Commerce); l'indice des échanges agricoles est calculé en appliquant la méthode de l'indice-chaîne de volume aux exportations tirées de la base de données Aglink-Cosimo.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523517>

beaucoup plus robustes en volume. Une explication possible à cela est que le commerce agroalimentaire est déterminé par des « facteurs fondamentaux » plus profonds, tels que la croissance de la population, et par une demande moins élastique que celle de la plupart des autres produits, ce qui le rend moins sensible aux chocs sur les revenus.

En outre, la production agricole mondiale progresse généralement moins vite que le PIB mondial en termes réels. C'est pourquoi malgré le ralentissement des échanges agricoles en volume, la part de la production échangée reste constante, comme on le verra ci-après, alors que dans le cas du commerce de marchandises en général, le ralentissement entraîne un recul en proportion du PIB.

Face au ralentissement progressif du commerce agricole, la suppression des dispositions commerciales et des mesures internes qui faussent la production pourrait offrir une parade. Voir à ce sujet l'encadré 1.2.

Malgré le ralentissement des échanges, la part de la production échangée ne devrait guère varier pour les produits examinés dans les *Perspectives*. Le graphique 1.26 compare la part de la production exportée durant la période de référence (2014-16) aux projections pour 2026. Les laits en poudre resteront les produits agricoles les plus échangés et les produits laitiers frais (non représentés sur le graphique) ceux qui feront le moins l'objet d'échanges. Les huiles végétales et le soja devraient aussi conserver une large part d'exportations, plus de 40 % de la production étant destinée aux marchés internationaux. La part des exportations totales de produits de la pêche et de l'aquaculture (y compris la farine de poisson) se maintiendra aux alentours de 30 % de la production. Malgré l'importance des quantités en jeu, le commerce des céréales est généralement assez restreint en comparaison des volumes de production mondiaux : 23 % de la production de blé seront exportés en 2026, contre 13 % environ pour le maïs et 9 % seulement pour le riz.

Si la part de la production exportée varie peu pour la plupart des produits, des modifications importantes se sont néanmoins produites pour certains d'entre eux au cours

Encadré 1.2. Incidences de l'action publique sur les échanges agroalimentaires

Une étude récente de l'OCDE (2016) s'intéresse à l'incidence des mesures de soutien interne et des politiques commerciales (droits de douane, quotas et subventions à l'exportation) des grandes régions productrices sur la production et les échanges agricoles mondiaux, ainsi qu'aux effets de plusieurs scénarios possibles concernant l'évolution future de ces politiques. Les évaluations ont été réalisées à l'aide du modèle d'équilibre général calculable METRO de l'OCDE et du modèle Aglink-Cosimo. Dans le contexte de la période 2011-14, elles montrent que les soutiens à l'agriculture et les obstacles aux échanges de produits agricoles génèrent toujours d'importantes distorsions sur les marchés mondiaux.

Globalement, les échanges agroalimentaires seraient plus importants, tous produits confondus, si les mesures de soutien en vigueur étaient supprimées. Ces mesures limitent notamment les échanges de produits agricoles intermédiaires (au risque de freiner le développement des chaînes de valeur mondiales dans le secteur agroalimentaire) et pèsent sur les secteurs où l'on prévoit une forte augmentation de la demande et des échanges dans l'avenir, comme le secteur des produits laitiers et celui de la viande, ce qui donne à penser que le coût du *statu quo* devrait s'alourdir au fil du temps.

Les mesures de soutien interne peuvent certes encourager la production nationale, mais elles ne stimulent pas la production mondiale et peuvent même la réduire. Dans certaines régions, il ressort des résultats que le renforcement de l'isolement ou les obstacles à l'intégration dans les marchés régionaux ou mondiaux seront probablement contreproductifs. D'après l'analyse, les mesures qui favorisent la productivité et la flexibilité des systèmes de production, qui permettent aux producteurs (en particulier les petits) d'être présents sur les marchés et qui garantissent des filets de sécurité aux ménages vulnérables, sont plus efficaces pour promouvoir la sécurité alimentaire que la protection par les droits de douane et les quotas.

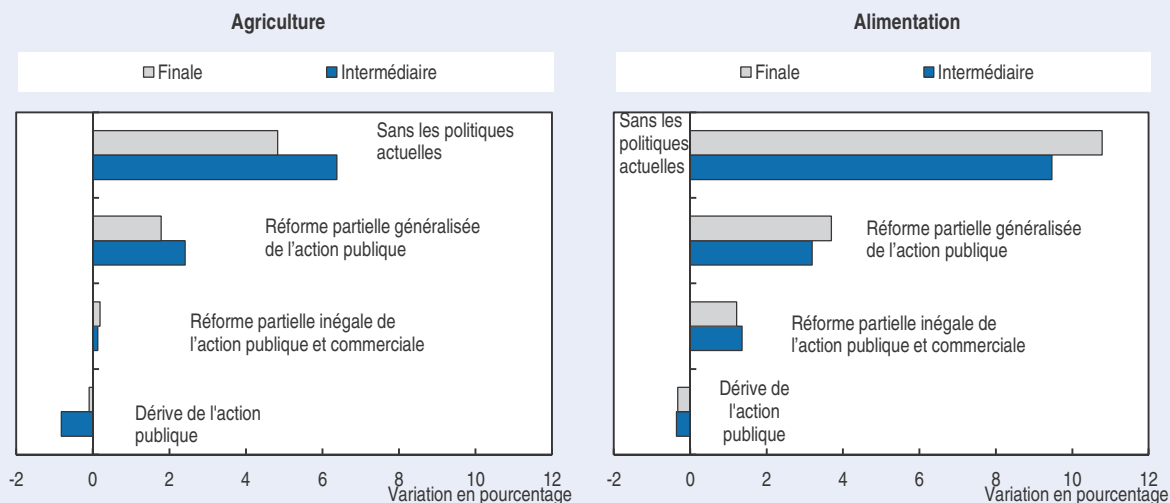
Quatre scénarios concernant l'évolution possible de l'action publique ont été analysés : 1) suppression des politiques actuelles, c'est-à-dire de tous les droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne à l'agriculture génératrices de distorsions ; 2) réforme partielle dans tous les pays, c'est-à-dire suppression partielle des droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne génératrices de distorsions dans tous les pays ; 3) réforme partielle et inégale, c'est-à-dire suppression partielle des droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne génératrices de distorsions dans les pays développés, et très peu de changements dans les autres ; 4) dérive de l'action publique, c'est-à-dire augmentation des droits de douane et du soutien interne chez certains grands producteurs agricoles émergents, et maintien des politiques actuelles dans les autres pays. Le graphique 1.25 illustre les résultats de ces simulations.

Étant donné les effets négatifs des mesures de soutien interne et des mesures commerciales qui les accompagnent, c'est le scénario de la suppression totale de ces mesures qui a les effets positifs les plus importants sur les échanges agroalimentaires. Des réformes plus modestes auraient aussi des retombées bénéfiques pour la croissance des échanges, mais dans des proportions plus limitées.

Les simulations d'une dérive possible de l'action publique, à partir des tendances actuelles, montrent qu'il peut aussi être intéressant de prévenir toute action supplémentaire tendant à renforcer encore la protection, tout en engageant de nouvelles réformes. Lorsque des progrès ont été faits, un accord contraignant peut ainsi se révéler utile pour s'assurer qu'ils ne seront pas compromis. L'accord conclu à la conférence ministérielle de l'OMC en novembre 2015 va dans ce sens, mais il reste du chemin à parcourir.

Encadré 1.2. Incidences de l'action publique sur les échanges agroalimentaires (suite)

Graphique 1.25. Conséquences de l'action publique, de ses réformes et de ses possibles dérivés sur les échanges agroalimentaires

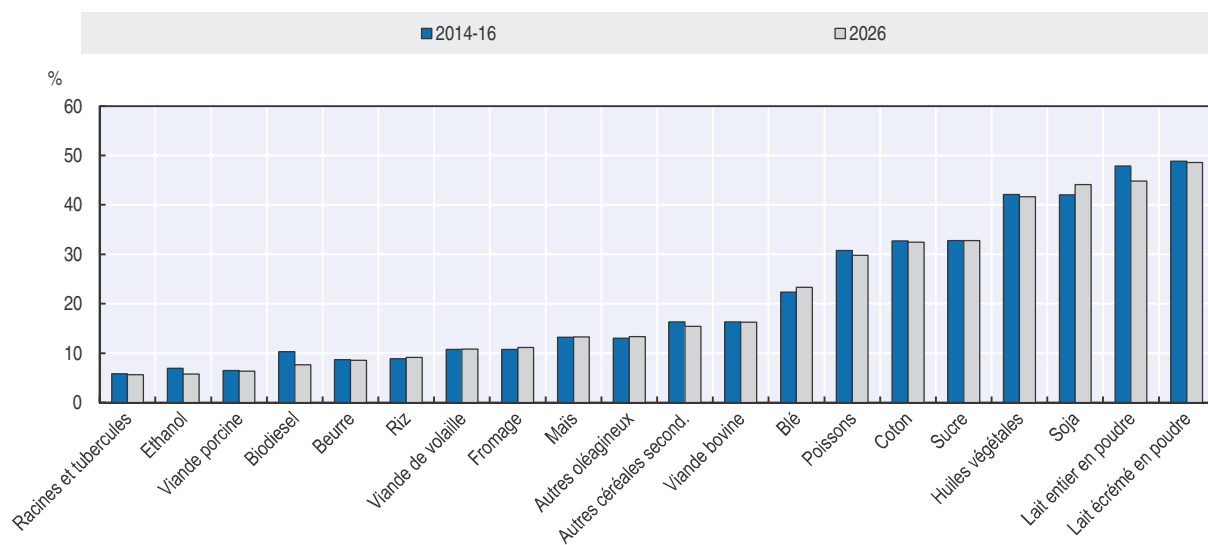


Note : quatre scénarios ont été analysés dans cette étude : 1) suppression des politiques actuelles, c'est-à-dire de tous les droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne à l'agriculture ; 2) réforme partielle dans tous les pays, c'est-à-dire suppression partielle des droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne dans tous les pays ; 3) réforme partielle et inégale, c'est-à-dire suppression partielle des droits de douane, quotas et subventions à l'exportation ainsi que des mesures de soutien interne dans les pays développés, avec très peu de changements dans les autres ; 4) dérive de l'action publique, c'est-à-dire l'augmentation des droits de douane et du soutien interne chez certains grands producteurs agricoles émergents tandis que les autres pays maintiennent leur politique actuelle.

Source : OCDE (2016).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523536>

Graphique 1.26. Part de la production exportée

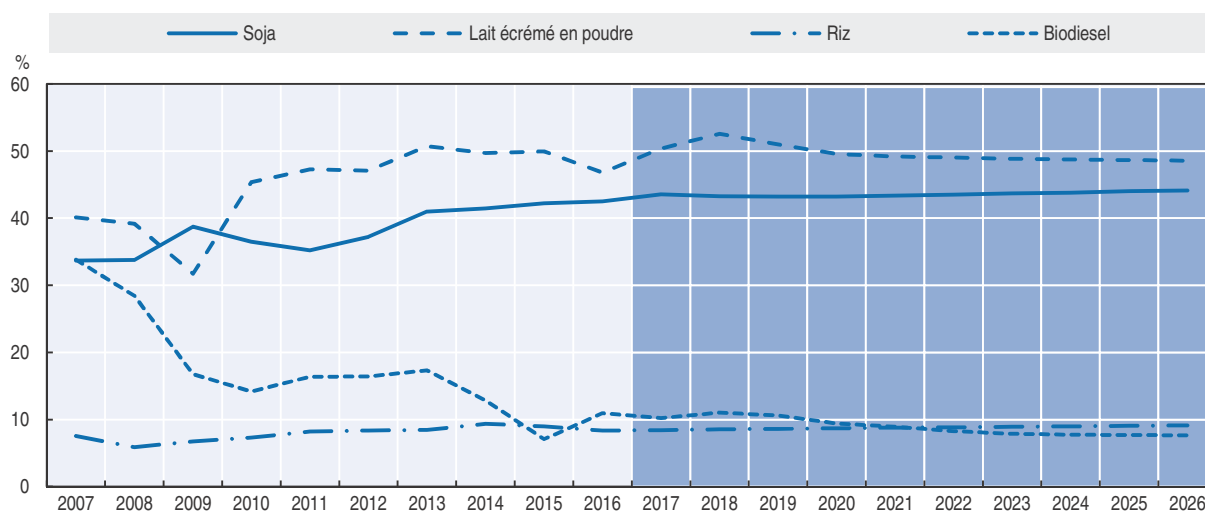


Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523555>

des dix dernières années. Le graphique 1.27 illustre l'évolution de la part de la production exportée pour quatre produits : le soja, le lait écrémé en poudre, le riz et le diesel. On y voit notamment que le soja et le lait écrémé en poudre ont enregistré une forte croissance de leur ratio exportations/production entre 2007 et 2016, celui du soja, en particulier, ayant augmenté de 15 points de pourcentage au cours des dix dernières années. D'après les projections pour la prochaine décennie, la part des exportations dans la production de soja devrait continuer d'augmenter mais à un rythme bien plus modéré. À l'inverse, les échanges de biodiesel ont beaucoup diminué en proportion de la production : leur part est tombée de 34 % en 2007 à 10 % en 2016, et elle devrait encore reculer jusqu'à 8 % en 2026.

Graphique 1.27. **Part des exportations dans la production de certains produits**



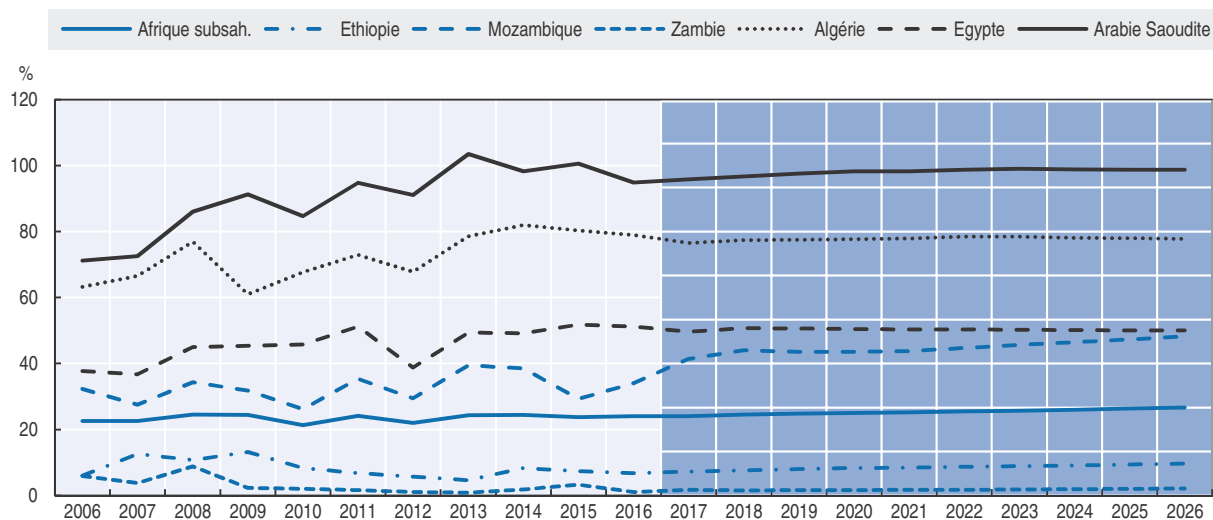
Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523574>

La dépendance à l'égard des importations reste forte au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont très dépendants des importations de produits agricoles et devraient le rester dans les années à venir. C'est ce que montre le graphique 1.28 où sont représentées les importations de céréales (y compris pour l'alimentation animale) en proportion de la demande intérieure en Algérie, en Égypte et en Arabie saoudite, ainsi que dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et dans trois pays en particulier (Éthiopie, Mozambique et Zambie). En Algérie, en Égypte et en Arabie saoudite, les importations de céréales représentaient la moitié ou plus de la demande intérieure en 2016. L'Arabie saoudite importe la quasi-totalité des céréales qu'elle consomme.

En Afrique subsaharienne, 24 % des céréales consommées localement en 2014-16 étaient importées et cette proportion devrait passer à 27 % au cours de la période de projection. Il existe toutefois de grandes disparités entre les pays. Au Mozambique, par exemple, les importations de céréales ont représenté entre 30 % et 40 % de la consommation intérieure ces dernières années et ce taux de dépendance devrait encore grimper pour se rapprocher de celui de l'Égypte au cours de la prochaine décennie. L'Éthiopie et la Zambie, en revanche, sont beaucoup moins tributaires des importations. Les deux pays sont des producteurs de céréales importants chacun dans sa région, en

Graphique 1.28. **Part des importations dans la demande intérieure de céréales dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523593>

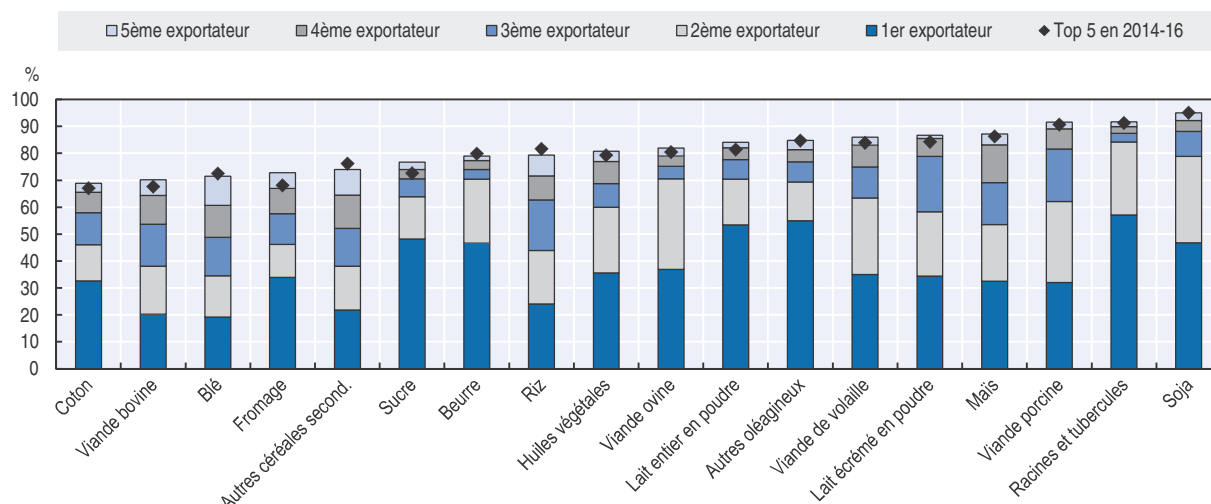
particulier de maïs, produit qu'ils exportent généralement vers les pays voisins. L'Éthiopie est aussi un gros fournisseur d'autres céréales secondaires et de blé en Afrique de l'Est.

En matière de dépendance à l'égard des importations, toutefois, la stabilité n'est pas la règle pour tous les produits. Au cours de la période de projection, l'Afrique subsaharienne verra ainsi augmenter de 40 % à 44 % son taux de dépendance à l'égard des importations de poisson de consommation, ce qui reste malgré tout inférieur aux 45 % à 48 % des années 2006 à 2011.


Les exportations agricoles toujours concentrées dans un petit groupe de pays

Les exportations de produits agricoles sont depuis longtemps concentrées dans un petit nombre de pays dotés d'un avantage comparatif en matière de production, souvent dû aux conditions géographiques ou climatiques. Le graphique 1.29 montre la part des cinq premiers pays exportateurs dans les exportations de certains produits en 2026 et leur part cumulée par produit durant la période de référence (2014-16). Parmi les produits examinés dans les *Perspectives*, les cinq premiers pays exportateurs représentent en général 70 % ou plus du volume total des exportations. Cette concentration devrait persister durant la période de projection, en dépit de quelques variations pour certains produits.

Les exportations de soja sont dominées par le Brésil et les États-Unis, avec près de 80 % du total à eux deux, et assurées pour pratiquement 95 % par les cinq premiers exportateurs, soit le taux de concentration le plus élevé de tous les produits considérés. À l'opposé, c'est pour le poisson que la part cumulée des cinq premiers exportateurs est la plus faible en 2026 (50 % contre 46 % en 2014-16), sur un marché où la Chine sera alors l'acteur dominant, avec 23 % des exportations. Au cours de la période de projection, le Viet Nam ravira à la Norvège sa place de deuxième exportateur de poisson destiné à la consommation humaine. Le coton est le deuxième produit pour lequel le taux de concentration des exportations est le plus faible (un peu moins de 70 %), même si le principal exportateur, les États-Unis, s'adjuge à lui seul un tiers du marché. Malgré des

Graphique 1.29. **Parts des exportations des cinq premiers pays exportateurs en 2026, par produit**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523612>

taux de concentration comparables à celui du coton, la viande bovine et le blé affichent une répartition plus équilibrée entre les cinq principaux exportateurs. En 2026, le premier exportateur de chacun de ces produits (le Brésil pour la viande bovine et l'Union européenne pour le blé) fournira 20 % des exportations mondiales, soit la part la plus réduite de tous les produits examinés ici.

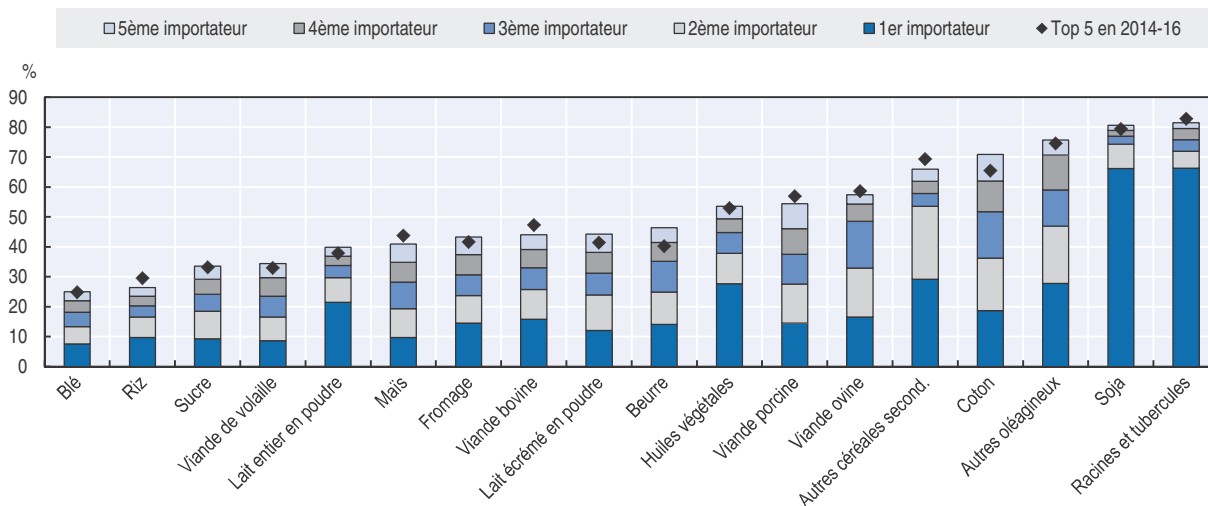
Un petit nombre de grands pays exportateurs dominent donc l'offre de la plupart des produits. Cette situation porte en elle un risque de perturbation potentiellement grave du marché en cas d'interruption des exportations résultant soit de chocs sur la production (une récolte catastrophique de céréales, par exemple), soit de changements d'orientation des politiques chez les principaux exportateurs.

Pour un certain nombre de produits, la part cumulée des cinq premiers exportateurs augmentera durant la période de projection. Sur le marché des produits laitiers, où les producteurs des pays développés continueront de dominer les exportations, la part cumulée des cinq principaux exportateurs devrait en effet augmenter pour le fromage (de 68 % à 73 %), le lait entier en poudre (de 81 % à 84 %) et le lait écrémé en poudre (de 84 % à 87 %), en grande partie du fait de l'Union européenne. La concentration des exportations s'intensifiera aussi sur le marché de la viande, où les producteurs des Amériques sont plus productifs et bénéficient en outre d'une offre locale favorable de céréales fourragères, ainsi que de la dépréciation de la monnaie dans le cas du Brésil et de l'Argentine. La part cumulée des cinq premiers exportateurs passera ainsi de 84 % à 86 % pour la volaille, poussée à la hausse par le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne, et de 68 % à 70 % pour la viande bovine, du fait du Brésil et de l'Australie. L'Inde restera le troisième exportateur de viande bovine, avec 16 % des exportations mondiales.


Les importations resteront plus largement dispersées que les exportations. De manière générale, les flux de produits agricoles s'écoulent donc d'un petit nombre de grands pays exportateurs vers un large groupe de pays importateurs (graphique 1.30). Pour certains produits, toutefois, une grande partie de la demande d'importations émane de

quelques pays seulement. C'est le cas en particulier des racines et tubercules et du soja, dont la Chine absorbe les deux tiers des exportations mondiales. Sur ce marché, les échanges internationaux ont donc lieu pour la plupart entre la Thaïlande et le Viet Nam (qui assurent à eux deux plus de 84 % des exportations) et la Chine. De même, les échanges de soja se font surtout entre le Brésil et les États-Unis (78 % des exportations) et la Chine. La Chine est aussi un gros importateur d'autres oléagineux (colza principalement), de céréales secondaires, de coton et de produits laitiers.

Graphique 1.30. **Part des importations des cinq premiers importateurs en 2026, par produit**



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523631>

Risques et incertitudes entourant les échanges internationaux

Le commerce international des produits agricoles est sensible à plusieurs facteurs : les conditions de production (rendements des cultures, par exemple) et l'orientation des politiques dans les pays exportateurs ; la situation macroéconomique et les préférences des consommateurs dans les pays importateurs, surtout en Chine. Les politiques et la demande intérieure chinoises, en particulier, peuvent avoir des répercussions majeures sur le marché des céréales, des oléagineux et des produits laitiers, dans la mesure où des variations même modestes de la production et de la consommation en Chine ont un impact significatif à l'échelle mondiale.

Les stocks de certains produits, comme le maïs et le coton en Chine, ou le lait écrémé en poudre dans l'Union européenne, atteignent des niveaux assez élevés. Les décisions qui seront prises quant au calendrier et aux modalités de leur écoulement sont susceptibles de peser sur les prix et les échanges commerciaux internationaux. La suppression progressive des taxes sur les exportations en Argentine va ouvrir de nouveaux débouchés à la production de soja, de tournesol (graines et sous-produits), ainsi que de maïs du pays.

Les préoccupations environnementales pourraient avoir une incidence sur les échanges internationaux de produits agricoles dans la décennie à venir si elles conduisaient les consommateurs à s'orienter vers des productions jugées plus durables, par exemple à travers une préférence accrue pour les 'produits locaux'. Par ailleurs, le commerce pourrait aussi pâtir de réglementations plus rigoureuses en matière de

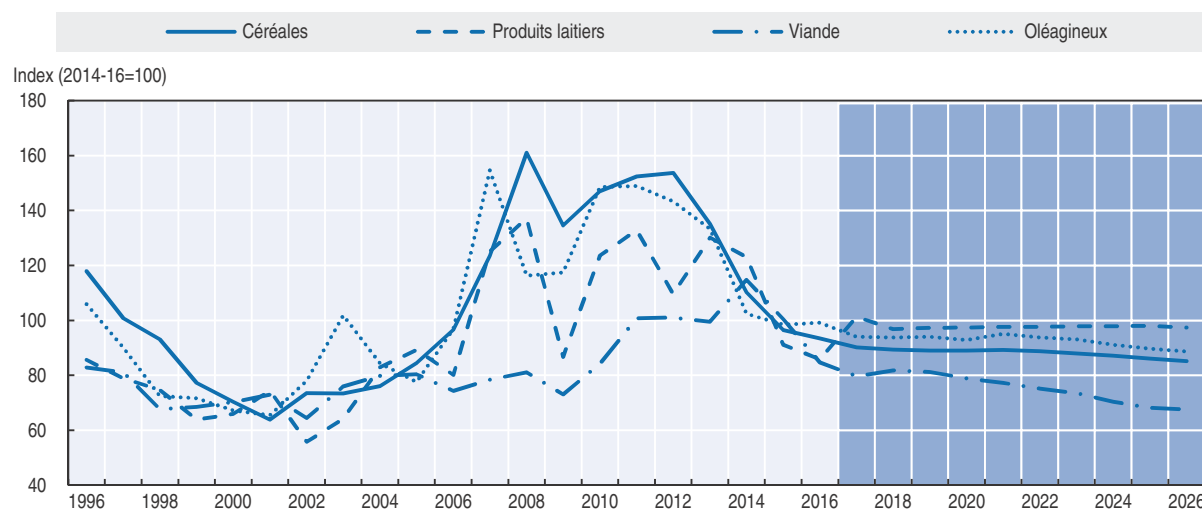
protection de l'environnement, de sécurité des aliments, de traçabilité et de bien-être animal. Un autre facteur d'incertitude important pour les projections a trait aux risques de maladie dans le secteur de l'élevage et dans l'aquaculture, où les mesures de protection peuvent avoir un effet prolongé sur l'offre, la demande et les échanges.

Prix

Dans les *Perspectives*, les prix internationaux de référence sont ceux constatés sur les principaux marchés (par exemple, ports des États-Unis, Bangkok) pour chaque produit agricole. Les données rétrospectives servent à décrire les évolutions passées, tandis que les projections reflètent l'évolution à venir des marchés. Sur le court terme, les projections relatives aux prix restent influencées par les événements récents (sécheresses, changements de politique). En revanche, plus on s'approche de la fin de la période de projection et plus elles ont tendance à obéir uniquement aux conditions fondamentales de l'offre et de la demande.


Les prix des différentes catégories de produits comme les céréales, les produits laitiers et les oléagineux sont étroitement corrélés. Au cours des dix années à venir, ces prix devraient se maintenir à leurs niveaux actuels ou légèrement en deçà en valeur réelle (graphique 1.31). Compte tenu de l'évolution prévue des conditions de l'offre et de la demande, ils seront inférieurs aux sommets de la période 2006-16 mais supérieurs aux niveaux du début des années 2000. Le prix de la viande suit quant à lui une trajectoire assez différente : il a évité le pic de 2007 mais il monte en flèche à partir de 2009 pour atteindre son point le plus élevé en 2014. D'après les projections, le prix de la viande devrait baisser en valeur réelle dans les dix années à venir, revenant ainsi à des niveaux comparables à ceux du début des années 2000.

Graphique 1.31. **Évolution à moyen terme des prix des produits en valeur réelle**



Note : les indices des prix établis pour les catégories de produits sont calculés avec une pondération constante des produits dans chaque catégorie. Le coefficient de pondération est la valeur moyenne de la production sur la période 2014-16.

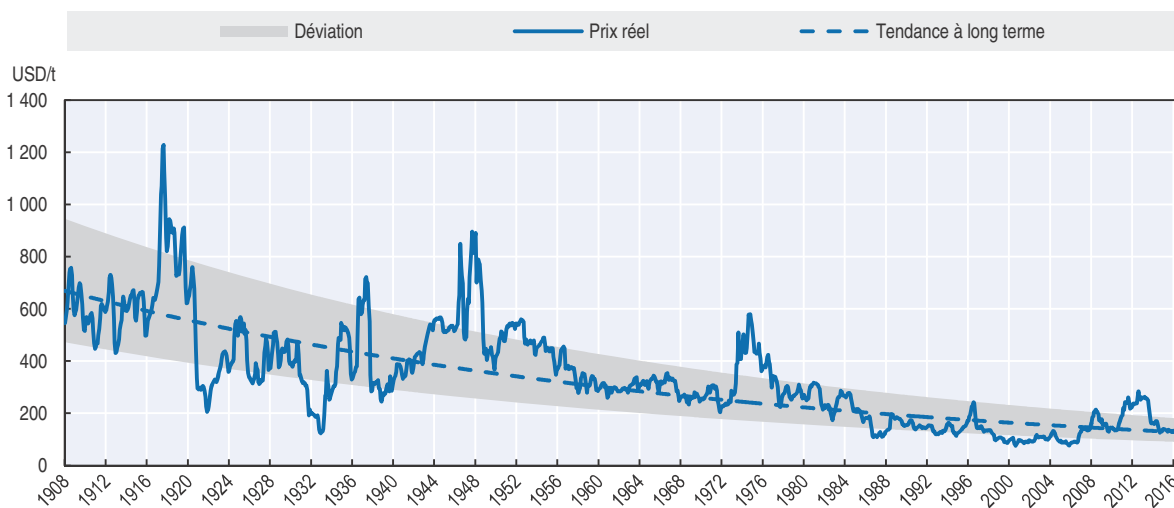
Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523650>

S'agissant des céréales, les prix semblent devoir évoluer au-dessus de leurs niveaux du début des années 2000, mais la question de savoir s'ils suivent une tendance à la hausse ou à la baisse en termes réels dépend en fait de la période considérée. Si l'on regarde

l'évolution mensuelle du prix du maïs sur plus d'un siècle (1908-2016), au graphique 1.32, on voit clairement en effet que, sur le long terme, les prix s'inscrivent sur une pente descendante, baissant en moyenne de 1.5 % par an en termes réels. La tendance est la même pour les autres produits agricoles.

Graphique 1.32. **Évolution à long terme du prix du maïs en valeur réelle**



Note : l'écart correspond à un écart-type au-dessus ou au-dessous de la tendance.

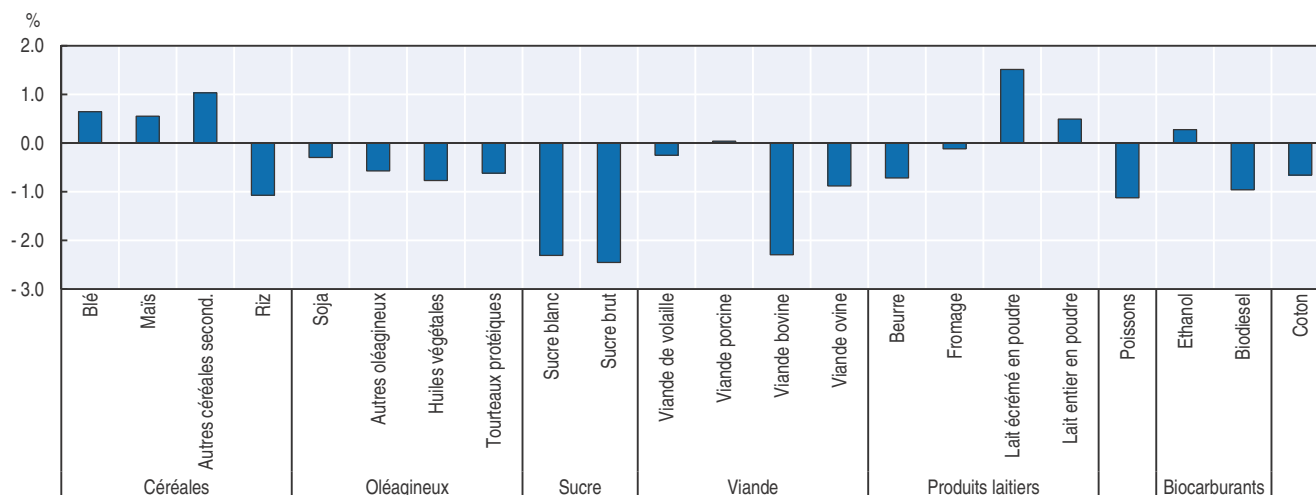
Source : « prix du maïs perçu » (données mensuelles), statistiques du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA Quickstats), déflaté par les données mensuelles de l'IPC disponibles sur le site www.bls.gov/data.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523669>

Cela étant, le graphique 1.32 montre aussi que les prix des produits agricoles sont très volatils et peuvent donc s'écarter sensiblement de leur tendance à long terme pendant une période prolongée. Entre 1972 et 1977, par exemple, le prix réel du maïs est resté supérieur à son niveau tendanciel pendant 56 mois d'affilée, sous l'effet de la hausse des cours du pétrole. De plus, l'écart par rapport à la tendance était très important : en 1974, le prix réel du maïs a grimpé à des niveaux près de deux fois et demie plus hauts que sa valeur prévue sur le long terme. Pourtant, malgré cette dérive, qui dépasse de loin, et par son ampleur et par sa durée, le sommet de 2007, le prix du maïs a fini par revenir sur sa trajectoire de long terme. Cette mise en perspective nous montre que les prix des produits de base, au cours d'une année donnée, peuvent présenter des variations considérables autour de leurs niveaux projetés.

Le graphique 1.33 illustre la variation annuelle des prix (en valeur réelle) d'un certain nombre de produits durant la période de projection ; des détails sont fournis plus loin au graphique 1.34. Dans la plupart des cas, les variations sont modestes, les prix restant stationnaires ou fléchissant légèrement, malgré quelques hausses dans la catégorie des céréales et dans celle des produits laitiers.

Parmi les **céréales**, une modeste hausse des prix de moins de 1 % par an en valeur réelle est attendue pour le blé et le maïs. Les autres céréales secondaires enregistrent une augmentation un peu plus marquée, liée à la croissance de la demande d'importations en Chine et en Arabie saoudite. Pour le riz, les projections font apparaître un recul de 1% par an.

Graphique 1.33. **Variation annuelle moyenne des prix des produits agricole en valeur réelle, 2017-26**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523688>

Les prix du **soja** et des **autres oléagineux** devraient rester globalement stables à leurs niveaux actuels. Par rapport aux dix dernières années, la demande d'**huiles végétales** ralentit considérablement, car de nombreuses économies émergentes (dont la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud) arrivent à saturation, ce qui se traduit par une légère baisse des prix réels (de 1 % par an) dans les projections. Pour les **tourteaux protéiques**, un modeste recul des prix réels (moins de 1 % par an) est également prévu du fait de la baisse de la demande d'importations et d'une production soutenue de tourteaux de soja dans les Amériques.

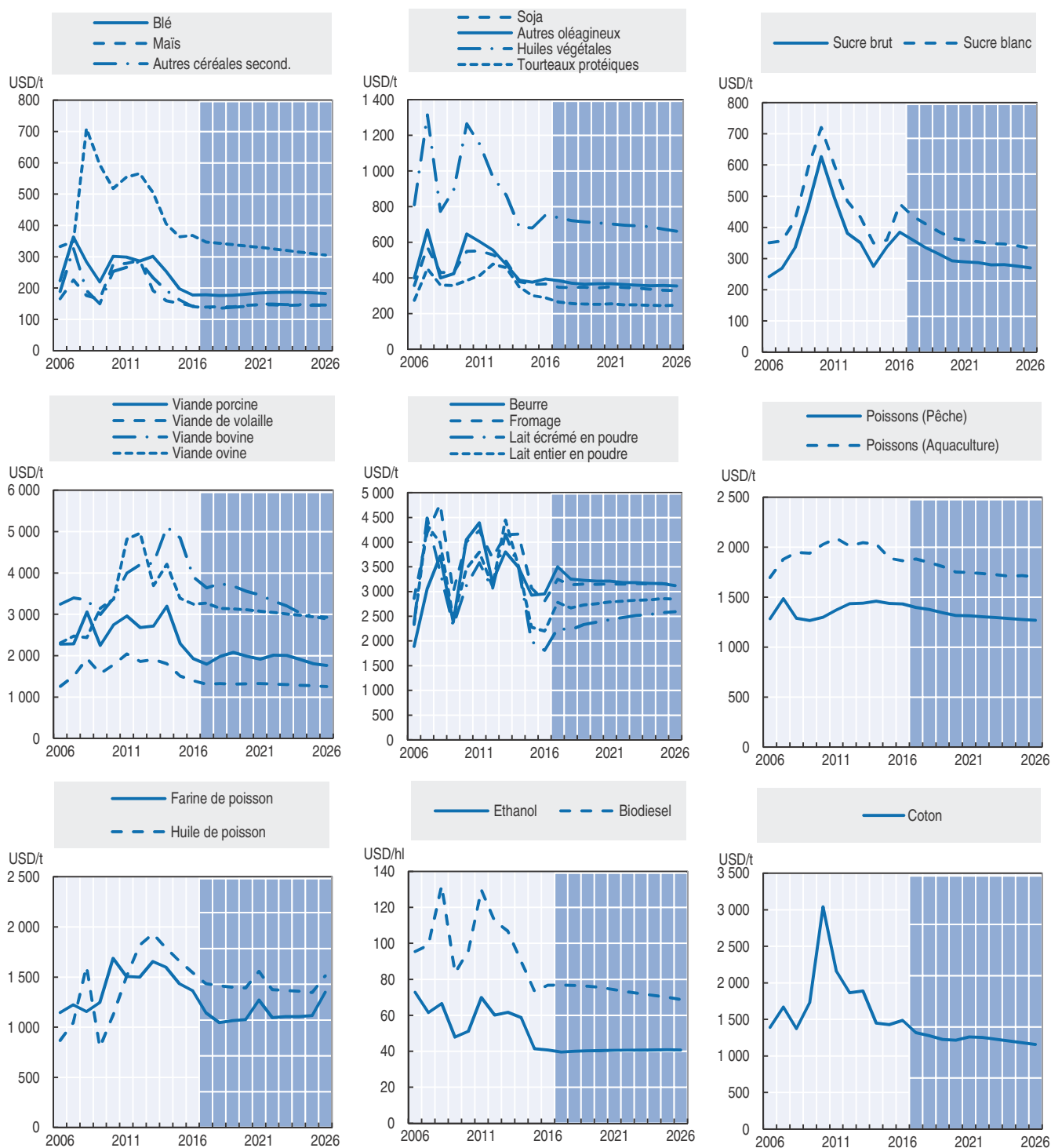
Des variations plus importantes sont attendues pour le **sucre**, avec une baisse de l'ordre de 2 % par an des prix du sucre brut et du sucre raffiné en termes réels. Cette évolution s'explique essentiellement par un point de départ élevé. Après avoir atteint un sommet en 2010, le prix du sucre a diminué jusqu'en 2014, mais il a fortement augmenté les deux années suivantes, la consommation progressant alors plus vite que la production. Le retour à l'équilibre entre l'offre et la demande, pendant la période de projection, devrait entraîner une réduction progressive des prix sur ce marché.

Le prix de la **viande** devrait accuser un recul en valeur réelle du fait de l'expansion de la production à la faveur de l'augmentation de la taille des troupeaux et du poids des animaux à l'abattage dans les principaux pays producteurs. La demande pâtit du ralentissement des importations chinoises et de l'absence de relais de croissance parmi les autres pays en développement.


Les prix des **produits laitiers** montrent une évolution contrastée, avec une modeste baisse pour le beurre, une légère hausse pour le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre, et des prix pratiquement égaux pour le fromage.

Le prix du **poisson** devrait baisser de 1 % par an en termes réels, étant donné son niveau relativement élevé au début de la période de projection. En valeur réelle, il serait plus bas en 2026 que sa moyenne sur la période 1996-2016. Le prix du poisson d'élevage, en valeur réelle, est en baisse depuis 2011 et cette tendance devrait se poursuivre tout au long la période de projection.

Graphique 1.34. Évolution des prix de certains produits en valeur réelle



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO »; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523707>

Dans la catégorie des **biocarburants**, le prix de l'éthanol devrait rester à son niveau actuel en termes réels, tandis qu'un modeste recul est prévu pour le biodiesel. L'évolution du marché des biocarburants dépend étroitement des cours du pétrole et des politiques publiques, mais aussi du prix des matières premières nécessaires à leur fabrication (huiles végétales pour le biodiesel ; maïs et cultures sucrières pour le bioéthanol). En l'occurrence, les modestes variations des prix de ces produits de base contribuent à l'évolution relativement linéaire des prix des biocarburants.

Le prix du **coton** affiche une baisse de moins de 1 % par an. Depuis le point culminant atteint en 2010-11, le prix réel du coton a fondu de moitié. L'abondance des stocks mondiaux (qui représentent environ 75 % de la consommation annuelle) continuera vraisemblablement de faire pression sur les prix dans les premières années de la période de projection. Ensuite, on s'attend à un ralentissement de la consommation à cause de la concurrence des fibres artificielles.

Dans l'ensemble, les prix devraient rester inférieurs aux sommets atteints au cours des dix dernières années. Dans la mesure où les hausses de prix de 2007-08 ont stimulé l'investissement dans l'agriculture, toute la question est de savoir si ce mouvement va s'inverser maintenant que les prix sont moins élevés. Voir à ce sujet l'encadré 1.3.

Encadré 1.3. **La baisse des prix alimentaires risque-t-elle d'entraîner une réduction de l'investissement étranger dans l'agriculture des pays en développement ?**

L'envolée des prix des produits de base en 2007-08 a été suivie d'une vague d'investissements étrangers massifs dans le secteur agricole des pays en développement, par le biais de plusieurs mécanismes. En effet, bien que l'agriculture de ces pays ait toujours été perçue comme un secteur risqué et peu rentable, la hausse des prix a soudain rendu les retours sur investissement plus attrayants pour les entreprises agro-industrielles. Avec des prix plus élevés, les terres agricoles elles-mêmes ont commencé à attirer les investisseurs financiers, d'autant que les actifs traditionnels, comme les actions, les obligations et l'immobilier, étaient mis à mal par la crise financière de 2007-08. L'investissement dans les terres agricoles bénéficiait alors de plusieurs facteurs : la perspective d'une hausse de la demande alimentaire mondiale, des performances non corrélées avec celles des marchés d'actions et d'obligations, et une bonne couverture contre l'inflation (OCDE 2010 ; FAO 2012).

Face à la flambée des prix des denrées alimentaires au niveau mondial, les pays tributaires des importations ont pris conscience du fait que les marchés internationaux ne constituaient plus une source d'approvisionnement fiable et peu coûteuse. Lorsque certains pays exportateurs ont décidé de limiter leurs exportations voire de les interdire purement et simplement pour éviter une hausse des prix sur leur propre marché, les craintes se sont accentuées. C'est ainsi que les pays importateurs nets de produits alimentaires ont été incités à investir dans la production agricole d'autres pays disposant de terres « sous-utilisées », en vue de faire ensuite revenir cette production chez eux. Enfin, la hausse des prix du pétrole, qui avait largement contribué à l'envolée des prix alimentaires, et les mesures en faveur des biocarburants sur les grands marchés importateurs ont entraîné une hausse de l'investissement dans la production de matières premières bioénergétiques.

Près de dix ans après la hausse des prix de 2007-08, la situation générale du marché a beaucoup changé. Les stocks se sont reconstitués, la demande non alimentaire a ralenti et la production agricole a augmenté, notamment en raison de l'accroissement des investissements. Du coup, les prix ont baissé ; ils sont aujourd'hui largement inférieurs aux sommets de 2008, même en termes nominaux. Les perspectives à moyen terme donnent à penser qu'ils ne sont pas près de remonter.

Encadré 1.3. La baisse des prix alimentaires risque-t-elle d'entraîner une réduction de l'investissement étranger dans l'agriculture des pays en développement ? (suite)

Puisque les investisseurs réagissent aux signaux donnés par les prix, la question se pose de savoir si la baisse des prix se traduira ou non par une baisse de l'investissement dans l'agriculture. Les tendances récentes des flux d'investissement direct étranger (IDE) dans l'agriculture semblent répondre par l'affirmative. Après un pic de quelque 35 milliards USD en 2009, l'IDE dans le secteur agroalimentaire est descendu aux environs de 20 milliards USD par an en 2013-14 (FAO 2016). Il serait toutefois prématuré d'en conclure que l'investissement étranger dans l'agriculture va s'arrêter. Bien que les flux d'IDE agricole se soient globalement contractés depuis la crise mondiale des prix alimentaires de 2007-08 et celle de 2011-12, leur niveau reste supérieur à la moyenne du début des années 2000. L'une des raisons à cela est que les prix des produits alimentaires sont eux aussi plus élevés, en termes réels, qu'au début des années 2000. Mais d'autres facteurs (par exemple, les politiques de sécurité alimentaire) entrent aussi en ligne de compte, car les prix ne sont pas le seul moteur de l'investissement dans l'agriculture. Apparemment, les pays fortement tributaires des importations de produits alimentaires continuent d'investir dans la production agricole à l'étranger. La situation du marché à court ou à moyen terme n'a guère d'incidence sur des politiques et des stratégies axées sur la sécurité alimentaire nationale à long terme.

Outre son ampleur, la qualité de l'investissement est un facteur déterminant des effets qu'il peut avoir sur les marchés, mais aussi sur le développement. Il apparaît de plus en plus clairement que, avec un soutien adéquat dans la phase initiale, les modèles inclusifs qui font des agriculteurs locaux des partenaires commerciaux et leur laissent le contrôle de leurs terres génèrent davantage de profits et sont plus utiles pour le développement (FAO 2015). Les efforts que font les pays en développement pour promouvoir ces modèles économiques bénéfiques aux agriculteurs locaux auront des effets positifs, qualitativement et quantitativement, sur l'investissement étranger. Pour y contribuer, la FAO a lancé un programme mondial dont le but est de promouvoir une approche responsable de l'investissement dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Par ailleurs, l'OCDE et la FAO préparent actuellement un projet pilote en vue de tester l'application pratique du *Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables* auprès d'un groupe d'entreprises. Ces initiatives, entre autres, visent à promouvoir l'investissement dans l'agriculture et à améliorer sa rentabilité. Des retours financiers plus importants devraient en effet rendre le secteur agricole des pays en développement plus attrayant pour les investisseurs étrangers.

En conclusion, si la baisse des prix alimentaires pèse sur l'IDE agricole dans les pays en développement, les préoccupations liées à la sécurité alimentaire et la hausse des retours sur investissement sont des facteurs qui jouent en sens inverse et vont probablement devenir de plus en plus importants. Malgré des perspectives d'évolution limitées en matière de prix, il serait donc prématuré de conclure que les flux d'IDE agricole vont diminuer dans les prochaines années.

Sources : FAO (2016) ; FAO, FIDA et PAM (2015) ; FAO (2014) ; FAO (2012) ; HighQuest Partners, États-Unis (2010).

Risques et incertitudes

Les projections présentées dans les *Perspectives* sont établies à l'aide du modèle Aglink-Cosimo, et complétées, voire corrigées, par des contributions d'experts. Pour la plupart des produits examinés dans la présente édition, le scénario de référence prévoit une situation relativement stable sur les marchés mondiaux dans les dix ans à venir. Toutefois, il importe de garder à l'esprit que la méthodologie utilisée pour produire les *Perspectives* n'est pas parfaite.

D'abord, les *Perspectives* reposent sur une série d'hypothèses spécifiques concernant, par exemple, le prix du pétrole, le PIB, les taux de change, la croissance démographique et

l'évolution des rendements. Plusieurs d'entre elles sont exposées dans l'encadré 1.4. Or, si elles se fondent sur les meilleures estimations disponibles, ces hypothèses n'en demeurent pas moins intrinsèquement incertaines. Comme on l'a vu précédemment, étant donné l'ampleur des variations de certains de ces paramètres dans le passé, les prévisions sont entourées d'une marge d'erreur. De plus, l'incertitude tend à s'accumuler au fil du temps. Par conséquent, sur l'horizon à dix ans qui est celui des *Perspectives*, des écarts temporaires répétés par rapport à une tendance donnée risquent de faire complètement perdre de vue les évolutions effectives, même si les projections sont foncièrement saines.

Cette année, on a évalué la sensibilité des projections au moyen d'une *analyse stochastique partielle*, disponible en ligne à l'adresse www.agri-outlook.org, qui examine l'historique des variations d'un sous-ensemble de facteurs, tels que les rendements, la croissance du PIB, le prix du pétrole et les taux de change, et suppose que la variabilité de ces facteurs sera la même dans le passé et dans l'avenir. Les projections sont recalculées à partir de multiples « tirages » dans une distribution de ces facteurs de risque. Chaque simulation débouche sur un « profil » d'évolution différent pour les prix, la production et la consommation.

Cette analyse stochastique partielle montre que les incertitudes tendent à s'accumuler, de sorte que l'intervalle de confiance estimé pour le scénario de référence est moins grand à la fin des dix années couvertes par la période de projection. Elle indique aussi une forte probabilité de retournement brutal des prix au cours des dix prochaines années. De plus, s'il y a à peu près autant de chances de voir les prix se situer au-dessus qu'au-dessous du niveau de référence, la possibilité d'une hausse subite est plus grande que celle d'un effondrement.

Par construction, toutefois, plusieurs incertitudes ne sont pas prises en compte dans les projections ni dans l'analyse stochastique partielle. Il s'agit notamment du risque d'apparition et de propagation internationale de ravageurs et de maladies, d'une variabilité accrue des rendements causée par le changement climatique et du caractère aléatoire des politiques. Ce dernier point est particulièrement pertinent pour certains aspects des *Perspectives* qui sont extrêmement sensibles aux décisions des pouvoirs publics, par exemple les échanges agricoles et l'avenir des biocarburants.

Encadré 1.4. **Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques**

Principales hypothèses sur lesquelles repose le scénario de référence

Les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* sont un scénario de référence jugé plausible compte tenu d'une série d'hypothèses. Ces hypothèses décrivent un environnement macroéconomique, des politiques publiques et une situation démographique spécifiques dont dépendent les prévisions d'évolution de l'offre et de la demande sur le marché des produits de l'agriculture et de la pêche.

Les hypothèses macroéconomiques retenues dans les *Perspectives* sont fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE* (novembre 2016) et sur les *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre 2016) du FMI. On trouvera une description détaillée des hypothèses macroéconomiques et des hypothèses relatives aux politiques publiques dans l'appendice statistique en ligne ; elles sont résumées ci-dessous.

Encadré 1.4. **Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques** (suite)

Une croissance économique au ralenti

La croissance du PIB mondial est restée faible en 2016, s'établissant à 2.9 %, son niveau le plus bas depuis 2009. Après un ralentissement prolongé, la croissance semble s'être stabilisée dans les économies émergentes, tandis qu'une modeste reprise aidait le Brésil et la Fédération de Russie à sortir de la récession. Toutefois, l'espoir de voir l'activité s'accélérer dans les économies avancées a été déçu. La situation de ces économies s'est dégradée, leur croissance continue de piétiner et les perspectives de reprise sont très limitées. Une modeste hausse de 3.2 % du taux de croissance de l'économie mondiale est attendue en 2017, malgré le faible niveau des taux d'intérêt ; pour 2018, les projections tablent sur une croissance de 3.6 %.

Aux États-Unis, le PIB a crû de 1.5 % en 2016, contre 2.6 % en 2015, mais on prévoit qu'un assouplissement de la politique budgétaire donnera une impulsion supplémentaire à la demande intérieure ces deux prochaines années. La croissance du PIB devrait passer à 2.3 % en 2017 et s'accélérer ensuite pour atteindre 3.0 % en 2018 ; à moyen terme, la prévision de 1.8 % par an tient compte de l'effet de freinage exercé par une population vieillissante et par la tendance récente au ralentissement de la productivité totale des facteurs.

La croissance restera modeste dans la zone Euro où la faiblesse de l'investissement, le niveau élevé du chômage et les incertitudes politiques pèsent sur la demande intérieure. Pour les États membres de l'UE15 considérés collectivement, on prévoit une croissance annuelle moyenne de 1.6 % sur la période de projection.

Au Japon, la croissance ne devrait pas dépasser 1% par an en 2017-18 et les perspectives à moyen terme ne laissent pas entrevoir d'amélioration, avec un taux de croissance de 0.3 % en rythme annuel pendant la période de projection, dû principalement à la contraction de la population.

Parmi les pays de l'OCDE, c'est la Turquie qui devrait afficher la croissance la plus forte au cours de la prochaine décennie, avec 3.5 % par an en moyenne, suivie du Chili (3.3 %), de la Corée (3 %), ainsi que de l'Australie, d'Israël et du Mexique (près de 3 %). Après deux années de faible croissance, le Canada devrait connaître une modeste reprise en 2017-18, et conserver ensuite un taux de croissance de 2 % par an jusqu'à la fin de la période de projection.

Pour les grandes économies de marché émergentes, les perspectives sont inégales et généralement moins bonnes que dans le passé. La croissance devrait continuer à ralentir en République populaire de Chine (ci-après la « Chine »), revenant à un taux annuel moyen de 5.9 % ces dix prochaines années, contre 8.5 % durant la décennie écoulée, tandis qu'elle restera vigoureuse en Inde, à 8 % par an en moyenne.

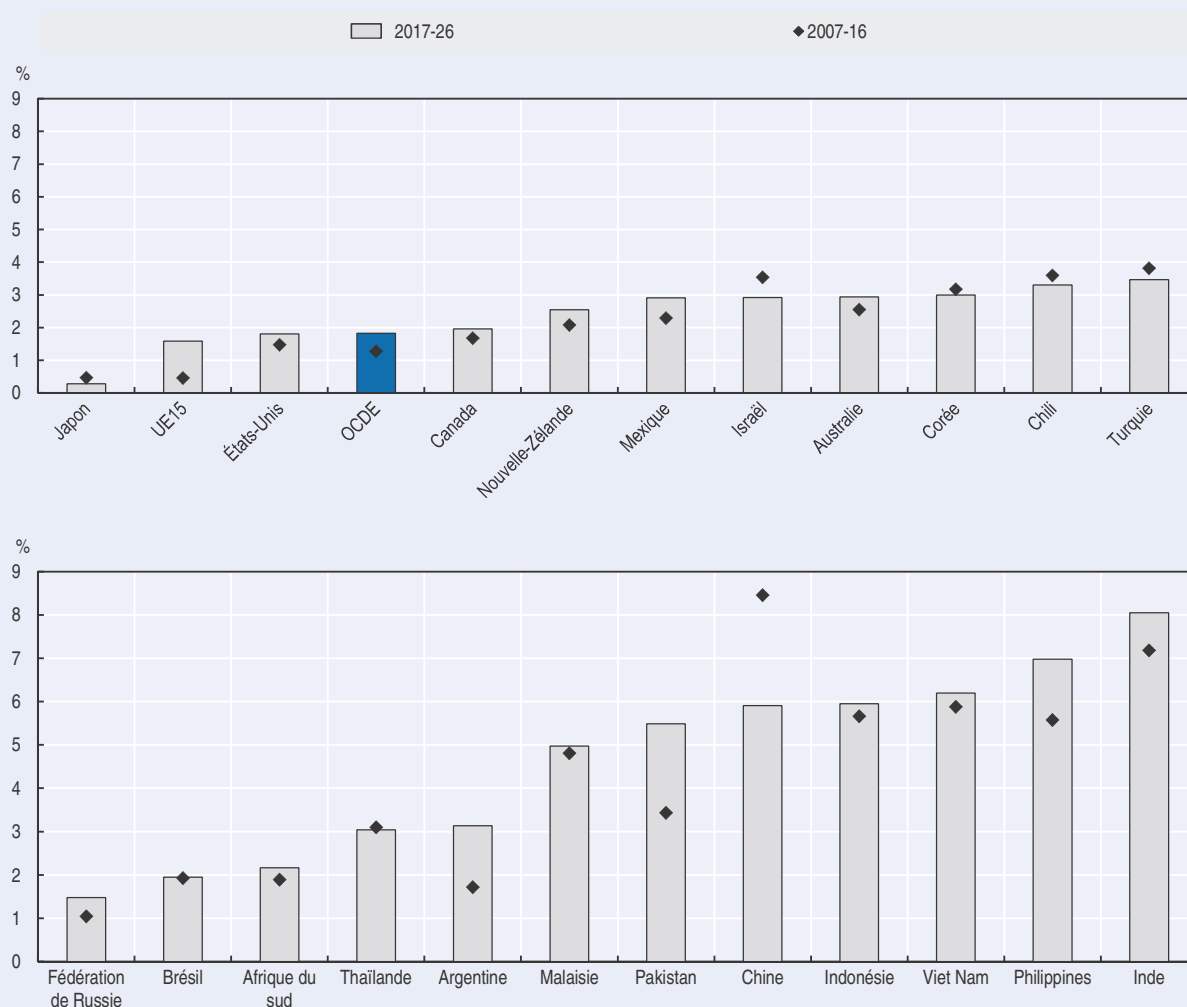
Une lente reprise est prévue au Brésil et dans la Fédération de Russie ces deux prochaines années, avec un rythme de croissance annuel moyen de respectivement 1.9 % et 1.5 % jusqu'à la fin de la période de projection. L'économie argentine devrait se redresser rapidement en 2017, après la récession de 2016, et la croissance pourrait atteindre 3.1 % par an en moyenne.

Les perspectives de croissance des pays en développement devraient rester contrastées selon les pays et les régions, mais dans l'ensemble assez favorables pour la prochaine décennie. Le Myanmar, la République démocratique populaire lao et les Philippines seront les pays les plus performants d'Asie, avec respectivement 7.6 %, 7.1 % et 6.95 % de croissance par an en moyenne. Viennent ensuite l'Indonésie et la Malaisie, où la croissance devrait atteindre respectivement 6.1 % et 5.1 % par an, soit un léger mieux par rapport aux dix dernières années, et la Thaïlande, où elle restera à peu près au même niveau que pendant la dernière décennie, soit 3.1 % par an. En Afrique subsaharienne, la situation continuera d'évoluer de façon inégale. Dans les grands pays exportateurs de produits de base, comme le Nigéria et l'Angola, la croissance devrait décélérer pour s'établir à 3.3 % par an, en raison de l'ajustement de l'économie à la baisse des recettes tirées du pétrole et d'autres ressources naturelles. Mais dans plusieurs autres pays qui n'exportent

Encadré 1.4. Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques (suite)

pas de ressources naturelles, tels que l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Sénégal, elle devrait au contraire se poursuivre à un rythme de plus de 7 % par an, à la faveur de prix énergétiques favorables, d'un environnement porteur pour les entreprises et d'investissements massifs dans les infrastructures. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la croissance s'établira à 3,8 % par an, soit une augmentation modeste dans un contexte où la chute des prix du pétrole et les conflits en cours continuent de peser sur les perspectives économiques. En Arabie saoudite, la décennie à venir devrait être marquée par un tassement de l'activité, avec 2,3 % de croissance par an en moyenne, contre 4,3 % ces dix dernières années. En République islamique d'Iran, la croissance sera dopée par l'augmentation plus rapide que prévu de la production de pétrole après la levée des sanctions et devrait atteindre 4,4 % par an en moyenne, tandis qu'en Égypte, on prévoit une croissance annuelle moyenne de 6 %. Enfin, en Amérique latine, le taux de croissance prévu pour la période de projection, à savoir 3,4 % par an en moyenne, est analogue à celui de la dernière décennie, même si la crise vénézuélienne continue de peser sur la performance globale de la région.

Graphique 1.35. Taux de croissance du PIB dans les pays de l'OCDE et dans quelques pays en développement



Note : la deuxième partie du graphique ne présente qu'une sélection de pays en développement. Les données concernant tous les pays de ce groupe sont disponibles en ligne dans l'annexe statistique.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523726>

Encadré 1.4. **Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques** (suite)

Une croissance démographique moins rapide

La croissance de la population mondiale devrait être moins rapide au cours des dix prochaines années (1 % par an) que durant les dix dernières (1.2 % par an). Elle continue d'être alimentée par les pays en développement, en particulier ceux d'Afrique, qui connaîtront la hausse la plus rapide, à 2.4 % par an. La région Asie et Pacifique abritera pratiquement la moitié de la population mondiale, tandis que l'Inde, qui comptera 149 millions d'habitants de plus en 2026, devrait passer devant la Chine pour devenir pays le plus peuplé de la planète.

Parmi les pays de l'OCDE, la population du Japon devrait diminuer de près de 4 millions de personnes ces dix prochaines années, et celle de la Fédération de Russie, de 2.7 millions. La population de l'Union européenne restera stable, avec une croissance de 0.07 % par an. L'Australie affiche le taux de croissance démographique le plus élevé (1.17 % par an), suivie du Mexique (1.06 % par an).

Inflation

L'inflation est restée limitée dans les pays de l'OCDE en 2016, autour de 1% en moyenne. Elle était proche de zéro dans l'Union européenne et négative au Japon, après deux années de légère hausse des prix. Dans les économies avancées, où l'on prévoit une modeste hausse des prix du pétrole et un resserrement graduel des écarts de production au cours des prochaines années, l'inflation devrait augmenter et atteindre les objectifs des banques centrales vers 2020.

D'après les projections, l'inflation passerait de 1.1 % en 2016 à 2.5 % en 2019 aux États-Unis ; elle progresserait à un rythme annuel moyen de 2.4 % sur l'ensemble de la période considérée. Pour les pays membres de l'UE15 pris globalement, il est prévu un taux d'inflation annuel moyen de 1.8 % pour les dix prochaines années. Les prix à la consommation ne devraient pas augmenter de plus de 1.5 % par an au Japon. Dans les grandes économies de marché émergentes, l'inflation restera modérée en Chine, et elle s'atténuera peu à peu au Brésil et dans la Fédération de Russie, parallèlement à la stabilisation de la monnaie.

Taux de change

Sur la période 2017-26, les taux de change nominaux évoluent surtout en fonction du différentiel d'inflation par rapport aux États-Unis (avec quelques variations mineures dans certains cas en termes réels). Plusieurs économies avancées, émergentes ou en développement ont enregistré une forte dépréciation de leur monnaie en 2015. L'Euro s'est légèrement apprécié en valeur nominale vis-à-vis du dollar des États-Unis en 2016, mais il devrait se déprécier en 2017 avant de reprendre de la valeur au cours des dix prochaines années. On s'attend sur la prochaine décennie à une appréciation monétaire nominale par rapport au dollar des États-Unis au Japon, au Canada, dans la zone Euro, en Nouvelle-Zélande, en Chine, en République islamique d'Iran, en Malaisie, aux Philippines et en Ukraine. À l'inverse, une forte dépréciation des devises argentine, brésilienne, indienne, sud-africaine, turque, indonésienne et thaïlandaise est prévue ces dix prochaines années. Le rouble russe devrait également se déprécier, mais dans de moindres proportions.

Prix de l'énergie

Les hypothèses concernant les cours mondiaux du pétrole jusqu'en 2015 sont tirées de la mise à jour à court terme des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 100 (novembre 2016). Pour 2016, on a utilisé la moyenne annuelle des prix mensuels au comptant, et, pour la période de projection, la trajectoire du prix moyen que prévoit la Banque mondiale dans ses perspectives des prix des marchés de matières premières d'octobre 2016.

Encadré 1.4. Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques (suite)

Après une longue chute amorcée au second semestre de 2014, les prix du pétrole se sont redressés à la fin de 2016. Cette remontée fait suite à la décision de l'OPEP et d'autres producteurs non membres de l'Organisation de réduire leur production de près de 1.8 million de barils par jour au premier semestre de 2017. Le marché du pétrole devrait donc poursuivre son rééquilibrage en 2017, faisant monter le cours nominal du brut de 32 % dans un premier temps, puis à un rythme plus modéré par la suite. En valeur nominale, le prix du pétrole devrait augmenter de 4.8 % par an en moyenne pendant la période de projection, passant de 43.8 USD le baril en 2016 à 89.5 USD le baril en 2026.

Politiques publiques

Les politiques publiques et leurs réformes ont des conséquences importantes sur les marchés des produits agricoles, des biocarburants et de la pêche, souvent même en termes structurels. Les hypothèses retenues dans la présente édition des *Perspectives* tablent sur le maintien des politiques en vigueur pendant toute la période de projection. La décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union européenne n'est pas prise en compte dans les projections, car les modalités de cette sortie n'ont pas encore été arrêtées. Dans la présente édition des *Perspectives*, les projections relatives au Royaume-Uni font donc encore partie de l'agrégat Union européenne. Certaines mesures du « paquet de Nairobi » adopté par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en particulier concernant la concurrence à l'exportation, ont en revanche été intégrées dans les projections. Les accords commerciaux bilatéraux ne sont pris en compte que s'ils ont été ratifiés ou mis en œuvre. Par conséquent, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ne donne lieu à aucun changement pendant la période de projection, l'Accord économique et commercial global (AECG), qui est partiellement mis en œuvre mais n'a pas encore été ratifié, est pris en compte dans les projections, mais pas l'Accord de partenariat transpacifique, qui n'a pas été ratifié. L'embargo imposé par la Fédération de Russie sur les importations en provenance de certains pays ayant été annoncé comme une mesure temporaire, l'hypothèse retenue ici est qu'il sera révoqué à la fin de 2017. Les hypothèses relatives aux politiques énergétiques sont décrites dans le chapitre consacré aux biocarburants.

Notes

1. La faiblesse du commerce mondial est analysée et commentée dans une étude récente de l'OCDE. Voir Haugh, D., et al. (2016).
2. Comme cette mesure des échanges est basée sur les produits disponibles dans Aglink-Cosimo, plusieurs produits importants comme les fruits et légumes ou les produits agroalimentaires transformés en sont exclus. En outre, la définition du commerce agricole utilisée ici ne coïncide pas avec celle employée dans l'Accord sur l'agriculture. Néanmoins, cette mesure peut servir de proxy pour les échanges agricoles puisqu' Aglink-Cosimo couvre les produits agricoles les plus importants.

Références

- FAO (2016), « Trends in foreign direct investment in food, beverages and tobacco », document de travail de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base, No. 51, FAO Publications, Rome.
- FAO, FIDA et PAM (2015), *Achieving Zero Hunger. The critical role of investments in social protection and agriculture*. FAO, Rome.
- FAO (2014), « Impacts des investissements étrangers dans l'agriculture des pays en développement : résultats d'études de cas », par Pascal Liu, document de travail de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base, n° 47, FAO, Rome.
- FAO (2012), *Trends and impacts of foreign investment in developing country agriculture. Résultats d'études de cas*, FAO, Rome.

- Haugh, D., et al. (2016), « Cardiac Arrest or Dizzy Spell: Why is World Trade So Weak and What can Policy Do About It? », *Etudes de politique économique de l'OCDE*, No. 18, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5jlr2h45q532-en>
- HighQuest Partners, États-Unis (2010), "Private Financial Sector Investment in Farmland and Agricultural Infrastructure", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 33, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5km7nzpjl8v-en>
- Hoekman, B. (ed.), (2015) *The Global Trade Slowdown: A New Normal?*, VoxEU.org e-book, CEPR Press, Londres.
- Lewis, L. and R. Monarch (2016) *Causes of the Global Trade Slowdown*, International Finance Discussion Note, US Federal Reserve, novembre 2016.
- OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>
- OCDE (2016), *Évolution des politiques et des marchés agricoles : Implications pour les réformes du système commercial multilatéral*, Éditions de l'OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264264991-en>
- OCDE/FAO (2016), OCDE/FAO (2016), *Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables*, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264264038-fr>

Chapitre 2

Asie du Sud-Est : Perspectives et défis

Ce chapitre est consacré aux perspectives et aux défis qui se présenteront au secteur agricole de l'Asie du Sud-Est pendant la prochaine décennie. Étant donné que les échanges et la sécurité alimentaire sont au cœur des préoccupations des responsables de l'action publique, les questions touchant à l'agriculture et à la pêche y sont principalement étudiées sous cet angle. Le chapitre se penche tout d'abord sur les résultats passés et sur la situation actuelle de l'agriculture et de la pêche en Asie du Sud-Est, avant d'offrir des projections à moyen terme des évolutions des marchés et de la sécurité alimentaire (2017-26). Il s'achève sur un examen des défis et des incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les projections à moyen terme décrites. Les pays d'Asie du Sud-Est ont bénéficié d'importantes améliorations de leurs niveaux de développement ainsi que d'une croissance vigoureuse de leur secteur de l'agriculture et de la pêche. Les perspectives agricoles y sont globalement positives, mais elles pourraient être encore améliorées au moyen de politiques cohérentes et d'investissements stratégiques, en particulier dans les infrastructures rurales.

Introduction

L'Asie du Sud-Est (graphique 2.1) comprend un ensemble diversifié de pays aux niveaux de développement et de dotations en ressources naturelles (tableau 2.1). Ces dernières décennies, l'ensemble de la région a bénéficié d'un développement soutenu. Les mutations structurelles de nombre des économies qui la composent lui ont permis de tirer des gains non négligeables, et la montée en puissance de « l'Asie usine du monde » a placé la région au centre d'un large éventail de chaînes de valeur mondiales (CVM) manufacturières. Elle a de ce fait enregistré une forte croissance de son produit intérieur brut (PIB) : dans la plupart des pays, la croissance du PIB réel s'est élevée à près de 5 % par an en moyenne au cours de la période 2000-16. La population régionale a parallèlement continué de s'accroître à un rythme proche de 1.3 % par an durant cette même période.

Graphique 2.1. La région de l'Asie du Sud-Est



L'Asie du Sud-Est a également accompli des progrès remarquables du point de vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire. Au début des années 90, les taux de sous-alimentation y étaient les plus élevés au monde, aux alentours de 31 %, mais ils sont tombés en dessous de 10 % dès 2014-16, niveau inférieur à celui observé dans certaines autres régions. Néanmoins, compte tenu de la diversité des niveaux de développement des pays de la région, le problème de la sécurité alimentaire reste important : en 2014-16, sur

630 millions d'habitants (9 % du total mondial), l'Asie du Sud-Est comptait encore environ 60 millions de personnes souffrant de sous-alimentation, soit 8 % de l'ensemble de la population mondiale dans cette situation (FAO, 2017a).

Le développement des secteurs de l'agriculture et de la pêche¹ a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire, et ces deux secteurs demeurent un élément essentiel de la politique de sécurité alimentaire pour les autorités de la région. Les orientations de la politique agricole et de la pêche sont donc liées aux objectifs de sécurité alimentaire. Tel est en particulier le cas des stratégies axées sur la principale culture de base de la région : le riz. Cependant, pour certains pays, le recours à des interventions sur le marché pour tenter d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire a eu des conséquences inattendues sur le développement des secteurs comme sur la sécurité alimentaire elle-même.

Tableau 2.1. **Indicateurs contextuels pour certains pays d'Asie du Sud-Est, 2015**

	PIB par habitant	Population	Population rurale	Superficie totale	Superficie agricole	Superficie agricole par habitant	Ressources en eaux douces	Prélèvements d'eau douce de l'agriculture	Ressources en eaux douces par habitant
		(millions d'habitants)	(%)	(km ²)	(km ²)	(ha)	(milliards de m ³)	(milliards de m ³)	(milliers de m ³)
Cambodge	1 159	15.6	79.3	176 520	54 550	0.36	120.6	2.1	7.9
Indonésie	3 346	257.6	46.3	1 811 570	570 000	0.22	2019.0	92.8	7.9
RDP lao	1 818	6.8	61.4	230 800	23 690	0.35	190.4	3.2	28.5
Malaisie	9 768	30.3	25.3	328 550	78 390	0.26	1003.0	2.5	33.5
Myanmar	1 161	53.9	65.9	653 080	126 450	0.24	580.0	29.6	10.9
Philippines	2 904	100.7	55.6	298 170	124 400	0.13	429.0	67.1	4.8
Thaïlande	5 815	68.0	49.6	510 890	221 100	0.33	224.5	51.8	3.3
Viet Nam	2 111	91.7	66.4	310 070	108 737	0.12	359.4	77.7	4.0

Note : PIB par habitant en USD courants de 2015. Les données relatives aux prélèvements d'eau douce et à la superficie agricole datent de 2014.

Source : Banque mondiale (2017), Indicateurs du développement dans le monde, <http://databank.worldbank.org/data/>.

Le développement du secteur de l'agriculture et de la pêche en Asie du Sud-Est a également entraîné sa participation croissante aux échanges agroalimentaires internationaux. Pour les producteurs comme pour les consommateurs, les marchés internationaux et régionaux prennent une importance croissante en tant que source de revenus et d'approvisionnement en denrées alimentaires. Aussi les évolutions des marchés internationaux et les politiques des autres pays participant aux échanges agroalimentaires revêtent-elles une importance fondamentale.

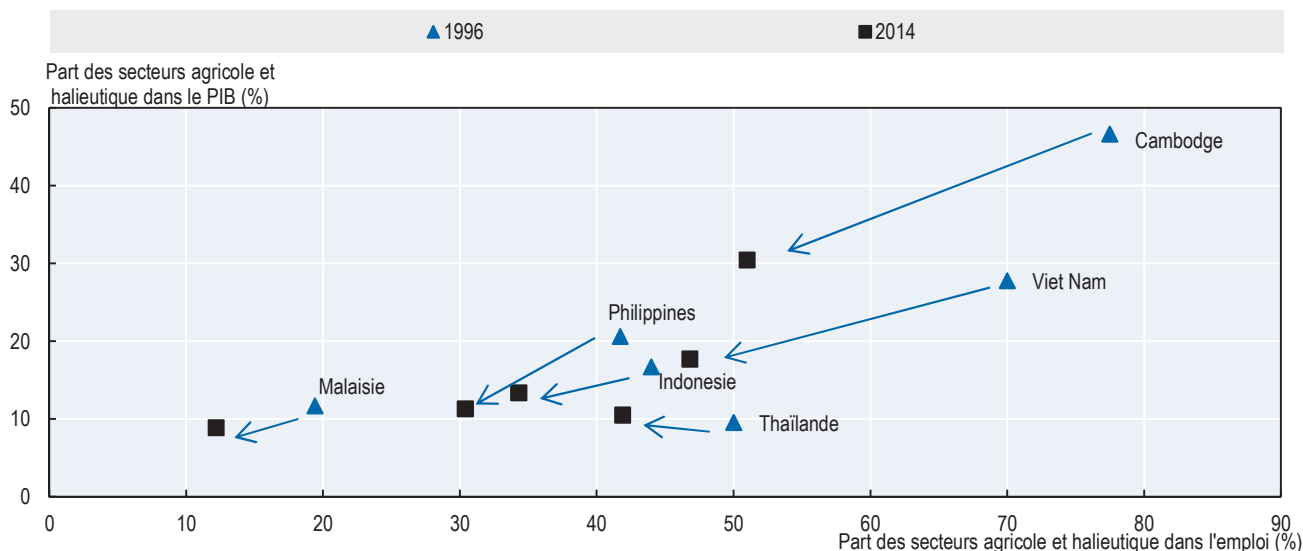
Ce chapitre se penche tout d'abord sur les résultats passés et sur la situation actuelle de l'agriculture et de la pêche en Asie du Sud-Est, avant d'offrir des projections à moyen terme des évolutions des marchés et de la sécurité alimentaire (2017-26). Il s'achève sur un examen des défis et des incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les projections à moyen terme décrites. Vu que cette question est au cœur des préoccupations des responsables de l'action publique, l'agriculture et la pêche seront principalement étudiées sous l'angle des échanges et de la sécurité alimentaire. Ce chapitre porte pour l'essentiel sur huit pays d'Asie du Sud-Est (dont chacun est étudié individuellement dans les *Perspectives*) : le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique populaire lao (RDP lao), la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.

Évolutions de l'agriculture et de la pêche et de l'aquaculture en Asie du Sud-Est

Un ajustement structurel de grande ampleur

L'agriculture, la pêche et l'aquaculture des pays d'Asie du Sud-Est ont subi d'importants ajustements structurels au cours du temps. La part relative de ces secteurs dans le PIB et dans l'emploi a diminué dans la plupart des pays entre 1996 et 2014 (année la plus ancienne et la plus récente pour lesquelles des données sont disponibles) (graphique 2.2). Les améliorations de la productivité et les perspectives ouvertes par d'autres secteurs que l'agriculture ont donné lieu à d'importantes suppressions d'emplois dans plusieurs pays, mais plus particulièrement au Cambodge et au Viet Nam. Fait intéressant, la part de l'agriculture dans l'emploi a reculé en Thaïlande tandis que sa part dans le PIB a augmenté dans le même temps, ce qui met en évidence un déplacement de l'activité vers des productions de plus grande valeur relative, ainsi que les capacités d'absorption de la main-d'œuvre des autres secteurs de l'économie.

Graphique 2.2. Part des secteurs de l'agriculture et de la pêche dans l'emploi et dans le PIB
1996 et 2014



Note : Les estimations de la valeur ajoutée tiennent compte de la sylviculture et de la chasse. Les données sur le Cambodge correspondent à 1998 et 2012, et celles relatives à la part des secteurs de l'agriculture et de la pêche dans l'emploi correspondent à 2013 pour la Thaïlande et le Viet Nam.

Source : Banque mondiale (2017), Indicateurs du développement dans le monde, <http://databank.worldbank.org/data/>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523745>

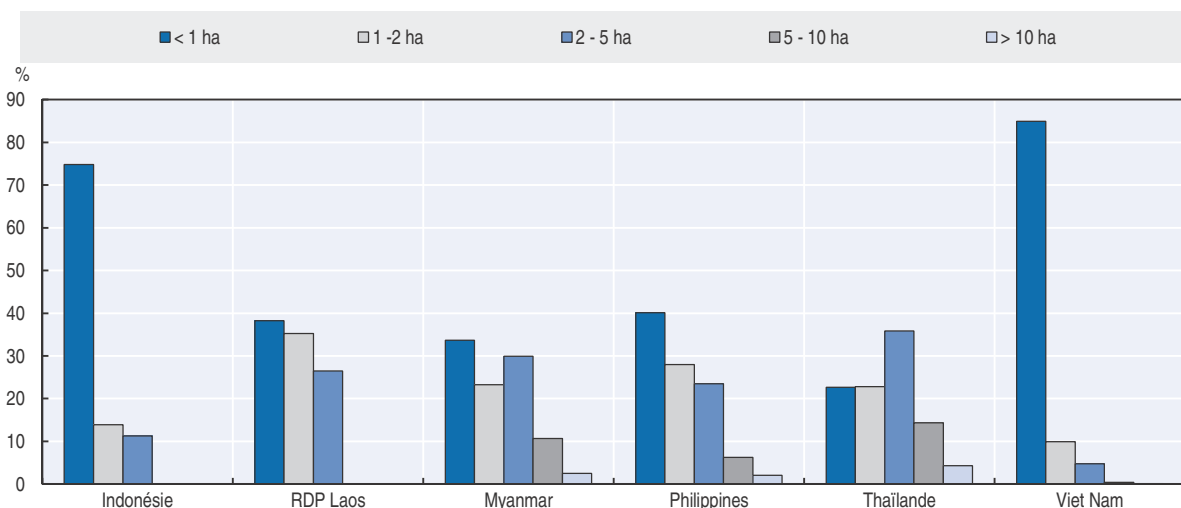
Ajustement au sein de l'agriculture

L'ensemble du secteur a certes connu un important ajustement structurel, mais la taille des exploitations demeure relativement modeste en Asie du Sud-Est et pourrait le rester à moyen terme (FAO, 2015). Les données sur la taille des exploitations et sur sa distribution demeurent peu abondantes. Pour les pays pour lesquels des données chronologiques sont disponibles – l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande – il en ressort que la taille moyenne des exploitations tend à diminuer (Lowder et al., 2014). Dans certains de ces pays, l'évolution de la taille moyenne des exploitations trouve son origine dans des

initiatives de redistribution des terres, par exemple aux Philippines dans le cadre du programme de réforme agraire du pays (OCDE, 2017a). La tendance à la diminution de la taille des exploitations risque d'avoir de plus amples conséquences à long terme sur la croissance de la productivité agricole si elle s'accompagne d'une plus grande fragmentation des activités de production. En revanche, deux pays paraissent montrer une tendance à l'*augmentation* de la taille des exploitations : le Myanmar et le Viet Nam. Dans le cas du Viet Nam, un remembrement des terres a été observé pour différentes activités de production, et cette évolution paraît plus marquée dans le secteur de l'élevage, alors qu'elle n'en est qu'à ses tout premiers stades dans celui des productions végétales (OCDE, 2015c). Pour ce qui est de la distribution de la taille des exploitations, les données sont limitées et déjà anciennes, mais elles indiquent une prépondérance des exploitations de moins de 1 ha (Lowder et al., 2014) (graphique 2.3). L'Indonésie et le Viet Nam sont les pays où le pourcentage de producteurs exploitant moins de 1 ha de terres est le plus élevé. La Thaïlande et le Myanmar se distinguent par ailleurs par leur structure agraire particulière : ces deux pays se caractérisent par une proportion de producteurs exploitant de 2 à 5 ha relativement plus forte que chez leurs voisins de la région.


Graphique 2.3. Distribution de la taille des exploitations en Asie du Sud-Est

Pourcentage des exploitations agricoles, par taille, estimations au cours des années 2000



Notes : Les estimations pour chaque pays correspondent aux données recueillies au cours des années 2000. Plus précisément, en 2003 pour l'Indonésie, en 1998-99 pour la RDP lao, en 2003 pour le Myanmar, en 2002 pour les Philippines, en 2003 pour la Thaïlande et en 2001 pour le Viet Nam. Aucune donnée n'est disponible pour le Cambodge et la Malaisie.

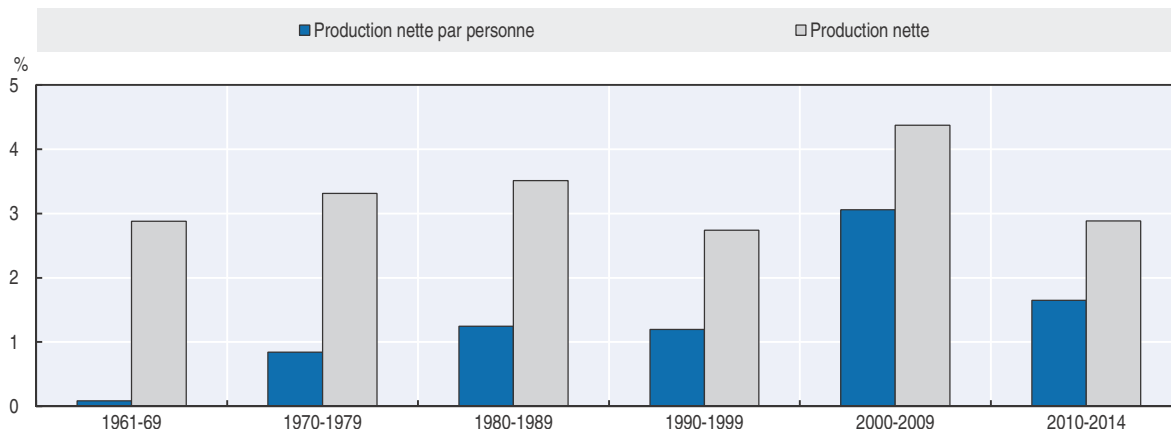
Source : Lowder et al. (2014).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523764>

L'ajustement structurel du secteur a contribué à une forte croissance de la production au fil du temps. Depuis les années 60, la production connaît une forte croissance annuelle composée dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est (graphique 2.4)². Cependant, la croissance de la production agricole par rapport à l'accroissement démographique (c'est-à-dire sa croissance par habitant) est soutenue depuis les années 80, du fait d'un ralentissement des taux d'accroissement démographique et d'une augmentation des taux de croissance agricole dans les années 80 et 2000.

Graphique 2.4. Croissance de la production en Asie du Sud-Est

Taux de croissance composés annuels décennaux (%), de 1960 à 2009



Notes : La production nette est égale à la production totale diminuée des céréales utilisées pour nourrir les animaux d'élevage. La FAO calcule la production nette sous la forme d'un indice, voir http://faostat3.fao.org/download/QI/*E pour plus de précisions.

Source : FAO (2017a), FAOSTAT, <http://faostat.fao.org/>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523783>

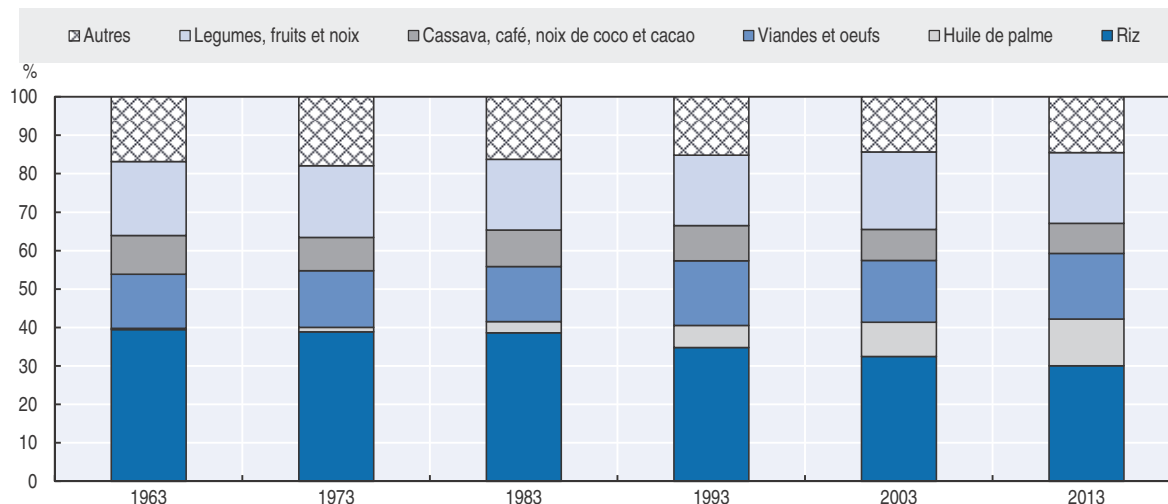
Une gamme de productions agricoles en cours d'évolution, mais axée sur la culture fondamentale du riz

La production agricole de l'Asie du Sud-Est demeure axée sur le riz. La riziculture constitue la principale activité de production agricole, et elle représente une plus grande partie de la valeur brute de la production que tout autre produit considéré isolément. En règle générale, la part dans la production des différentes activités agricoles est restée relativement stable dans le temps; cependant, la contribution du riz à la valeur brute totale de la production agricole a diminué depuis le début des années 90 – passant d'environ 40 % à près de 30 % en 2013 (graphique 2.5). Cette évolution est en grande partie due à la contribution croissante de l'huile de palme à la valeur totale de la production agricole de la région, vu qu'il s'agit d'un produit de plus grande valeur (mais elle tient aussi à la diminution de la part relative du riz dans l'alimentation observée dans un certain nombre de pays, qui sera examinée plus loin). Des évolutions sont également survenues au sein des différentes catégories de produits, comme une production croissante de volaille dans le secteur de la viande.

L'évolution de la gamme des productions est plus manifeste lorsque l'on se penche sur les différents pays d'Asie du Sud-Est (graphique 2.6). En Malaisie, la production a nettement évolué en faveur de l'huile de palme et au détriment de la riziculture et des autres activités de production agricole. Au Myanmar, des augmentations de la production de viande et de fruits et légumes ont eu lieu, et la part du riz dans la valeur de la production a diminué d'environ 20 points de pourcentage au cours des 50 dernières années. Si l'on considère les parts dans la valeur de la production en dollars constants, en 2013, les secteurs agricoles du Cambodge et de la Malaisie dépendaient pour l'essentiel d'une seule production, en l'occurrence du riz et de l'huile de palme, respectivement. Les autres sont plus diversifiés. Les Philippines sont le seul pays où la part du riz dans la valeur totale de la production agricole s'est accrue au cours de la période examinée.

Graphique 2.5. Production agricole en Asie du Sud-Est

Part des différents produits dans la valeur brute de la production,
en dollars internationaux constants de 2004-06, de 1963 à 2013



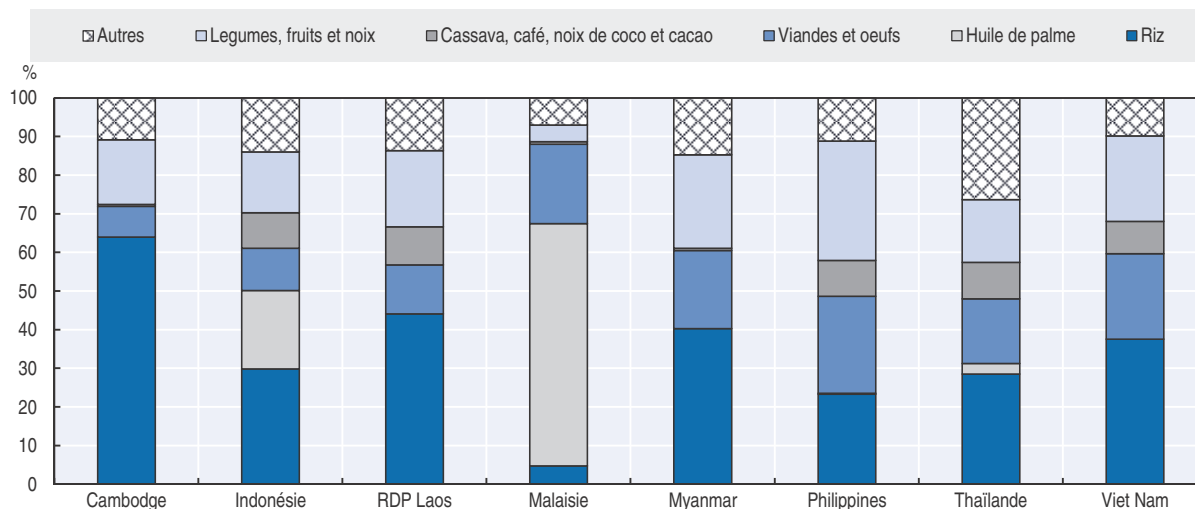
Notes : Les prix internationaux sont utilisés afin de surmonter les problèmes d'agrégation des produits dont il est impossible d'additionner les poids physiques. La FAO s'appuie sur les prix internationaux pour déterminer la valeur brute de la production, de sorte que les évolutions de la production puissent être observées sans que les fluctuations des taux de change n'exercent d'influence – voir www.fao.org/faostat/fr/#data/QV pour plus de précisions.

Source : FAO (2017a), FAOSTAT, <http://faostat.fao.org/>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523802>

Graphique 2.6. Parts des productions agricoles de l'Asie du Sud-Est, par pays, 2013

Part des différents produits dans la valeur brute de la production en dollars internationaux constants de 2004-06



Notes : Les prix internationaux sont utilisés afin de surmonter les problèmes d'agrégation des produits dont il est impossible d'additionner les poids physiques. La FAO s'appuie sur les prix internationaux pour déterminer la valeur brute de la production, de sorte que les évolutions de la production puissent être observées sans que les fluctuations des taux de change n'exercent d'influence – voir www.fao.org/faostat/fr/#data/QV pour plus de précisions.

Source : FAO (2017a), FAOSTAT, <http://faostat.fao.org/>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523821>

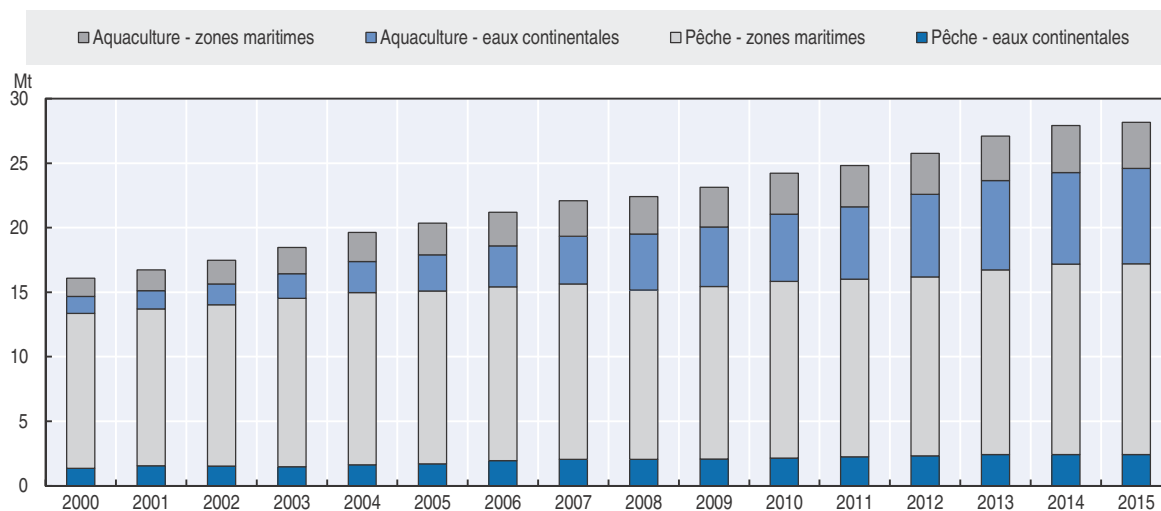
Évolutions de la production halieutique et aquacole

La pêche et l'aquaculture apportent une importante contribution à la sécurité alimentaire, aux moyens d'existence et aux revenus d'une bonne partie de la population de l'Asie du Sud-Est. Les produits de la pêche et de l'aquaculture constituent la principale source de protéines animales pour la majeure partie des habitants de la région – la consommation de poisson par habitant s'élève à environ 36 kg, soit à peu près le double de la moyenne mondiale, et elle représente environ 42 % de l'ensemble des apports en protéines animales par habitant (FAO, 2017b).

La production halieutique et aquacole de la région n'est pas négligeable. En 2015, l'Asie du Sud-Est comptait pour près de 17 % de la production mondiale du secteur de la pêche (14 % pour l'aquaculture et 19 % pour la pêche). Globalement, la production halieutique et aquacole a augmenté d'environ 75 % au cours de la période 2000-15. La plus forte progression a été enregistrée par l'aquaculture continentale, dont la production s'est accrue de plus de 460 % entre 2000 et 2015 – soit un taux de croissance annuel moyen de 12,4 % sur l'ensemble de la période (graphique 2.7). Sur une plus longue durée, l'augmentation de la production halieutique est encore plus marquée. Alors qu'elle était de 1 Mt en 1950, la production de la région a atteint 28 Mt en 2015. Une grande partie de cette croissance a eu lieu entre 1995 et 2015, période pendant laquelle la production a doublé. Ces deux dernières décennies, le secteur de la pêche de l'Asie du Sud-Est s'est transformé, la production à petite échelle principalement tournée vers le marché intérieur cédant la place à un mélange d'activités à petite et à grande échelle axées sur l'exportation.

Pour la pêche comme pour l'aquaculture, quatre des dix principaux pays producteurs au monde sont situés en Asie du Sud-Est, l'Indonésie étant le deuxième plus grand producteur mondial après la Chine. Au niveau des pays, l'Indonésie occupe une place prépondérante dans la production halieutique et aquacole totale de la région, dont elle représentait 38 % en 2015 (graphique 2.8). Cette prépondérance s'est encore accrue au fil

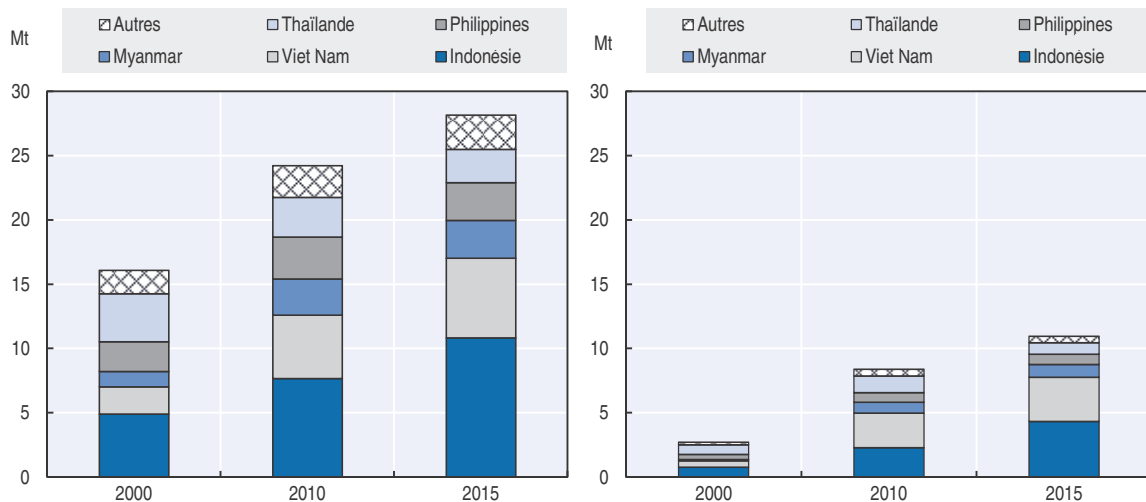
Graphique 2.7. **Production des pêches marines et continentales en Asie du Sud-Est**
Pêche et aquaculture, 2000-15



Source : FAO (2017 b), Production mondiale de la pêche et de l'aquaculture (base de données), www.fao.org/fishery/statistics/global-production/fr.
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523840>

Graphique 2.8. **Contribution à la production halieutique par pays**

Production totale (gauche); Aquaculture (droite)



Notes : La catégorie « autres » inclut le Cambodge, la RDP lao et la Malaisie.

Source : FAO (2017 b), Production mondiale de la pêche et de l'aquaculture (base de données), www.fao.org/fishery/statistics/global-production/fr.StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523859>

du temps grâce à une forte croissance de sa production. Au cours de la même période, la production halieutique et aquacole a aussi sensiblement augmenté au Viet Nam – elle a presque triplé entre 2000 et 2015 – et le Myanmar fait état d’une croissance de la production d’ordre comparable, le pays passant de la sixième à la troisième place au classement des plus grands producteurs régionaux.

La production aquacole de la région est très diversifiée, un grand nombre d’espèces étant élevées dans des milieux d’eaux douces, saumâtres et marines, pour le marché intérieur comme pour ceux d’exportation. Pour beaucoup de zones rurales de la région, l’aquaculture en eau douce à petite échelle, souvent pratiquée dans les étangs et les rizières, joue un rôle crucial en procurant aux populations des protéines de grande qualité, des acides gras essentiels, des vitamines et des minéraux. Au sein de la région, la croissance de l’aquaculture a été inégale selon les pays, du fait de leurs différences sous l’angle des politiques mises en œuvre au plan local, des objectifs de gestion et des facteurs environnementaux (graphique 2.8). L’Indonésie et le Viet Nam sont les principaux producteurs aquacoles de la région, et ils comptent respectivement pour près de 40 % et de 31 % des quantités produites. De 2000 à 2015, la croissance de la production a toujours été élevée au Viet Nam, ne ralentissant que vers la fin de la période. La forte croissance observée en Indonésie est par contre plus récente et s’est concentrée en fin de période. À l’inverse, en Thaïlande, la production a baissé de 37 % entre 2009 et 2015, une maladie ayant affecté la production de crevettes.

Bien que la croissance de la production soit pour une large part imputable à l’aquaculture, la pêche reste la principale composante de la production au sein de la région – et elle est également en expansion (de plus de 29 % au cours de la période 2000-15). Pour ce qui est de la pêche dans les eaux continentales, la production aurait semble-t-il augmenté de 79 % au cours de la période 2000-15. Malheureusement, ces chiffres sont très incertains. Bien qu’une partie de cette augmentation soit le résultat d’une intensification de l’effort de pêche pour exploiter plus pleinement les ressources halieutiques

continentales (ainsi que de l'absence d'outils de gestion de ces ressources ou de police des pêches – voir plus loin), on ne sait pas avec certitude quelle est l'ampleur réelle de ce phénomène, puisque les augmentations observées dans la région pourraient également s'expliquer par une amélioration des statistiques. La pêche dans les eaux continentales joue un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire et dans l'atténuation de la pauvreté, vu qu'elle permet à bon nombre de populations rurales de subvenir à leurs besoins. Les pays d'Asie du Sud-Est contribuent pour 21 % à la production mondiale de la pêche continentale. La production des pêches maritimes du Sud-est asiatique a également enregistré une croissance, dont le rythme a toutefois été plus lent que pour la pêche continentale, s'élevant à environ 23 % au cours de la période 2000-15 (graphique 2.7).

Outre sa production de poissons et autres fruits de mer, l'Asie du Sud-Est est également un important producteur d'algues et de plantes aquatiques, étant à l'origine de plus de 43 % de la production mondiale. Cette production est principalement constituée d'espèces d'algues tropicales cultivées provenant d'Indonésie, pays où la production d'algues cultivées a augmenté de 5 391 % au cours de la période 2000-15 (passant de 205 000 tonnes à 11.3 Mt en poids humide). À l'échelle mondiale, l'Indonésie est actuellement le deuxième plus grand producteur et le principal exportateur d'algues, et la politique nationale vise à maintenir les taux de croissance récemment observés en concentrant les efforts sur les marchés d'exportation.

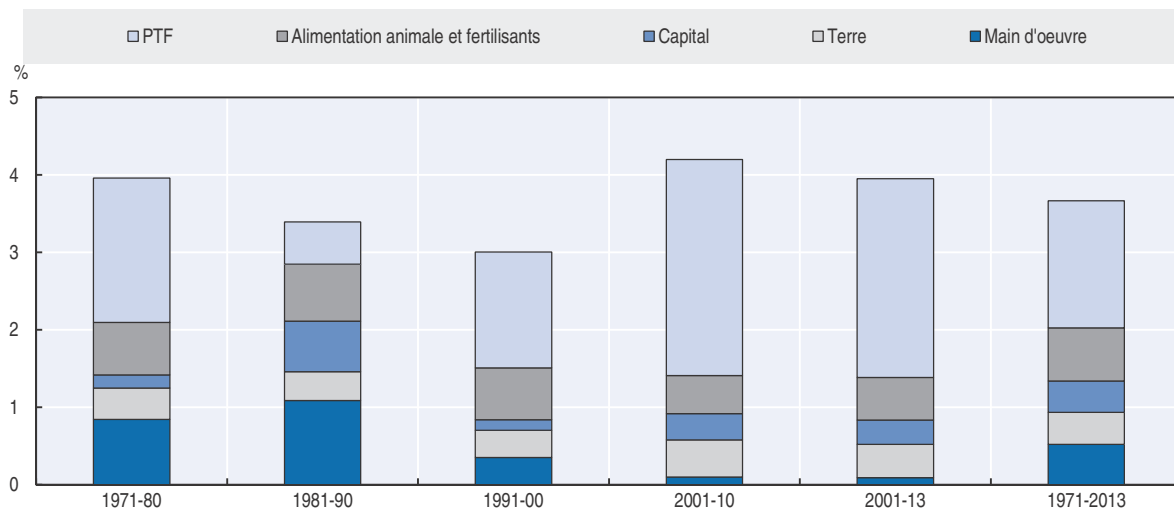
Moteurs de croissance de la production en Asie du Sud-Est

Agriculture

Les améliorations de la productivité agricole ont joué un rôle déterminant dans la croissance de la production agricole de la région. Les estimations peuvent être faussées par des erreurs de mesure, mais la productivité totale des facteurs (PTF)³ de l'ensemble de la région a augmenté à un rythme annuel moyen de 2.2 % depuis 1991 (1.4 % par an en moyenne pour la période allant de 1961 à 2013), d'après les données du ministère de l'Agriculture des États-Unis (2016). La croissance de la productivité agricole a contribué pour une part de plus en plus importante à la croissance de la production au fil du temps (graphique 2.9). Entre 2001 et 2013, la croissance de la productivité a compté pour plus de 60 % de la croissance de la production, contre 13 % au cours des années 80, époque où la croissance de la production agricole a été alimentée par une expansion de l'utilisation d'intrants de 2.8 % par an.


Les taux de croissance de la productivité en Asie du Sud-Est soutiennent avantageusement la comparaison avec ceux observés dans les autres régions. De 2001 à 2013, les taux de croissance de la productivité agricole ont été plus élevés en Asie du Sud-Est que dans toutes les autres régions, à l'exception du reste de l'Asie⁴. Par ailleurs, la contribution apportée par la croissance de la productivité à la croissance de la production agricole (63 %) a été comparable à la moyenne mondiale au cours de cette même période.

Malgré la contribution de la PTF, la croissance de la production agricole est pour une large part le résultat d'une plus grande utilisation d'intrants (y compris la terre, le travail et le capital – sous la forme d'animaux et de machines, ainsi que de l'utilisation d'engrais et d'aliments pour animaux), qui a elle-même pour origine une intensification accrue des activités et une expansion des superficies exploitées (graphique 2.10). Les éléments d'information sont peu abondants, mais des observations ponctuelles et des données partielles en provenance de certains pays de la région suggèrent que la mécanisation touche même les petites exploitations (FAO, 2015). Les estimations produites par le ministère de

Graphique 2.9. **Composition de la croissance de la production agricole en Asie du Sud-Est, par période (%)**

Notes : Moyenne pondérée (par la production) pour le Cambodge, l'Indonésie, la RDP lao, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam. Le capital prend la forme de machines et d'animaux d'élevage. La méthodologie appliquée par le Service des recherches économiques du ministère de l'Agriculture des États-Unis pour mesurer la croissance de la PTF agricole internationale est exposée à l'adresse suivante : www.ers.usda.gov/data-products/international-agricultural-productivity/documentation-and-methods/.

Source : Ministère de l'Agriculture des États-Unis (2016), International Agricultural Productivity, www.ers.usda.gov/data-products/international-agricultural-productivity.aspx.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523878>

l'Agriculture des États-Unis (2016) sur la base des données de la FAO suggèrent qu'un plus large recours au facteur travail a certes joué un rôle prépondérant au cours des périodes antérieures, mais que l'utilisation accrue de terres et de capital a pris davantage d'importance depuis les années 90. De plus, les données sur l'utilisation d'engrais indiquent que, de 1961 à 2013, la croissance annuelle moyenne a été d'environ 7 % pour les huit pays examinés, les taux les plus élevés étant observés au Cambodge et dans la RDP lao, où ils sont en moyenne de 13 % par an (ministère de l'Agriculture des États-Unis, 2016).

L'expansion des superficies exploitées a été l'un des principaux moteurs de la croissance de l'utilisation d'intrants. En Asie du Sud-Est, la superficie des terres agricoles a augmenté de près de 40 % entre 1980 et 2014 (FAO, 2017a). Dans l'absolu, la plus forte expansion des terres agricoles a été observée en Indonésie, qui est également le pays dont le territoire est le plus vaste. En termes relatifs, le Cambodge, l'Indonésie, le Myanmar et le Viet Nam ont tous connu une expansion des terres agricoles supérieure à 50 % au cours de la période 1980-2014; la plus forte augmentation a été enregistrée par le Cambodge, dont la superficie agricole s'est accrue de plus de 100 % (FAO, 2017a)⁵. La RDP lao a également connu une augmentation de près de 48 % de sa superficie agricole au cours de cette même période.

En Indonésie et en Malaisie, une grande partie de l'expansion des terres agricoles est due à la conversion d'espaces forestiers à des fins de production d'huile de palme. Ces évolutions contribuent certes à l'augmentation des revenus des personnes employées dans le secteur agricole, et elles ont des effets positifs sur la pauvreté et sur la sécurité alimentaire, mais cette expansion impose de lourds coûts et suscite de grandes controverses. Pirker et al. (2016) font état de données tendant à montrer que, durant la période 1990-2010, 17 % des nouvelles plantations de palmier à huile de la Malaisie et 63 % de celles de l'Indonésie ont été créées au prix de la destruction de forêts tropicales qui

abritaient une abondante biodiversité (Gunarso et al., 2013; Koh et al., 2011), et que cela a en outre contribué à une augmentation des émissions de carbone imputables au secteur (Carlson et al., 2012; Miettinen et al., 2012; Omar et al., 2010). Les coûts qui en résultent ne sont pas seulement ponctuels, supportés une fois pour toutes, mais auront également un impact durable sur la capacité de production future de la région, et donc sur ses revenus et sa sécurité alimentaire à long terme. Les autorités régionales devront à l'avenir relever un défi majeur, celui d'établir un juste équilibre entre ces coûts et ces avantages, et de démontrer à des consommateurs de plus en plus sensibilisés que la production d'huile de palme peut être une activité durable – un défi que certains ne jugent pas hors de portée (Sayer et al., 2012).

À l'avenir, l'expansion des superficies risque d'être limitée. Aussi les augmentations de la production, quel que soit le produit, devront-elles être assurées grâce à l'intensification, à un accroissement de la productivité ou à la baisse de la production d'autres produits. Étant donné que le changement climatique ralentira vraisemblablement l'augmentation des rendements d'un grand nombre de cultures (OCDE, 2017b), les systèmes de R-D et d'innovation agricoles joueront un rôle de plus en plus important dans le développement de l'agriculture pendant la décennie qui vient et au-delà.

Pour ce qui est de l'environnement propice au sens large, la FAO (2015) souligne à quel point la fourniture de services publics d'éducation et de santé sera essentielle pour que les agriculteurs puissent mener leurs activités dans une industrie de plus en plus complexe qui exige d'eux des connaissances de plus en plus poussées. Cependant, pour que ces investissements deviennent réalité, il sera nécessaire de revenir sur certains choix stratégiques et de réformer le financement de différents programmes agricoles.

Une analyse récente suggère que, par rapport à d'autres pays ayant un niveau de développement similaire, les pays d'Asie du Sud-Est disposent d'une large marge de manœuvre qui leur permettrait d'accroître leurs investissements dans les systèmes de R-D et d'innovation pour contribuer à préserver les futurs niveaux de croissance de la productivité et atténuer certains des effets négatifs probables du changement climatique (encadré 2.1).

Encadré 2.1. Une amélioration des systèmes d'innovation agricole de la région est essentielle pour la croissance future de la productivité

L'investissement public dans la R-D agricole est essentiel pour une croissance durable de la productivité agricole. Dans la mesure où elles garantissent l'accès des agriculteurs aux innovations répondant à leurs besoins, qui sont divers et complexes, les dépenses publiques de R-D agricole s'avèrent un moyen plus efficace de promouvoir une productivité agricole durable que les autres dépenses publiques en faveur de l'agriculture, telles que les subventions à l'irrigation et aux engrais. Des données récentes portent à croire que les pays d'Asie du Sud-Est pourraient renforcer davantage leurs systèmes de R-D et d'innovation pour stimuler la croissance de la productivité et pour mieux faire face aux risques à venir en matière de sécurité alimentaire et de production (OCDE, 2017b). L'indice de l'environnement propice à la croissance agricole (*Agricultural Growth Enabling Index* – AGEI) compare les performances de certains pays – Cambodge, Indonésie, RDP lao, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande et Viet Nam, ainsi qu'un ensemble plus vaste de pays ayant un niveau de développement similaire – du point de vue des diverses composantes d'un environnement propice (graphique 2.10). À ce titre, il donne une vue d'ensemble des mesures et des initiatives publiques susceptibles de favoriser ou d'entraver la croissance agricole.

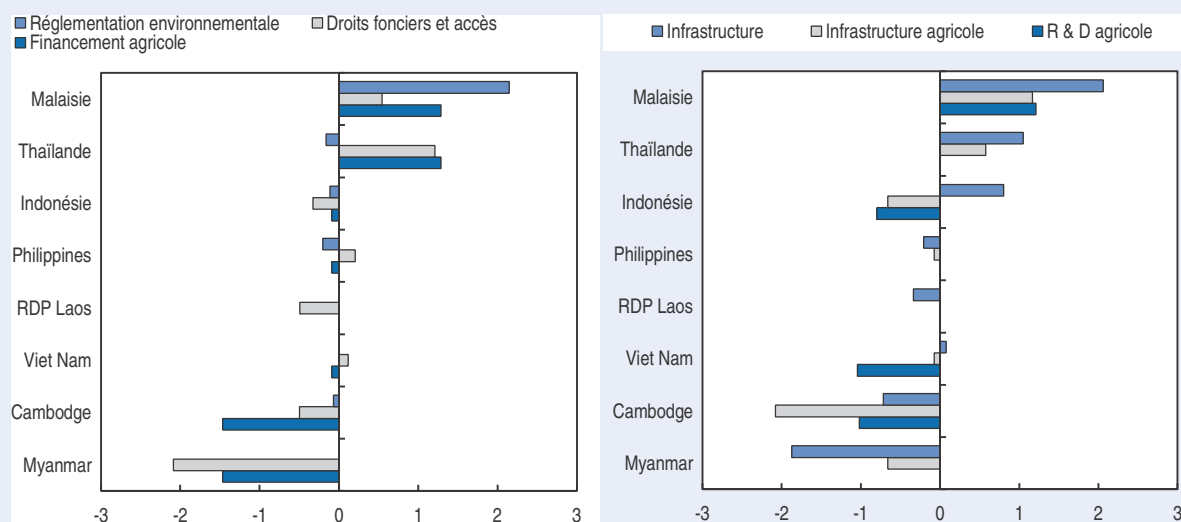
Encadré 2.1. Une amélioration des systèmes d'innovation agricole de la région est essentielle pour la croissance future de la productivité (suite)

Les performances des pays de l'ANASE analysés sont, il est vrai, très variables selon les composantes de l'AGEI considérées, mais les résultats n'en mettent pas moins en évidence un certain nombre d'atouts et points faibles relatifs communs. Parmi les atouts relatifs de la région dans son ensemble figurent certains aspects du cadre économique général – tels que l'environnement macro-économique et sa structure (du point de vue du paramétrage des instruments de politique monétaire et macrobudgétaire), le fonctionnement du marché du travail ou le capital humain – ainsi que des ressources en eau relativement abondantes (non représentées au graphique 2.10), tandis que ses points faibles relatifs ont trait aux aspects de l'environnement touchant à l'agriculture et à la durabilité. Exception faite de la Malaisie, les pays d'Asie du Sud-Est tendent à obtenir des scores relativement peu satisfaisants pour ce qui est des investissements publics dans la R-D agricole, des droits sur les terres et de l'accès aux marchés fonciers, de l'accès des agriculteurs aux moyens de financement, de l'existence et de la qualité des infrastructures agricoles – bien que les scores de la Thaïlande soient également supérieurs à la moyenne à cet égard – ainsi que du degré de rigueur et de respect des réglementations environnementales (graphique 2.10). En effet, les résultats donnent à penser que, dans les pays d'Asie du Sud-Est, l'agriculture bénéficie peut-être moins des biens publics et des services économiques que les autres secteurs.

Une analyse récente de l'OCDE recommande aux gouvernements des pays d'Asie du Sud-Est d'axer leurs efforts sur une poursuite des investissements et des réformes visant à rendre l'environnement plus propice afin de stimuler à terme la croissance durable de la productivité pour aider à assurer la sécurité alimentaire et à faire face aux risques futurs auxquels sera confronté le secteur. Il s'agit notamment d'améliorer la gouvernance environnementale; les réglementations applicables aux ressources foncières, hydriques, et à celles de la biodiversité; ainsi que les investissements dans les infrastructures et dans la R-D agricole. Les gouvernements devraient par ailleurs poursuivre les réformes destinées à améliorer les cadres réglementaires et institutionnels qui régissent les droits sur les terres rurales et l'accès aux marchés fonciers ruraux, et ils devraient envisager d'accroître l'accès des agriculteurs au crédit, y compris au profit des petits exploitants.

Graphique 2.10. L'environnement propice pourrait être amélioré dans un certain nombre de domaines

Scores normalisés de chaque pays selon l'AGEI, par rapport à la moyenne de l'échantillon



Notes : Les valeurs normalisées sont calculées en soustrayant la moyenne établie pour les 32 pays de l'échantillon de la valeur correspondant à chacun des pays, puis en divisant la valeur obtenue pour chaque pays par l'écart-type de la série. Cela permet d'obtenir une série dont la moyenne est égale à zéro et l'erreur type est égale à un.

Source : OCDE (2017 b).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523897>

Dans le cas de certains pays, un surcroît de réformes et d'investissements publics pourrait avoir des effets notables sur la production future. Le Myanmar dispose en particulier d'un important potentiel de croissance de la production et des échanges agricoles qui pourrait contribuer à stimuler le développement futur du pays (encadré 2.2). Un certain nombre de réformes et d'investissements publics seront toutefois nécessaires pour permettre aux producteurs de se saisir des possibilités d'accès aux marchés régionaux et internationaux dont ils bénéficient. S'il parvient à progresser dans ce sens, le Myanmar pourrait en tirer des avantages non négligeables en termes de réduction de la pauvreté et de transformation de son économie.

Pêche

Dans le secteur de la pêche, les moteurs de la croissance sont liés aux améliorations de la productivité et aux évolutions de la gamme des productions. La croissance rapide de la production aquacole au cours des deux dernières décennies est pour l'essentiel un résultat direct de la diversification des pratiques du secteur et des espèces élevées (au profit des espèces exportables), ainsi que d'une plus grande intensification. Tel est en particulier le cas en Indonésie, au Viet Nam et en Thaïlande, les principaux pays producteurs de la région. L'intensification croissante entraîne des problèmes de gestion des maladies, ainsi que des impacts sur l'environnement. Pour les pays tournés vers l'exportation, la poursuite de la croissance dépendra de leur capacité à vendre des produits aquacoles aux acheteurs internationaux. Il faudra dès lors mieux s'adapter à des pratiques de production répondant de plus en plus aux exigences de traçabilité et aux préoccupations relatives aux effets sur la santé humaine et aux impacts potentiels sur l'environnement. Ces préoccupations ont récemment eu une incidence sur la demande d'exportations de certaines espèces en provenance d'Asie du Sud-Est.

La terre constitue également un intrant important pour la production aquacole. L'intensité d'utilisation des terres est variable selon les espèces; cependant, en règle générale, l'augmentation de la production implique le plus souvent un accès croissant au facteur terre. Cette utilisation croissante des terres exercera une pression accrue sur une ressource régionale déjà limitée. Les problèmes varient selon les pays, mais dans certaines régions, l'aquaculture se trouve en concurrence avec des cultures agricoles telles que le riz. Au Viet Nam, par exemple, dans le district de Tran Van Thoi, dans le delta du Mékong, la superficie couverte par l'aquaculture est passée de quelques bassins en 1973 à environ 20 % des terres dès 2011. Initialement occupées par des mangroves, ces terres ont été progressivement transformées en rizières, puis converties à l'aquaculture, cette dernière évolution s'étant pour l'essentiel produite à partir de 1995 pour tirer parti de la production de crevettes, dont la valeur est plus élevée (Tran et al., 2015). Par contre, du fait de l'étendue de son littoral et du développement relativement modeste de l'industrie, l'Indonésie se heurte à moins de contraintes que les autres pays (Phillips et al., 2015).

Dans le cas de la pêche marine, la croissance de la production est le fruit de différents facteurs. La croissance a été alimentée par une augmentation de l'effort de pêche (résultant en partie d'un déplacement de certaines activités de pêche auparavant menées dans les zones côtières, où l'épuisement de la ressource est plus avancé), ainsi que par l'amélioration des techniques et des capacités de pêche, qui a permis aux pêcheurs d'accroître l'étendue de leurs activités pour bénéficier d'un meilleur accès aux stocks hauturiers (Funge-Smith et al., 2012). La croissance de la production a également été favorisée par les modifications de l'écosystème induites par la pêche. Ainsi, la forte

Encadré 2.2. Le rôle potentiel de l'agriculture dans le développement futur du Myanmar

L'économie du Myanmar doit se transformer pour passer d'une structure agraire à une base productive plus diversifiée incluant des activités manufacturières et de service. La modernisation de l'agriculture peut être le catalyseur d'une transformation de l'économie dans son ensemble et d'une réduction de grande ampleur de la pauvreté.

Pour accroître les revenus dans les zones rurales, il faudra non seulement une augmentation de la productivité agricole et une diversification au profit de cultures de grande valeur, mais aussi d'un développement des liens entre l'agriculture et les activités non agricoles afin de stimuler l'emploi dans d'autres secteurs que l'agriculture. L'expansion des exportations agricoles dans le cadre de chaînes de valeur susceptibles de forger de tels liens pourrait être un facteur essentiel de cette transformation. Ce sentier de développement est particulièrement pertinent pour le Myanmar du fait de ses dotations en ressources naturelles, de sa situation géographique stratégique et d'un environnement extérieur favorable.

L'examen multidimensionnel du Myanmar (*Multi-dimensional Review of Myanmar*) mené par l'OCDE au travers de consultations des parties prenantes au sein du pays met en évidence un certain nombre d'obstacles aux exportations auxquels il convient de remédier :

- La mauvaise qualité des infrastructures pose en particulier problème dans les zones rurales. Les producteurs et les négociants pallient souvent le manque d'infrastructures publiques au moyen de solutions privées plus coûteuses (telles que le recours à des générateurs alimentés par du carburant en lieu et place des approvisionnements nationaux en électricité), ce qui réduit les bénéfices et atténue les incitations à investir.
- L'absence d'un secteur financier approprié limite la productivité du secteur rural. Cela tient en partie à un développement insuffisant du système financier dans son ensemble, mais le problème est particulièrement aigu dans le secteur rural. Il importe de réformer la Banque de développement agricole du Myanmar (qui a pratiquement été jusqu'à présent le seul dispensateur de crédit), de fournir des incitations afin que les banques commerciales opèrent dans le secteur agricole, et d'élargir l'éventail des institutions financières et la gamme de services qu'elles offrent.
- L'ambiguïté des droits d'occupation des terres et de production réduit les incitations à produire. Les parties prenantes jugent nécessaire une loi générale sur les terres afin de surmonter les contradictions entre différents textes de loi et les conflits de compétences en la matière entre différents ministères.
- Le niveau limité des connaissances et des compétences agronomiques des producteurs contribue à la mauvaise qualité des produits et à la faible productivité. Une expansion des services de vulgarisation agricole et des programmes d'éducation des agriculteurs, prenant appui sur une solide R-D agronomique, contribuerait à la diffusion des pratiques agricoles modernes faisant appel à des intrants de meilleure qualité.
- L'insuffisance du soutien public visant à faciliter l'accès aux nouveaux marchés et le respect des normes de qualité et de sécurité constitue un frein aux exportations. Le manque de soutien public à la recherche de nouveaux débouchés commerciaux limite les possibilités de pénétration des marchés face à la concurrence, alors que le manque de services de contrôle de la sécurité des aliments accroît les risques liés à la production et entrave l'accès aux marchés. Il importera notamment de consacrer des ressources à une augmentation du nombre de laboratoires certifiés ISO dotés d'un personnel technique dûment qualifié, et d'asseoir la marque Myanmar au travers d'un organisme performant de promotion des exportations.

Lever ces obstacles permettra au Myanmar d'exploiter les possibilités offertes par les marchés internationaux de produits alimentaires et contribuera à amorcer la transformation structurelle du pays.

Source : OCDE (2015 b).

pression exercée par la pêche sur les espèces prédatrices a entraîné une augmentation de la biomasse des espèces-proies au fur et à mesure de la diminution de l'intensité de la prédation, permettant ainsi d'accroître les volumes de capture de ces espèces – par un effet de transfert de l'effort de pêche vers des niveaux inférieurs de la chaîne alimentaire (Funge-Smith et al., 2012). La durabilité de la pêche en mer est toutefois une grande source de préoccupation. Bon nombre des stocks de la région sont considérés comme surexploités – c'est-à-dire que le volume des prises dépasse le niveau d'exploitation biologiquement durable – et les instruments de gestion durable qui permettraient de limiter l'activité de pêche font souvent défaut (Funge-Smith et al., 2012). Au Viet Nam, où l'effort de pêche dans les zones côtières n'est de fait pas limité et où les ressources sont surexploitées, l'expansion des activités de pêche hauturière au cours de la dernière décennie – prenant pour cible des espèces pélagiques telles que le thon – a contribué à favoriser la croissance du secteur, mais il est à craindre que sans une gestion appropriée, son développement ne soit pas durable. En particulier, la croissance du secteur de la pêche hauturière est principalement une conséquence du soutien public sous la forme d'allègements de la taxe sur les carburants, et les pressions exercées par la pêche côtière ne semblent pas en avoir été atténuées pour autant (PNUE, VIFEP et WWF, 2009). Les évaluations présentent toutefois de sérieuses limites en raison du manque de données sur un certain nombre de grandes espèces régionales, et la véritable ampleur des pressions exercées par la pêche n'est souvent pas connue du fait de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Compte tenu des obstacles potentiels auxquels se heurte la croissance de la pêche, l'aquaculture sera vraisemblablement l'élément moteur à l'origine des futures augmentations de la production.

Du fait des fortes pressions exercées par la pêche, les eaux continentales et côtières, aussi bien que celles du large, sont confrontées au sein de la région à des problèmes liés à la dégradation des habitats, à une concurrence croissante pour des ressources en eau douce limitées, à la modification des habitats par l'installation de barrages et autres infrastructures, à une perte de biodiversité, à la pollution industrielle et urbaine, ainsi qu'à des risques de maladies. Étant donné que la région compte un grand nombre de pêcheurs et d'aquaculteurs – environ 14.5 millions d'après les estimations, dont 5.4 millions d'aquaculteurs (FAO, 2017c) – dont les activités sont pour la plupart d'entre eux (environ 90 %) d'ampleur réduite, le maintien d'une production durable fondée sur l'exploitation des ressources halieutiques sera un enjeu important pour l'Asie du Sud-Est.

Participation croissante de la région aux marchés alimentaires mondiaux

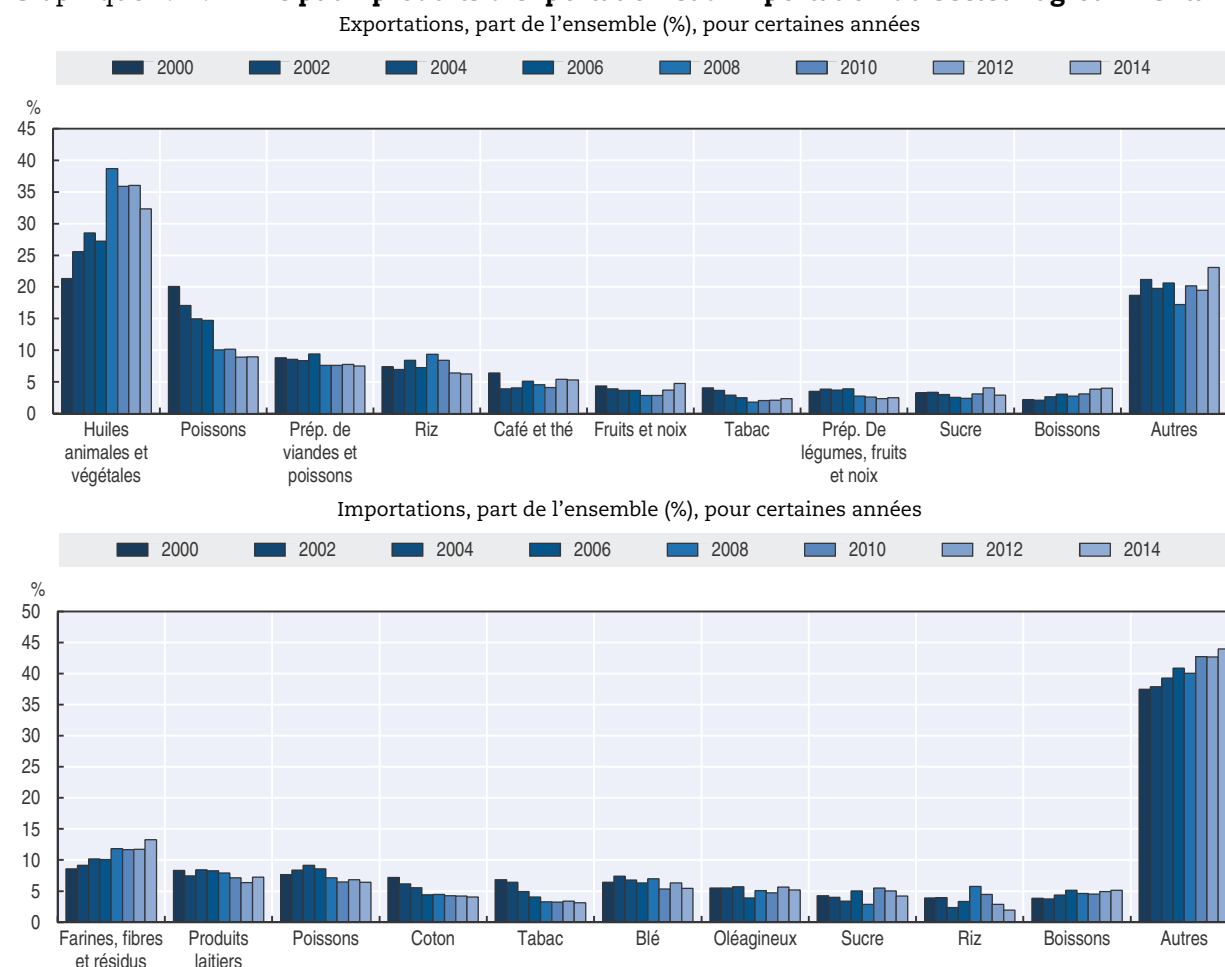
L'Asie du Sud-Est joue un rôle de plus en plus important dans les échanges agroalimentaires mondiaux. La région dans son ensemble est de plus en plus exportatrice nette de produits agroalimentaires, et la valeur de ses exportations agroalimentaires s'est élevée à environ 139 milliards USD en 2014, contre 90 milliards USD pour les importations (WITS, 2017). Les échanges intrarégionaux de produits agroalimentaires constituent également une importante source d'approvisionnements alimentaires. La part des importations agroalimentaires provenant des pays de l'ANASE a eu tendance à augmenter au fil du temps, passant de près de 21 % en 2000 à 29 % en 2011, bien qu'elle ait baissé depuis, puisqu'elle n'a représenté en 2014 que 24 % environ de l'ensemble des importations de la région (WITS, 2017). Cependant, malgré cette participation accrue aux marchés mondiaux, les tarifs agroalimentaires demeurent généralement élevés et la

moyenne pondérée des tarifs appliqués a été de 7.2 % en moyenne au cours de la période allant de 2010 à 2014.

Parmi les produits échangés, les matières grasses végétales et animales – l’huile de palme en l’occurrence – constituent la principale exportation agroalimentaire, et apportent la plus forte contribution à la valeur totale des exportations agroalimentaires – leur contribution en pourcentage ayant augmenté au fil du temps avant de fléchir ces dernières années (graphique 2.11). Les produits de la pêche occupent également une place importante, les exportations de poissons et de fruits de mer (« poisson » au graphique 2.11) constituent en effet la deuxième source de recettes d’exportation et représentent 15 % des exportations mondiales de poisson. Depuis 2014, le Viet Nam et la Thaïlande sont respectivement le troisième et le quatrième plus grands exportateurs mondiaux de poisson et de produits de la pêche. Au niveau de la région, l’éventail des exportations se caractérise également par sa concentration, les dix principaux produits comptant pour plus de 75 % de la valeur totale des exportations. Les importations présentent quant à elles une plus grande diversité. Les dix principaux produits importés représentent à peine plus de 55 % de l’ensemble des importations. Les farines, sons et autres préparations et résidus de l’industrie alimentaire, les produits laitiers, les poissons et fruits de mer, et le blé sont autant de grands produits d’importation (graphique 2.11).

Le riz est également un important produit d’exportation et d’importation. Globalement, la région est une importante exportatrice nette, la valeur de ses exportations étant en 2014 cinq fois plus élevée que celle de ses importations⁶. Cette solide position exportatrice nette est principalement due aux gros volumes d’exportation de la Thaïlande et du Viet Nam (graphique 2.12). Récemment, le Cambodge est également devenu exportateur net et le Myanmar a annoncé des exportations nettes en 2010 (mais n’a communiqué que des statistiques commerciales limitées). Les autres pays d’Asie du Sud-Est sont importateurs nets (aucune donnée n’est disponible pour la RDP lao).

Du fait de cette tendance à l’augmentation des exportations et des importations agroalimentaires, les producteurs et les consommateurs de la région sont plus exposés aux marchés internationaux, mais sont également plus tributaires de cette source de revenus et d’approvisionnements alimentaires. Pour les pays d’Asie du Sud-Est, il s’ensuit que la situation des producteurs et des consommateurs n’est plus seulement fonction de la politique agricole nationale, mais aussi de celle des autres pays. L’intensification des interactions sur les marchés mondiaux fait que les économies d’Asie du Sud-Est ont désormais davantage à gagner à l’élimination des distorsions des marchés agricoles mondiaux, qu’elles soient liées aux obstacles aux échanges ou aux mesures de soutien interne. Une analyse récente parvient à la conclusion que les réformes multilatérales visant à réduire les distorsions sur les marchés agricoles mondiaux, y compris ceux des économies d’Asie du Sud-Est, peuvent accroître les échanges agricoles, les revenus et le bien-être global de la région (OCDE, 2016a). Les effets en sont particulièrement marqués pour les exportations nettes de l’Indonésie, de la Malaisie et de la Thaïlande, du fait principalement de l’augmentation des exportations de produits alimentaires transformés (pour l’Indonésie et la Malaisie sous la forme d’huile de palme, et pour la Thaïlande sous celle de sucre et de riz transformé). Ces réformes devraient ouvrir de plus larges débouchés au sein de la région au secteur agricole de ces pays, et contribuer en dernière analyse à accroître les revenus des populations rurales dépendantes de l’agriculture, et améliorer la sécurité alimentaire. Les résultats montrent que la région a tout intérêt à une poursuite des réformes multilatérales visant à améliorer les marchés agricoles. La FAO (2012) souligne en

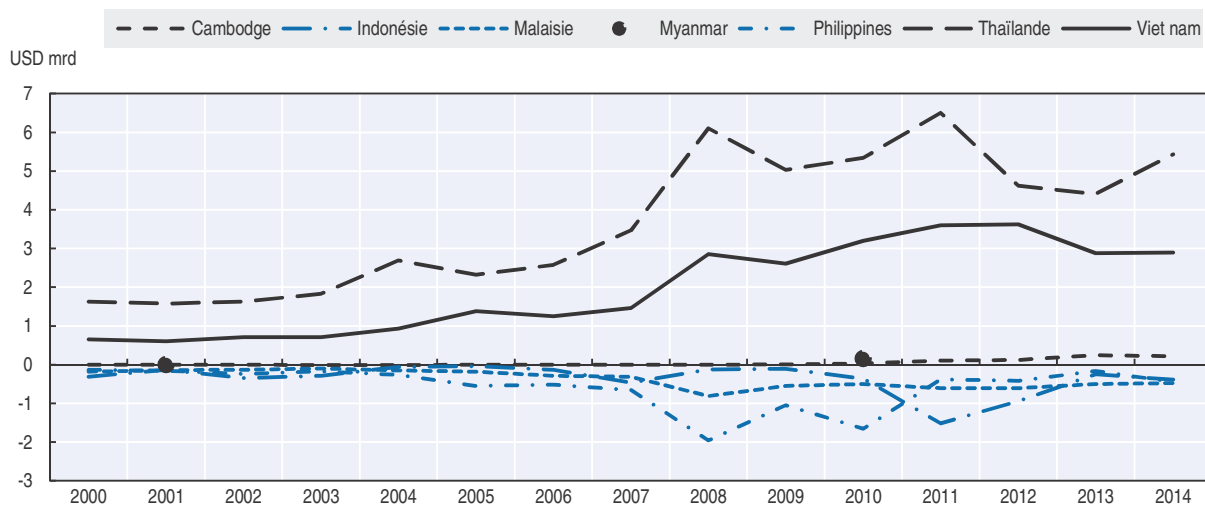
Graphique 2.11. **Principaux produits d'exportation et d'importation du secteur agroalimentaire**

Source : WITS (2017), World Integrated Trade Solution, <https://wits.worldbank.org/WITS/WITS/Restricted/Login.aspx>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523916>

Graphique 2.12. **Exportations nettes de riz**

Milliards USD, de 2000 à 2014



Notes : Pour le Myanmar, les données ne sont disponibles que pour 2001 et 2010.

Source : WITS (2017), World Integrated Trade Solution, <https://wits.worldbank.org/WITS/WITS/Restricted/Login.aspx>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523935>

effet que, du point de vue de la sécurité alimentaire, les gains tirés des réformes multilatérales pourraient être encore plus importants que ceux offerts par des accords bilatéraux et régionaux. Cependant, dans l'un et l'autre cas, la réforme entreprise dans le cadre de tels accords doit s'accompagner de mesures de politique intérieure appropriées, axées sur le marché du travail, la protection sociale et l'égalité des chances, de manière à faire face aux coûts d'ajustement qui s'ensuivront.

D'un point de vue purement national, il importe de lever les restrictions commerciales pour que le secteur agricole demeure compétitif et procure des revenus aux producteurs. Comme le fait remarquer la FAO (2015), les obstacles excessifs à la liberté des échanges présentent plusieurs risques. Les distorsions en faveur d'un produit donné – du riz en règle générale dans le cas de l'Asie du Sud-Est – ont le plus souvent une incidence sur l'allocation des ressources et encouragent les producteurs à continuer de se consacrer à la production de riz, ce qui réduit leur incitation à se tourner vers des cultures de plus grande valeur (et donc plus rentables). Au-delà de son impact sur les revenus, la hausse des prix des produits de base peut être, au travers de ses répercussions sur le budget des ménages, un obstacle à une meilleure alimentation, puisqu'elle réduit l'accès à l'éventail de produits alimentaires qui serait nécessaire à cet effet. Les mesures de ce type peuvent également aggraver l'insécurité alimentaire actuelle, ainsi que la vulnérabilité des ménages face aux risques d'insécurité alimentaire temporaire, comme nous le verrons plus loin.

La présence croissante sur les marchés agroalimentaires internationaux ne se limite pas à l'exportation de certains produits et à l'importation de certains autres. Comme celle des autres secteurs de l'économie, la production agricole s'est transformée à la suite de l'émergence des chaînes de valeur mondiales (CVM). L'apparition des CVM a été rendue possible par le progrès technologique et par les mutations de la demande, qui ont permis un tel redéploiement de la production qu'il est désormais exceptionnel que toutes les opérations de production d'un bien donné, depuis la matière première jusqu'au produit fini, aient lieu en un même endroit (Baldwin, 2012).

Des données récentes sur les échanges agroalimentaires en valeur ajoutée, et non plus en valeur brute, permettent d'observer l'évolution des CVM dans les systèmes de production agroalimentaire (voir Greenville, Kawasaki et Beaujeu, 2017). Il ne s'agit plus de suivre les déplacements des différents types de produits à travers les frontières, mais d'examiner la contribution apportée par la production des secteurs de différents pays, ce qui permet de décomposer la valeur d'un flux d'échanges pour mettre en évidence les contributions des différents secteurs partout dans le monde, y compris dans les pays d'Asie du Sud-Est.

Pour l'Asie du Sud-Est, les données sur les échanges en valeur ajoutée révèlent que la région est fortement intégrée aux CVM agroalimentaires mondiales (encadré 2.3). Au travers des CVM agroalimentaires, la région est étroitement liée à des pays situés dans d'autres régions d'Asie et d'Europe. Les relations intrarégionales présentent toutefois d'importantes lacunes (de faibles flux d'échanges en valeur ajoutée entre les pays), sauf pour ce qui est des liens entre certains pays, tels que ceux noués entre l'Indonésie et la Malaisie, ou entre le Cambodge et la RDP lao d'une part et le Viet Nam d'autre part.

Pour un certain nombre de secteurs, y compris les grands secteurs d'exportation, les intrants étrangers représentent une part importante de la valeur des exportations. Ces intrants, fournis par un large éventail d'industries, contribuent à renforcer la compétitivité et peuvent accroître la productivité des activités qui les utilisent (Lopez-Gonzalez, 2016).

Encadré 2.3. Principaux acteurs de l'Asie du Sud-Est dans le cadre des CVM agroalimentaires

Une étude récente réalisée par Greenville, Kawasaki et Beaujeu (2017) se penche sur les données relatives aux échanges en valeur ajoutée pour l'année 2011, pour 20 secteurs agroalimentaires différents. L'examen des échanges en valeur ajoutée permet de décomposer le commerce international de marchandises, y compris les produits agricoles, pour mettre en évidence les contributions des différents secteurs partout dans le monde. Cela permet de faire apparaître les CVM pour les différents produits.

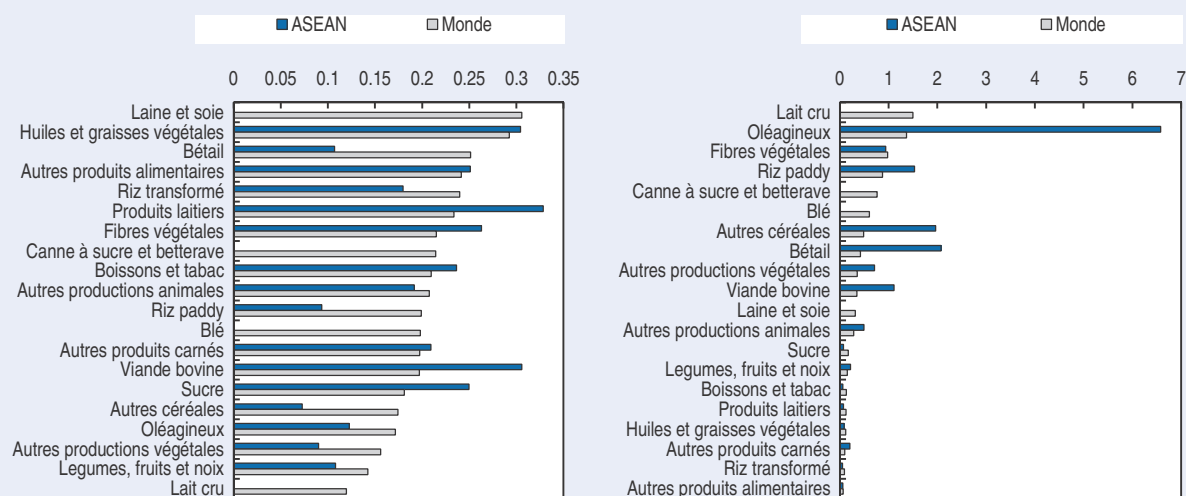
Les CVM peuvent être analysées de différentes manières, mais une approche couramment adoptée consiste à les étudier par secteur/pays en mesurant le degré de spécialisation verticale – c'est-à-dire la participation en amont et en aval. L'indicateur de la participation en aval mesure à quel point les exportations d'un secteur entrent dans le processus de production d'un autre pays et contribuent ce faisant aux exportations de cet autre pays (ventes aux CVM), alors que l'indicateur de la participation en amont mesure à quel point les importations en provenance d'autres pays entrent dans la production des exportations d'un pays (achats aux CVM).

La participation de l'Asie du Sud-Est aux CVM s'écarte des moyennes mondiales dans les 20 secteurs agroalimentaires examinés (graphique 2.13). Le secteur des oléagineux maintient d'étroits liens en aval avec les CVM, pour une large part au travers du secteur de la transformation des matières grasses végétales (huile de palme transformée). Cependant, le secteur des matières grasses végétales présente également d'importants liens en amont, ce qui indique qu'il utilise un certain nombre d'intrants étrangers dans ses processus de production afin de renforcer sa compétitivité – cela va des amandes de palme importées crues jusqu'aux produits chimiques, outre un recours non négligeable à des services commerciaux et des services aux entreprises importés. Au sein de l'éventail plus large des secteurs examinés, les différences de participation aux CVM sont pour une large part dues à des facteurs structurels (c'est-à-dire aux possibilités de production compte tenu du climat et des terres disponibles, par exemple dans le cas du blé), mais ceux-ci n'expliquent pas la totalité de ces écarts. À l'échelle mondiale, Greenville, Kawasaki et Beaujeu (2017) montrent que les facteurs liés à l'action des pouvoirs publics, tels que les orientations de la politique commerciale, un environnement propice à l'agriculture et les mesures mises en œuvre dans le domaine des services contribuent tous pour une part importante à expliquer les différences du point de vue de la participation aux CVM et de la création de valeur ajoutée nationale. Ils démontrent en particulier que les droits de douane et les autres obstacles aux échanges commerciaux, ainsi que les formes de soutien interne au secteur agricole à l'origine de distorsions agissent de fait comme une taxe sur la valeur ajoutée produite au travers de la participation aux CVM agroalimentaires.

Graphique 2.13. L'ANASE et sa participation aux CVM mondiales

Liens en amont et en aval, 2011

En amont (gauche) ; En aval (droite)



Source : Greenville, Kawasaki et Beaujeu (2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523954>

Dans le cas de la pêche, les exportations de produits halieutiques de la Thaïlande et du Viet Nam sont tributaires de matières premières d'origine étrangère (souvent issues de la région); ces pays présentent une intégration vers l'amont au sein des chaînes de valeur supérieure à la moyenne mondiale comme à celle de l'ANASE (Greenville, Kawasaki et Beaujeu, 2017). Ces secteurs fournissent également d'appréciables quantités de produits intermédiaires qui sont intégrés dans les exportations d'autres pays. Les importantes industries de transformation de ces deux pays apportent une contribution non négligeable à leurs économies respectives au travers de la création d'emplois et des échanges (FAO, 2016). Les liens étroits noués entre l'Asie du Sud-Est et d'autres pays du monde entier impliquent que toute mesure alourdissant le coût des biens importés a inévitablement des répercussions notables sur la compétitivité de ses exportations agroalimentaires. Les obstacles à l'importation de produits agroalimentaires peuvent de fait avoir l'effet d'un impôt sur les exportations, limitant les avantages tirés par un pays de sa participation aux CVM agroalimentaires (Greenville, Kawasaki et Beaujeu, 2017).

Politiques agricoles en Asie du Sud-Est : priorité au riz et à l'autosuffisance

En Asie du Sud-Est, la politique agricole est liée à la politique de sécurité alimentaire dans un certain nombre de pays. De manière générale, on peut affirmer que, dans une grande partie de la région, la politique agricole et de sécurité alimentaire est « centrée sur le riz », les pouvoirs publics ayant recours à un ensemble complexe de mesures pour tenter de trouver un équilibre entre des objectifs souvent antagonistes (Alavi et al., 2012; Dawe et al., 2014; OCDE, 2017 b). Tant les grands producteurs de riz que les petits mettent l'accent sur la production rizicole, l'objectif étant qu'elle soit suffisante pour satisfaire la demande intérieure – de fait, des politiques visant à l'autosuffisance sont mises en œuvre dans toute la région (encadré 2.4). Les mesures retenues pour s'efforcer d'atteindre ces objectifs tendent à être variables. Généralement, dans les pays importateurs, elles sont associées à des efforts pour stimuler la production intérieure grâce à un soutien des prix, à des obstacles aux échanges et à des subventions aux intrants. Dans les pays exportateurs, les pouvoirs publics ont recours à des interventions sur les marchés d'exportation (taxes, interdictions, systèmes de licence) pour tenter de « bloquer » à l'intérieur des frontières nationales une partie de la production de riz (OCDE, 2017b). Cela ne veut pas dire pour autant que d'autres investissements importants n'ont pas été effectués pour soutenir l'agriculture. En particulier, certains pays ont beaucoup investi pour rendre l'environnement plus propice, en faisant porter l'essentiel des efforts sur les systèmes d'irrigation et sur les autres infrastructures agricoles (dont une grande partie vise toutefois à favoriser la production de riz). Cependant, l'ampleur relative de ce type de dépenses donne à penser qu'elles ne constituent pas la principale priorité des pouvoirs publics dans bien des pays⁷.

Sur le versant de la consommation, certains pays ont mis en place des systèmes de distribution publique et de constitution de stocks publics destinés à fournir du riz subventionné, mais aussi, dans certains cas, à stabiliser les prix du marché. Ces systèmes jouent un rôle particulièrement important dans des pays tels que l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines (OCDE, 2017b). Ils ont certes stabilisé les prix comparativement aux autres pays d'Asie du Sud-Est, mais comme ils s'accompagnent d'obstacles aux échanges, cette stabilisation des prix maintient ceux-ci à des niveaux bien plus élevés, ce qui suscite des interrogations quant à leur effet net du point de vue de la sécurité alimentaire. À titre d'exemple, les prix intérieurs observés en 2012-14 en Indonésie étaient de 70 % plus élevés

Encadré 2.4. Politiques d'autosuffisance couramment appliquées en Asie du Sud-Est

Presque tous les pays d'Asie du Sud-Est mettent en œuvre des politiques d'autosuffisance sous une forme ou une autre. Le recours à des politiques destinées à assurer un certain degré d'autosuffisance a pris de l'ampleur depuis la crise des prix alimentaires de 2007/08. Cet effort en faveur de l'autosuffisance répond souvent à la volonté de ne plus être vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux semblables à celles enregistrées à l'époque – en particulier pour le riz – bien que la flambée des prix alimentaires ait été en grande partie due à des facteurs liés aux politiques mises en œuvre et non à des déséquilibres entre l'offre et la demande mondiales (Alavi et al., 2012; OCDE, 2008; Piesse et Thirtle, 2009; Naylor et Falcon, 2010; Headey, 2011).

Les politiques d'autosuffisance sont souvent assorties d'objectifs de production d'un produit particulier ou d'un certain éventail de produits. En Asie du Sud-Est, presque tous les pays se sont fixés des objectifs d'autosuffisance sous une forme ou une autre (tableau 2.2). De ces pays, l'Indonésie est celui qui a adopté le plus ambitieux ensemble d'objectifs d'autosuffisance pour tous ses grands produits de base. Les Philippines sont le seul pays à avoir associé une politique d'autosuffisance pour ses deux principales cultures de base (le riz et le maïs) à un effort pour diversifier l'alimentation de sa population en encourageant la consommation d'un plus large éventail de denrées alimentaires (gouvernement des Philippines, 2011).

Ces objectifs sont en outre soutenus par un large éventail d'interventions axées sur les produits, les intrants et les échanges commerciaux. Outre leur action du côté de l'offre, certains pays ont également cherché à intervenir sur les marchés dans l'objectif déclaré de stabiliser les prix au profit des producteurs comme des consommateurs. Cette intervention a pris la forme de politiques de constitution de stocks publics, en particulier en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines.

Tableau 2.2. Objectifs d'autosuffisance des membres de l'ANASE

Pays	Objectif d'autosuffisance
Brunei Darussalam	Autosuffisance en riz de 20 % d'ici 2015 et de 60 % à plus long terme (2035)
Cambodge	Pas d'objectifs d'autosuffisance particuliers
Indonésie	Objectifs d'autosuffisance totale (100 % de production intérieure) dès 2017 pour le riz, le maïs et le soja et dès 2019 pour le bœuf et le sucre
RDP lao	Objectifs de production pour le riz d'environ 4.2 Mt dès 2015 et objectifs de taux de croissance pour les autres produits. Objectifs quantitatifs de production alimentaire en valeur absolue pour certains produits
Malaisie	Objectifs d'autosuffisance en riz à hauteur de 90 % de la consommation intérieure, et autres objectifs de production
Myanmar	Pas d'objectifs d'autosuffisance particuliers
Philippines	Autosuffisance en riz précédemment fixée pour 2013, mais abandon ultérieur de l'objectif annuel adopté. Autosuffisance en production de maïs dès 2013
Singapour	Augmentation des taux d'autosuffisance pour les porter à 30 % pour les œufs, à 15 % pour les poissons et à 10 % pour les légumes feuillus
Thaïlande	Pas d'objectifs d'autosuffisance particuliers
Viet Nam	Maintien d'une augmentation des rendements de riz de 2.5 % par an jusqu'en 2020, et mise en réserve de 3.8 millions ha de terres spécifiquement destinées à la production de riz

Source: D'après l'OCDE (2017 b).

que les prix mondiaux pour des produits comparables (OCDE, 2016b) et il semble que les restrictions aux échanges et à l'investissement ont exercé une pression supplémentaire sur les prix à la consommation des produits de la pêche (OCDE, 2017b). Il y a toutefois lieu de noter qu'une grande partie du riz acheté pour procéder aux interventions sur les marchés et aux distributions publiques est importée, ce qui indique que ces pays n'en ont pas moins intérêt à ce que les marchés internationaux fonctionnent convenablement.

Des politiques de constitution de stocks sont également mises en œuvre dans les pays exportateurs, et la Thaïlande a eu recours à diverses époques à des achats publics et à la constitution de stocks publics pour agir sur les revenus des producteurs et sur les cours mondiaux (Permani et Vanzetti, 2014). En particulier, en 2011, le gouvernement thaïlandais a constitué des stocks importants après s'être engagé à verser aux producteurs de riz nationaux un prix de 50 % supérieur à celui en vigueur sur le marché. Le gouvernement thaïlandais a par la suite abandonné ce dispositif, dont le coût s'alourdissait alors que les prix mondiaux n'augmentaient pas. Les précédentes analyses des diverses stratégies de sécurité alimentaire liées à l'agriculture mises en œuvre dans la région ont mis en évidence les inconvénients des politiques actuelles, certains faisant valoir que d'autres approches permettraient de mieux faire face aux problèmes de sécurité alimentaire à long terme (Dawe et al., 2014; OCDE, 2017 b). Les études suggèrent que bon nombre de ces interventions sont à l'origine d'un manque d'efficacité de l'allocation des ressources au sein des économies, découragent l'investissement privé en créant davantage d'incertitudes, et qu'elles imposent d'importants coûts budgétaires aux États, outre des coûts d'opportunité considérables du point de vue des autres priorités des pouvoirs publics (OCDE, 2017b). De plus, un certain nombre de programmes de distribution de produits alimentaires mis en œuvre dans la région se sont caractérisés par d'importantes déperditions et par de grandes difficultés pour en assurer un ciblage efficace (Deuss, 2015).

Dans certains cas, pour stimuler la production, les politiques mises en œuvre ont favorisé une hausse des prix intérieurs pour accroître la disponibilité de denrées alimentaires produites dans le pays. Cependant, il n'est guère probable que ces politiques contribuent efficacement à assurer une sécurité alimentaire aux ménages consommateurs vulnérables. Qui plus est, l'inefficacité de ce type de soutien en tant que moyen de remédier à la faiblesse des revenus agricoles des exploitants les plus pauvres – et le fait que dans un certain nombre de cas le soutien des prix bénéficie à des ménages qui ne souffriraient pas en son absence d'insécurité alimentaire – amène à penser que, même pour les producteurs ruraux pauvres, ses effets à long terme sur la sécurité alimentaire sont sujets à caution.

Au-delà des politiques nationales, l'ANASE a mis en place une solide architecture régionale afin de relever bon nombre des grands défis de sécurité alimentaire auxquels est confrontée la région. Ses cadres d'action régionaux sont élaborés par ses États membres sous la coordination de son Secrétariat, qui est chargé d'organiser les divers groupes de travail et réunions, et de mettre en œuvre les différents projets et activités du groupe. En ce qui concerne l'agriculture et la sécurité alimentaire, le Cadre intégré de sécurité alimentaire de l'ANASE et son Plan stratégique pour la coopération en matière d'alimentation, d'agriculture et de foresterie fournissent une solide plate-forme sur la base de laquelle les États membres mettent en œuvre des mesures visant à assurer la sécurité alimentaire à long terme. Ces cadres d'action régionaux s'appuient sur les grands domaines d'intervention des pouvoirs publics et sur un certain nombre « d'axes stratégiques » définissant les mesures que doivent prendre les pays membres de l'ANASE pour promouvoir la sécurité alimentaire. Ce cadre d'action régional est également soutenu par la réserve de riz d'urgence de l'ANASE+3 (*ANASE Plus Three Emergency Rice Reserve – APTERR*), qui vise à assurer la couverture alimentaire au sein de la région dans les périodes où les besoins à court terme sont aigus, et il s'inscrit dans le projet global de Communauté économique de l'ANASE. Ces cadres d'action régionaux ont pour objectif général de contribuer à garantir la sécurité alimentaire grâce à une plus grande intégration régionale.

Outre l'ANASE, il existe aussi d'autres structures régionales, comme la Commission du Mékong, qui ont pour mission d'améliorer l'utilisation des ressources et la planification dans plusieurs pays du Sud-Est asiatique.

Une récente analyse réalisée par l'OCDE (OCDE, 2017b) met en évidence les avantages non négligeables offerts par un surcroît d'efforts et par des choix compatibles avec les grands domaines d'intervention des pouvoirs publics définis dans les cadres d'action régionaux. Par exemple, une plus grande intégration des marchés régionaux du riz, conformément au projet de Communauté économique de l'ANASE, aidera la région à mieux faire face aux risques d'insécurité alimentaire et contribuera à réduire la sous-alimentation au sein de la région grâce aux effets prix créés par l'intégration (encadré 2.5). L'intégration du marché du riz permet de se prémunir à l'échelle de la région contre les risques de production (et de prix) au niveau national, donnant ainsi aux différents pays la possibilité de mieux maîtriser les risques liés à la production intérieure, qui se manifestent plus fréquemment que ceux associés aux marchés internationaux. Globalement, l'intégration du marché du riz de l'ANASE réduirait de 5 % le nombre de personnes sous-alimentées dans les cinq pays examinés (Indonésie, Myanmar, Philippines, Thaïlande et Viet Nam).

Les effets de l'intégration régionale ne se feront cependant pas uniformément sentir. L'Indonésie et les Philippines connaîtront vraisemblablement les plus fortes améliorations de la sécurité alimentaire, mais aussi un ajustement de leur agriculture, puisque la production intérieure de riz sera sans doute partiellement remplacée par des importations. Dans ces pays, l'octroi d'une aide spécifiquement destinée aux ménages vulnérables, et des investissements visant à permettre aux producteurs, qui bénéficiaient auparavant de prix plus élevés, de se détourner de la riziculture seront indispensables (encadré 2.5). Cela dit, pour ce qui est de l'Indonésie et des Philippines, même dans l'hypothèse d'une pleine intégration régionale, et malgré une expansion des volumes d'importation, la production locale continuerait de couvrir respectivement 89 % et 73 % de leur consommation intérieure (contre 99 % et 86 % à l'heure actuelle). Cela met en évidence que, dans ces deux pays, l'intégration régionale et un secteur du riz dynamique et compétitif à l'échelle internationale peuvent de fait coexister.

Encadré 2.5. L'intégration régionale des marchés du riz favorise la sécurité alimentaire régionale

La Communauté économique de l'ANASE va bien au-delà de l'agriculture et vise à permettre la libre circulation des biens, des services, des investissements et de la main-d'œuvre qualifiée au sein de la région, ainsi qu'une plus grande liberté de circulation des capitaux. À ce titre, elle peut avoir un impact notable sur les perspectives de croissance de la région, sur la compétitivité de l'agriculture (au sein des pays comme dans l'ensemble de la région), ainsi que sur les grandes priorités des pouvoirs publics telles que la sécurité alimentaire.

Il faudra du temps pour parvenir à une pleine intégration économique. Néanmoins, les progrès dans cette voie et l'exploitation des avantages potentiels de la création d'un marché et d'une base de production uniques pourraient accroître la sécurité alimentaire. Bello (2005) fait valoir que la liberté des échanges de riz et de maïs, confortée par des mesures renforcées de facilitation des échanges et par une harmonisation des réglementations alimentaires, pourrait améliorer la sécurité alimentaire pour chacun des dix membres

Encadré 2.5. L'intégration régionale des marchés du riz favorise la sécurité alimentaire régionale (suite)

de l'ANASE. Ces mesures permettraient de tirer parti de la diversité des caractéristiques naturelles des systèmes de production agricole de la région, dans l'intérêt de tous les membres. D'autres auteurs se sont intéressés aux effets d'une plus grande intégration dans le domaine particulier de la production de riz. Le riz demeure un produit qui n'a bénéficié que de peu d'initiatives visant à une intégration régionale. Hoang et Meyers (2015) ont constaté que, pour les pays importateurs que sont l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines, une intégration des marchés du riz pourrait entraîner une baisse des prix d'environ 30 % à 40 %, alors que la hausse des prix sur les marchés mondiaux s'élèverait à environ 30 %. Ils ont toutefois observé que le processus d'intégration est plus efficacement assuré par des actions communes menées sur la durée. En effet, il est ainsi possible de réduire au minimum les perturbations des marchés mondiaux et de donner le temps de procéder à des ajustements dans les pays exportateurs et importateurs, de manière à éviter des tensions sur les marchés mondiaux.

Une analyse récente réalisée par l'OCDE corrobore les conclusions concernant la corrélation positive éventuelle entre l'intégration régionale du marché du riz et la sécurité alimentaire. Cette analyse porte sur les réductions des droits de douane, mais aussi et surtout sur une poursuite des réformes visant à une pleine intégration et à une convergence des prix à la production au sein de la région. Elle montre qu'une évolution dans le sens de l'intégration régionale des marchés du riz offrirait bien des avantages, tant sur le plan de la gestion des risques que pour l'amélioration de la sécurité alimentaire. Pour les économies concernées, l'analyse suggère que l'intégration régionale des marchés du riz pourrait accroître le bien-être total d'environ 2.8 milliards USD par an (une fois une pleine intégration achevée en 2025). Sur ce montant, une part de 1 milliard USD reviendrait aux Philippines, le reste étant plus également réparti entre les différents pays. L'intégration s'accompagne d'une baisse de 25 % à 45 % des prix sur les marchés des pays importateurs (Indonésie, Malaisie et Philippines) et d'une hausse des prix de 9 % à 17 % sur les autres marchés régionaux. Cependant, ces estimations dissimulent le fait que les réformes ont aussi bien des perdants que des gagnants et il est nécessaire de prévoir les ajustements que cela suppose. En particulier, il faut offrir de nouvelles opportunités aux riziculteurs qui perdent leur emploi et une protection sociale aux ménages confrontés à des risques tant dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs.

L'effet d'une intégration du marché du riz de l'ANASE a aussi été étudié au moyen de données au niveau des ménages individuels. Il en ressort que cette intégration réduirait de 5 % le nombre de personnes sous-alimentées dans les cinq pays examinés (Indonésie, Myanmar, Philippines, Thaïlande et Viet Nam). Cette diminution tient compte des avantages de la baisse des prix dans certains pays, mais aussi des retombées négatives de leur augmentation dans d'autres. Parmi les cinq pays en question, deux importateurs de riz – l'Indonésie et les Philippines – enregistreraient le recul le plus sensible de la sous-alimentation grâce à la baisse des prix intérieurs (d'après les projections, les prix diminueraient respectivement de 39 %, de 26 % et de 45 % en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines). L'intégration des marchés du riz régionaux contribue également à atténuer l'impact des risques météorologiques dans la région, qui serait sinon considérable. En particulier, un accès accru des consommateurs indonésiens et philippins à ces marchés pourrait compenser les effets négatifs sur la sécurité alimentaire qu'entraîneraient un épisode *El Niño* touchant la région ou une mauvaise récolte intérieure, qui constituent les plus grands risques pour la sécurité alimentaire de ces deux pays. En effet, dans le cadre du régime commercial auquel est actuellement soumis le riz, un épisode *El Niño* touchant la région entraînerait un accroissement de 49 % de la population souffrant de sous-alimentation dans cinq des États membres de l'ANASE, alors qu'une intégration du marché régional du riz pourrait limiter à 11 % cette augmentation. Cependant, en raison de ses effets sur les prix, l'intégration aura des répercussions négatives sur les producteurs des pays importateurs et sur les consommateurs pauvres des pays exportateurs. Les filets de sécurité peuvent certes contribuer à atténuer les effets négatifs potentiels de ces hausses sur les ménages pauvres, mais il est également vraisemblable que l'intégration progressive du marché régional du riz permettra de fait d'éviter une augmentation brutale des prix à la consommation du riz dans les pays exportateurs.

Encadré 2.5. **L'intégration régionale des marchés du riz favorise la sécurité alimentaire régionale (suite)**

L'intégration régionale aurait également un impact sur les marchés mondiaux, car elle entraînerait une certaine réorientation des échanges. Au total, l'intégration donnerait lieu à une augmentation des échanges régionaux de 10 Mt, dont environ la moitié proviendrait d'une réorientation d'une partie des exportations qui se seraient autrement dirigées vers le reste du monde (la différence étant imputable à une plus forte croissance de la production et à une moindre croissance de la consommation dans les pays exportateurs). La réduction de l'offre sur le marché mondial entraînerait une hausse des prix internationaux d'environ 8 %, qui se répercuterait sur la sécurité alimentaire dans des pays extérieurs à la région.

En outre, une plus large participation du secteur privé aux échanges régionaux de riz pourrait contribuer à faciliter l'indispensable intégration du marché, ainsi qu'à fournir des avantages sous la forme d'une efficacité accrue, d'une réduction des distorsions et d'un plus fort potentiel de croissance. Le Viet Nam pourrait par exemple donner la possibilité à ses exportateurs privés de jouer un plus grand rôle sur le marché des exportations, alors qu'aux Philippines, en Malaisie et en Indonésie le rôle des organismes publics en matière d'importation pourrait se limiter à assurer une gestion en toute neutralité des stocks d'urgence afin de permettre une plus grande participation des négociants privés.

Source : OCDE (2017 b); Furuhashi et Gay (2017, à paraître).

L'intégration régionale aura également des conséquences en dehors de l'Asie du Sud-Est. Les échanges de riz mondiaux sont concentrés entre les mains d'un petit nombre de grands pays exportateurs, aussi la réorientation d'une partie des approvisionnements au profit des autres pays d'Asie du Sud-Est aura-t-elle une incidence sur les prix mondiaux et sur les approvisionnements des autres régions. Les effets à l'extérieur de la région se traduiraient en particulier par une hausse de 8 % des prix mondiaux.

Politiques de la pêche en Asie du Sud-Est : le défi de la durabilité et de la sécurité alimentaire

Tout comme l'agriculture, le secteur de la pêche de l'Asie du Sud-Est est dominé par les petits producteurs. Conjugué aux difficultés auxquelles se heurte la gestion de ressources souvent librement accessibles, cet état de fait pose un certain nombre de problèmes aux responsables régionaux soucieux d'assurer la durabilité de la production. Il s'ensuit que, comme celles de l'agriculture, les politiques de la pêche sont souvent étroitement liées aux objectifs de sécurité alimentaire. Les données cohérentes sur les politiques de gestion de la pêche au sein de la région sont toutefois plus limitées; de manière générale, tous les pays reconnaissent les problèmes de durabilité auxquels est confronté leur secteur de la pêche, mais ils ont pris des mesures variables pour y faire face.

En Indonésie, par exemple, la politique appliquée dans le secteur de la pêche a pour principal objectif d'accroître la production intérieure afin d'assurer une plus grande disponibilité des produits au sein du pays et de permettre aux pêcheurs et aux aquaculteurs artisanaux de subvenir à leurs besoins (OCDE, 2017b). Un programme ambitieux a été mis en place pour atteindre cet objectif. Il conjugue des efforts pour lutter contre la pêche industrielle illicite, pour promouvoir le développement de la flotte artisanale grâce à sa modernisation, pour encourager l'expansion de la production de l'aquaculture artisanale en favorisant la création de coopératives artisanales, pour restreindre les importations afin d'abriter de la concurrence les producteurs et les

pêcheurs locaux, et pour accroître la création de valeur en investissant dans les infrastructures et en attirant des investissements étrangers dans le secteur de la transformation. Aux Philippines, la politique de la pêche inclut de même des objectifs de sécurité alimentaire liés à la production, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté (FAO, 2017d).

La Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, ainsi que l'Indonésie, mettent toutes en œuvre des politiques visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), mais à des degrés divers (FAO, 2017d). Ces politiques s'efforcent en dernière analyse de réduire la pression exercée par la pêche et de mieux réserver aux pêcheurs nationaux les bénéfices tirés de l'exploitation des ressources halieutiques. La Malaisie dispose également d'une série d'outils de gestion de l'espace dont la mise en œuvre est assurée au travers des aires marines protégées. Il a été fait valoir que ces mesures contribuent à améliorer les résultats de la gestion des pêches lorsque des interventions plus directes et efficaces ne peuvent être mises en œuvre (Greenville et MacAulay, 2007) – le secteur étant en l'occurrence essentiellement constitué de petits producteurs.

Les mesures mises en œuvre au Cambodge et au Viet Nam sont essentiellement axées sur le développement du secteur de l'aquaculture (FAO, 2017d). Au Viet Nam, elles ont mis l'accent sur le développement de nouvelles variétés pour élargir l'accès aux marchés internationaux tout en s'efforçant de mieux se conformer à un certain nombre d'exigences des marchés concernant la sécurité des produits et les techniques de production. Le renforcement de la compétitivité des producteurs vietnamiens par des efforts pour améliorer les liaisons de transport à l'intérieur du pays et pour faciliter l'acheminement des produits depuis les sites de production jusqu'aux plates-formes d'exportation constitue également une priorité. Au Cambodge, l'action des pouvoirs publics vise à tirer parti des synergies de production avec la riziculture, et elle est donc axée sur les activités de production à petite échelle.

Perspectives à moyen terme

Au cours des deux dernières décennies, des évolutions majeures se sont produites dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation de la région de l'Asie du Sud-Est. Le cadre d'action existant, l'évolution des marchés internationaux, la transformation ininterrompue des économies et des sociétés de la région et l'ampleur croissante des problèmes d'environnement sont autant de grands facteurs dont l'influence se fera sentir au cours des dix prochaines années. Les principales interrogations auxquelles doivent répondre les présentes *Perspectives* ont trait à l'évolution future de la sécurité alimentaire dans les différents pays de la région, mais aussi au point de savoir si la structure des échanges de la région pourrait subir une transformation telle qu'elle risque d'avoir un impact sur les marchés internationaux.

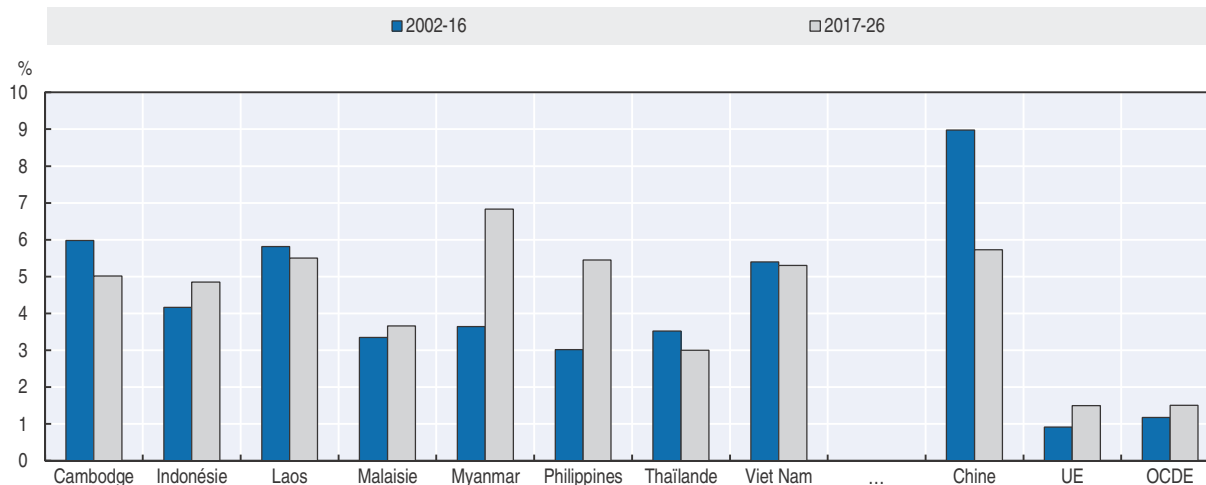
Principaux facteurs économiques et sociaux déterminant les perspectives agricoles de la région

La région s'est considérablement développée au cours des 15 dernières années, et cette tendance se poursuivra vraisemblablement. Pour ce qui est de l'avenir, les facteurs clés qui influenceront sur les perspectives à moyen terme comprendront notamment le maintien de niveaux relativement élevés de croissance économique, les évolutions de la consommation (régionale et mondiale) et l'accroissement de la population.

Les perspectives de croissance économique de l'Asie du Sud-Est sont relativement bonnes (graphique 2.14). Pour quatre des pays de la région examinés, la croissance du PIB par habitant sera d'après les projections plus élevée qu'au cours des 15 dernières années (2002-16). Qui plus est, les taux de croissance devraient être plus élevés que dans les pays développés – supérieurs aux moyennes de la zone OCDE et de l'UE – mais, à l'exception du Myanmar, tous enregistreront probablement une croissance par habitant inférieure à celle de la République populaire de Chine (ci-après, « Chine »).

Graphique 2.14. **Croissance passée et projetée du PIB par habitant en Asie du Sud-Est**

Taux de croissance annuels moyens par habitant (%), certaines périodes



Source : FMI (2016) ; OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933523973>

Les niveaux de croissance élevés prévus dans la région de l'Asie du Sud-Est auront des effets sur les marchés agroalimentaires. Premièrement, une croissance plus élevée devrait réduire les niveaux de pauvreté, ce qui contribuera à son tour à une augmentation de la demande et à une réduction de la sous-alimentation. Deuxièmement, la hausse des revenus modifiera également la *nature* de la demande. L'augmentation des revenus entraînera un effet de substitution, la consommation de certaines cultures de base, telles que le riz, diminuant au profit de celle d'autres produits, d'origine animale en particulier. Troisièmement, les variations de la croissance économique en cours se produisent parallèlement à un accroissement de la population. Cette croissance démographique entraînera une augmentation générale de la demande de produits agroalimentaires, renforçant pour certains produits l'effet revenu précédemment mentionné.

Poursuite de la diminution de la part relative des céréales dans la consommation

Au fur et à mesure que la région se développe, les revenus augmentent, et le déplacement des populations vers les zones urbaines s'accompagne en outre d'une transformation des comportements d'achat des consommateurs. A la faveur de la hausse des revenus, la consommation de céréales de base devrait globalement céder du terrain à la consommation de protéines à moyen terme en Asie du Sud-Est. Dans cette région, les principales évolutions seront liées à la demande de riz. Certains des pays d'Asie du Sud-Est ont déjà connu des baisses de la part relative du riz dans la consommation totale de

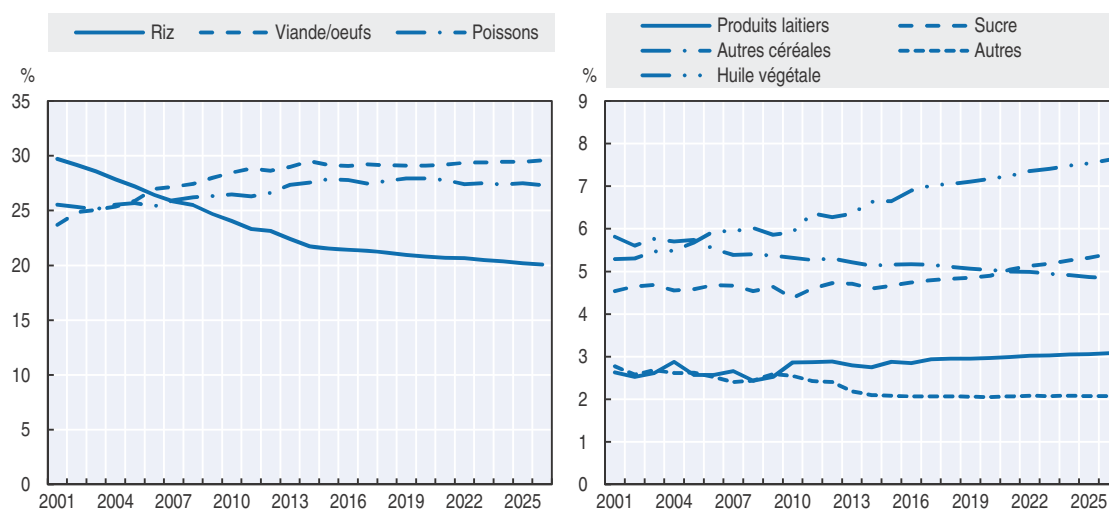
calories depuis les années 1960. Cette évolution s'est faite à un rythme particulièrement rapide en Thaïlande et en Malaisie (où les revenus par habitant sont les plus élevés), mettant en évidence une diversification plus marquée de la consommation alimentaire de ces pays par rapport aux années 60. Par contre, la part du riz dans la consommation a, en moyenne, augmenté aux Philippines du fait de l'élévation des revenus des plus pauvres (Lantican, Sombilla et Quilloy, 2013), tout comme plus récemment au Brunei Darussalam, quoique dans une moindre mesure et par rapport à un niveau de départ bien plus bas. Néanmoins, les données sur la consommation des ménages dans cinq pays d'Asie du Sud-Est (l'Indonésie, le Myanmar, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam) mettent en évidence l'effet revenu; autrement dit, les ménages aisés consomment moins de riz que les plus pauvres (OCDE, 2017b). Des effets similaires seront vraisemblablement observés au niveau mondial, les prévisions faisant état d'une diminution de la demande de riz par rapport à celle des autres produits (Sharma, 2014). L'accroissement des revenus et de la population n'en devrait pas moins entraîner une augmentation à moyen terme de la demande totale de riz et d'autres produits.

Pour ce qui est des parts dans les dépenses, l'évolution la plus notable de la consommation (exprimée en pourcentage des dépenses totales) tient à la baisse ininterrompue de la part du riz dans la consommation totale – passée de près de 30 % en 2001 à 21 % en 2016, et qui devrait encore diminuer pour tomber à 20 % en 2026 (graphique 2.15). En ce qui concerne les autres grands produits de consommation – à savoir la viande, les œufs et le poisson – leurs parts respectives devraient rester stables au cours de la période de projection.

Parmi les autres produits de base, le sucre et les huiles végétales sont ceux pour lesquels les modifications de la demande sont les plus marquées. De 2016 à 2026, l'augmentation attendue des revenus devrait se traduire par une progression de près de 1 % par an de la part de ces deux produits dans les dépenses de consommation.


Graphique 2.15. **Évolutions de la consommation en Asie du Sud-Est**

Parts dans les dépenses alimentaires (%)



Note : Consommation alimentaire apparente des produits modélisés, évaluée sur la base des prix de détail estimés en USD en 2010.

Source : OCDE-FAO, OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933523992>

Ralentissement de la croissance démographique

La population devrait continuer de s'accroître, mais plus lentement que par le passé. Au cours de la période de projection, le taux de croissance annuel moyen de la population totale des pays d'Asie du Sud-Est (à l'exclusion du Myanmar) devrait tomber à 0.9 %, contre 1.3 % entre 2001 et 2016. Cet accroissement global masque d'importants écarts selon les pays – le taux de croissance annuel devrait atteindre environ 1.5 % dans la RDP lao, alors qu'il sera vraisemblablement proche de zéro en Thaïlande. Les projections démographiques indiquent également que la population rurale de la région commencera à diminuer au cours des dix prochaines années. Du fait de sa croissance soutenue et ininterrompue, la population urbaine dépassera en nombre la population rurale dès 2020.

Du fait de la poursuite d'une forte croissance du PIB et de la baisse du taux d'accroissement de la population, les revenus par habitant connaîtront vraisemblablement une augmentation plus rapide que par le passé. Ces évolutions accéléreront les mutations de la demande, comme précédemment indiqué. Cependant, du point de vue de la sécurité alimentaire et de l'atténuation de la pauvreté, il importe que la croissance à venir soit *inclusive* et que les pays d'Asie du Sud-Est puissent éviter une aggravation des inégalités de revenu.

Les perspectives d'évolution de la production et des prix en Asie du Sud-Est

Production

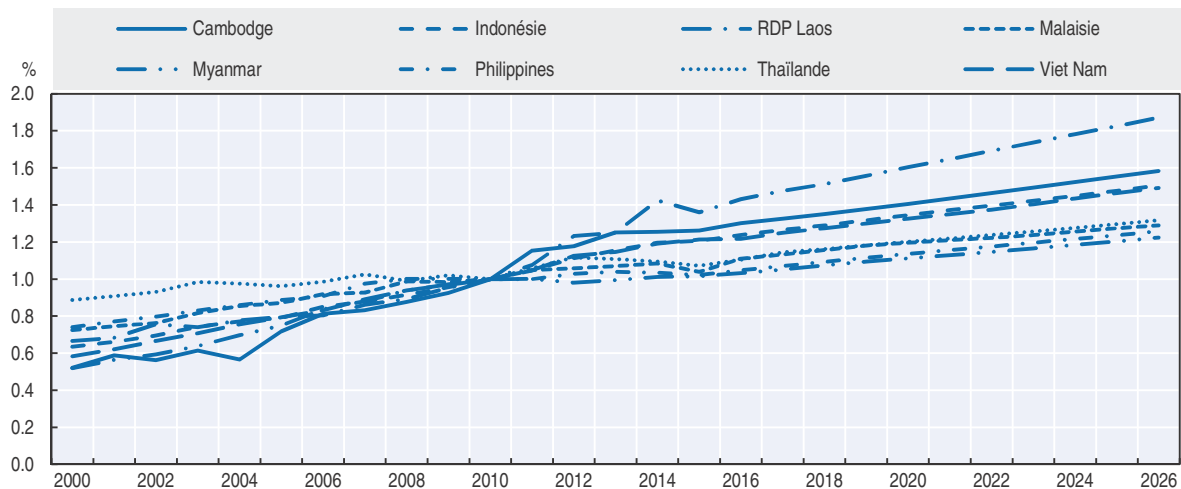
Les évolutions de la production qui devraient être observées à moyen terme en Asie du Sud-Est sont le résultat d'un ensemble d'effets sur l'offre et la demande intérieures et de réactions des marchés internationaux. L'importance relative des impacts nationaux et internationaux dépendra du degré d'exposition aux marchés internationaux des différents secteurs. À titre d'exemple, dans le cadre des politiques en vigueur, la production d'huiles végétales au sein de la région sera davantage influencée par les marchés internationaux que bien d'autres secteurs, puisque 70 % de la production sont destinés à l'exportation (chiffres de 2016).

Les taux de croissance prévus sont variables selon les pays (graphique 2.16). Les taux de croissance les plus élevés seront vraisemblablement enregistrés par les pays les moins avancés – la RDP lao, le Myanmar et le Cambodge. Cependant, des taux de croissance élevés sont également observés au Viet Nam et en Thaïlande, deux des principaux exportateurs agricoles de la région.


La région dans son ensemble devrait certes enregistrer une expansion de la production agricole, halieutique et aquacole, mais le ralentissement des taux de croissance dans un certain nombre de pays a pour conséquence que la production régionale devrait augmenter plus lentement que la production mondiale. Aussi la part de la région dans l'ensemble de la production mondiale devrait-elle rester relativement stable à moyen terme. La pression croissante sur les terres et les facteurs environnementaux joueront un rôle dans ces évolutions. La production nette des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture devrait progresser au taux de 1.8 % par an au cours de la prochaine décennie, en baisse par rapport au rythme soutenu de 2.7 % par an enregistré durant les dix années précédentes (graphique 2.17).

Le ralentissement de la production au sein de la région est en grande partie dû à la baisse du taux de croissance de la production halieutique et aquacole, qui devrait tomber à 1.2 % par an, contre 3.6 % en moyenne au cours des 15 dernières années (graphique 2.18).

Graphique 2.16. **Production nette des secteurs agricole, halieutique et aquacole en Asie du Sud-Est**
Valeurs de l'indice

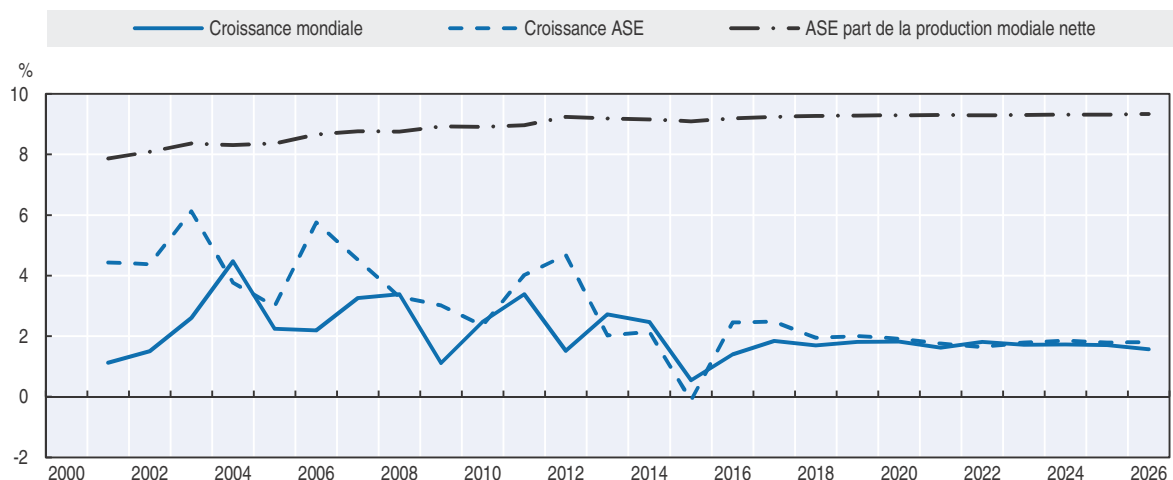


Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524011>

Graphique 2.17. **Production agricole, halieutique et aquacole en Asie du Sud-Est et dans le monde**

Taux de croissance annuels moyens et part du commerce mondial (%)

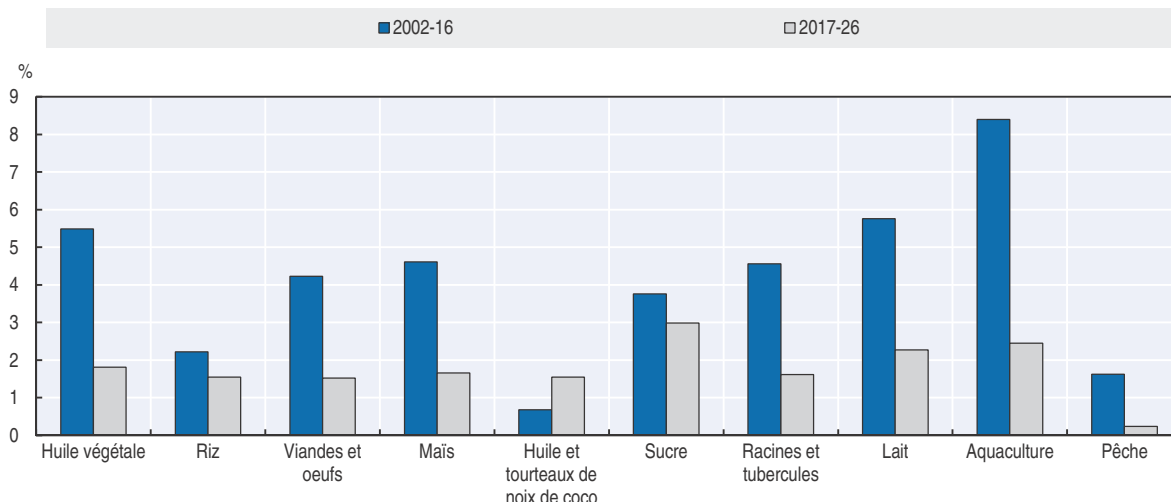


Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524030>

Compte tenu de la part élevée de la production halieutique et aquacole dans la production totale, ce ralentissement a un effet non négligeable. La majeure partie du ralentissement de la production découle du tassement de la croissance de l'aquaculture, puisque l'expansion de l'activité observée par le passé devrait être limitée par la disponibilité des terres, par les contraintes environnementales et par les débouchés commerciaux. Pareillement, l'expansion passée de la production de la pêche, principalement imputable à la pêche continentale, ne devrait pas se poursuivre, étant donné que la pression sur les stocks déjà exploités imposera une limite maximale à la production, qui ne pourra

Graphique 2.18. **Évolutions des principales productions en Asie du Sud-Est**
Taux de croissance annuels moyens (%)



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524049>

dépasser les niveaux actuels. De fait, la production risque même de baisser à moins d'une amélioration des pratiques de gestion.

L'autre grande production de la région, à savoir l'huile de palme (représentée sous la mention « huiles végétales »), devrait également voir sa croissance ralentir (graphique 2.18). L'essor de la production enregistré par le passé a été rendu possible par l'amélioration des rendements, mais aussi et surtout par l'expansion des superficies. Le taux de croissance de la production devrait tomber de 6.5 % au cours des 15 dernières années à environ 2 % au cours des dix années à venir. Dans le cas du riz, troisième plus grande production en valeur, la région devrait enregistrer un taux de croissance d'environ 1.6 % par an, niveau légèrement plus élevé qu'au cours de la dernière décennie, mais inférieur à celui observé au cours des 15 dernières années. Au niveau régional, les produits de base qui devraient connaître la plus forte croissance, bien que plus faible que par le passé, sont le sucre (3.0 % par an) et le lait (2.3 % par an). Pour ce qui est de la viande et des œufs, la croissance de la production devrait également ralentir et connaître des modifications de sa composition. La volaille devrait bénéficier du plus fort taux de croissance (1.8 % par an) et conforter son avance sur la viande porcine en tant que principal secteur de production de viande au sein de la région.

Un secteur devrait connaître une accélération de sa production par rapport à son taux de croissance passé, celui de la noix de coco (encadré 2.6). Cet essor devrait se produire à la faveur de la replantation des vieilles cocoteraies et de la réhabilitation des aires de culture, en particulier aux Philippines.

Pour les différents pays de la région, les variations de la production sont fonction des niveaux de production relatifs et des avantages comparatifs existants (graphique 2.20). Par exemple, dans le cas des huiles végétales la croissance de la production se concentre en Indonésie et en Malaisie, alors que dans celui du sucre elle se concentre en Thaïlande. De même, la croissance de la production halieutique découle principalement de l'augmentation de la production en Indonésie et au Viet Nam. Dans le cas du riz la

Encadré 2.6. L'économie de la noix de coco

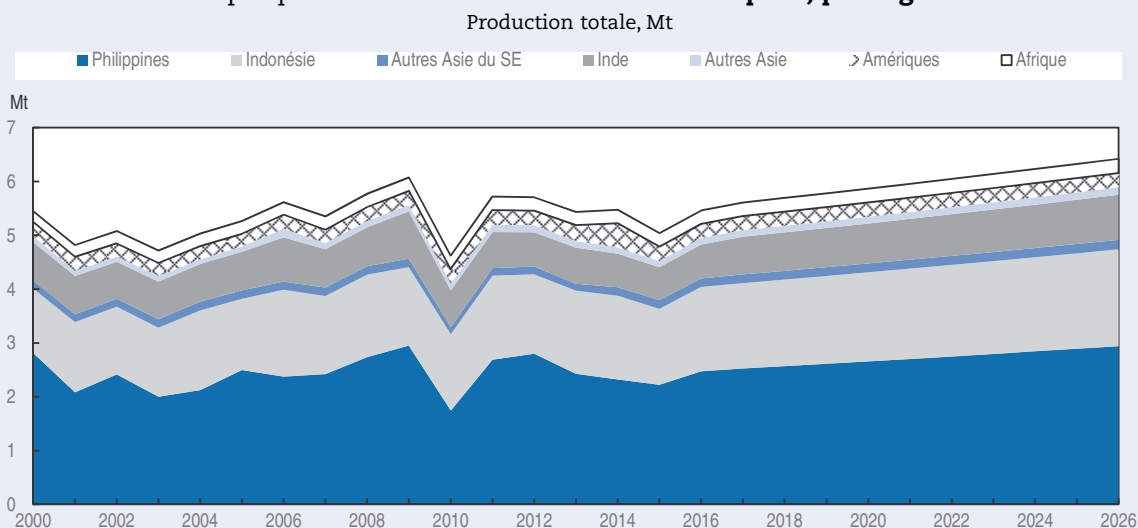
La noix de coco est cultivée dans toutes les régions tropicales, mais sa production commerciale est fortement concentrée en Asie du Sud-Est. Les Philippines comptent pour 44 % de la production mondiale de coprah, suivies par l'Indonésie, dont la part s'élève à 28 %. Cette industrie apporte une importante contribution aux secteurs agroalimentaires de ces pays et elle constitue également un pilier socio-économique dans les zones rurales, où de 80 à 90 % de la production primaire de noix de coco est assurée par des petits exploitants. Dans les seules Philippines, d'après les estimations, environ 25 millions de personnes vivent de la noix de coco.

Malgré la plantation de 1 Mha de nouvelles cocoteraies au cours de la dernière décennie, la production mondiale de noix de coco a stagné en raison d'une tendance à la baisse de la productivité. Cette tendance à la baisse était due au vieillissement des cocotiers, à un accès insuffisant aux intrants, à un développement des capacités institutionnelles qui laisse encore à désirer et à un grand nombre de maladies et de parasites. La situation a également été aggravée par la dévastation des grandes régions productrices de noix de coco par des événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents, tels que l'ouragan Yolanda en 2014.

L'huile de palmiste et l'huile de coprah sont les principales matières premières utilisées par l'oléochimie végétale. La petite échelle de production des plantations et des installations de transformation de noix de coco et le rapide essor d'une industrie de l'huile de palme fortement concentrée et industrialisée ont amené nombre de transformateurs à se tourner vers l'huile de palmiste, plus compétitive. Malgré les difficultés, la demande mondiale de certains des produits tirés de la noix de coco a sensiblement augmenté ces dernières années – notamment pour ce qui est des produits à forte valeur ajoutée tels que l'eau de coco, le sucre de coco et l'huile de coco vierge. De nouveaux investissements visant à améliorer la productivité et la compétitivité du secteur seront nécessaires, afin de permettre aux agriculteurs de tirer pleinement parti de ces possibilités d'amélioration et de stabilisation de leurs revenus.

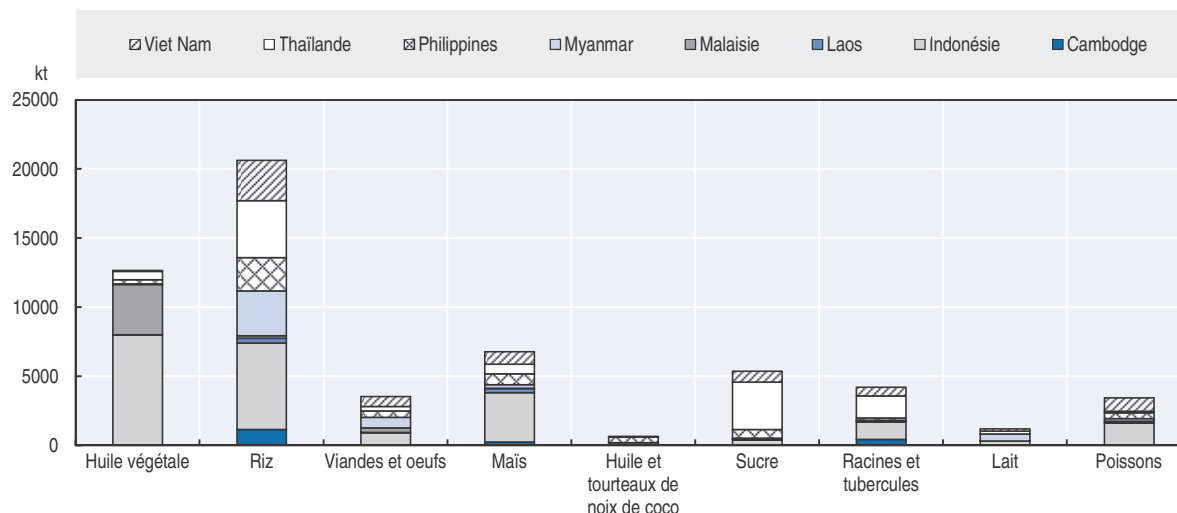
Aux Philippines (comme en Inde), les pouvoirs publics s'attachent actuellement à améliorer la production et la productivité de l'industrie de la noix de coco. Les programmes de replantation et de réhabilitation en cours devraient entraîner une augmentation de la productivité des vieilles cocoteraies, favorisant la reprise de la production prévue pour les dix prochaines années (graphique 2.19). Environ 70 % de l'augmentation de 1.1 Mt de la production de coprah qui devrait se produire d'ici 2026 seront assurés par une amélioration des rendements. Bien que les superficies plantées soient en grande partie demeurées stables dans un passé récent, les projections prévoient de nouvelles plantations de cocotiers en Indonésie, aux Philippines et au Viet Nam au cours de la prochaine décennie.

Graphique 2.19. **Production mondiale de coprah, par région**



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>. StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933524068>

Graphique 2.20. **Évolutions des principales productions en Asie du Sud-Est**
Augmentation des principales productions, 2017-26



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933524087>

situation est plus nuancée. Une augmentation de la production est observée dans tous les pays, de vastes variations en volume se faisant jour dans les deux grands pays exportateurs que sont la Thaïlande et le Viet Nam, parallèlement à une progression non négligeable dans les pays plus peuplés tels que l'Indonésie. L'augmentation de la production de riz dans ces pays est cependant entourée d'incertitude, en particulier au Viet Nam compte tenu des préoccupations liées à la salinisation de l'eau (encadré 2.7).

Les améliorations de la productivité des systèmes agricoles grâce à un resserrement des écarts de rendement et grâce à une intensification des processus de production seront d'après les projections les principaux moteurs de croissance de la production (graphique 2.21). Considérée globalement, la région ne dispose que d'une marge de manœuvre limitée pour accroître la production par une extension des superficies, étant donné que les terres existantes sont déjà exploitées et compte tenu de l'intensification de la concurrence avec les autres utilisations des terres (urbaines ou industrielles, par exemple). Pour l'ensemble des grandes productions végétales de la région, la superficie récoltée totale ne devrait s'accroître que de 4 % dans la prochaine décennie, alors qu'elle a augmenté de 16 % au cours des dix années antérieures à la période de référence 2014-16. L'augmentation des superficies consacrées à la production de canne à sucre, de palme et de noix de coco explique la plus grande partie de l'expansion des superficies. D'ici 2026, la superficie rizicole devrait s'accroître de moins de 1 % par rapport à la période de référence 2014-16. Une forte croissance des rendements devrait cependant être observée pour tous les produits de base, et en particulier pour la palme et la noix de coco, dont les rendements ont diminué au cours de la dernière décennie, du fait de nouveaux investissements visant à une expansion des superficies.

Les modifications des conditions climatiques imputables au changement climatique auront par ailleurs une incidence de plus en plus marquée sur la production de la région. Il

Encadré 2.7. L'impact de la salinisation de l'eau sur le secteur du riz au Viet Nam

Le secteur agricole du Viet Nam joue un rôle important dans l'économie du pays. À la suite de l'adoption du train de mesures global du *doi moi* vers la fin des années 80, la production de riz a rapidement augmenté pour atteindre un niveau qui demeure sensiblement supérieur aux besoins nationaux. Toutefois, cette belle réussite est désormais menacée, principalement par le changement climatique et par le problème croissant de la salinisation des sols.

Problèmes de salinisation des sols

La salinité peut poser des problèmes pour la production de riz dans les zones irriguées comme dans les zones pluviales. Le riz est extrêmement sensible au stress salin aux premiers stades de sa croissance. Les plantules transplantées risquent de mourir et il devient très difficile d'assurer un établissement suffisant des cultures. La salinité des zones côtières varie au rythme des saisons : élevée dans les sols comme dans l'eau au cours de la saison sèche, elle diminue après le début des pluies de mousson. Cependant, la concentration en sel augmente de nouveau au cours de la saison sèche, pendant laquelle la plupart des parcelles demeurent improductives. Les problèmes de salinité peuvent également toucher certaines zones de l'intérieur du fait d'une irrigation inappropriée.

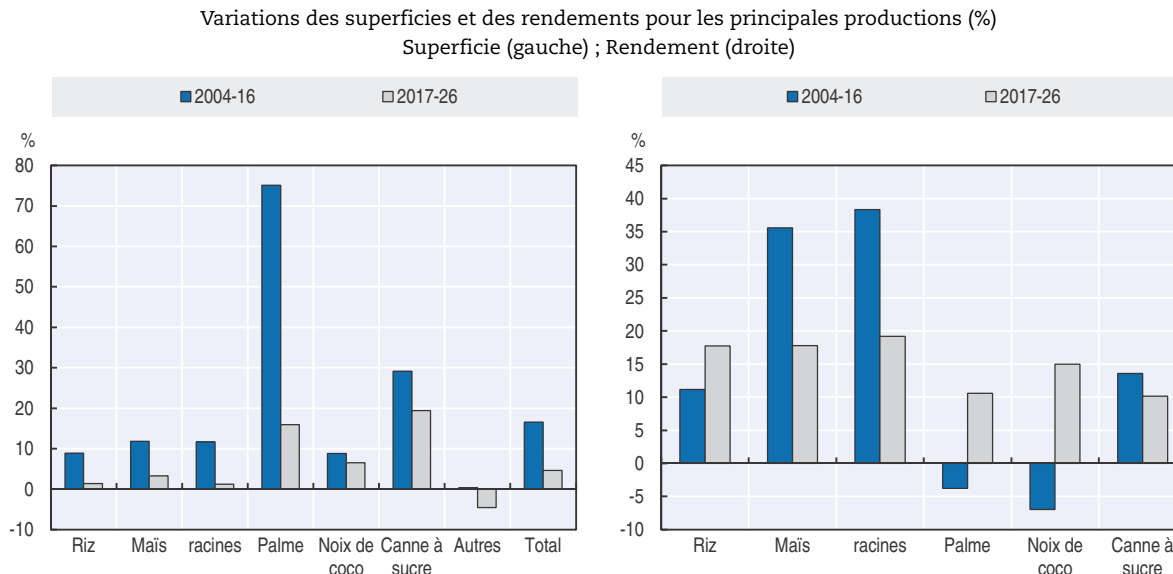
Au cours de la campagne culturale 2015/16, un épisode de sécheresse intense et prolongée liée au phénomène El Niño a été à l'origine des problèmes de salinité les plus aigus depuis près d'un siècle. En 2016, la forte concentration de sel dans le sol a infligé de graves dommages aux cultures, réduisant la récolte de 4 %, soit une baisse de près de 2 Mt par rapport à 2015.

Quelle est l'étendue des terres cultivables exposées à des problèmes de salinité?

La salinisation des sols et de l'eau pendant la saison sèche constitue un problème majeur dans les zones côtières du delta du Mékong (Tuong et al., 2003; Carew-Reid, 2007), où la superficie exposée tous les ans à la salinité durant la saison sèche couvre environ 1.8 Mha (Carew-Reid, 2007; Commission du Mékong, 2010). En mars et avril, mois au cours desquels les débits sont réduits, l'eau salée remonte sur 40 à 50 kilomètres depuis les estuaires vers l'intérieur des terres en suivant les principaux réseaux hydrographiques (Blanc, 2002; Sam, 2006). La salinité peut être dommageable pour les rizières à haut rendement (dans les systèmes fournissant deux ou trois récoltes de riz par an) comme pour les rizières traditionnelles (dans les systèmes de rotation des productions de riz et de crevettes). Selon un rapport du ministère vietnamien de l'Agriculture et du Développement rural (2011), sur les 650 000 ha de rizières à haut rendement que compte le delta du Mékong, 100 000 ha sont exposés à un risque élevé d'intrusion d'eau de mer durant la saison sèche.

Impact sur les projections de la production de riz et sur la sécurité alimentaire

Les perspectives à moyen terme donnent à penser que le Viet Nam continuera d'accroître sa production rizicole, confortant ainsi son statut de grand exportateur de riz. La production s'orientera vraisemblablement vers un riz de qualité supérieure, ce qui permettra au pays de concurrencer la Thaïlande, le premier exportateur de riz au monde. Ces projections de base présupposent toutefois que le Viet Nam pourra faire face aux problèmes posés par le changement climatique et par la salinisation croissante de ses rizières. Si tel n'est pas le cas, il y a lieu de penser que la salinisation entraînera un net recul de la production qui risque de compromettre la position exportatrice du pays, ainsi que les revenus et la sécurité alimentaire de ses petits exploitants agricoles. Certains auteurs suggèrent même que le Viet Nam pourrait devenir importateur net si le problème de la salinisation n'est pas réglé comme il convient (Dijk et al., 2014; Chen, 2012), ce qui aurait à son tour des répercussions sur la situation globale de l'Asie du Sud-Est du point de vue des approvisionnements alimentaires. Pour faire face à ces problèmes, le gouvernement vietnamien a élaboré un plan stratégique national pour la période 2008-20 (ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, 2008).

Graphique 2.21. **Variation des superficies et des rendements pour les principales productions en Asie du Sud-Est**

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933524106>

est certes difficile d'en prévoir les impacts à moyen terme, mais la région paraît devoir être l'une des plus touchées au monde. Au cours des dernières décennies, les niveaux de la mer se sont semble-t-il élevés de 1 à 3 millimètres par an dans la région (BAD, 2009). Le nombre d'inondations, de cyclones et de périodes de sécheresse s'est également accru, entraînant une diminution des ressources en eaux, en sols et en terres, et de nouvelles augmentations de la fréquence de ces événements sont attendues dans l'avenir (Cruz et al., 2007). Ces évolutions ont des répercussions sur les systèmes de production terrestres et marins et risquent, du fait des pressions qui en résultent, de créer d'autres conflits entre l'environnement et la production alimentaire (encadré 2.8).

Les augmentations de la production agricole risquent également d'exercer davantage de pressions sur l'environnement. La production d'huile de palme présente en particulier des corrélations négatives avec la sauvegarde de l'environnement. Les effets exercés sur l'environnement de la région par l'augmentation de la production d'huile de palme seront cependant pour une large part fonction non seulement des dispositions environnementales applicables au secteur, mais aussi de celles ayant une incidence directe sur la production – telles que celles visant à promouvoir les biocarburants, ou encore les autres mesures de soutien interne. L'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande ont toutes pris des mesures en faveur des biocarburants axées sur l'utilisation d'huile de palme. En Thaïlande, le gouvernement a fixé à 4.1 milliards de litres et à 5.1 milliards de litres respectivement les objectifs d'utilisation d'éthanol et de biodiesel à l'horizon 2036. L'Indonésie a de même établi des objectifs, actuellement fixés à 10 % (pour le biodiesel), mais qui devraient atteindre 30 % dès 2020 (bien que le niveau d'utilisation se situe actuellement aux alentours de 6 %). Au sein de la région, la production de biocarburants devrait augmenter d'environ 4 % par an, contribuant ainsi à stimuler la demande et la production d'huile de palme.

Encadré 2.8. Mangroves et changement d'affectation des terres : le cas de l'Asie du Sud-Est

Les mangroves constituent des écosystèmes extrêmement importants qui abritent une abondante biodiversité aquatique et terrestre. Elles assurent une multiplicité de services écosystémiques, entre autres en procurant un habitat aux poissons et en favorisant le recyclage des éléments nutritifs, le stockage du carbone et la régulation de la salinité. Actuellement, les mangroves couvrent aux alentours de 14 Mha, dont environ un tiers en Asie du Sud-Est (FAO, 2007). D'après les estimations, des pertes représentant de 30 à 50 % des superficies se sont produites au cours des cinquante dernières années du fait de changements d'affectation des terres au profit de l'aquaculture, de l'agriculture et de la création d'infrastructures (Donato, 2011). L'ampleur de la disparition des mangroves a été variable selon les régions, mais elle a été particulièrement préoccupante au Myanmar, en particulier dans l'État de Rakhine, dans les territoires indonésiens de Sumatra et Bornéo, ainsi qu'en Malaisie. En comparaison, le taux de déboisement des mangroves a été bien inférieur en Thaïlande, au Viet Nam, et aux Philippines.

Les politiques visant à promouvoir la sécurité alimentaire et le développement local, conjuguées à une protection limitée des ressources en mangroves librement accessibles, ont été les principaux facteurs du changement d'affectation des terres occupées par des mangroves côtières qui s'est produit entre 2000 et 2012 (Richards et Friess, 2016). La conversion des espaces forestiers en vue de les affecter à l'aquaculture (à l'origine de 30 % de la diminution totale de la superficie couverte par les mangroves) a été particulièrement importante en Indonésie, au Cambodge, et aux Philippines. Au cours de la prochaine décennie, la production aquacole devrait augmenter d'environ 37 % en Indonésie, de 25 % aux Philippines, et de 47 % au Cambodge. Vraisemblablement, cette augmentation se produira au moins en partie sur les marges côtières, aussi des pressions continueront-elles de s'exercer sur les mangroves. Cependant, les mesures mises en œuvre sont désormais axées sur l'intensification de la production plutôt que sur l'extension des superficies. Conjuguées à un durcissement des réglementations environnementales applicables aux nouveaux projets d'aquaculture, ces mesures devraient entraîner une diminution de l'impact sur les mangroves.

De 2000 à 2012, la conversion des terres à la riziculture a été importante à l'échelle régionale (22 % de la superficie totale) et elle s'est principalement concentrée au Myanmar, où l'expansion de la production de riz a pour une large part été à l'origine du déboisement des mangroves. Les *Perspectives* ne prévoient toutefois aucune nouvelle extension des superficies rizicoles pour la prochaine décennie, au cours de laquelle les augmentations de production devraient être dues à l'amélioration des rendements.

Les plantations de palmier à huile ont également été à l'origine d'une part importante de la conversion des mangroves (16 % de la superficie totale) au cours de la même période, en particulier en Malaisie et en Indonésie. Les présentes *Perspectives* ne prévoient qu'une expansion modeste des superficies de palmier à huile dans ces deux pays d'ici 2026, ce qui réduira l'impact de ce secteur sur les forêts côtières.

Compte tenu de la valeur élevée des mangroves sous l'angle de la biodiversité, du stockage du carbone (Alongi, 2014), de l'atténuation des changements climatiques, ainsi que des autres services écosystémiques qu'elles procurent, des mesures bien plus strictes de sauvegarde de l'environnement seront indispensables. Un moyen de garantir leur utilisation durable consisterait à mettre en place des paiements pour services environnementaux (stockage de carbone) au bénéfice des populations locales qui tirent leurs moyens d'existence des mangroves et des multiples services qu'elles assurent.

Prix

Pour les grandes cultures de l'Asie du Sud-Est, les prix mondiaux devraient connaître une légère baisse à moyen terme (voir chapitre 1). À titre d'exemple, en terme réel, les prix réels du riz et des huiles végétales, principaux produits d'exportation de la région, devraient diminuer. Il en va de même pour les grands produits d'importation de la région. Ces évolutions à l'échelle mondiale sont la conséquence de l'équilibre relatif entre les

variations de la productivité et de l'utilisation d'intrants d'une part et l'augmentation de la demande d'autre part. Pour la plupart des produits de base, la croissance de la production devrait être supérieure à celle de la demande, entraînant de ce fait une pression à la baisse des prix réels à moyen terme.

Quant à savoir dans quelle mesure les prix régionaux connaîtront la même évolution que les prix mondiaux, tout dépendra du degré d'ouverture aux échanges des différents pays de la région. Pour le riz, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines appliquent des mesures de contrôle aux frontières (droits de douane et systèmes de licences) et des politiques de soutien interne qui limitent la transmission des prix. De fait, dans ces pays, les prix du riz sont considérablement plus élevés (au-delà de ce que pourraient justifier les coûts de transport) et présentent une moindre variabilité (OCDE, 2017b). Cependant, même pour ces pays, les facteurs favorisant une baisse des prix, à savoir l'augmentation des niveaux de productivité, devraient rester à l'œuvre et exercer une pression à la baisse sur les prix intérieurs si le cadre d'action en vigueur demeure en place. Pour les autres, tels que les plus grands pays exportateurs que sont la Thaïlande et le Viet Nam, les prix intérieurs et les prix mondiaux du riz devraient présenter un profil d'évolution similaire.

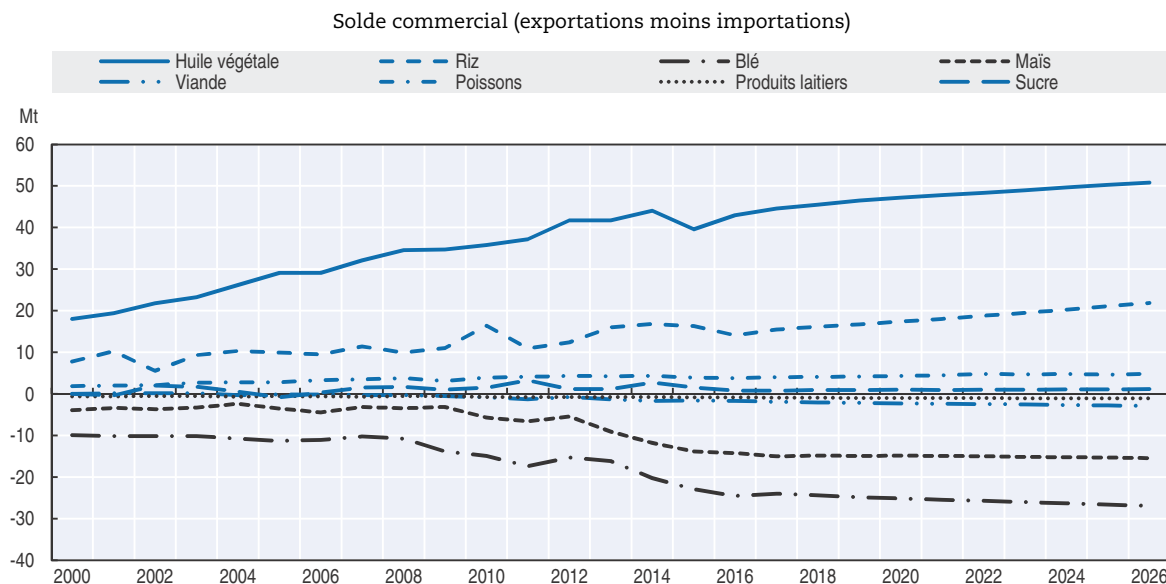
Perspectives d'évolution des échanges dans la région

À moyen terme, l'augmentation de la production dans les domaines où la région bénéficie déjà d'un avantage comparatif, conjuguée à la tendance à la hausse des revenus et à la demande d'un plus large éventail de produits alimentaires, entraîne une amplification des flux d'échange existants pour l'ensemble des catégories de produits de base. Autrement dit, la région accroîtra aussi bien le volume de ses exportations pour les produits qu'elle exporte déjà que celui de ses importations pour les produits qu'elle importe déjà (graphique 2.22). Les plus fortes variations des soldes commerciaux entraînées par cette amplification des échanges s'observent pour les huiles végétales et pour le riz, qui enregistrent une augmentation de l'excédent de la balance commerciale, et pour le blé et le maïs, pour lesquels le déficit commercial s'accroît. Pour les poudres de lait, le déficit commercial augmente pour atteindre environ 1.1 Mt, volume non négligeable par rapport aux marchés mondiaux, puisqu'il représente plus de 17 % des importations mondiales.


Pour ces différents produits, les contributions aux variations des soldes commerciaux sont conformes aux profils des échanges préalablement observés (graphique 2.23). Pour les huiles végétales, l'augmentation des exportations nettes est principalement due au développement des exportations de la Malaisie et de l'Indonésie, alors que pour le riz, elle est essentiellement liée à l'accroissement des exportations du Viet Nam et de la Thaïlande. Pour le sucre, la région présente différents profils commerciaux, la Thaïlande développant ses exportations alors que certains autres pays de la région accroissent leurs importations nettes.

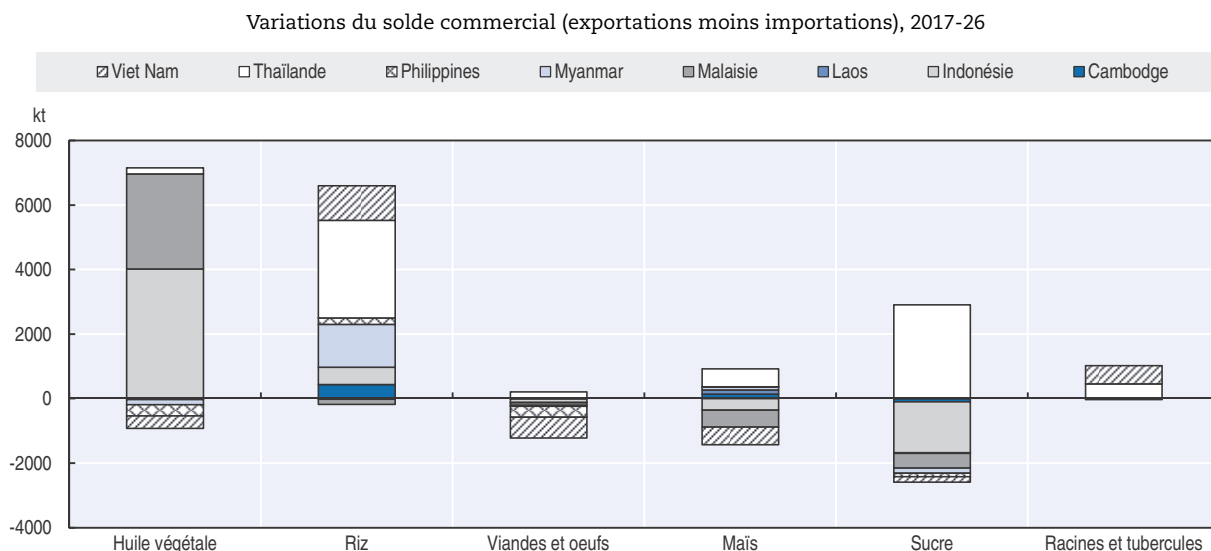
Conséquences des évolutions des marchés sous l'angle de la sécurité alimentaire

Les variations que devraient enregistrer la production, les échanges, les revenus et les prix à moyen terme en Asie du Sud-Est auront un impact important sur la sécurité alimentaire. Ces variations auront non seulement un impact sur la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires, mais pourraient également avoir une incidence sur leur consommation et sur la stabilité des approvisionnements. Il est difficile de prévoir


Graphique 2.22. **Variations du solde commercial pour les principaux produits de base en Asie du Sud-Est**

Source : OCDE-FAO, OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524125>

Graphique 2.23. **Contributions aux variations du solde commercial pour les principaux produits de base en Asie du Sud-Est**

Source : OCDE-FAO OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524144>

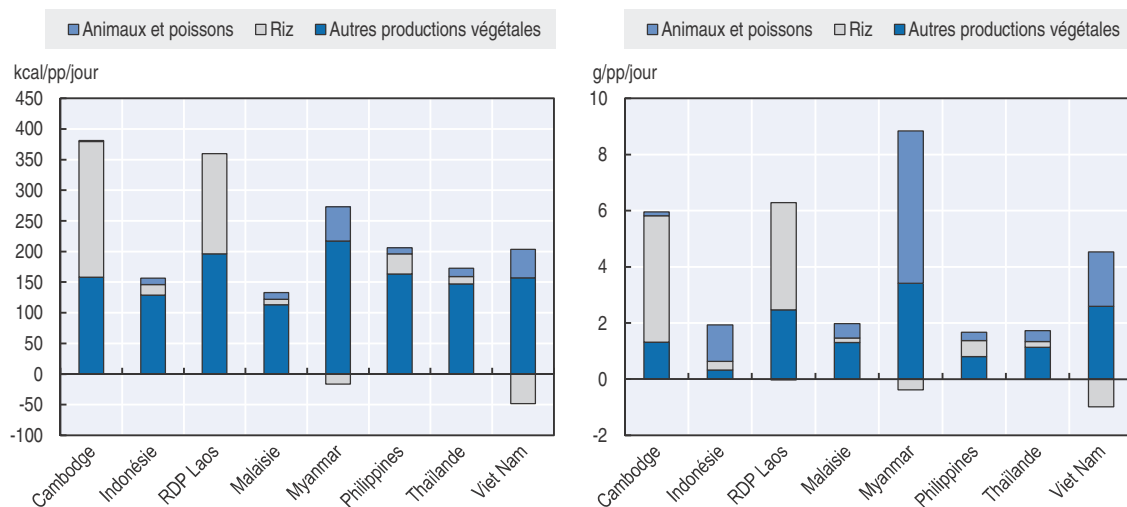
quel sera l'impact des deux premiers éléments dans le cadre des *Perspectives*, mais l'examen des évolutions des niveaux de sous-alimentation eu égard aux données d'ensemble relatives aux approvisionnements alimentaires et à l'augmentation des revenus au cours de la période de projection peut donner une certaine idée des évolutions que pourrait connaître la sécurité alimentaire à moyen terme.

Pour l'Asie du Sud-Est, les projections suggèrent que la région connaîtra dans l'ensemble une baisse ininterrompue du nombre de personnes sous-alimentées, mais les améliorations observées ne seront pas suffisantes pour surmonter le problème de l'insécurité alimentaire. Considérés isolément, tous les pays enregistrent des progrès du point de vue de la réduction de la sous-alimentation au fil du temps, et l'Indonésie, la Thaïlande et le Viet Nam sont en bonne voie pour atteindre le deuxième Objectif de développement durable (ODD2) d'ici 2030 (visant à ce que moins de 5 % de la population souffrent de sous-alimentation). Cependant, pour les autres pays comme pour la région dans son ensemble, les évolutions prévues à moyen terme ne seront pas suffisantes pour surmonter le problème de l'insécurité alimentaire. Compte tenu des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aujourd'hui constatés, le Cambodge, la RDP lao et le Myanmar seront, d'après les projections, les pays les plus éloignés de la réalisation de l'ODD2, alors que dans le cas des Philippines la stagnation actuelle sous l'angle de la lutte contre la sous-alimentation devrait persister.


Les évolutions à moyen terme auront non seulement une incidence sur la consommation totale de calories, mais aussi sur sa composition. La plus grande partie de l'augmentation de la consommation de calories observée à moyen terme est couverte par d'autres productions que le riz, notamment par les huiles végétales et le sucre (graphique 2.24). Une consommation accrue de riz n'en continue pas moins de contribuer à l'absorption de plus grandes quantités de calories dans tous les pays sauf au Viet Nam et au Myanmar. La plus grande consommation de viande, de produits laitiers et de poisson est à l'origine de l'augmentation des apports en protéines dans tous les pays, et plus particulièrement au Myanmar, en Indonésie et au Viet Nam.

Graphique 2.24. **Sources des variations de la consommation de calories et de protéines en Asie du Sud-Est**

Calories (gauche) ; Protéines (droite)



Source : OCDE -FAO, OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524163>

Les résultats à moyen terme du point de vue de la sous-alimentation montrent qu'il faudra redoubler d'efforts pour surmonter le problème de l'insécurité alimentaire dans la région. Les pouvoirs publics disposent d'un certain nombre de leviers auxquels ils

pourraient avoir recours pour aider à y remédier, mais pour que les marchés aboutissent à de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire, il sera essentiel d'éliminer les distorsions des marchés agricoles et alimentaires. Comme précédemment indiqué, l'intégration des marchés du riz dans le cadre du Projet de Communauté économique de l'ANASE pourrait permettre de considérables progrès dans le sens d'une réduction des taux de sous-alimentation au sein de la région. Il apparaît en outre que des mesures visant à améliorer l'accès aux produits alimentaires pour les ménages les plus pauvres, par des moyens tels que le versement d'aides sociales, pourraient permettre de réduire sensiblement les taux de sous-alimentation à moyen terme (OCDE, 2017b). Ces résultats montrent que, pour la région, le problème de l'insécurité alimentaire ne tient pas tant à l'insuffisance des denrées alimentaires disponibles qu'aux difficultés pour bénéficier d'un accès effectif à ces denrées.

Défis et incertitudes à moyen terme

Les perspectives à moyen terme pour l'Asie du Sud-Est indiquent que les secteurs de l'agriculture et de la pêche disposent d'un certain nombre d'atouts, mais qu'il n'en existe pas moins des défis et des incertitudes. Ces derniers ont trait à la capacité de la région de rendre effectives les améliorations de la productivité prévues, compte tenu en particulier des risques et des défis liés au changement climatique. Qui plus est, la région a exercé par le passé de considérables pressions sur sa base de ressources naturelles – son capital naturel – au cours de son développement, aussi importera-t-il de trouver le moyen de produire de manière durable. En dernier lieu, compte tenu des interactions permanentes qui caractérisent les marchés internationaux, les incertitudes persistantes qui règnent à l'échelle mondiale quant aux mesures qui pourraient être prises pour réduire les interventions sur les marchés et pour empêcher que d'autres n'apparaissent auront un impact sur la région. Chacun de ces aspects sera brièvement examiné ci-dessous.

Le scénario de référence décrit dans ce chapitre exige un effort constant pour obtenir les gains de productivité prévus. Les projections reposent sur un certain nombre d'hypothèses concernant la poursuite des réformes et des investissements qui induiront la croissance future. Au sein de la région comme à l'échelle mondiale, le volume des investissements dans la R-D n'est guère élevé et a déjà dans certains cas tendance à diminuer. La R-D joue un rôle par le biais des investissements de R-D passés (le stock) comme au travers des nouveaux investissements (le flux) (Sheng, Mullen et Gray, 2011; Smeets Kristkova, Van Dijk et Van Meijl, 2016). Quelle que soit l'année considérée, les performances en termes de productivité sont en partie déterminées par ces deux facteurs. Il s'ensuit que les investissements actuels auront à l'avenir un effet cumulé, et que la baisse des dépenses de R-D aura de ce fait des conséquences durables qu'il sera difficile de corriger si elles persistent. Smeets Kristkova, Van Dijk et Van Meijl (2016) démontrent que, si cette relation entre les investissements de R-D et la croissance de la productivité demeure valable, l'actuelle baisse des investissements de R-D implique que l'hypothèse de croissance des rendements sur laquelle reposent de nombreux modèles, depuis les projections climatiques à long terme jusqu'aux modèles à moyen terme tels que celui présenté ici, risque d'être trop optimiste. Pour l'Asie du Sud-Est, où les dépenses de R-D sont déjà faibles par rapport à d'autres pays ayant un niveau de développement similaire (OCDE, 2017b), l'amélioration des systèmes d'innovation agricole est un enjeu essentiel. En outre, au-delà de la R-D, la tendance au morcellement des exploitations et à la diminution de leur taille peut également, si elle se poursuit, représenter une menace pour la

croissance future de la productivité, ce qui porte à croire que les problèmes liés aux marchés fonciers constitueront un défi majeur pour la région.

Une incertitude fondamentale quant au potentiel productif de la région est liée au changement climatique. Comme déjà indiqué, le changement climatique devrait avoir un impact considérable sur la région. Il sera donc essentiel que le secteur s'y adapte et s'y ajuste à moyen comme à long terme. Même si la R-D contribue aux efforts d'adaptation (OCDE, 2017b; Ignaciuk et Maçon-D'Croz, 2014), les politiques actuelles risquent de compromettre ces efforts et d'aggraver l'impact du changement climatique. Aux Philippines, par exemple, les mesures de soutien dont bénéficie le riz réduisent les incitations à l'adaptation et peuvent accroître l'exposition des producteurs aux risques climatiques (OCDE, 2017a). Pareillement, pour la région dans son ensemble, les actuelles distorsions des échanges risquent d'amplifier les effets du changement climatique sur les prix mondiaux (OCDE, 2017b). En outre, importante source d'émissions de gaz à effet de serre, le secteur agricole devra également participer aux efforts d'atténuation des effets du changement climatique. Certains secteurs bénéficieront probablement de synergies entre les gains d'efficacité et les modifications des pratiques permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, comme le piégeage du carbone dans le sol tel que l'envisage l'initiative « 4 pour mille », mais ce ne sera pas toujours le cas. Une grande partie de l'impact final dépendra là encore de la mise au point de nouvelles solutions innovantes, ce qui place le système d'innovation au premier rang des priorités dont doivent se préoccuper les pouvoirs publics.

Les pressions que créera le changement climatique vont de pair avec la nécessité d'assurer une meilleure gestion des ressources naturelles de la région et d'accroître la durabilité de la production agricole et halieutique. La région a déjà supporté des coûts environnementaux importants liés à l'expansion des superficies, et bien que les possibilités de les accroître encore soient limitées, la gestion de ces terres ainsi que des eaux douces et des ressources marines sera un défi majeur pour les autorités de la région. Il sera essentiel de disposer de systèmes permettant de mieux informer les producteurs des pratiques plus durables, ainsi que de réglementations garantissant la maîtrise des externalités. Pour l'aquaculture, il faut en outre éviter d'imposer une charge administrative superflue à la filière, tout en veillant au respect des exigences environnementales (OCDE, 2016c). Dans le cas de la pêche, de manière à favoriser une gestion plus efficace, la réduction ou la réorientation des mesures de soutien (telles que les exonérations de la taxe sur les carburants) qui contribuent à la surcapitalisation et à la surexploitation des ressources seront une composante importante des efforts pour assurer la durabilité (OCDE, 2017c).

Pour l'Asie du Sud-Est, assurer la poursuite de la croissance économique en un temps d'incertitudes à l'échelle mondiale, eu égard à l'évolution des marchés internationaux, constituera également un défi majeur. Cela ne vaut pas seulement pour les secteurs de l'agriculture et de la pêche. La région a été l'un des principaux bénéficiaires de la mondialisation et du développement des CVM. Pour la région, la participation aux chaînes de valeur mondiales des diverses industries s'est accompagnée d'une croissance de la productivité et d'une augmentation des revenus (mesurées par la création intérieure de valeur ajoutée) (Lopez-Gonzalez, 2016). L'essor des CVM a en outre pour conséquence que les mesures nationales de restriction des échanges ont un effet comparable à celui d'une taxe sur les exportations (Greenville, Kawasaki et Beaujeu, 2017 ; Lopez-Gonzalez, 2016; OCDE, 2015d) et ont une incidence préjudiciable sur le développement de plusieurs

secteurs (Jouanjean, Gourdon et Korinek, 2017, à paraître). L'accroissement des distorsions des marchés internationaux serait une entrave à la croissance future de la région, pour l'agriculture comme pour les autres secteurs. Pour que les projections de croissance future deviennent réalité, il importe que les autorités de la région prennent des initiatives pour assurer une réduction des distorsions du marché à l'échelle régionale comme sur le plan multilatéral.

Conclusions

Les pays d'Asie du Sud-Est ont bénéficié d'importantes améliorations de leurs niveaux de développement ainsi que d'une croissance vigoureuse de leurs secteurs de l'agriculture et de la pêche. La croissance de la production de l'agriculture et de la pêche est le résultat de la hausse de la productivité et d'une augmentation sensible de l'utilisation d'intrants naturels et intermédiaires. Les projections à moyen terme mettent toutefois en évidence un ralentissement de cette croissance, ce qui donne à penser que, dans l'optique de permettre une poursuite du développement des secteurs de l'agriculture et de la pêche, les autorités doivent envisager une nouvelle vague de réformes pour assurer une croissance vigoureuse et durable de la productivité.

Les possibilités en la matière sont inévitablement variables au sein de la région, compte tenu de sa diversité, mais les prochaines étapes fondamentales consisteront à créer un environnement propice à l'innovation dans le domaine de l'agriculture et de la pêche et à une croissance durable de la productivité. Il faudra pour ce faire relever un certain nombre de défis environnementaux auxquels se trouve confrontée la production agricole et halieutique. Il sera également nécessaire de promouvoir une meilleure intégration des marchés régionaux et mondiaux, ce qui exigera des mesures pour favoriser et renforcer l'efficacité des marchés de service sur lesquels s'appuie le secteur agricole – un domaine d'action qui dans bien des cas ne relève pas des compétences des ministères de l'agriculture et de la pêche.

Les politiques mises en œuvre doivent axer les efforts sur la création d'un environnement propice plus robuste au bénéfice des producteurs de la région et éviter de fausser les incitations au sein de la filière agroalimentaire. Un ajustement pourra ainsi avoir lieu et la région sera de ce fait en mesure d'obtenir des gains d'efficacité dans le cadre de ses systèmes de production. L'adoption de ces mesures devrait également permettre à la région d'être mieux armée pour combattre l'insécurité alimentaire et pour atteindre l'ODD2.

Notes

1. Dans la définition qui lui est donnée dans le présent chapitre, le secteur de la pêche englobe la production aquacole et halieutique.
2. L'Asie du Sud-Est comprend les dix pays membres de l'ANASE et le Timor-Leste.
3. La productivité totale des facteurs (PTF) est un indicateur permettant de mesurer la productivité agricole. Elle tient compte de tous les intrants marchands utilisés dans la production agricole (travail, terre, animaux d'élevage, machines et intrants intermédiaires) et les compare à l'ensemble des extrants marchands produits (productions végétales et animales).
4. À l'exclusion de l'Asie de l'Ouest.
5. Les terres agricoles correspondent à la superficie agricole telle qu'elle est définie par la FAO, qui est égale à la somme des superficies respectivement occupées par les « terres arables », les « cultures permanentes » et les « pâturages permanents ».

6. Les exportations nettes de riz sont égales aux exportations totales à destination de tous les partenaires commerciaux, moins les importations totales en provenance de tous les partenaires commerciaux.
7. Pour une description plus détaillée des politiques agricoles en vigueur dans la région, voir l'étude de l'OCDE (2017).

Références

- Alavi, H. et al. (2012), *Trusting Trade and the Private Sector for Food Security in Southeast Asia*, Banque mondiale, Washington, DC.
- Alongi, D.M. (2014), « Carbon Cycling and Storage in Mangrove Forests », *Annual Review of Marine Science*, vol. 6, pp. 195-219.
- BAD (2009), *The Economics of Climate Change in Southeast Asia : A Regional Review*, Banque asiatique de développement, Manille.
- Baldwin, R. (2012), « Trade and Industrialisation after Globalisation's Second Unbundling: How Building and Joining a Supply Chain are Different and Why it Matters », in *Globalization in an Age of Crisis: Multilateral Economic Cooperation in the Twenty-First Century*, R. Feenstra et A. Taylor (dir. pub.), University of Chicago Press.
- Banque mondiale (2017), *Indicateurs du développement dans le monde (base de données)*, Banque mondiale, Washington D.C., <http://databank.banquemondiale.org/data> (consulté le 25 novembre 2016).
- Bello, A.L. (2005), « Ensuring food security – A case for ANASE integration », *Asian Journal of Agriculture and Development*, vol. 2, n° 1 et 2, Southeast Asian Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture, Philippines, pp. 87-108.
- Carew-Reid J. (2007), « Rapid assessment of the extent and impact of sea level rise in Viet Nam », *Climate Change Discussion Paper*, n° 1, International Centre for Environmental Management, Brisbane.
- Carlson, K.M. et al. (2012), « Carbon emissions from forest conversion by Kalimantan oil palm plantations », *Nature Climate Change*, vol. 3, n° 3, pp. 283-287.
- Chen, C.C., B. McCarl et C.C. Chang (2012), « Climate change, sea level rise and rice: global market implications », *Climate Change*, Vol. 110/3, pp. 543-560.
- Commission du Mekong (2010), « Impacts of Changes in Salinity Intrusion. Assessment of basin-wide development », *Technical Note 8*, Vientiane.
- Cruz, R.V. et al. (2007), « Asia », in *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, M.L. Parry, et al. (dir. pub.), Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, pp. 469-506.
- Dawe, D., S. Jaffee, et N. Santos (2014), *Rice in the Shadow of Skyscrapers: Policy Choices in a Dynamic East and Southeast Asian Setting*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- Deuss, A. (2015), « Review of the performance and impacts of recent stockholding policies », in *Issues in Agricultural Trade Policy: Proceedings of the 2014 OECD Global Forum on Agriculture*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264233911-5-en>.
- Donato, D.C. (2011), « Mangroves among the most carbon-rich forests in the tropics », *Nature Geoscience*, vol. 4, pp. 293-297.
- FAO (2017a), FAOSTAT (base de données), Division de la statistique, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/faostat/fr/#home> (consulté le 16 janvier 2017).
- FAO (2017b), « Statistiques sur la pêche et l'aquaculture : production mondiale par source de production 1950-2015 », (FishstatJ), Département des pêches et de l'aquaculture du FAO [en ligne], Rome, mise à jour 2017, <http://www.fao.org/fishery/statistics/software/fishstatj/fr> (consulté le 12 mars 2017).
- FAO (2017c), « Fishery and Aquaculture Statistics », entretien personnel, Sous-division des statistiques et de l'information du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO (10 mars 2017).
- FAO (2017d), FAOLEX (base de données), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/faolex/fr/>.

- FAO (2017e), Base de données FAOSTAT, Émissions – Agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/GT>.
- FAO (2017f), Base de données FAOSTAT, Émissions – Utilisation des terres, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/GL>.
- FAO (2016), *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2016 : contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de tous*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- FAO (2015), « Agricultural transformation of middle-income Asian economies: Diversification, farm size and mechanization, ESA Working Paper No. 15-04 », David Dawe, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- FAO (2014), *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture : possibilités et défis*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- FAO (2014), *Regional trade agreements and food security in Asia*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok).
- FAO (2007), « The World's Mangroves 1980-2005 », Étude FAO : Forêts, n° 153, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- FMI (2016), *Perspectives de l'économie mondiale : demande modérée, symptômes et remèdes*, octobre 2016, Fonds monétaire international, Washington D.C.
- Funge-Smith, S., M. Briggs et W. Miao (2012), *Regional Overview of Fisheries and Aquaculture in Asia and the Pacific*, Commission des pêches de l'Asie-Pacifique, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok).
- Furuhashi, G. et H. Gay (2017, à paraître), « Market Implications of the Integration of Southeast Asian Rice Markets », *Documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et les pêcheries*.
- Giri C., J. Long, S. Abbas, R.M. Murali, F.M. Qamer, B. Pengra et D. Thau (2015), « Distribution and dynamics of mangrove forests of South Asia », *Journal of Environmental Management*, vol. 148, pp. 101-11.
- Gouvernement des Philippines (2011), « Briefer on the Food Staples Self-Sufficiency Roadmap 2011-16 » (page Internet), *Official Gazette*, Manille.
- Greenville, J., K. Kawasaki et R. Beaujeu (2017), « How policies shape global food and agriculture value chains », *Documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et les pêcheries*, n° 100, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/aaf0763a-en>.
- Greenville, J. et MacAulay (2007), « Untangling the benefits of protected areas in fisheries », *Marine Resource Economics*, vol. 22, n° 3, pp. 267-85.
- Gunarso, P. et al. (2013), « Oil Palm and Land Use Change in Indonesia, Malaysia and Papua New Guinea », *Round Table on Sustainable Palm Oil (RSPO)*, Singapour.
- Headey, D. (2011), « Rethinking the global food crisis : The role of trade shocks », *Food Policy*, vol. 36, Elsevier, Amsterdam, pp. 136-146.
- Hoang, H. K. et W.H. Meyers (2015), « Price stabilization and impacts of trade liberalization in the Southeast Asian rice market », *Food Policy*, vol. 57, Elsevier, Amsterdam, pp. 26-39.
- Hooijer, A. et al. (2010), « Current and future CO2 emissions from drained peatlands in Southeast Asia », *Biogeosciences*, vol. 7, pp. 505-1514.
- Ignaciuk, A. et D. Mason-D'Croz (2014), « Modelling adaptation to climate change in agriculture », *Documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et les pêcheries*, n° 70, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jxrcllnbxq-en>.
- Jouanjean, M.A., J. Gourdon et J. Korinek (2017, à paraître), « GVCs : Sectoral analysis of developing countries », *OECD Trade Policy Papers*, Éditions OCDE, Paris.
- Koh, L.P., J. Miettinen, S.C. Liew, et J. Ghazoul (2011), « Remotely sensed evidence of tropical peatland conversion to oil palm », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 108, pp. 5127-5132.
- Lantican, F.A., M.A. Sombilla et K.P. Quilloy (2013), *Estimating the Demand Elasticities of Rice in the Philippines*, Southeast Asian Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture (SEARCA), Los Baños.

- Lopez-Gonzalez, J. (2016), « Using Foreign Factors to Enhance Domestic Export Performance: A Focus on Southeast Asia », *OECD Trade Policy Papers*, n° 191, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jlpq82v1jxw-en>.
- Lowder, S.K., J. Skoet et S. Singh (2014), « What do we really know about the number and distribution of farms and family farms worldwide ? Background paper for The State of Food and Agriculture 2014 », *ESA Working Paper No. 14-02*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (2011), *Rice Production Evaluation for 2010 and Work-Plan for 2011 for Southern Vietnam*, Agricultural Publishing House. pp. 129-146.
- Miettinen, J., A. Hooijer, C. Shi, D. Tollenaar, R. Vernimmen, S.C. Liew, C. Malins et S.E. Page (2012), « Extent of industrial plantations on Southeast Asian peatlands in 2010 with analysis of historical expansion and future projections », *GCB Bioenergy*, vol. 4, n° 6, pp. 908-918.
- Naylor, R.L. et W.P. Falcon (2010), « Food security in an era of economic volatility », *Population and Development Review*, vol. 36, n° 4, New Jersey, États-Unis, pp. 693-723.
- OCDE (2017a), *Agricultural Policies in the Philippines*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264269088-en>
- OCDE (2017b), *Building Food Security and Managing Risk: A Focus on Southeast Asia*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264272392-en>.
- OCDE (2017c), *Informing Fisheries-Related Trade Negotiations*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2016a), *Évolution des politiques et des marchés agricoles : Implications pour les réformes du système commercial multilatéral*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264267169-fr>.
- OCDE (2016b), *Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/agr_pol-2016-fr.
- OCDE (2016c), *Aquaculture Licensing*, Éditions OCDE, Paris, TAD/FI(2015)11/FINAL.
- OCDE (2015a), *METRO v1 Model Documentation*, Éditions OCDE, Paris, TAD/TC/WP(2014)24/FINAL.
- OCDE (2015b), *Multi-dimensional Review of Myanmar: Volume 2. In-depth Analysis and Recommendations*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264220577-en>.
- OCDE (2015c), *Agricultural Policies in Viet Nam*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235151-en>.
- OCDE (2015d), *Participation of Developing Countries in Global Value Chains: Implications for Trade and Trade-Related Policies*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js33lfw0xxn-en>.
- OCDE (2008), *La hausse des prix alimentaires : causes et conséquences*, Éditions OCDE, Paris, C/MIN(2008)9.
- Omar, W., N. Abd Aziz, A. Tarmizi, M.H. Harun et A. Kushairim (2010), *Mapping of Oil Palm Cultivation on Peatland in Malaysia*, MPOB Information Series, n° 529, Kuala Lumpur.
- Pendleton L, D.C Donato, B.C. Murray, S. Crooks, W.A. Jenkins, S. Sifleet, C. Craft, J.W. Fourqurean, J.B. Kauffman, N. Marbà, P. Megonigal, E. Pidgeon, D. Herr, D. Gordon et A. Baldera (2012), « Estimating global “blue carbon” emissions from conversion and degradation of vegetated coastal ecosystems », *PLoS One*, vol. 7, n° 9, e43542.
- Permani, R. et D. Vanzetti (2014), « Rice Mountain: An Assessment of the Thai Rice Pledging Program », communication présentée à la 58^e Conférence annuelle de l'AARES, Port Macquarie, Nouvelle-Galles du Sud, 4-7 février 2014.
- Phillips M, P.J.G Henriksson, N. Tran, C.Y. Chan, C.V. Mohan, U-P. Rodriguez, S. Suri, S. Hall et S. Koeshendrajana (2015), *Exploring Indonesian aquaculture futures*, WorldFish, Penang, Malaysia.
- Piesse, J. et C. Thirtle (2009), « Three bubbles and a panic: An explanatory review of recent food commodity price events », *Food Policy*, vol. 34, Elsevier, Amsterdam, pp. 119-129.
- Pirker, J., A. Mosnier, F. Kraxner, P. Havlík et M. Obersteiner (2016), « What are the limits to oil palm expansion? », *Global Environmental Change*, vol. 40, septembre, pp. 73-81.
- PNUE, VIFEP et WWF (2009), *Fisheries subsidies, supply chain and certification in Vietnam: Summary Report*, septembre 2009, <http://unep.ch/etb/areas/fisheries%20country%20projects/vietnam/Final%20Summary%20Report%20Vietnam.pdf>.
- Richards, D.R. et D.A. Friess (2016) « Rates and drivers of mangrove deforestation in Southeast Asia, 2000-12 », *Proceedings of the National Academy of Sciences USA*, vol. 113, n° 2, pp. 344-349.

- Rutten, M., M. van Dijk, W. van Rooij et H. Hilderink, « Land Use Dynamics, Climate Change, and Food Security in Vietnam: A Global-to-local Modeling Approach », *World Development*, vol. 59, juillet 2014, pp. 29-46.
- Sam, L. (2006), *Intrusion d'eau salée dans le delta du Mekong*, Agricultural Publishing House (en vietnamien).
- Sayer, J., J. Ghazoul, P. Nelson et A.K. Boedhihartono (2012), « Oil palm expansion transforms tropical landscapes and livelihoods », *Global Food Security*, vol. 1, n° 2, pp. 114-119.
- Sharma, R. (2014), « Outlook for Rice Demand, Supply and Trade », in Dawe, D., S. Jaffee et N. Santos (dir. pub.), *Rice in the Shadow of Skyscrapers: Policy Choices in a Dynamic East and Southeast Asian Setting*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- Sheng, Y., J.D. Mullen et E.M. Gray (2011), « Public investment in agricultural R&D and extension: an analysis of the static and dynamic effects on Australian broadacre productivity », rapport de l'ABARES pour la Grains Research and Development Corporation, Canberra.
- Smeets Kristkova, Z., M. Van Dijk et H. Van Meijl (2016), « Projections of long-term food security with R&D driven technical change – A CGE analysis », *NJAS – Wageningen Journal of Life Sciences*, vol. 77, Elsevier, Amsterdam, pp. 39-51.
- Tran, H., T. Tran. et M. Kervyn (2015), « Dynamics of Land Cover/Land Use Changes in the Mekong Delta, 1973-2011: A Remote Sensing Analysis of the Tran Van Thoi District, Ca Mau Province, Vietnam », *Remote Sensing*, vol. 7, pp. 2899-2925.
- Tubiello, F.N., M. Salvatore, J. Ferrara, J. House, S. Federici, S. Rossi, R. Biancalani, R.D. Condor Golec, H. Jacobs, A. Flammini, P. Prosperi, P. Cardenas-Galindo, J. Schmidhuber, M.J. Sanz-Snachez, N. Srivastava et P. Smith (2015), « The Contribution of Agriculture, Forestry and other Land Use activities to Global Warming, 1990-2012 », *Global Change Biology*, 10 janvier 2015.
- Tuong, T.P., S.P. Kam, C.T. Hoanh, L.C. Dung, N.T. Khiem, J. Barr et D.C. Ben (2003), « Impact of seawater intrusion control on the environment, land use and household incomes in a coastal area », *Paddy Water Environment*, vol. 1, pp. 65-73.
- Ministère de l'Agriculture des États-Unis (2016), *International Agricultural Productivity* (base de données), United States Department of Agriculture Economic Research Service, www.ers.usda.gov/data-products/international-agricultural-productivity.aspx (consulté le 17 août 2016).
- WITS (2017), *World Integrated Trade Solution* (base de données), Banque mondiale, Washington D.C., <http://wits.worldbank.org/default.aspx> (consulté le 16 janvier 2017).

Chapitre 3

Aperçus par produit

Ce chapitre décrit la situation des marchés et les éléments marquants qui se dégagent de la dernière série de projections quantitatives à moyen terme sur les marchés agricoles mondiaux et nationaux (projections à dix ans, de 2017 à 2026). Il apporte des informations sur le prix, la production, la consommation, les échanges des céréales, des graines oléagineuses, du sucre, de la viande, des produits laitiers, des produits halieutiques et aquacoles, des biocarburants et du coton, et sur les principales incertitudes les concernant. Les projections quantitatives sont établies à l'aide du modèle d'équilibre partiel de l'agriculture mondiale Aglink-Cosimo. La version imprimée de ce chapitre comprend uniquement les aperçus par produit, mais la version intégrale avec des informations plus détaillées et l'annexe statistique complète est disponible en ligne.

CÉRÉALES

Situation du marché

Ces dernières années, l'offre mondiale des céréales principales a continué de dépasser la demande globale, entraînant une accumulation sensible des stocks et une nette diminution des prix sur les marchés internationaux, par rapport à la décennie précédente. En 2016, la production mondiale de céréales a encore atteint un niveau sans précédent, dépassant le record atteint en 2014. Les productions de blé et de maïs ont enregistré les hausses les plus sensibles, en raison de récoltes exceptionnelles dans plusieurs pays, notamment dans les principaux pays exportateurs. Dans ce contexte persistant d'excédents importants, les prix mondiaux devraient rester soumis à une pression dans les mois qui viennent.

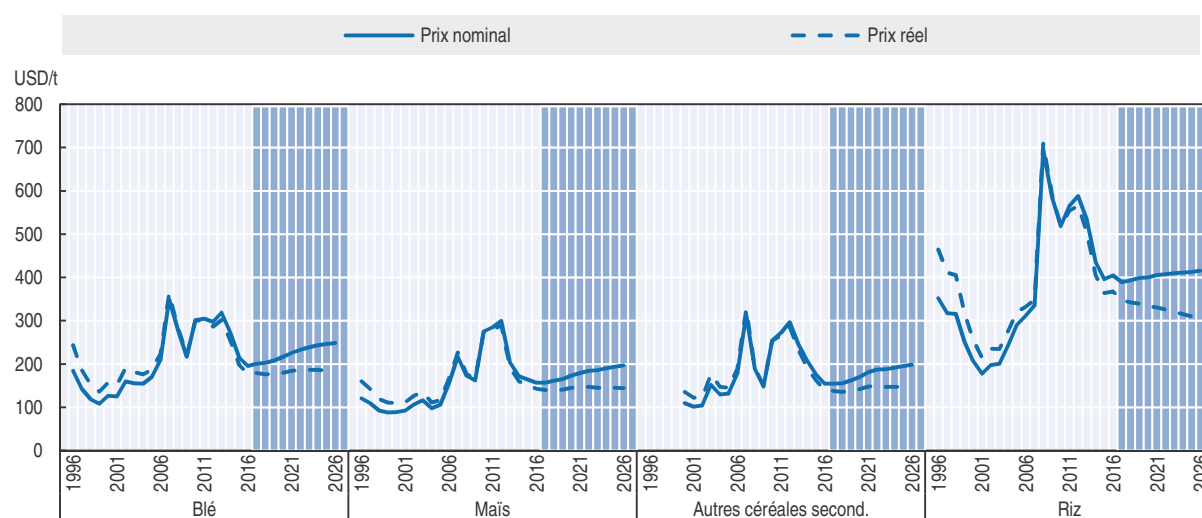
Principaux éléments des projections

Les prix ayant été relativement bas pendant la période de référence (2014-16), l'atonie de la croissance économique, le niveau élevé des stocks, la faiblesse des prix du pétrole et la vigueur du dollar des États-Unis devraient continuer à exercer une pression sur les prix à court terme. Toutefois, sur le moyen terme, les prix des céréales devraient augmenter en valeur nominale, quoique moins vite que l'inflation, d'où une légère baisse en valeur réelle. La diminution en termes réels est plus prononcée dans le cas du riz du fait que la consommation humaine est en l'occurrence le seul type d'utilisation important, alors que les prix des autres céréales sont aussi portés par la consommation d'aliments pour animaux, entre autres. Les prix des céréales dans leur ensemble, même en valeur nominale, devraient être plus bas en moyenne qu'au cours de la décennie écoulée, tout en se situant bien au-dessus des niveaux observés avant 2007.

La production mondiale de céréales devrait progresser de 12 % entre la période de référence et 2026, ce qui est largement attribuable à l'amélioration des rendements. Par rapport à la période de référence, la production de blé en 2026 devrait être 11 % plus élevée (78 Mt), la majeure partie de celle-ci étant assurée par l'Inde (15 Mt), suivie par l'Union européenne (10 Mt), la Fédération de Russie (7 Mt), le Pakistan (6 Mt) et la République populaire de Chine (ci-après la Chine) (5.5 Mt). L'on prévoit également une hausse de la production de riz de 13 % (66 Mt), la majeure partie de celle-ci (58 Mt) étant assurée par des pays asiatiques, avec en tête l'Inde (20 Mt), puis l'Indonésie (7 Mt), le Bangladesh et la Thaïlande (6 Mt chacun), le Viet Nam (4 Mt) et la Chine (3.5 Mt). Selon les projections, la production de maïs devrait croître de 14 % (138 Mt), sous l'impulsion des États-Unis (29 Mt), du Brésil (22 Mt), de la Chine (14 Mt), de l'Argentine (11 Mt), de l'Union européenne (9 Mt) et de l'Inde (6 Mt). La production des autres céréales secondaires devrait afficher une hausse de 10 % (30 Mt), les plus fortes augmentations étant enregistrées en Éthiopie (4 Mt), en Inde (3.5 Mt), en Argentine (2 Mt), dans la Fédération de Russie (1.9 Mt) et au Nigéria (1.8 Mt).

La consommation mondiale de céréales devrait afficher une augmentation de 13 %, ou 338 Mt, pour atteindre 2 863 Mt en 2026. La consommation de blé devrait s'accroître de 11 % par rapport à la période de référence et continue à être largement destinée à la consommation humaine (67 % du total au cours de la période de projection). Il est prévu que l'utilisation du blé dans l'alimentation animale s'intensifie, principalement en Chine, au Pakistan et au Viet Nam en valeur relative, tandis que son utilisation dans la production

de biocarburant représente uniquement 1.2 % du total mondial en 2026. L'utilisation du maïs dans l'alimentation animale devrait se hisser à 121 Mt, sa part dans l'utilisation totale passant de 56 % au cours de la période de référence à 60 % en 2026, essentiellement en raison de l'expansion rapide du secteur de l'élevage dans les pays en développement. La consommation humaine de maïs devrait progresser de 19 % (24 Mt), surtout dans les pays en développement également, notamment ceux de l'Afrique où le maïs blanc est un aliment de base essentiel dans plusieurs pays. L'utilisation d'autres céréales secondaires devrait quant à elle enregistrer une hausse de 12 % (34 Mt), stimulée par la demande d'aliments pour animaux (17 Mt), suivie de près par la consommation humaine (16 Mt). L'accroissement de la consommation humaine est essentiellement attribuable à l'Afrique (13 Mt) et celui de la consommation d'aliments pour animaux à l'Union européenne et à la Fédération de Russie. Aliment de base majeur dans une grande partie de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes, le riz reste principalement destiné à la consommation humaine directe. La consommation totale devrait passer de 494 Mt pendant la période de référence à 560 Mt en 2026, essentiellement sous l'effet de la croissance démographique. Compte tenu de l'évolution prévue de la démographie, les pays asiatiques devraient représenter près de 80 % de l'accroissement attendu de la consommation mondiale de riz.

Graphique 3.1. **Prix mondiaux des céréales**

Note : blé : prix f.a.b. du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, ports des États-Unis ; maïs : prix f.a.b. du maïs jaune de catégorie n° 2, ports des États-Unis ; céréales secondaires : orge fourragère, prix f.a.b. Rouen, riz : prix du riz usiné, 100 %, grade B, f.a.b. Thaïlande.
Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524182>

À l'horizon 2026, les échanges céréaliers mondiaux devraient atteindre 448 Mt, soit 14 % de plus que pendant la période de référence. Avec ce niveau, l'expansion des échanges mondiaux devrait être légèrement plus rapide que celle de la production (1.5 % par an contre 1.2 %), élevant ainsi la part de la production mondiale échangée à 15.6 %. Pour le blé, cette proportion devrait se monter à 23 % d'ici à 2026, contre 13 % pour le maïs et 15 % pour les céréales secondaires. Ces dernières années, la Fédération de Russie a commencé à jouer un rôle majeur sur les marchés internationaux du blé et du maïs. Cinquième exportateur de blé au cours de la décennie écoulée, en moyenne, elle devrait occuper la

deuxième place durant la période de projection, assurant ainsi 15 % des échanges mondiaux. Les pays développés devraient rester les principaux exportateurs de blé et de céréales secondaires vers les pays en développement, tandis que le riz est principalement échangé entre les pays en développement. Sur les marchés internationaux du riz, les acteurs devraient rester les mêmes, mais le Cambodge et le Myanmar devraient accroître leurs parts du marché international au cours de la décennie à venir.

La baisse des prix des céréales par rapport à la décennie précédente devant se poursuivre, elle aura des répercussions sur les décisions de production et par conséquent sur les réponses du côté de l'offre. Dans les dix prochaines années, le rapport entre le prix des céréales et celui d'autres cultures, comme les oléagineux, constituera donc un facteur important, la poursuite de la diminution des prix des premières pouvant accélérer la redistribution des surfaces en faveur des secondes. Du côté de la demande, les évolutions dans les économies à croissance rapide auront des implications profondes pour les échanges. Les changements de la demande en Chine et le moment où ce pays écoulera ses stocks de maïs constitueront les principales incertitudes durant la période considérée.

Le chapitre détaillé des céréales est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-7-fr

OLÉAGINEUX ET PRODUITS OLÉAGINEUX

Situation du marché

Globalement, la production de soja a fait un bond en 2016, les États-Unis et le Brésil réalisant des récoltes record. Par ailleurs, la production mondiale totale d'autres produits oléagineux (colza, tournesol et arachide) a progressé, pour la première fois en trois ans. L'accroissement de la production de tournesol, principalement dans la Fédération de Russie et en Ukraine, a contribué à compenser la baisse de la production de colza dans l'Union européenne. Cette évolution a un peu atténué la relative tension sur les marchés.

La production d'huile végétale a reculé au cours de la campagne 2015 pour deux raisons. Premièrement, les rendements de l'huile de palme ont diminué en Asie du Sud-Est (chapitre 2), à cause du phénomène *El Niño* ; deuxièmement, les parts de marché du soja ont augmenté, alors que ce produit est moins riche en huile que d'autres oléagineux. Il en a résulté une diminution de la production d'huile de graines oléagineuses, qui a elle-même entraîné une forte contraction des stocks mondiaux. La production d'huile végétale est repartie à la hausse en 2016, mais pas suffisamment pour atténuer la tension relativement importante sur les marchés, compte tenu de la hausse de la demande de biodiesel d'origine végétale cette même année, en particulier en Indonésie et aux États-Unis. La consommation humaine d'huile végétale par habitant a aussi continué à augmenter, dans les pays en développement et dans les pays développés.

La croissance de la demande de tourteaux protéiques, notamment en Chine, est le principal facteur à l'origine de la hausse de la production mondiale d'oléagineux. Elle a entraîné une augmentation de la part des tourteaux protéiques dans le chiffre d'affaires des tritrateurs, notamment dans le cas du soja, étant donné la forte teneur en protéines de celui-ci.

Principaux éléments des projections

En valeur nominale, les prix de tous les oléagineux et produits oléagineux devraient augmenter légèrement durant la période de projection. En raison de la saturation de la demande alimentaire par habitant, de la stagnation dans le secteur du biodiesel et de l'intensification de l'élevage dans de nombreux pays émergents, le prix réel des huiles végétales baissera plus sensiblement que celui des tourteaux protéiques au cours de la période. Les prix réels du soja et des autres oléagineux devraient diminuer eux aussi, bien qu'il faille s'attendre à de la volatilité en raison d'incertitudes sur les marchés.

La production mondiale de soja devrait continuer de progresser au cours de la période de projection, mais à un rythme annuel de 1.9 %, soit beaucoup moins vite que pendant la décennie antérieure (4.9 %). Ce ralentissement est dû, en grande partie, au fait que les superficies supplémentaires mises en culture sont moindres. La production brésilienne de soja devrait s'accroître de 2.6 % par an, c'est-à-dire plus rapidement que chez les autres grands producteurs, car davantage de superficies supplémentaires seront disponibles. L'augmentation devrait être de 2.1 % par an en Argentine et de 1.0 % par an aux États-Unis. Le Brésil devrait donc ravir aux États-Unis leur place de premier producteur de soja. La production d'autres oléagineux augmente de 1.0 % par an ces dix prochaines années, soit à un rythme bien plus modéré que les 3.4 % par an observés sur la décennie précédente. Les

oléagineux sont pour l'essentiel triturés pour produire des tourteaux et de l'huile ; ces utilisations croissent légèrement plus vite que les autres, notamment que la consommation alimentaire directe de soja, d'arachide et de tournesol, ou que l'utilisation directe du soja en alimentation pour animaux. Globalement, 90 % de la production mondiale de soja et 86 % de la production mondiale d'autres oléagineux devraient être triturés en 2026.

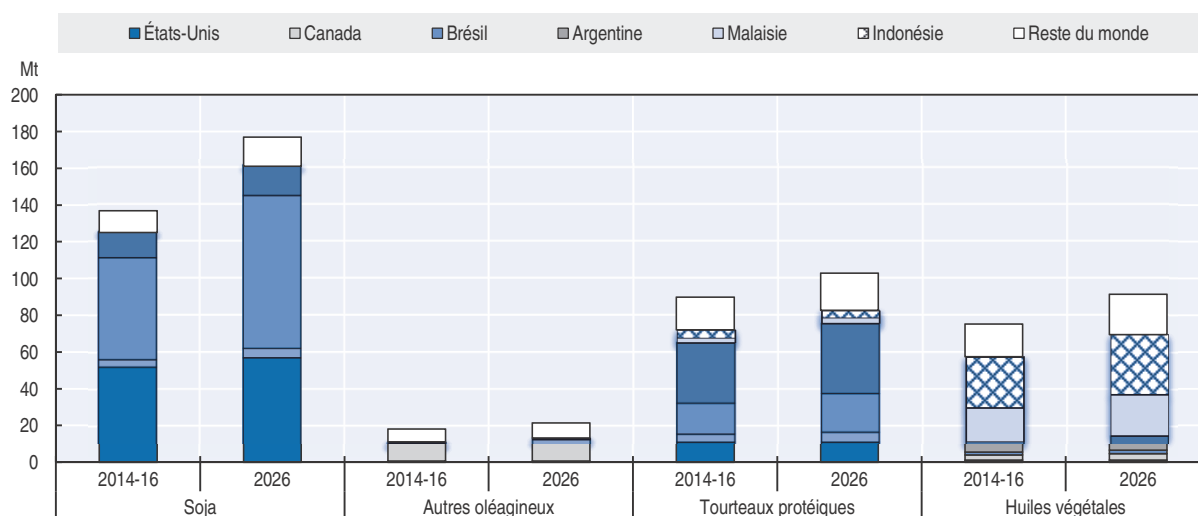
L'huile végétale comprend l'huile obtenue par trituration de graines de soja et d'autres oléagineux (55 % de la production mondiale environ), l'huile de palme (36 %), et l'huile de palmiste, de coco et de coton. L'essor de la demande d'huile végétale devrait fléchir au cours de la décennie à venir en raison, d'une part du recul de la croissance de la consommation alimentaire humaine par habitant dans les pays en développement, qui sera de 1.1 % par an contre 3.1 % au cours des dix années précédentes, et, d'autre part de la stabilisation de la demande d'huile végétale destinée à la production de biodiesel. Malgré le ralentissement de l'augmentation des superficies en palmiers à huile matures, la production va continuer de progresser sensiblement en Indonésie (au rythme de 2.0 % contre 7.0 % par an les dix années précédentes) et en Malaisie (1.5 % contre 1.2 % par an).

Le tourteau de soja représente l'essentiel de la production et de la consommation de tourteaux protéiques. La hausse de la consommation de ces derniers (1.7 % par an contre 4.1 % au cours de la décennie écoulée) sera limitée par le ralentissement de la croissance de la production animale mondiale et du fait que la proportion de tourteau protéique intégré dans la ration alimentaire animale en Chine se stabilise. En effet, la consommation de tourteau protéique devrait progresser de 2.3 % par an en Chine, contre 7.9 % par an pendant la décennie précédente ; ce rythme reste malgré tout supérieur à celui de l'accroissement de la production animale.


Les huiles végétales font partie des produits agricoles dont les échanges internationaux absorbent la part de la production la plus importante (42 %). Cette proportion devrait rester stable tout au long de la période de projection, les exportations s'établissant à 91 Mt en 2026. La Malaisie et l'Indonésie, deux pays à vocation exportatrice, continueront de réaliser l'essentiel des exportations (graphique 3.2). En effet, l'Indonésie exporte à peu près les deux tiers de l'huile végétale qu'elle produit et la Malaisie, 80 %. La proportion devrait demeurer inchangée dans cette dernière, mais en Indonésie, elle devrait décroître, car davantage d'huile végétale sera utilisée pour produire des biocarburants. Les exportations indonésiennes progresseront ainsi de 1.5 % par an, contre 6.1 % au cours de la décennie précédente.

Les Amériques continuent de réaliser l'essentiel des exportations de soja, d'autres oléagineux et de tourteaux protéiques. En Argentine, l'abandon progressif des taxes à l'exportation ouvre de nouvelles perspectives aux exportateurs de soja, de tournesol et de leurs dérivés, mais des surfaces pourraient être réattribuées aux cultures céréalières qui leur font concurrence et qui bénéficient quant à elles d'une libéralisation immédiate des exportations. L'accroissement des échanges mondiaux de soja devrait sensiblement ralentir au cours de la décennie à venir par rapport à la décennie écoulée. Cette évolution est directement liée au fléchissement anticipé de l'augmentation des tonnages transformés en Chine.

L'augmentation attendue de la production de soja et d'huile de palme dépendra de la disponibilité de terres supplémentaires, qui pourrait être limitée par de nouvelles lois sur la protection de l'environnement, notamment dans le cas des plantations de palmiers à

Graphique 3.2. **Exportations d'oléagineux et de produits oléagineux par région**

Source : OECD/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524201>

huile. Les politiques relatives aux biocarburants aux États-Unis, dans l'Union européenne et en Indonésie représentent également une source d'incertitude parce qu'elles déterminent en très grande partie la demande d'huile végétale dans ces pays et régions. En outre, les problèmes et incertitudes communs à la plupart des produits de base (conjoncture macroéconomique, cours du pétrole brut et conditions météorologiques) ont des conséquences importantes dans le secteur des oléagineux.

Le chapitre détaillé des oléagineux et produits oléagineux est disponible en ligne à l'adresse
http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-8-fr

SUCRE

Situation du marché

Après cinq années consécutives d'excédents sur les marchés mondiaux, la campagne 2015 a marqué le début d'une période de déficit de production. D'après les statistiques préliminaires, la production sera également déficitaire pendant la campagne 2016-17, les hausses attendues étant considérées insuffisantes pour répondre à la demande mondiale. Cette pénurie mondiale est due en partie à un ralentissement de la production dans certains des principaux pays exportateurs, à savoir le Brésil et la Thaïlande, mais aussi à une contraction en Inde, deuxième producteur mondial. Il n'est pas prévu, toutefois, que le ratio mondial stocks/consommation redescende aux niveaux observés en 2009 et 2010, malgré les déstockages sur le marché intérieur entrepris par les pouvoirs publics chinois.

Contrairement à ce qu'il se passe avec d'autres produits agricoles de base, le sucre s'échange à des cours relativement élevés. Ces derniers ont commencé à grimper en flèche au milieu de l'année 2015 en raison de tensions sur le marché, après quatre campagnes marquées par des prix mondiaux relativement bas. L'isoglucose, l'alternative la plus compétitive au sucre, représente environ 10 % du marché des édulcorants ; il a également vu son prix augmenter en 2016 en raison d'un réalignement entre l'offre et la demande aux États-Unis, principal pays exportateur. Ces cours élevés sur les marchés internationaux laissent présager de belles perspectives de production pour les années qui viennent.

Principaux éléments des projections

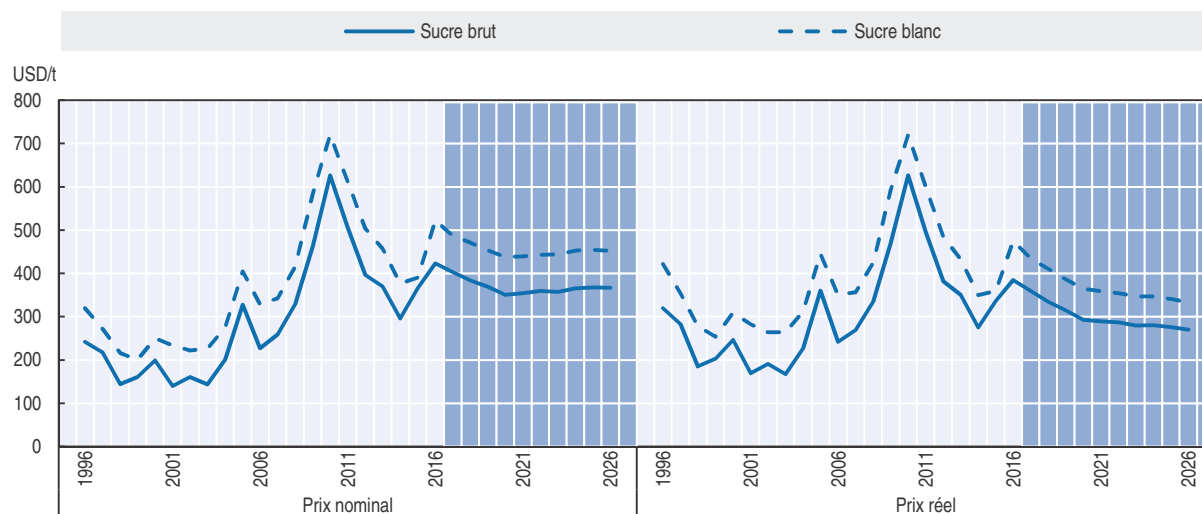
Au début de la période des projections, les cours mondiaux du sucre sont relativement élevés, ce qui détermine l'équilibre du marché dans les années suivantes. Dans l'hypothèse de conditions météorologiques normales et d'un prix modique des intrants, l'activité des sucreries devrait s'intensifier sur la période, augmentant par là-même la disponibilité de ce produit. Les prix du sucre devraient baisser pendant quelques années avant de se redresser légèrement en valeur nominale, mais ils continueront de diminuer en valeur réelle. Le ralentissement de la croissance démographique et l'évolution du comportement des consommateurs vis-à-vis du sucre devraient très probablement peser sur la demande. Le marché restera tributaire des chocs qui affectent la production, des facteurs macroéconomiques et des politiques intérieures qui façonnent les performances de la filière. Des efforts de libéralisation ont été menés dans les principales régions de production, y compris dans l'Union européenne (suppression du quota en 2017) et en Inde, et la Thaïlande devrait réformer sa politique sucrière à la suite de la plainte déposée par le Brésil à l'OMC.

Les superficies consacrées aux cultures sucrières devraient augmenter dans de nombreuses régions du monde, ces cultures étant plus rémunératrices que d'autres. Exploitée surtout dans les pays en développement (Afrique, Asie et Amérique du Sud), la canne à sucre reste la principale culture sucrière. La betterave à sucre devrait voir sa part de la production reculer légèrement, passant de 14 % durant la période de référence à 12.9 % en 2026. Le Brésil est le premier producteur et exportateur mondial de sucre et sa filière devrait se relever après avoir connu de gros problèmes financiers ces dernières années. Signe de la reprise, les investissements dans le renouvellement des plantations

ont augmenté et devraient continuer à le faire. En outre, compte tenu du recul des cours mondiaux du pétrole, le sucre devrait être relativement plus rentable que l'éthanol au début de la période de projection, mais une croissance plus forte de la production d'éthanol est attendue sur la période dans son ensemble.

En Asie, la croissance solide de la demande de sucre continuera de soutenir le développement du secteur durant la période couverte. Les efforts de déréglementation ne devraient pas aboutir à une suppression pure et simple des mesures de soutien et de protection à la frontière, mais devraient malgré tout se répercuter sur le marché. Une progression positive est également prévue en Afrique, où le nombre d'usines en service augmente (en particulier en Éthiopie). Globalement, la production de plantes sucrières et de sucre devrait s'accroître, de 17 % et 24 % respectivement ces dix prochaines années, et la croissance de la proportion de la production de canne à sucre transformée en éthanol devrait baisser légèrement, passant d'environ +0.6 % par an durant la décennie écoulée à 0.4 % pendant la décennie à venir.

Graphique 3.3. **Prix nominal et réel du sucre dans le monde**



Note : prix du sucre brut : contrat Intercontinental Exchange n° 11, prix à terme à l'échéance la plus proche; prix du sucre raffiné, marché de l'Euronext, Liffe, contrats futurs No. 407, Londres. Les prix du sucre en termes réels sont les prix nominaux déflatés par le déflateur du PIB des États-Unis (2010 = 1).

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-en>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933524220>

Durant la période de projection, la croissance de la demande mondiale d'édulcorants par habitant ne devrait pas beaucoup évoluer par rapport aux dix dernières années (0.7 % par an contre 0.6 %). Le ralentissement de la croissance démographique freinera la progression de la demande, tout comme l'évolution des comportements vis-à-vis de la consommation de produits sucrés, qui est de plus en plus souvent associée à l'obésité et à d'autres problèmes de santé. Certaines entreprises ont pris des mesures récemment pour réduire la teneur en sucre de leurs produits. Il n'est pas prévu que la consommation de sucre augmente dans les pays développés pendant la décennie qui vient, mais sous l'effet de la croissance démographique et de l'urbanisation, elle devrait s'accroître dans les pays en développement, où les consommateurs consacrent une proportion plus importante de

leurs ressources aux boissons et à l'alimentation. Globalement, la consommation d'édulcorants devrait augmenter de 20.3 % ces dix prochaines années.

Le sucre restera une denrée très échangée, environ 33 % de la production totale devant être exportée durant la période couverte par les projections. Les exportations devraient rester concentrées, 48 % du total provenant du Brésil, où la production de canne à sucre est partagée entre la production de sucre, dont 72 % sont exportés, et la production d'éthanol utilisé sur place. Les exportations devraient s'accroître dans les pays qui ont modernisé ou réformé leur secteur sucrier (notamment l'Australie, l'Union européenne et la Thaïlande). Les importations resteront diversifiées et seront déterminées principalement par la demande de l'Afrique et de l'Asie.

Après une diminution régulière pendant quatre campagnes consécutives, les prix internationaux du sucre se situent à un niveau relativement élevé depuis 2015, même s'ils demeurent près de 28 % en dessous du sommet atteint en 2010. Les prix nominaux devraient diminuer ces prochaines années, puis se stabiliser à un palier relativement haut par rapport à la moyenne de long terme calculée avant la hausse de 2009. Le prix du sucre devrait s'établir à 367 USD/t en 2026, avec une prime au sucre blanc estimée à 86 USD/t. En termes réels, les cours devraient diminuer régulièrement pour s'établir à un niveau plus bas, en moyenne, que pendant les dix années précédentes.

Les perspectives pour la production de sucre dépendent d'un certain nombre de facteurs, comme les événements météorologiques, la situation macroéconomique et les politiques nationales. Toute modification de ces paramètres influera sur les résultats des projections, sur les échanges de sucre et sur les cours. Ainsi, une modification de la valeur de la devise brésilienne (real) par rapport au dollar des États-Unis ou des cours mondiaux du pétrole brut se répercutera sur la marge bénéficiaire des producteurs de sucre, ce qui aura des conséquences sur les échanges de ce produit. Les projections pourraient aussi subir l'effet de mouvements sur les marchés de cultures concurrentes, du secteur des aliments du bétail, des biocarburants ou des fluctuations des prix d'autres édulcorants caloriques.

Le chapitre détaillé du sucre est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-9-fr

VIANDE

Situation du marché

La production mondiale de viande n'a globalement augmenté que de 1 % en 2016 – passant à 317 millions de tonnes –, la hausse enregistrée en Europe et dans les Amériques étant contrebalancée par un recul de la production en Chine en particulier, mais aussi en Australie. Cette progression est la plus modeste enregistrée sur un an au cours de la décennie écoulée. La production de viande de volaille et de viande bovine a augmenté, alors que celle des viandes porcine et ovine a diminué.

Selon l'indice des prix de la viande de la FAO, les prix se situaient début 2016 à un niveau peu élevé, équivalent à celui constaté à la fin 2009, et malgré un redressement dans le courant de l'année, ils se sont établis en moyenne annuelle au niveau de 2010, soit très en deçà des sommets récents. Ils ont augmenté pour tous les types de viande, en particulier les viandes ovine, porcine et de volaille ; la hausse a toutefois été plus modeste en ce qui concerne la viande bovine. L'offre restreinte de viande porcine dans l'Union européenne et de viande ovine dans la région Océanie explique la hausse des prix de ces produits. S'agissant de la viande de volaille, c'est la demande internationale soutenue (en particulier de l'Asie) qui a maintenu les prix. Parallèlement, la reprise de la production de viande bovine aux États-Unis a réduit les besoins d'importations de ce pays, d'où une augmentation plus modeste des prix mondiaux de ce produit que de ceux des autres types de viande.

Les échanges mondiaux de viande sont repartis à la hausse en 2016, atteignant 30 millions de tonnes (+5 %). Cela représente un retour à la tendance après la baisse de 2015. Les échanges se sont accrus de 9 % pour la viande porcine, de 5 % pour la volaille et de 3 % pour la viande bovine, alors qu'ils ont reculé de 3 % pour la viande ovine. En ce qui concerne les pays, la Chine en particulier a augmenté ses importations de viande, de même que l'Afrique du Sud, le Chili, la Corée, les Émirats arabes unis, le Mexique, les Philippines et l'Union européenne. En revanche, aux États-Unis et au Canada, l'augmentation de la production intérieure a conduit à une baisse des importations. Ces dernières ont également diminué en Australie, dans la Fédération de Russie et en Angola. La progression des exportations mondiales de viande est imputable en premier lieu au Brésil et à l'Union européenne, suivis par les États-Unis. Les ventes se sont également accrues en Argentine, au Canada, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, au Paraguay et en Thaïlande. Elles ont, en revanche, reculé en Afrique du Sud, en Australie, en Chine, en Inde et en Turquie.

Principaux éléments des projections

Les perspectives du marché de la viande demeurent relativement favorables pour les producteurs. Les prix des céréales fourragères diminuent et devraient, dans des conditions météorologiques stables, se maintenir à un niveau peu élevé pendant la période de projection. Cela confère de la stabilité à un secteur où les coûts d'alimentation ont été, au cours de la précédente décennie, particulièrement élevés et fluctuants pendant des périodes prolongées. C'est le cas en particulier dans des régions comme les Amériques, l'Australie et l'Europe, où les céréales fourragères sont utilisées de manière plus intensive dans la production de viande.

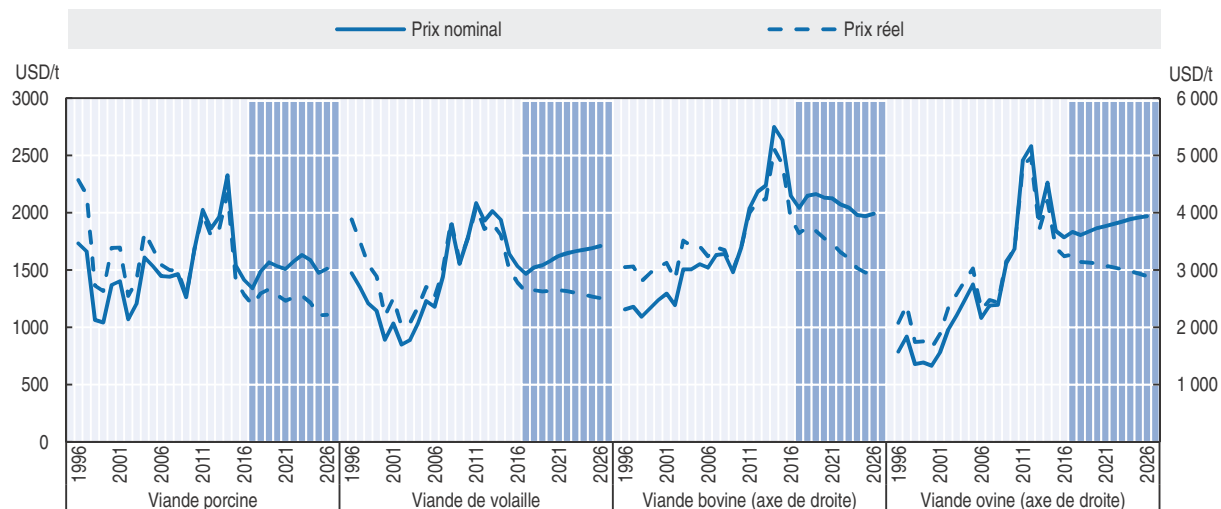
En 2026, la production de viande devrait avoir augmenté de 13 % par rapport à la période de référence (2014-16). La hausse a été de près de 20 % au cours de la décennie écoulée. Les pays en développement devraient représenter la majeure partie de l'augmentation totale, moyennant une utilisation plus intensive d'aliments pour animaux dans le processus de production. La viande de volaille faisant l'objet d'une demande accrue parce qu'elle est plus abordable que les viandes rouges, elle est le principal moteur de la progression de la production totale de viande. Ses faibles coûts de production et ses prix de vente peu élevés contribuent à en faire une viande de choix pour les producteurs et les consommateurs des pays en développement. Dans le secteur de la viande bovine, la reconstitution des effectifs est à l'œuvre dans plusieurs grandes régions de production, mais le recul des abattages dans ces régions devrait être compensé par l'augmentation des poids carcasse. Dans les pays plus avancés dans le processus de reconstitution, la production est accrue par la hausse du nombre d'abattages. La conséquence est un léger accroissement de la production de viande bovine à partir de 2016. Cette tendance devrait s'accroître à compter de 2017, du fait de la poursuite de l'augmentation du nombre des abattages. La production de viande porcine progresse également après 2017 en raison de l'agrandissement progressif du cheptel en Chine. Cette croissance des effectifs est toutefois ralentie par le renforcement des réglementations environnementales et les problèmes de bien-être animal touchant le secteur porcin. La production devrait également s'accroître dans le secteur de la viande ovine, à hauteur de 2.0 % par an au niveau mondial, un pourcentage plus élevé que lors de la précédente décennie. Les hausses de production auront lieu principalement en Chine, mais aussi en Algérie, en Australie, au Bangladesh, en Iran, au Nigéria, au Pakistan et au Soudan.

Au niveau mondial, la proportion de la production de viande qui est exportée devrait rester plus ou moins stable pendant toute la période de projection (environ 10 %), la viande de volaille représentant la majeure partie de l'augmentation des volumes. La hausse de la demande d'importations sera faible pendant les premières années de la période de projection, principalement à cause de la baisse des importations de la Chine et de la Fédération de Russie. La demande d'importations va s'accroître pendant la seconde moitié de la période en raison de la hausse des importations dans le monde en développement. Cette progression de la demande sera particulièrement forte aux Philippines et au Viet Nam, mais aussi en Afrique subsaharienne, qui représente une grande partie de l'accroissement des importations tous types de viande confondus. Bien que l'on s'attende à ce que les pays développés continuent de représenter un peu plus de la moitié des exportations mondiales de viande à l'horizon 2026, leur part diminuera sans discontinuer par rapport à la période de référence. Parallèlement, la part des exportations mondiales des deux plus gros exportateurs de viande – le Brésil et les États-Unis – devrait approcher 44 %, ce qui signifie que ces deux pays contribueront pour près de 70 % à l'augmentation prévue des exportations mondiales au cours de la période de projection.

Au début de la période de projection, les prix nominaux de la viande devraient s'établir à un niveau inférieur ou égal à celui enregistré en 2016. Ils ne devraient évoluer que marginalement à la hausse, à mesure que le marché se développe et exerce une pression à la baisse. Malgré l'absence de perturbation des cycles de production qui demandent plus de temps (ceux des viandes bovine et ovine), les prix nominaux de l'ensemble des viandes devraient être plus élevés en 2026 qu'actuellement. D'ici à 2026, le prix de la viande bovine devrait se hisser à 3 984 USD/t équivalent poids carcasse (epc) et celui de la viande ovine à 3 938 USD/t epc ; parallèlement, les prix mondiaux de la viande porcine et de la volaille

devraient monter jusqu'à environ 1 500 USD/t epc et 1 709 USD/t poids produit (pp) respectivement, la demande de viande de volaille augmentant plus rapidement que celle de porc. En termes réels, les prix de tous les types de viande devraient suivre une tendance à la baisse (graphique 3.4), alors que les écarts entre le prix de la viande et les coûts des aliments du bétail restent conformes aux tendances antérieures.

Graphique 3.4. **Prix mondiaux de la viande**



Note : Bouvillons, 1 100-1 300 lb poids paré, Nebraska, États-Unis. Prix du barème de l'agneau poids paré, moyenne toutes catégories, Nouvelle-Zélande. Gorets châtrés et cochettes, n° 1-3, 230-250 lb poids paré, Iowa/Minnesota, États-Unis. Brésil : valeur unitaire des exportations de poulet (FOB) en poids de produit.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524239>

La consommation mondiale de viande par habitant devrait se stabiliser à 34,6 kg en poids au détail d'ici à 2026, soit une progression de moins de 500 g par rapport à la période de référence. Toutefois, compte tenu du fort accroissement démographique dans une grande partie du monde en développement, la consommation totale devrait augmenter de près de 1,5 % par an. La consommation supplémentaire par habitant se composera principalement de viande de volaille, tandis que la consommation par habitant de viande porcine sera en recul à l'échelle mondiale. En valeur absolue, l'augmentation de la consommation totale des pays développés représentera au cours de la période de projection environ un cinquième de celle du monde en développement, où elle est alimentée principalement par une croissance démographique et une urbanisation rapides. Ces facteurs jouent un rôle particulièrement important en Afrique subsaharienne, où la consommation totale au cours de la période croît plus rapidement que dans toute autre région. La hausse de la consommation se répartit également de façon différente, la viande bovine représentant presque la majeure partie de l'accroissement total. Par ailleurs, on s'attend à ce que la demande d'importations continue d'augmenter en Asie du Sud-Est.

À l'échelle mondiale, les flambées épidémiologiques et les politiques commerciales restent deux des principaux facteurs qui déterminent l'évolution et la dynamique du marché de la viande. La mise en œuvre de divers accords commerciaux au cours de la période de projection – comme l'Accord de libre-échange entre la Chine et l'Australie (ratifié), l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU) (signé) ou l'accord économique et commercial

global (AECG) – pourrait permettre d'accroître et de diversifier les échanges de viande. Les politiques nationales (par exemple la révision, en 2018, de la loi agricole aux États-Unis) auront également des conséquences sur le secteur. Les autres facteurs pouvant avoir une incidence sur les perspectives sont notamment les préférences et les attitudes des consommateurs à l'égard de la viande. Leurs préférences vont aux produits provenant d'animaux élevés en liberté et sans antibiotiques, mais il est difficile de déterminer dans quelle mesure ils ont la volonté et la capacité de payer ces produits plus cher.

Le chapitre détaillé des viandes est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-10-fr

PRODUITS LAITIERS

Situation du marché

Les cours mondiaux du lait ont commencé à augmenter au second trimestre 2016, principalement tirés par le prix du beurre et du lait entier en poudre. C'est ainsi que s'est inversé le mouvement à la baisse qui avait commencé en 2014 en raison du recul de la demande chinoise, de l'interdiction des importations russes en provenance de plusieurs pays et de la hausse de la production de certains grands exportateurs. De janvier à décembre 2016, les prix du beurre et du lait entier en poudre ont augmenté de 40 % et 56 % environ, respectivement.

Le prix du beurre a donc opéré un net redressement, mais les hausses futures seront limitées comparativement à celles d'autres produits laitiers. Le prix d'autres produits laitiers, comme le fromage ou le lait écrémé en poudre, augmente moins vite, mais devrait poursuivre son ascension en 2017. La remontée du prix des produits laitiers en 2016 s'explique par l'effondrement de la production en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Argentine et dans l'Union européenne (uniquement au deuxième semestre de l'année), mais aussi par une forte demande, en particulier de fromage et de beurre.

L'Océanie a produit moins de lait pour les raisons suivantes : baisse du prix des produits laitiers en 2015-16, conditions météorologiques défavorables liées au phénomène *El Niño*, mauvais état des pâturages et renchérissement des vaches de réforme, ce qui a donné lieu à une réduction du cheptel laitier de 1.6 % en 2016. Ce phénomène a toutefois favorisé le renouvellement du troupeau avec l'introduction d'animaux plus jeunes et plus productifs, bien que le taux mensuel de réforme diminue en raison de la hausse du prix mondial des produits laitiers. Compte tenu du cycle de production du cheptel laitier, on peut donc s'attendre à un lent rétablissement des effectifs mais à une amélioration des rendements. Alors que la Chine, premier importateur de produits laitiers, a réduit ses importations, principalement de lait entier en poudre, par rapport aux niveaux record atteints en 2013-14, les exportations de l'Océanie repartent peu à peu à la hausse, grâce à des expéditions plus importantes vers des pays comme l'Algérie, l'Indonésie, le Mexique, la Fédération de Russie, le Yémen, le Bangladesh ou l'Égypte. La Nouvelle-Zélande a diminué sa production de lait entier en poudre mais accru celle de fromage, pour répondre à la demande mondiale.

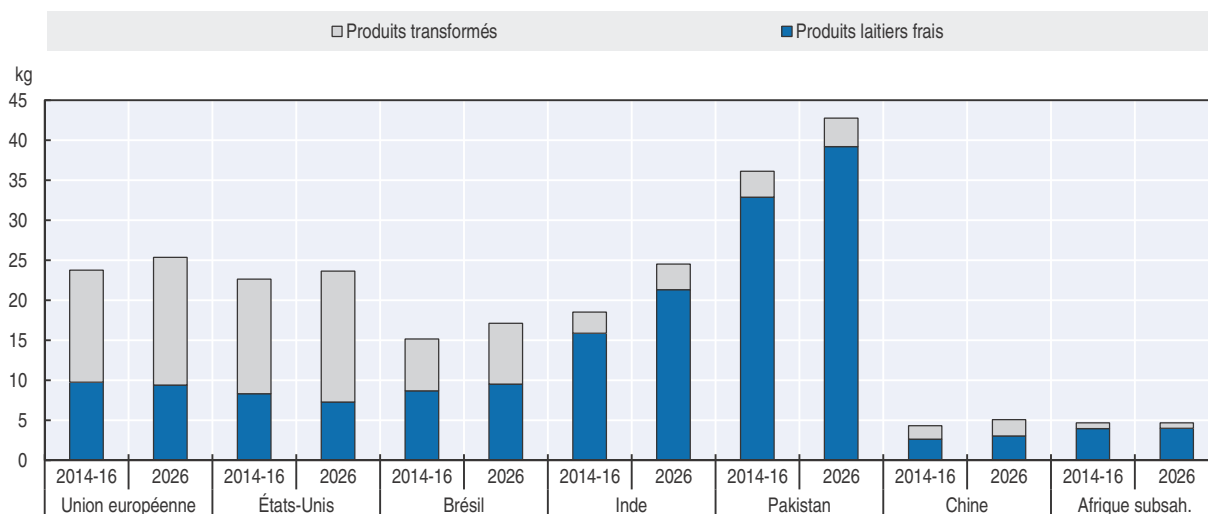
Plusieurs facteurs (en particulier l'interdiction des importations dans la Fédération de Russie, la hausse de la production en Nouvelle-Zélande, en Australie et aux États-Unis, l'élimination des quotas, et la baisse des exportations de poudre de lait entier ou écrémé vers la Chine) ont placé le secteur laitier de l'UE dans une situation difficile en 2015. Les choses ont changé à la mi-2016. Du côté de l'offre, 351 029 tonnes de lait écrémé en poudre ont été retirées du marché moyennant des achats publics effectués dans le cadre de la politique d'intervention de l'UE. Il est prévu d'écouler ce stock au cours des deux années qui viennent. Par ailleurs, la consommation intérieure et internationale de fromage et de beurre a augmenté, tandis que certains grands pays producteurs réduisaient leur production. L'UE, quant à elle, a accru sa production, et ses exportations de fromage et de beurre ont progressé de 9.5 % et 23 % respectivement, tandis que ses exportations de lait écrémé en poudre et de lait entier en poudre diminuaient de 18 % et 5 %.

Principaux éléments des projections

Dans les pays développés, les consommateurs privilégient à nouveau le beurre et les matières grasses du lait plutôt que les produits de substitution à base d'huile végétale. En effet, l'évaluation des effets des matières grasses du lait sur la santé est aujourd'hui plus favorable, les goûts des consommateurs changent et cette évolution favorise les aliments non transformés. En conséquence, ces matières grasses sont de plus en plus utilisées en boulangerie. Sous l'effet de l'accroissement des revenus et de la population, mais aussi de l'uniformisation des habitudes alimentaires dans le monde, les pays en développement devraient consommer davantage de produits laitiers. La consommation par habitant devrait passer de 20.2 kg (extrait sec du lait) en 2014-16 à 21.4 kg en 2026 dans les pays développés, et de 10.9 kg à 13.2 kg dans les pays en développement. On constate toutefois d'importantes disparités régionales entre pays en développement, où les produits laitiers frais resteront, de loin, les plus consommés. Dans les pays développés, les consommateurs préfèrent les produits transformés (graphique 3.5).

Graphique 3.5. **Consommation par habitant de produits laitiers frais et transformés**

Extrait sec de lait



Note : La teneur en extrait sec de lait est calculée en additionnant les montants de matière grasse et de matière solide non grasse pour chaque produit. Les produits transformés incluent le fromage, le beurre, le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre.

Source : OECD/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524258>

Bien que, dans certains pays, la production de lait soit restée limitée ces dernières années, elle devrait augmenter de 178 Mt (22 %) à l'horizon 2026 par rapport à la période de référence 2014-16. La part des pays développés dans cette production diminue au fil du temps, passant de 49 % en 2016 à 44 % en 2026. L'essentiel de la hausse de la production (77 %) devrait être réalisé par les pays en développement, le Pakistan et l'Inde en particulier, qui devraient représenter 29 % de la production totale de lait d'ici à 2026, contre 24 % durant la période de référence. Dans les pays en développement, la production de lait devrait croître de 2.7 % par an et la production supplémentaire devrait être en grande partie consommée localement sous forme de produits laitiers frais. Au niveau mondial, la production de lait entier en poudre augmente de 1.9 % par an, tandis que le beurre et le lait

écrémé en poudre progressent plus rapidement, au rythme de 2 % et 2.5 % par an respectivement, contre 1.4 % par an dans le cas du fromage.

Partant d'un niveau relativement bas en 2016, la hausse de la demande devrait permettre une majoration des prix des produits laitiers à moyen terme. En 2026, les prix du fromage, actuellement inférieurs aux prix du beurre, dépasseront ces derniers et seront plus élevés de 38 % que pendant la période de référence. Les prix du lait en poudre augmenteront à une allure modérée à court terme, en raison de la lente reprise de la demande de ce produit en Chine. Les prix du lait écrémé et du lait entier en poudre ne devraient pas renouer avec les niveaux record atteints en 2013-14, mais ils s'accroîtront de 76 % et 60 % respectivement entre la période de référence et 2026, ce qui correspond à des hausses modestes en termes réels.

La dépréciation prévue, à moyen terme, des monnaies de l'Argentine et du Brésil par rapport au dollar des États-Unis favorisera la hausse des exportations de ces pays, dès lors plus compétitives. S'agissant des importations, la monnaie de la plupart des grands pays importateurs (à savoir les Philippines, l'Égypte, l'Iran et l'Indonésie) devrait également connaître une dépréciation, ce qui fera diminuer leur demande d'importations. Au Japon, le vieillissement de la population restreint la demande d'importations, tandis qu'au Canada, la réaction est limitée par les mesures de soutien à la filière laitière. Entre la période de référence et 2026, la part des exportations de produits laitiers de l'Union européenne passe de 24 % à 28 %. L'Inde, premier producteur mondial de lait, possède un marché intérieur important et en expansion. Ce pays ne devrait donc pas devenir un acteur influent sur le marché international.

Le chapitre détaillé des produits laitiers est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-11-fr

PRODUITS HALIEUTIQUES ET AQUACOLES

Situation du marché

Le secteur mondial de la pêche et de l'aquaculture a poursuivi sa croissance en 2016, à un rythme toutefois mesuré. Cette timide progression tient à un certain nombre de facteurs tels que des maladies touchant la production aquacole, la survenance d'un épisode *El Niño*, des contraintes réglementaires et l'incapacité dans laquelle demeure le secteur de la pêche de poursuivre sa croissance dans les conditions d'exploitation actuelles. La croissance globale de la production est imputable à l'aquaculture, la pêche ayant enregistré une diminution des captures de certaines espèces de premier plan comme l'anchois (destiné principalement à produire de la farine et de l'huile de poisson).

Bien que plusieurs pays exportateurs aient rencontré des difficultés du côté de l'offre, les échanges internationaux de produits halieutiques et aquacoles ont augmenté en valeur en 2016, ce qui a compensé une partie du repli accusé en 2015. Cette hausse s'explique essentiellement par le renchérissement d'un certain nombre de produits de la mer très échangés, notamment du saumon. Selon l'indice des prix du poisson de la FAO, les prix internationaux ont augmenté en moyenne de 7 % au second semestre 2016 par rapport à la même période l'année précédente. Malgré tout, la demande des consommateurs est restée soutenue et la consommation de poisson par habitant a dans l'ensemble légèrement augmenté. Après révision des statistiques sur les captures passées, il est apparu que l'aquaculture était devenue la première source mondiale de poisson destiné à la consommation humaine dès 2013 plutôt qu'en 2014 comme on le pensait précédemment.

Principaux éléments des projections

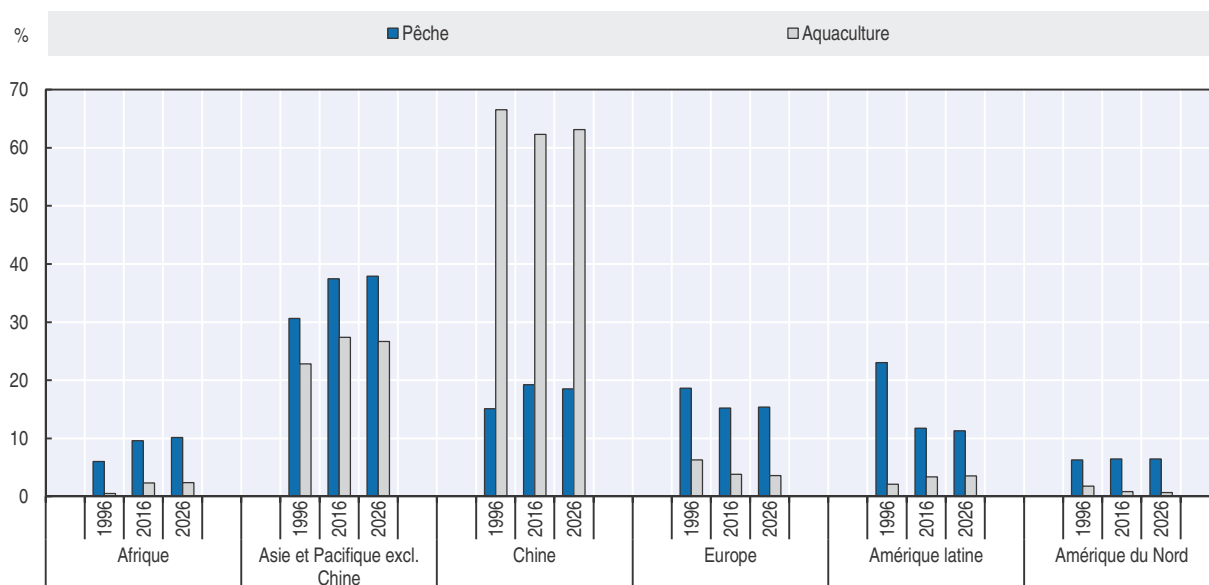
Les prix nominaux moyens du poisson échangé devraient continuer de croître à un taux de 0.8 % par an sur la période considérée et enregistrer une hausse totale de 7.3 % d'ici 2026 par rapport à la période de référence de 2014-16. Ils devraient rester relativement stables ou légèrement reculer jusqu'en 2020 avant d'amorcer une hausse jusqu'en 2026, aussi bien pour les produits aquacoles que pour la pêche. Les prix nominaux de la farine et de l'huile de poisson continuent de se tendre sur la période de projection, avec des taux de croissance annuelle respectivement de 3.4 % et 2.0 %.

La production totale de poisson à l'échelle mondiale devrait gagner tout juste plus de 1 % par an sur la période visée, soit bien moins que lors de la décennie précédente (2.4 %). En termes absolus, la production totale devrait atteindre 193.9 Mt d'ici 2026, signant une hausse de 15.2 % (25.6 Mt) par rapport à la période de référence, en partie sous l'effet d'un épisode *El Niño* anticipé en 2026. Ce ralentissement tient à une contraction de la croissance à la fois dans le secteur de la pêche et dans celui de l'aquaculture. Le taux de croissance annuel des captures devrait être négatif sur la période de projection, -0.1 %, contre +0.3 % lors de la décennie précédente (2007-16).

La décélération observée dans l'aquaculture devrait se poursuivre puisque la croissance annuelle devrait passer de 5.3 % sur la période 2007-16 à 2.3 % sur la période 2017-26. La production aquacole devrait supplanter les captures (y compris celles destinées à des usages non alimentaires) en 2021, année au cours de laquelle ces dernières devraient s'inscrire en baisse du fait d'un épisode *El Niño* ; elle devrait ensuite continuer sa progression

en termes absolus jusqu'à la fin de la période de projection. La production aquacole mondiale devrait passer la barre des 100 Mt pour la première fois en 2025 et atteindre 102 Mt en 2026. Cette croissance continue s'explique par la rentabilité durable de l'aquaculture dans un contexte où les aliments pour animaux sont relativement bon marché, et cette rentabilité devrait rester élevée à court terme, notamment pour les espèces nécessitant peu de farine et d'huile de poisson. La production de certaines espèces d'eau douce, comme les silures, les pangas, les tilapias et les carpes, devrait afficher les plus forts taux de croissance au cours des dix prochaines années, tous supérieurs à 35 %, contre environ 27 % pour le saumon/la truite, et 28 % pour les crevettes, et environ 24 % pour les mollusques.

Graphique 3.6. **Contributions régionales à la production mondiale de poissons, mollusques et crustacés**



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524277>

La part des captures transformées en farine et en huile de poisson continuera de diminuer au cours de la prochaine décennie et, en 2026, elle sera inférieure de 3.4 % à la proportion enregistrée lors de la période de référence. Plus efficiente, la transformation des déchets de poisson permet de produire de plus grandes quantités de farine et d'huile, si bien que cette diminution de la proportion des captures broyées devrait rester sans effet sur la production mondiale totale de farine et d'huile de poisson, laquelle restera relativement stable (hormis les années où se produira le phénomène *El Niño*). La production de farine et d'huile à partir de déchets de poisson continuera de croître, au rythme de 1.6 % et 1.5 % par an, respectivement, sur la période 2017-26. Entre la période de référence et 2026, la proportion de l'huile de poisson provenant des déchets passera de 35.7 % à 40.1 %, contre une hausse de 26.9 % à 29.2 % pour la farine de poisson sur la même période. Avec une demande en hausse de la part du secteur aquacole et une offre stable, le prix de la farine de poisson continuera d'augmenter par rapport à celui des tourteaux d'oléagineux.

La consommation humaine de poisson devrait augmenter à l'échelle mondiale, passant de 148.8 Mt lors de la période de référence à 177.4 Mt en 2026 mais, comme c'est le cas pour la production, la croissance décélère et devrait s'établir à 1.4 % par an sur la période 2017-26, contre 2.9 % par an en 2007-16. La consommation par habitant devrait elle aussi ralentir sa croissance, qui passera de 1.7 % par an entre 2007 et 2016 à 0.4 % par an sur la période de projection, pour atteindre 21.6 kg en 2026. À l'échelle mondiale, la consommation humaine représentera une plus forte proportion de la production de poisson en 2026 (91.5 %) qu'au cours de la période de référence (88.4 %). À l'échelle régionale, la consommation par habitant devrait poursuivre sa tendance haussière dans les Amériques et en Europe, mais les taux de croissance devraient diminuer en Asie (passant de 2.5 % sur la période 2007-16 à 0.6 % en 2017-26) et devenir négatifs en Afrique (-0.3 % par an sur la période 2017-26). Le recul anticipé en Afrique suscite de vives inquiétudes du point de vue de la sécurité alimentaire.

Environ 35 % de la production totale de poisson (30 % si l'on exclut les échanges intra-UE) devraient être exportés sous la forme de divers produits destinés à l'alimentation humaine, de farine ou d'huile. Après s'être repliés en 2015-16, les échanges mondiaux de poisson destiné à la consommation humaine repartiront à la hausse au rythme de 1.5 % par an sur la période de projection pour augmenter au total de 12.9 % d'ici 2026 (5.0 Mt pv). Ce taux de croissance est toutefois plus mesuré que celui observé lors de la décennie précédente. Les pays asiatiques, qui sont les principaux producteurs, devraient rester au premier rang des exportateurs de poisson destiné à la consommation humaine, assurant 53 % des exportations mondiales en 2026 d'après les prévisions, contre 50 % entre 2014 et 2016. Sur la même période, les pays développés verront leur part des importations mondiales passer de 53 % à 52 %.

De nombreux facteurs influencent l'évolution et la dynamique des marchés mondiaux de produits halieutiques et aquacoles, si bien que les projections sont empreintes d'incertitudes. S'agissant de la production, les facteurs en jeu concernent entre autres la dégradation de l'environnement et la destruction des habitats, la surpêche, la pêche illégale, non réglementée et non déclarée, le changement climatique, les problèmes transfrontières associés à l'utilisation des ressources naturelles, les failles dans la gouvernance, l'invasion d'espèces allogènes, les maladies et échappements, l'accessibilité et la disponibilité des sites et des ressources en eau, ainsi que la technologie et les financements. Du point de vue de l'accès au marché, les enjeux sont notamment liés à la sécurité et à la traçabilité des aliments, au besoin de démontrer que les produits ne proviennent pas d'activités de pêche illégales et interdites, et aux incertitudes qui entourent le climat des échanges internationaux à court et moyen terme.

Le chapitre détaillé des produits halieutiques et aquacoles est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-12-fr

BIOCARBURANTS

Situation du marché

Les prix mondiaux du biodiesel et de l'éthanol se sont stabilisés en 2016. La demande de biocarburants s'est maintenue en raison de l'obligation d'incorporation de bioénergies et de l'envolée de la demande de carburants dans les transports, elle-même due au fait que les prix de l'énergie sont restés modestes. Le rapport entre les prix des biocarburants et ceux des carburants conventionnels, défavorable aux premiers, a entraîné une demande limitée des biocarburants hors du cadre des obligations d'incorporation, à l'exception notable du Brésil, où les récentes réformes de l'action publique menées dans plusieurs États favorisent l'éthanol hydraté, qui peut être utilisé directement par le parc de véhicules polycarburant. Malgré la faiblesse du prix du pétrole brut, les décisions prises par les pouvoirs publics en 2016 étaient favorables aux biocarburants, notamment la hausse des quantités prescrites ainsi que les régimes fiscaux variables ou les subventions mis en place dans plusieurs pays.

Aux États-Unis, la version finale de la réglementation adoptée par l'Agence pour la protection de l'environnement (Environmental Protection Agency – EPA) pour 2017 a porté l'accès maximal de l'éthanol de maïs, dans le cadre du programme, à la limite légale (15 milliards de gallons) et énoncé une obligation d'incorporation pour les biocarburants « avancés » plus élevée qu'elle ne l'aurait été si elle avait reflété exactement la réduction de l'obligation d'incorporation de biocarburants cellulosiques. La conséquence est une forte demande d'éthanol et de biodiesel, malgré la contrainte du taux maximal d'incorporation¹. Dans une communication de juillet 2016, la Commission européenne a émis un message nuancé en indiquant que les biocarburants produits à partir de cultures alimentaires interviendront peu dans la décarbonisation du secteur des transports après 2020. Une révision de la législation européenne a été proposée en février 2017², mais elle n'a pas été prise en compte dans les présentes projections. Elle limite à 3,8 % la proportion d'énergie renouvelable qui, dans le secteur des transports, peut provenir de cultures alimentaires et fourragères, contre 7 % actuellement.

Principaux éléments des projections

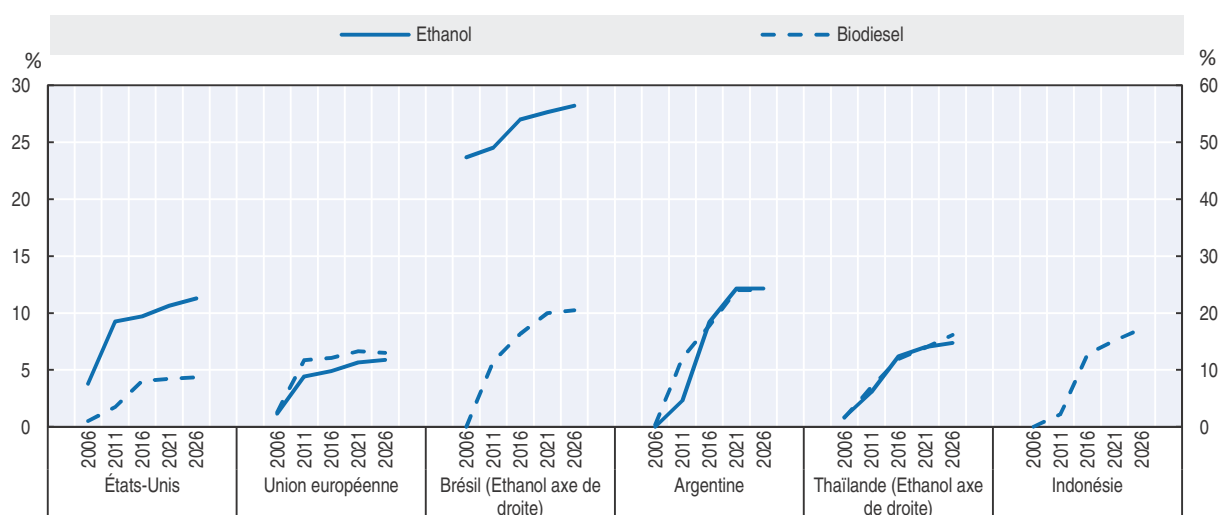
Les prix mondiaux du pétrole brut en valeur nominale devraient doubler par rapport à la période de référence. La conséquence devrait être une baisse de la demande d'essence et de diesel, en particulier dans les pays développés. Le prix des biocarburants – de même que celui des matières premières qui les composent – devrait monter, quoique plus lentement que les prix de l'énergie. L'évolution des marchés de l'éthanol et du biodiesel au cours de la période de projection devrait continuer d'être influencée par les politiques publiques. Les mesures concernant les biocarburants s'accompagnent d'incertitude, et les projections présentées ici s'appuient sur un ensemble particulier d'hypothèses concernant la poursuite de ces politiques dans les dix prochaines années.

1. Le « taux maximal d'incorporation » renvoie aux contraintes techniques à court terme qui freinent la progression de la consommation d'éthanol.

2. <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52016PC0767R%2801%29>.


Aux États-Unis, toutes les quantités prescrites devraient se maintenir au niveau annoncé pour 2017, hormis celles des biocarburants cellulosiques, qui devraient continuer d'augmenter modérément. Concernant l'éthanol, le taux maximal d'incorporation devrait se hisser à 11.3 % d'ici 2026. Les *Perspectives* envisagent donc une progression limitée des mélanges d'éthanol. D'autre part, la consommation de biodiesel est censée s'accroître pendant les premières années de la période de projection – au-delà des quantités prescrites – afin de satisfaire une partie des prescriptions concernant les biocarburants avancés (graphique 3.7). Mis en place en 2008, le programme fédéral canadien sur les biocarburants appelé écoÉnergie est progressivement abandonné. Les incitations financières se montent à l'heure actuelle à 0.03 CAD par litre d'éthanol et 0.04 CAD par litre de biodiesel, contre 0.10 CAD et 0.26 CAD, respectivement, à l'origine.

Graphique 3.7. **Évolution du pourcentage d'éthanol dans l'essence et du pourcentage de biodiesel dans le diesel**



Note : Les pourcentages sont exprimés en volume.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO, OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524296>

Au sein de l'Union européenne, la consommation de biocarburants devrait être régie par la directive sur les énergies renouvelables (DER) de 2009, la directive relative à la qualité de l'essence et la directive de 2015 relative au changement d'affectation des sols indirect (CASI), ainsi que les législations nationales. La part des biocarburants dans la consommation totale de carburants destinés aux transports devrait atteindre 6.4 % d'ici à 2020 – en tenant compte de la double comptabilisation des biocarburants issus de déchets et de résidus –, puis se stabiliser. L'objectif de 10 % fixé par la DER devrait être atteint avec d'autres sources d'énergie renouvelables.

Au Brésil, on suppose que le régime fiscal restera plus favorable à l'éthanol hydraté qu'au bioéthanol (qui correspond à un mélange d'essence et de 27 % d'éthanol). Dans ce pays, la demande d'éthanol devrait s'accroître de 6 milliards de litres au cours de la période de projection. L'obligation brésilienne d'incorporation de biodiesel devrait atteindre 10 % en 2019, ce qui entraînera une augmentation de la production de plus de 40 % sur dix ans. En Argentine, l'obligation d'incorporation de 12 % de biodiesel et d'éthanol devrait être atteinte à l'horizon 2020. La production argentine de biodiesel devrait être stimulée par la

demande d'importations des États-Unis, elle-même liée aux quantités de biocarburants avancés prescrites dans ce pays.

La Thaïlande devrait être un acteur de poids sur le marché des biocarburants, la majeure partie de sa consommation en la matière étant satisfaite à l'aide de la production nationale. Le projet du gouvernement thaïlandais d'accroître la consommation de biocarburants se traduit par la mise en place d'un régime fiscal variable et de subventions favorisant l'incorporation d'éthanol dans l'essence dans des proportions plus élevées. En Inde, les pouvoirs publics devraient continuer à soutenir la production d'éthanol à partir de mélasse. On estime toutefois que le pourcentage effectif d'éthanol dans l'essence restera inférieur aux 5 % prescrits. En Indonésie, l'administration a fixé l'obligation d'incorporation de biodiesel à 20 %, mais les *Perspectives* estiment qu'elle ne sera pas respectée. L'évolution de la production de biodiesel dans ce pays est liée au possible versement de subventions aux producteurs. En Chine, la consommation d'éthanol devrait s'accroître d'environ 1 milliard de litres, des prescriptions étant en vigueur dans certaines villes. Dans ce pays, de l'éthanol devrait être fabriqué à partir de maïs – ce qui permettra de réduire les stocks nationaux – et de manioc.

Compte tenu de toutes ces évolutions prévues, la production mondiale d'éthanol devrait passer de 120 milliards de litres en 2016 à 137 milliards de litres en 2026, et celle de biodiesel de 37 milliards de litres en 2016 à 40,5 milliards de litres en 2026. D'ici à 2026, 55 % de l'éthanol produit à l'échelle mondiale devrait être issu du maïs, et 35 % de plantes sucrières. A la même date, quelque 30 % de la production mondiale de biodiesel devrait être tirée d'huiles végétales usagées. Les biocarburants avancés fabriqués avec des déchets ne devraient pas progresser au cours de la période de projection, faute d'investissements dans la recherche-développement.

Les échanges de biocarburants resteront limités. Les exportateurs d'éthanol pourraient être les États-Unis – où le taux maximal d'incorporation restreint l'augmentation de la demande intérieure – et le Brésil – dont la production pourrait permettre de répondre partiellement à l'obligation d'incorporation de biocarburants avancés fixée par les États-Unis. Les exportations brésiliennes d'éthanol ne devraient cependant pas augmenter, car l'éthanol des États-Unis restera probablement meilleur marché au cours de la période de projection. L'Argentine devrait devenir un gros exportateur de biodiesel et exporter principalement vers les États-Unis. Le devenir des droits antidumping appliqués en Europe au biodiesel est une incertitude majeure en ce qui concerne l'évolution des échanges de ce biocarburant.

Le chapitre détaillé des biocarburants est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-13-fr

COTON

Situation du marché

Le marché mondial du coton a enregistré une légère reprise pendant la campagne de commercialisation 2016 après la chute de la production à 21.2 millions de tonnes (Mt) en 2015, contre 26.2 Mt en 2014. La production mondiale a ainsi augmenté de 7 % en 2016 du fait de l'amélioration des rendements. Par ailleurs, la mise sur le marché de stocks a soutenu la consommation mondiale, bien que les réserves mondiales restent à un niveau très élevé (18 Mt, soit 7.5 % de moins qu'en 2015, ce qui correspond malgré tout à environ huit mois de consommation mondiale). La production a augmenté dans presque tous les grands pays producteurs, sauf en Chine. Elle a progressé de 17 % au Pakistan, 24 % aux États-Unis, 7 % au Brésil et 1 % en Inde, l'amélioration des rendements ayant largement compensé la réduction de la superficie cultivée.

La demande mondiale de coton est restée stationnaire, à environ 23.9 Mt, pendant la campagne de commercialisation 2016. Selon les estimations, en Inde, la consommation de coton des filatures est restée stable, à 5.3 Mt, mais en Chine, elle a diminué de 2.0 % pour s'établir à 7.2 Mt. Elle a augmenté de 12 % au Viet Nam et de 11 % au Bangladesh. Au Pakistan, la hausse a été de 1 %. Les échanges mondiaux de coton se sont légèrement redressés en 2016, augmentant de 3.8 % pour atteindre 7.7 Mt. La hausse des importations au Bangladesh, au Pakistan et au Viet Nam a été insuffisante pour compenser la baisse de la demande d'importations observée dans de nombreux pays depuis 2015. Cette consommation au ralenti s'explique par la nouvelle politique de soutien des producteurs de coton de la Chine, qui a réduit l'écart de prix entre le coton chinois et le coton importé. Le prix du coton chinois a même été inférieur à celui du coton importé pendant une courte période en 2016. En outre, les exportations des États-Unis ont continué à augmenter pour atteindre 2.7 Mt, soit une hausse de 27 % par rapport à l'année précédente, et celles de l'Australie ont progressé de 17 % du fait d'une reprise de la production.

Principaux éléments des projections

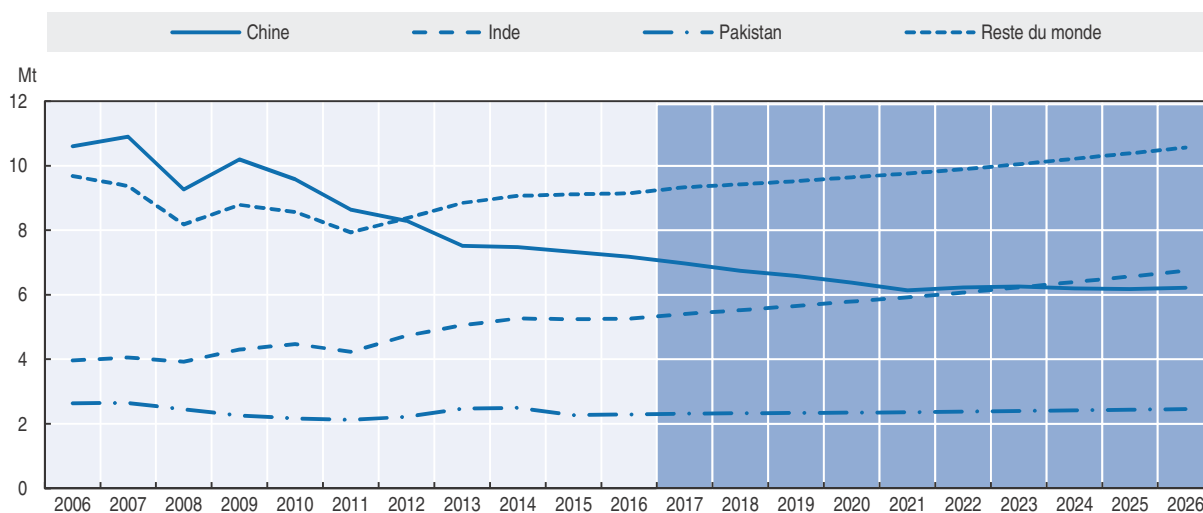
En dépit des pressions résultant du niveau élevé des stocks et de la rude concurrence des fibres synthétiques, les prix mondiaux du coton devraient demeurer relativement stables en valeur nominale. Le coton est donc moins compétitif, ses cours nationaux et internationaux étant nettement supérieurs au prix du polyester, qui devrait continuer de baisser. La période 2017-26 devrait être marquée par une relative constance du fait des politiques de soutien appliquées dans les principaux pays producteurs de coton, qui stabilisent les marchés. Toutefois, en termes réels, les prix mondiaux du coton devraient être inférieurs à la moyenne de la période de référence (2014-16).

La croissance de la production mondiale devrait être plus lente que celle de la consommation pendant les toutes premières années de la période de projection, en écho au faible niveau des prix et à la mise sur le marché des stocks mondiaux accumulés entre 2010 et 2014, dont font état les prévisions. Davantage de coton pourrait être mis aux enchères s'il se vend bien et si les prix de marché augmentent. En 2016, près de 2.6 Mt de coton avaient été vendues fin septembre. Le ratio stocks/consommation devrait descendre à 39 % en 2026, contre 83 % pendant la période de référence. La superficie mondiale en coton devrait passer légèrement au-dessous de la moyenne de la période de référence. Les


rendements mondiaux du coton progresseront lentement à mesure que la production sera transférée de pays où les rendements sont relativement élevés, notamment la Chine, à des pays d'Asie du Sud où ils sont relativement faibles.

La croissance économique et démographique étant moins rapide que dans les années 2000, la consommation mondiale de coton devrait croître au rythme de 0.9 % par an, pour atteindre 26.0 Mt en 2026. En Chine, la consommation devrait diminuer de 15 %, s'établissant à 6.2 Mt, dans le prolongement de la tendance baissière amorcée en 2010, tandis que l'Inde deviendra le pays dont les filatures affichent la plus forte consommation de coton dans le monde (6.7 Mt en 2026). D'ici 2026, la consommation des filatures de coton devrait également augmenter au Viet Nam, au Bangladesh, en Indonésie et en Turquie, de 45 %, 47 %, 10 % et 8 % respectivement.

Graphique 3.8. **Consommation de coton par région**



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524315>

La croissance des échanges mondiaux de coton devrait être plus lente que les années précédentes, notamment que pendant la période 2011-13, où elle était tirée par l'envolée des importations chinoises. Malgré tout, en 2026, les échanges devraient être supérieurs à la moyenne des années 2000. Afin de produire de la valeur ajoutée dans les filatures, depuis quelques années, les entreprises se tournent vers le commerce du fil de coton et des fibres synthétiques au détriment de celui du coton brut, et cette tendance devrait se maintenir. Les échanges mondiaux de coton brut atteindront néanmoins 8.5 Mt d'ici 2026, soit 12 % de plus que la moyenne de la période de référence de 2014-16, malgré la baisse de la compétitivité du coton due aux prix du polyester, qui devraient être nettement inférieurs. Les États-Unis conservent leur position de premier exportateur mondial, comptant pour 33 % des échanges mondiaux, pourcentage qui devrait rester stable. Le Brésil se classe au deuxième rang, avec des exportations qui devraient atteindre 1.1 Mt, contre 0.9. Les exportations de l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne producteurs de coton se hisseront à 1.5 Mt d'ici 2026. Après une forte diminution des importations de coton de la Chine entre 2012 et 2016, on s'attend à ce qu'elles s'accroissent pendant la période de projection, pour atteindre 1.3 Mt environ en 2026. La position dominante de ce

pays sur le marché mondial du coton sera fortement remise en cause par l'émergence de nouveaux pays importateurs et l'Inde devrait devenir le premier d'entre eux en 2026. Selon les projections, les importations augmenteront de 1.5 Mt au Bangladesh, d'une part, et au Viet Nam, d'autre part.

En dépit de la hausse des coûts de la main-d'œuvre agricole et de la concurrence entre cultures pour l'utilisation des ressources, qui pèsent sur la croissance, l'amélioration de la productivité liée au progrès technologique, notamment à l'adoption du coton génétiquement modifié, assure une bonne marge de progression à la production de coton dans les dix années à venir. Bien que les perspectives à moyen terme annoncent une croissance soutenue, certaines incertitudes à court terme entourant la période de projection pourraient se traduire par une volatilité à brève échéance de la demande, de l'offre et des prix. Un coup de frein brusque à l'économie mondiale, l'effondrement des échanges mondiaux de textiles et de vêtements, la compétitivité des fibres synthétiques en termes de qualité et de prix, et les changements dans les politiques gouvernementales sont des facteurs importants qui peuvent se répercuter sur le marché du coton. Le niveau sans précédent des stocks est actuellement un élément déterminant pour le prix mondial du coton.

Le chapitre détaillé du coton est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-14-fr

ANNEXE

Tableaux des aperçus par produit

Tableau 3.A1.1. **Projections mondiales des céréales**

Année commerciale

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
BLÉ												
Monde												
Production	Mt	742.1	744.2	755.5	763.3	771.4	780.0	788.1	796.3	804.4	812.4	820.8
Surface	Mha	222.7	222.8	223.5	224.0	224.4	224.9	225.3	225.6	226.0	226.4	226.7
Rendements	t/ha	3.33	3.34	3.38	3.41	3.44	3.47	3.50	3.53	3.56	3.59	3.62
Consommation	Mt	722.4	754.2	753.2	760.6	767.9	775.9	783.2	791.1	798.9	806.9	815.3
Alimentation animale	Mt	138.5	148.5	146.4	148.0	149.8	152.0	153.9	155.9	157.8	159.9	162.3
Alimentation humaine	Mt	491.5	507.1	512.8	517.7	522.4	527.3	532.3	537.1	542.1	547.0	551.9
Biocarburant	Mt	13.1	13.2	13.6	13.7	13.6	13.3	13.6	13.4	13.4	13.5	13.3
Autre	Mt	79.2	85.5	80.4	81.3	82.2	83.2	83.5	84.7	85.6	86.5	87.8
Exportations	Mt	165.8	168.8	173.9	176.5	178.5	180.4	182.7	184.8	186.9	189.1	191.1
Stocks, fin de période	Mt	226.3	226.1	226.0	226.3	227.3	229.0	231.6	234.4	237.4	240.4	243.5
Prix ¹	USD/t	207.3	200.5	202.5	208.2	215.9	225.3	232.7	238.5	243.6	246.2	248.9
Pays développés												
Production	Mt	397.5	396.7	403.7	407.0	410.8	414.6	418.0	421.2	424.4	427.6	430.9
Consommation	Mt	275.2	279.9	277.9	279.5	281.0	282.9	284.4	286.1	287.7	289.4	291.1
Échanges nets	Mt	115.4	121.4	126.8	129.0	130.6	132.0	133.6	135.0	136.5	138.1	139.5
Stocks, fin de période	Mt	78.4	81.1	80.1	78.7	77.8	77.5	77.5	77.5	77.7	77.9	78.3
Pays en développement												
Production	Mt	344.6	347.4	351.8	356.3	360.6	365.4	370.2	375.1	380.1	384.8	389.9
Consommation	Mt	447.2	474.3	475.3	481.1	486.9	492.9	498.8	504.9	511.3	517.6	524.2
Échanges nets	Mt	-112.9	-119.0	-124.3	-126.6	-128.2	-129.5	-131.2	-132.6	-134.1	-135.6	-137.0
Stocks, fin de période	Mt	147.9	145.0	145.8	147.6	149.5	151.5	154.1	156.8	159.7	162.6	165.3
OCDE²												
Production	Mt	298.0	294.0	298.2	300.8	303.4	306.1	308.4	310.7	312.8	315.0	317.1
Consommation	Mt	224.5	230.0	227.4	228.6	229.7	231.1	232.1	233.3	234.4	235.6	236.7
Échanges nets	Mt	68.5	69.2	71.8	73.7	74.6	75.4	76.5	77.4	78.4	79.4	80.1
Stocks, fin de période	Mt	58.7	58.6	57.5	56.0	55.2	54.8	54.6	54.6	54.6	54.5	54.7
MAÏS												
Monde												
Production	Mt	1 024.7	1 042.4	1 050.8	1 066.2	1 078.9	1 096.0	1 109.7	1 123.0	1 136.0	1 149.4	1 163.7
Surface	Mha	177.9	178.0	178.0	178.7	179.0	179.9	180.4	180.8	181.0	181.4	181.8
Rendements	t/ha	5.76	5.85	5.90	5.96	6.03	6.09	6.15	6.21	6.28	6.34	6.40
Consommation	Mt	1 015.1	1 041.3	1 058.3	1 072.2	1 083.2	1 096.0	1 106.6	1 119.6	1 132.1	1 147.0	1 161.2
Alimentation animale	Mt	574.1	600.9	609.3	621.7	629.9	642.1	650.8	662.2	672.8	683.8	695.4
Alimentation humaine	Mt	131.5	135.7	137.9	140.0	142.1	144.4	146.8	149.2	151.5	153.9	156.3
Biocarburant	Mt	167.5	176.6	181.0	181.4	183.4	182.8	182.7	182.3	181.9	181.5	180.8
Autre	Mt	99.0	84.0	85.4	83.6	81.5	79.8	78.7	77.8	77.3	76.6	75.9
Exportations	Mt	135.3	137.9	138.4	139.3	140.6	143.0	145.6	148.1	150.2	152.4	154.5
Stocks, fin de période	Mt	228.8	222.1	213.3	206.1	200.6	199.4	201.3	203.5	206.2	207.5	208.8
Prix ³	USD/t	164.4	156.5	161.1	164.9	173.5	179.4	183.8	185.5	190.2	193.6	196.7
Pays développés												
Production	Mt	504.7	513.1	515.0	521.7	526.6	533.4	538.4	543.6	548.4	553.3	558.6
Consommation	Mt	447.5	465.6	472.4	478.4	482.3	486.7	488.8	493.1	496.8	500.8	505.1
Échanges nets	Mt	46.9	47.9	46.4	46.9	47.1	47.4	48.2	49.8	51.2	52.2	53.2
Stocks, fin de période	Mt	80.3	86.3	82.5	78.8	76.0	75.3	76.6	77.3	77.8	78.1	78.3
Pays en développement												
Production	Mt	520.0	529.4	535.8	544.5	552.3	562.7	571.3	579.5	587.6	596.1	605.1
Consommation	Mt	567.6	575.7	586.0	593.8	600.9	609.3	617.8	626.6	635.4	646.2	656.0
Échanges nets	Mt	-45.4	-46.7	-45.2	-45.7	-45.9	-46.2	-47.0	-48.6	-50.0	-51.0	-52.0
Stocks, fin de période	Mt	148.5	135.8	130.8	127.3	124.6	124.1	124.7	126.2	128.4	129.4	130.5
OCDE²												
Production	Mt	474.8	478.5	479.6	485.7	489.9	496.2	500.7	505.3	509.6	513.9	518.7
Consommation	Mt	466.3	485.8	492.6	498.5	502.3	506.8	509.0	513.2	516.9	521.0	525.3
Échanges nets	Mt	-1.9	-5.8	-7.8	-8.5	-9.6	-9.8	-9.6	-8.4	-7.7	-7.2	-6.8
Stocks, fin de période	Mt	78.3	84.6	79.4	75.1	72.3	71.6	72.9	73.4	73.8	74.0	74.2

Tableau 3.A1.1. **Projections mondiales des céréales (suite)**

Année commerciale

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
AUTRES CÉRÉALES SECONDAIRES												
Monde												
Production	Mt	301.4	302.1	305.4	308.5	311.8	315.2	318.6	321.9	325.1	328.5	331.8
Surface	Mha	156.2	153.9	154.0	154.2	154.3	154.4	154.6	154.8	154.9	155.1	155.3
Rendements	t/ha	1.93	1.96	1.98	2.00	2.02	2.04	2.06	2.08	2.10	2.12	2.14
Consommation	Mt	292.5	298.1	300.3	304.1	307.2	310.4	313.2	316.5	319.7	323.1	326.5
Alimentation animale	Mt	165.1	166.5	166.7	169.1	172.2	174.3	175.7	177.6	179.2	180.7	182.0
Alimentation humaine	Mt	75.5	77.9	79.6	81.0	82.4	83.8	85.3	86.8	88.4	89.9	91.5
Biocarburant	Mt	7.8	9.8	10.1	10.1	10.2	10.2	10.1	9.9	9.9	9.9	9.9
Autre	Mt	44.2	43.9	43.9	43.9	42.4	42.1	42.2	42.1	42.1	42.6	43.0
Exportations	Mt	49.2	43.4	43.9	44.9	45.9	46.7	47.7	48.7	49.5	50.3	51.2
Stocks, fin de période	Mt	58.1	61.4	61.5	60.8	60.4	60.1	60.5	60.9	61.3	61.5	61.8
Prix ⁴	USD/t	179.4	154.6	155.6	162.3	170.2	181.1	186.8	187.8	191.9	195.3	198.3
Pays développés												
Production	Mt	188.9	185.4	186.8	188.1	189.3	190.4	191.5	192.5	193.5	194.5	195.5
Consommation	Mt	150.1	156.1	156.1	156.9	157.2	157.5	157.5	157.7	157.9	158.4	158.6
Échanges nets	Mt	36.2	30.4	30.7	31.6	32.4	33.1	34.0	34.8	35.5	36.1	36.9
Stocks, fin de période	Mt	37.1	41.2	41.2	40.8	40.4	40.3	40.4	40.4	40.5	40.5	40.4
Pays en développement												
Production	Mt	112.5	116.7	118.6	120.4	122.6	124.8	127.1	129.4	131.6	134.0	136.4
Consommation	Mt	142.4	142.0	144.2	147.2	150.0	152.8	155.7	158.7	161.7	164.8	167.8
Échanges nets	Mt	-30.1	-25.3	-25.6	-26.5	-27.4	-28.0	-28.9	-29.8	-30.4	-31.1	-31.9
Stocks, fin de période	Mt	21.0	20.2	20.2	20.0	19.9	19.9	20.1	20.5	20.8	21.1	21.5
OCDE²												
Production	Mt	155.0	150.2	151.4	152.4	153.3	154.3	155.3	156.2	157.1	158.0	159.0
Consommation	Mt	129.3	133.2	132.7	133.3	133.4	133.6	133.5	133.9	134.3	134.9	135.4
Échanges nets	Mt	24.9	18.8	19.0	19.6	20.3	20.7	21.4	22.1	22.6	23.0	23.6
Stocks, fin de période	Mt	30.9	31.7	31.4	30.9	30.6	30.5	30.8	31.0	31.2	31.4	31.4
RIZ												
Monde												
Production	Mt	494.9	506.5	512.5	518.2	524.2	530.0	536.1	542.1	548.3	554.6	560.9
Surface	Mha	162.3	163.8	163.8	163.9	164.0	164.0	164.0	164.1	164.1	164.2	164.2
Rendements	t/ha	3.05	3.09	3.13	3.16	3.20	3.23	3.27	3.30	3.34	3.38	3.42
Consommation	Mt	494.7	507.6	513.5	518.1	524.3	530.1	535.8	541.8	547.8	553.9	560.1
Alimentation animale	Mt	20.6	21.9	22.6	23.0	23.3	23.7	23.9	24.2	24.5	24.8	25.2
Alimentation humaine	Mt	399.9	409.6	414.4	418.9	423.8	428.2	432.6	437.0	441.4	445.8	450.3
Exportations	Mt	44.0	42.7	43.7	44.7	45.6	46.6	47.4	48.3	49.3	50.2	51.2
Stocks, fin de période	Mt	171.7	169.4	167.9	167.5	166.9	166.4	166.2	166.1	166.2	166.5	166.8
Prix ⁵	USD/t	375.1	389.0	393.5	398.4	400.3	405.0	407.6	409.5	411.1	412.9	415.5
Pays développés												
Production	Mt	18.1	17.3	18.2	18.2	18.3	18.4	18.4	18.5	18.5	18.6	18.6
Consommation	Mt	19.1	19.3	19.3	19.3	19.3	19.3	19.3	19.3	19.3	19.3	19.3
Échanges nets	Mt	-1.1	-1.4	-0.9	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0	-0.9	-0.9
Stocks, fin de période	Mt	5.1	4.4	4.2	4.1	4.1	4.1	4.2	4.3	4.5	4.7	4.9
Pays en développement												
Production	Mt	476.8	489.2	494.3	499.9	505.9	511.6	517.6	523.7	529.8	536.0	542.3
Consommation	Mt	475.6	488.3	494.3	498.8	505.0	510.8	516.5	522.5	528.4	534.6	540.8
Échanges nets	Mt	1.5	1.8	1.4	1.4	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3
Stocks, fin de période	Mt	166.5	165.0	163.7	163.4	162.9	162.3	162.0	161.7	161.7	161.8	161.9
OCDE²												
Production	Mt	21.8	20.8	21.7	21.6	21.7	21.7	21.7	21.7	21.7	21.7	21.7
Consommation	Mt	22.9	23.3	23.2	23.1	23.0	23.0	22.9	22.9	22.8	22.8	22.7
Échanges nets	Mt	-1.4	-1.6	-1.2	-1.3	-1.3	-1.3	-1.3	-1.3	-1.3	-1.3	-1.3
Stocks, fin de période	Mt	6.6	5.8	5.4	5.2	5.1	5.1	5.2	5.3	5.4	5.6	5.8

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions.

Moyenne 2014-16est : Les données pour 2016 sont estimées.

1. Prix FAB du blé rouge d'hiver de catégorie No.2, protéine ordinaire, ports des États-Unis (juin/mai).
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des 28 membres de l'Union européenne.
3. Prix à l'exportation FAB du maïs jaune de catégorie No.2, aux ports des États-Unis (Sept/Oût).
4. Prix à l'exportation FAB de l'orge fourragère, Rouen.
5. Usiné 100%, classe b, estimation de prix nominal, FAB Bangkok (janvier/décembre).

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). doi: dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau 3.A1.2. Projections mondiales des oléagineux

Année commerciale

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
SOJA												
Monde												
Production	Mt	325.6	338.6	344.6	350.7	358.2	364.7	372.9	378.7	386.7	393.1	401.3
Consommation	Mt	322.2	341.9	347.0	352.0	358.6	365.3	372.5	379.0	386.2	393.3	401.1
Trituration	Mt	288.1	306.3	310.8	315.5	321.6	327.9	334.6	340.6	347.5	354.1	361.4
Stocks, fin de période	Mt	36.3	33.5	31.1	29.8	29.4	28.8	29.1	28.8	29.3	29.0	29.2
Prix ¹	USD/t	402.2	389.7	398.2	408.6	412.0	430.6	434.0	439.6	439.5	442.2	446.1
Pays développés												
Production	Mt	127.3	128.0	128.9	129.7	131.6	133.3	135.2	136.4	138.2	139.6	141.1
Consommation	Mt	86.7	88.2	89.0	89.2	90.4	91.5	92.8	93.5	94.7	95.6	97.1
Trituration	Mt	77.7	79.6	80.3	80.6	81.7	82.8	84.0	84.8	86.0	86.9	88.2
Stocks, fin de période	Mt	11.3	13.2	11.4	10.6	10.3	10.3	10.6	10.7	11.2	11.2	11.7
Pays en développement												
Production	Mt	198.3	210.7	215.7	220.9	226.6	231.4	237.7	242.3	248.4	253.4	260.2
Consommation	Mt	235.5	253.7	258.0	262.8	268.2	273.8	279.8	285.5	291.5	297.7	304.0
Trituration	Mt	210.4	226.7	230.5	234.9	239.9	245.1	250.5	255.8	261.4	267.2	273.2
Stocks, fin de période	Mt	25.0	20.3	19.7	19.2	19.0	18.5	18.5	18.2	18.1	17.8	17.6
OCDE²												
Production	Mt	119.6	119.4	120.1	120.7	122.3	123.7	125.3	126.3	127.9	129.0	130.2
Consommation	Mt	87.5	89.1	89.8	89.9	91.1	92.0	93.1	93.8	94.9	95.8	97.2
Trituration	Mt	78.4	80.3	81.0	81.1	82.2	83.2	84.3	84.9	86.1	86.9	88.2
Stocks, fin de période	Mt	11.2	12.9	11.1	10.3	10.0	10.0	10.3	10.4	10.9	10.9	11.3
AUTRES OLÉAGINEUX												
Monde												
Production	Mt	139.9	146.0	147.7	149.4	151.1	152.7	154.3	156.3	158.0	159.3	161.2
Consommation	Mt	141.1	145.2	147.5	149.6	151.4	152.9	154.4	156.2	158.0	159.5	161.0
Trituration	Mt	119.5	123.2	125.4	127.4	129.1	130.6	131.9	133.6	135.2	136.6	138.0
Stocks, fin de période	Mt	8.1	8.2	8.4	8.2	7.9	7.8	7.7	7.8	7.8	7.6	7.8
Prix ³	USD/t	420.0	431.3	425.0	428.3	441.7	451.4	454.4	459.0	465.8	477.3	483.2
Pays développés												
Production	Mt	84.3	88.1	89.1	90.3	91.4	92.5	93.4	94.9	96.0	96.7	98.0
Consommation	Mt	76.6	79.7	81.1	82.2	82.9	83.6	84.3	85.2	86.0	86.7	87.4
Trituration	Mt	69.5	72.5	73.8	74.7	75.3	76.0	76.5	77.3	78.0	78.7	79.2
Stocks, fin de période	Mt	6.2	6.5	6.7	6.5	6.2	6.0	5.9	6.0	6.0	5.8	6.0
Pays en développement												
Production	Mt	55.6	57.9	58.6	59.1	59.7	60.2	60.9	61.4	62.0	62.6	63.3
Consommation	Mt	64.6	65.4	66.4	67.4	68.5	69.2	70.1	71.1	72.0	72.8	73.7
Trituration	Mt	50.0	50.7	51.7	52.7	53.8	54.6	55.4	56.3	57.2	58.0	58.8
Stocks, fin de période	Mt	1.9	1.7	1.7	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	1.9
OCDE²												
Production	Mt	57.9	58.6	59.0	59.5	59.9	60.3	60.5	61.2	61.6	61.5	62.0
Consommation	Mt	54.4	54.6	55.5	56.0	56.2	56.4	56.5	56.8	57.0	57.1	57.1
Trituration	Mt	49.3	49.6	50.4	50.8	50.9	51.1	51.2	51.4	51.6	51.7	51.6
Stocks, fin de période	Mt	5.4	5.6	5.7	5.5	5.3	5.1	5.0	5.0	5.0	4.8	5.0
TOURTEAUX PROTÉIQUES												
Monde												
Production	Mt	314.5	331.2	335.8	340.3	346.1	352.2	358.6	364.6	371.2	377.5	384.3
Consommation	Mt	308.8	330.1	335.0	340.5	346.4	352.5	358.7	364.8	371.3	377.5	384.2
Stocks, fin de période	Mt	16.0	16.4	17.1	16.9	16.6	16.3	16.2	16.0	15.8	15.8	15.9
Prix ⁴	USD/t	340.2	296.4	294.9	297.9	302.6	313.1	313.0	318.7	321.0	327.2	335.3
Pays développés												
Production	Mt	101.2	104.3	105.2	105.7	106.9	108.1	109.4	110.4	111.7	112.8	114.0
Consommation	Mt	116.8	122.0	123.0	123.7	124.8	125.7	126.8	127.8	128.9	129.9	130.8
Stocks, fin de période	Mt	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
Pays en développement												
Production	Mt	213.3	226.8	230.5	234.6	239.3	244.1	249.2	254.2	259.5	264.8	270.2
Consommation	Mt	192.0	208.1	212.0	216.8	221.6	226.8	231.9	237.1	242.4	247.7	253.4
Stocks, fin de période	Mt	14.2	14.7	15.4	15.2	14.9	14.6	14.5	14.3	14.1	14.1	14.2
OCDE²												
Production	Mt	94.0	95.9	96.6	96.7	97.7	98.6	99.6	100.3	101.4	102.2	103.2
Consommation	Mt	122.2	128.1	129.2	129.9	131.2	132.1	133.2	134.1	135.3	136.3	137.3
Stocks, fin de période	Mt	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6

Tableau 3.A1.2. **Projections mondiales des oléagineux (suite)**

Année commerciale

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
HUILES VÉGÉTALES												
Monde												
Production	Mt	179.0	189.9	193.2	196.4	199.6	202.8	206.0	209.3	212.9	216.4	219.8
dont huile de palme	Mt	61.8	66.9	68.4	69.9	71.2	72.5	73.7	75.1	76.5	77.9	79.3
Consommation	Mt	180.0	189.5	192.6	196.1	199.5	202.6	205.8	209.1	212.7	216.0	219.5
Alimentation humaine	Mt	141.4	147.8	150.1	153.0	156.2	159.3	162.4	165.5	168.8	171.9	175.2
Biocarburants	Mt	23.9	26.2	26.8	27.1	27.0	26.7	26.6	26.5	26.5	26.4	26.4
Exportations	Mt	75.3	79.1	80.2	81.6	82.7	84.1	85.5	87.0	88.6	90.0	91.5
Stocks, fin de période	Mt	22.7	21.7	22.2	22.5	22.5	22.7	22.8	23.1	23.3	23.7	24.0
Prix ⁵	USD/t	768.3	827.7	829.2	838.2	849.9	862.2	871.8	884.2	896.6	897.4	902.0
Pays développés												
Production	Mt	46.0	47.7	48.2	48.5	49.0	49.5	50.0	50.4	51.0	51.4	51.9
Consommation	Mt	51.2	52.0	51.9	52.1	52.2	52.5	52.6	52.7	52.8	52.7	52.6
Stocks, fin de période	Mt	4.4	4.2	4.2	4.1	4.0	4.0	4.0	3.9	3.9	3.9	3.9
Pays en développement												
Production	Mt	132.9	142.2	145.0	147.8	150.6	153.3	156.0	158.9	162.0	164.9	167.9
Consommation	Mt	128.7	137.5	140.7	144.0	147.3	150.2	153.3	156.4	159.8	163.3	166.9
Stocks, fin de période	Mt	18.3	17.5	18.0	18.4	18.6	18.7	18.9	19.1	19.4	19.7	20.0
OCDE²												
Production	Mt	37.9	38.3	38.7	38.8	39.0	39.3	39.6	39.8	40.1	40.4	40.6
Consommation	Mt	50.8	51.7	51.8	52.0	52.2	52.5	52.7	52.9	53.1	53.1	53.1
Stocks, fin de période	Mt	3.8	3.5	3.5	3.4	3.3	3.3	3.3	3.3	3.2	3.2	3.2

Note : Moyenne 2014-16est : Les données pour 2016 sont estimées.

1. Soja, U.S., CAF Rotterdam.
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des 28 membres de l'Union européenne.
3. Colza, Europe, CAF Hambourg.
4. Prix moyen pondéré des tourteaux protéiques, port Européen.
5. Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port Européen.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). doi: dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau 3.A1.3. **Projections mondiales du sucre**

Année commerciale

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
MONDE												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	261.9	276.3	276.2	270.8	269.5	268.8	268.9	268.7	269.1	270.4	271.4
Surface	Mha	4.5	4.6	4.6	4.5	4.4	4.4	4.4	4.3	4.3	4.3	4.3
Rendements	t/ha	58.72	59.99	60.12	60.84	61.11	61.41	61.69	61.95	62.24	62.59	62.91
Utilisation en biocarburant	Mt	13.2	11.4	10.3	10.0	9.9	10.0	9.4	9.4	9.4	9.4	9.3
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	1 844.0	1 918.8	1 947.2	1 977.9	1 998.0	2 018.0	2 044.3	2 078.0	2 116.6	2 157.6	2 197.9
Surface	Mha	27.0	27.7	27.9	28.2	28.4	28.5	28.7	29.0	29.4	29.8	30.3
Rendements	t/ha	68.39	69.34	69.69	70.11	70.45	70.78	71.17	71.54	71.91	72.28	72.65
Utilisation en biocarburant	Mt	343.5	362.6	371.3	381.4	391.9	399.0	407.4	412.7	418.9	426.0	432.9
SUCRE												
Production	Mt tq	168.6	179.2	184.1	187.2	190.0	192.4	195.3	198.8	202.2	205.9	209.5
Consommation	Mt tq	168.3	174.3	176.7	179.8	183.0	186.5	189.7	192.9	196.3	199.7	203.3
Stocks, fin de période	Mt tq	72.8	67.1	69.8	72.5	74.8	76.1	77.0	78.1	79.3	80.7	82.3
Prix, sucre brut ¹	USD/t	361.6	403.2	383.9	369.2	350.8	354.5	359.2	357.4	365.7	367.3	367.1
Prix, sucre raffiné ²	USD/t	429.9	487.7	471.4	453.4	437.6	439.3	442.9	443.6	452.2	454.1	452.6
Prix, isoglucose ³	USD/t	651.5	609.5	538.3	524.3	511.3	516.5	523.8	523.0	535.1	542.9	543.6
PAYS DÉVELOPPÉS												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	217.4	218.8	217.3	211.2	209.4	208.2	207.9	207.1	206.5	207.0	206.9
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	81.1	83.4	85.0	86.6	87.3	87.1	87.2	87.3	87.6	88.2	88.4
SUCRE												
Production	Mt tq	40.3	43.9	44.3	43.6	43.5	43.4	43.6	43.7	43.8	44.1	44.3
Consommation	Mt tq	47.6	47.8	47.8	47.7	47.8	48.0	48.2	48.4	48.6	48.8	49.1
Stocks, fin de période	Mt tq	14.8	14.6	15.5	16.0	16.5	16.8	16.9	17.0	17.0	17.1	17.2
ISOGLUCOSE												
Production	Mt	9.4	9.7	9.8	10.0	10.3	10.4	10.5	10.5	10.6	10.6	10.7
Consommation	Mt	8.3	8.6	8.6	8.8	9.0	9.2	9.2	9.2	9.2	9.3	9.3
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	44.5	57.5	59.0	59.6	60.1	60.6	61.0	61.7	62.5	63.4	64.5
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	1 763.0	1 835.4	1 862.2	1 891.3	1 910.7	1 930.8	1 957.1	1 990.6	2 029.0	2 069.4	2 109.6
SUCRE												
Production	Mt tq	128.3	135.3	139.9	143.6	146.5	149.0	151.7	155.1	158.3	161.8	165.2
Consommation	Mt tq	120.6	126.6	128.9	132.1	135.1	138.4	141.5	144.5	147.7	150.9	154.2
Stocks, fin de période	Mt tq	58.0	52.5	54.3	56.5	58.3	59.3	60.1	61.1	62.2	63.6	65.1
ISOGLUCOSE												
Production	Mt	3.5	3.7	3.7	3.8	3.8	3.9	3.9	4.0	4.0	4.1	4.2
Consommation	Mt	4.5	4.7	4.8	4.8	4.9	5.0	5.0	5.1	5.2	5.3	5.3
OCDE⁴												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	170.1	183.6	182.7	176.8	175.1	173.9	173.3	172.0	171.2	171.6	171.5
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	120.3	123.1	125.1	127.2	128.3	128.3	129.3	130.3	131.3	132.4	133.3
SUCRE												
Production	Mt tq	39.5	43.4	43.9	43.2	43.2	43.1	43.2	43.3	43.5	43.7	43.9
Consommation	Mt tq	44.9	45.3	45.3	45.1	45.3	45.4	45.5	45.8	46.0	46.3	46.5
Stocks, fin de période	Mt tq	13.1	12.7	13.5	13.8	14.2	14.3	14.4	14.5	14.7	14.8	14.9
ISOGLUCOSE												
Production	Mt	10.6	10.9	11.0	11.3	11.5	11.7	11.7	11.8	11.8	11.9	11.9
Consommation	Mt	10.3	10.6	10.7	11.0	11.2	11.4	11.4	11.5	11.5	11.6	11.6

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions.

Moyenne 2014-16est : Les données pour 2016 sont estimées.

tq : tel quel.

1. Prix mondial du sucre brut, ICE contrat No11 le plus proche, octobre/septembre.
2. Prix du sucre raffiné, contrats futurs No. 407, marché de l'Euronext, Liffe, Londres, octobre/septembre.
3. Prix de gros des Etats-Unis, référence HFCS-55, octobre/septembre.
4. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des 28 membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). doi: dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau 3.A1.4. Projections mondiales des viandes

Année civile

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
MONDE												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	68 471	69 942	70 652	71 187	71 854	72 621	73 400	74 146	74 766	75 496	76 341
Consommation	kt epc	67 538	69 723	70 371	70 898	71 557	72 312	73 090	73 843	74 464	75 196	76 041
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	116 907	117 975	118 639	120 090	121 441	122 515	123 299	124 531	125 683	126 685	127 526
Consommation	kt epc	116 912	117 931	118 653	120 092	121 437	122 513	123 298	124 525	125 677	126 679	127 521
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	113 875	118 080	119 205	120 885	122 461	124 036	125 608	127 196	128 737	130 256	131 609
Consommation	kt pac	113 228	118 081	119 208	120 887	122 463	124 036	125 605	127 192	128 734	130 254	131 607
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	14 318	14 711	15 045	15 343	15 760	16 103	16 405	16 719	16 978	17 237	17 515
Consommation	kt epc	14 288	14 712	15 052	15 354	15 770	16 114	16 410	16 715	16 976	17 238	17 515
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant ¹	kg pad	34.1	34.3	34.2	34.3	34.4	34.4	34.4	34.5	34.5	34.6	34.6
PAYS DÉVELOPPÉS												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	29 428	30 024	30 240	30 223	30 259	30 337	30 458	30 636	30 739	30 880	31 045
Consommation	kt epc	28 347	29 025	29 137	29 181	29 276	29 331	29 458	29 650	29 781	29 930	30 096
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	43 006	44 562	44 036	44 182	44 538	44 760	44 746	45 036	45 347	45 540	45 596
Consommation	kt epc	39 989	41 151	40 854	41 058	41 455	41 634	41 553	41 776	42 041	42 170	42 140
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	47 328	49 261	49 364	49 939	50 466	50 932	51 361	51 810	52 173	52 520	52 756
Consommation	kt pac	44 873	46 983	47 004	47 438	47 828	48 127	48 440	48 735	48 997	49 215	49 343
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	3 393	3 348	3 385	3 429	3 462	3 496	3 534	3 572	3 600	3 628	3 662
Consommation	kt epc	2 699	2 732	2 771	2 795	2 816	2 840	2 857	2 875	2 893	2 912	2 934
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant ¹	kg pad	66.4	68.3	68.0	68.2	68.5	68.7	68.7	68.9	69.2	69.3	69.3
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	39 043	39 917	40 411	40 964	41 595	42 284	42 943	43 510	44 027	44 616	45 297
Consommation	kt epc	39 191	40 698	41 234	41 718	42 281	42 981	43 632	44 192	44 683	45 266	45 945
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	73 901	73 412	74 603	75 908	76 903	77 755	78 554	79 496	80 336	81 145	81 930
Consommation	kt epc	76 923	76 780	77 799	79 034	79 982	80 879	81 745	82 750	83 635	84 509	85 381
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	66 546	68 819	69 842	70 945	71 995	73 104	74 247	75 386	76 564	77 737	78 852
Consommation	kt pac	68 355	71 098	72 205	73 449	74 635	75 909	77 166	78 457	79 737	81 039	82 265
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	10 926	11 362	11 660	11 915	12 298	12 607	12 871	13 147	13 378	13 610	13 853
Consommation	kt epc	11 590	11 979	12 281	12 559	12 954	13 275	13 553	13 841	14 083	14 326	14 581
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant ¹	kg pad	26.5	26.5	26.5	26.6	26.7	26.8	26.9	27.0	27.0	27.1	27.2
OCDE²												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	27 605	28 317	28 570	28 597	28 636	28 704	28 811	28 968	29 052	29 192	29 350
Consommation	kt epc	26 448	27 261	27 425	27 518	27 598	27 623	27 717	27 876	27 970	28 091	28 240
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	41 120	42 546	41 987	42 091	42 459	42 719	42 717	43 004	43 327	43 548	43 620
Consommation	kt epc	38 548	39 663	39 384	39 573	39 993	40 205	40 149	40 387	40 663	40 818	40 802
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	45 585	47 402	47 497	48 078	48 612	49 096	49 537	49 994	50 391	50 764	51 018
Consommation	kt pac	42 865	45 034	45 079	45 521	45 939	46 280	46 612	46 935	47 249	47 514	47 695
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	2 736	2 693	2 729	2 767	2 797	2 825	2 856	2 889	2 911	2 934	2 964
Consommation	kt epc	2 062	2 096	2 133	2 151	2 168	2 186	2 198	2 210	2 223	2 238	2 256
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant ¹	kg pad	67.1	69.0	68.6	68.8	69.1	69.1	69.1	69.3	69.4	69.5	69.5

Note : Année civile : Année se terminant le 30 Septembre pour la Nouvelle-Zélande.

Moyenne 2014-16est : Les données pour 2016 sont estimées.

1. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids au détail sont de 0.7 pour la viande bovine, de 0.78 pour la viande porcine et de 0.88 pour la viande ovine et la viande de volaille.
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des 28 membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). doi: dx.doi.org/

Tableau 3.A1.5. **Projections mondiales du secteur laitier : Beurre et fromage**

Année civile

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
BEURRE												
Monde												
Production	kt pp	10 905	11 379	11 644	11 902	12 161	12 412	12 662	12 888	13 108	13 348	13 593
Consommation	kt pp	10 831	11 379	11 609	11 869	12 131	12 380	12 631	12 857	13 077	13 317	13 561
Variation de stocks	kt pp	13	-3	3	1	-3	0	-1	-2	-1	-2	-1
Prix ¹	USD/t	3 396	3 925	3 736	3 788	3 852	3 935	3 982	4 063	4 130	4 214	4 248
Pays développés												
Production	kt pp	4 725	4 877	4 966	5 068	5 155	5 221	5 296	5 350	5 403	5 464	5 526
Consommation	kt pp	4 131	4 316	4 356	4 434	4 501	4 547	4 597	4 631	4 659	4 702	4 745
Pays en développement												
Production	kt pp	6 180	6 503	6 678	6 835	7 006	7 191	7 367	7 538	7 705	7 884	8 067
Consommation	kt pp	6 700	7 064	7 252	7 435	7 630	7 833	8 033	8 227	8 419	8 615	8 815
OCDE²												
Production	kt pp	4 528	4 691	4 780	4 881	4 968	5 034	5 107	5 159	5 210	5 270	5 330
Consommation	kt pp	3 930	4 156	4 193	4 268	4 332	4 378	4 425	4 456	4 480	4 522	4 564
Variation de stocks	kt pp	13	-3	3	1	-3	0	-1	-2	-1	-2	-1
FROMAGE												
Monde												
Production	kt pp	22 471	23 139	23 526	23 888	24 240	24 520	24 856	25 197	25 520	25 849	26 193
Consommation	kt pp	22 273	23 064	23 401	23 760	24 101	24 381	24 714	25 054	25 376	25 711	26 049
Variation de stocks	kt pp	37	-51	0	2	14	14	17	17	18	13	19
Prix ³	USD/t	3 633	3 644	3 604	3 700	3 775	3 863	3 946	4 038	4 121	4 210	4 276
Pays développés												
Production	kt pp	17 843	18 410	18 673	18 930	19 184	19 365	19 602	19 854	20 090	20 338	20 600
Consommation	kt pp	16 964	17 609	17 805	18 051	18 283	18 451	18 672	18 900	19 109	19 330	19 555
Pays en développement												
Production	kt pp	4 628	4 729	4 853	4 958	5 057	5 156	5 254	5 343	5 430	5 512	5 594
Consommation	kt pp	5 309	5 455	5 596	5 709	5 818	5 929	6 041	6 155	6 267	6 380	6 494
OCDE²												
Production	kt pp	17 334	17 896	18 174	18 435	18 691	18 873	19 108	19 354	19 586	19 831	20 092
Consommation	kt pp	16 593	17 280	17 471	17 714	17 942	18 107	18 324	18 547	18 753	18 970	19 192
Variation de stocks	kt pp	37	-51	0	2	14	14	17	17	18	13	19

Note : Année civile : Année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande dans l'agrégat OCDE.

Moyenne 2014-16est : Les données pour 2016 sont estimées.

1. Prix à l'exportation FAB, beurre à 82% m.g., Océanie
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des 28 membres de l'Union européenne.
3. Prix à l'exportation, FAB, fromage cheddar, 39% d'humidité, Océanie.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). doi: dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau 3.A1.6. **Projections mondiales du secteur laitier : Poudres et caséine**

Année civile

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE												
Monde												
Production	kt pp	4 474	4 445	4 396	4 586	4 796	4 917	5 016	5 134	5 240	5 343	5 452
Consommation	kt pp	4 316	4 431	4 596	4 711	4 804	4 911	5 009	5 130	5 239	5 344	5 456
Variation de stocks	kt pp	16	2	0	2	2	-3	-1	-3	-3	-4	-6
Prix ¹	USD/t	2 637	2 522	2 554	2 739	2 859	2 977	3 100	3 217	3 307	3 424	3 530
Pays développés												
Production	kt pp	3 878	3 840	3 787	3 959	4 152	4 258	4 341	4 443	4 536	4 625	4 718
Consommation	kt pp	2 019	2 066	2 158	2 222	2 258	2 305	2 345	2 398	2 443	2 486	2 532
Pays en développement												
Production	kt pp	595	604	608	627	644	659	674	691	704	718	734
Consommation	kt pp	2 297	2 365	2 438	2 490	2 546	2 606	2 664	2 732	2 795	2 858	2 924
OCDE²												
Production	kt pp	3 646	3 621	3 575	3 745	3 937	4 043	4 125	4 227	4 320	4 408	4 500
Consommation	kt pp	2 047	2 127	2 222	2 290	2 330	2 381	2 425	2 482	2 531	2 578	2 632
Variation de stocks	kt pp	16	2	0	2	2	-3	-1	-3	-3	-4	-6
LAIT ENTIER EN POUDRE												
Monde												
Production	kt pp	5 166	5 404	5 497	5 596	5 695	5 816	5 939	6 050	6 162	6 265	6 372
Consommation	kt pp	5 238	5 394	5 495	5 595	5 694	5 816	5 939	6 050	6 163	6 266	6 372
Variation de stocks	kt pp	1	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prix ³	USD/t	2 889	3 120	3 066	3 207	3 302	3 417	3 513	3 613	3 696	3 803	3 883
Pays développés												
Production	kt pp	2 387	2 371	2 398	2 431	2 469	2 522	2 568	2 615	2 665	2 716	2 759
Consommation	kt pp	615	608	591	604	618	632	646	660	674	686	694
Pays en développement												
Production	kt pp	2 779	3 033	3 099	3 165	3 226	3 295	3 371	3 434	3 497	3 549	3 612
Consommation	kt pp	4 623	4 786	4 904	4 990	5 076	5 184	5 293	5 390	5 489	5 579	5 677
OCDE²												
Production	kt pp	2 566	2 554	2 585	2 620	2 660	2 714	2 762	2 811	2 863	2 918	2 964
Consommation	kt pp	784	783	771	789	808	827	847	866	885	904	919
Variation de stocks	kt pp	1	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
POUDRE DE LACTOSÉRUM												
Prix de gros, États-Unis ⁴	USD/t	981	948	978	1 031	1 075	1 127	1 157	1 205	1 234	1 279	1 319
CASÉINE												
Prix ⁵	USD/t	7 404	7 138	7 268	7 669	7 990	8 283	8 588	8 873	9 096	9 390	9 649

Note : Année civile : Année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande dans l'agrégat OCDE.

Moyenne 2014-16est : Les données pour 2016 sont estimées.

1. Prix à l'exportation FAB, lait écrémé en poudre, 1.25% de matière grasse, Océanie.
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des 28 membres de l'Union européenne.
3. Prix à l'exportation FAB, lait entier en poudre 26% de matière grasse, Océanie.
4. Prix à l'exportation FAB, lactosérum doux non hygroscopique, Europe occidentale.
5. Prix à l'exportation, Nouvelle Zélande.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). doi: dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau 3.A1.7. Projections mondiales de la pêche et l'aquaculture

Année civile

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
POISSON¹												
Monde												
Production	kt	168 293	175 969	178 702	182 271	184 953	185 154	187 894	189 614	191 752	193 936	193 875
dont aquaculture	kt	76 369	82 291	85 171	88 805	91 535	93 864	94 695	96 220	98 332	100 426	102 128
Consommation	kt	168 212	176 761	179 393	182 863	185 444	185 546	188 186	189 805	191 843	193 927	193 866
alimentation humaine	kt	148 756	155 821	159 020	162 928	165 910	167 681	169 522	171 436	173 757	176 112	177 367
transformation industrielle	kt	14 187	15 929	15 664	15 517	15 399	13 998	15 050	14 991	14 892	14 817	13 698
Prix												
Aquaculture ²	USD/t	2 095.5	2 109.0	2 119.1	2 119.5	2 100.0	2 139.4	2 172.2	2 204.4	2 230.2	2 286.2	2 312.7
Pêche ³	USD/t	1 568.3	1 564.7	1 580.6	1 577.3	1 577.8	1 610.6	1 631.0	1 655.1	1 677.2	1 699.3	1 724.8
Produits échangés ⁴	USD/t	2 837.2	2 850.0	2 867.5	2 826.0	2 800.0	2 852.5	2 896.3	2 939.2	2 973.6	3 008.2	3 043.0
Pays développés												
Production	kt	29 154	29 378	29 464	29 614	29 684	29 704	29 682	29 624	29 597	29 616	29 684
dont aquaculture	kt	4 546	4 748	4 876	5 059	5 228	5 314	5 318	5 317	5 345	5 391	5 471
Consommation	kt	37 148	37 372	37 369	37 286	37 341	37 197	37 497	37 260	37 759	37 721	38 231
alimentation humaine	kt	31 718	32 200	32 306	32 307	32 442	32 326	32 752	32 577	33 132	33 149	33 651
transformation industrielle	kt	4 494	4 330	4 263	4 218	4 178	4 188	4 099	4 066	4 031	3 999	4 032
Pays en développement												
Production	kt	139 139	146 592	149 238	152 657	155 268	155 450	158 213	159 990	162 156	164 320	164 190
dont aquaculture	kt	71 823	77 544	80 295	83 746	86 307	88 550	89 377	90 903	92 986	95 035	96 657
Consommation	kt	131 064	139 389	142 024	145 577	148 103	148 349	150 689	152 545	154 084	156 206	155 634
alimentation humaine	kt	117 038	123 621	126 714	130 621	133 469	135 355	136 770	138 859	140 625	142 963	143 716
transformation industrielle	kt	9 692	11 598	11 401	11 299	11 221	9 811	10 950	10 925	10 861	10 818	9 667
OCDE												
Production	kt	31 211	31 536	31 696	31 853	31 968	31 699	31 832	31 939	31 981	32 068	31 694
dont aquaculture	kt	6 299	6 454	6 611	6 837	7 049	7 174	7 188	7 200	7 256	7 325	7 432
Consommation	kt	39 372	39 993	40 099	40 029	40 125	39 822	40 267	40 145	40 717	40 728	41 024
alimentation humaine	kt	32 736	33 330	33 584	33 640	33 833	33 740	34 214	34 110	34 715	34 756	35 307
transformation industrielle	kt	5 542	5 656	5 561	5 485	5 438	5 275	5 286	5 300	5 288	5 281	5 053
FARINE DE POISSON⁵												
Monde												
Production	kt	4 385.2	4 942.2	4 921.4	4 932.4	4 944.6	4 635.5	4 933.1	4 948.1	4 957.0	4 973.2	4 721.4
à partir de poisson entier	kt	3 205.6	3 752.9	3 709.9	3 694.9	3 686.0	3 362.0	3 634.4	3 630.7	3 617.8	3 610.0	3 343.3
Consommation	kt	4 457.5	4 856.0	4 929.2	4 944.0	4 957.2	4 811.1	4 771.5	4 958.4	4 967.3	4 985.2	4 877.5
Variation de stocks	kt	-72.4	85.8	-8.2	-12.1	-13.0	-176.0	161.2	-10.7	-10.7	-12.4	-156.5
Prix ⁶	USD/t	1 592.3	1 280.9	1 200.3	1 252.9	1 291.0	1 558.6	1 372.1	1 412.0	1 442.0	1 487.8	1 834.9
Pays développés												
Production	kt	1 414.8	1 423.2	1 427.5	1 439.8	1 448.8	1 469.3	1 460.7	1 463.7	1 467.3	1 472.8	1 493.4
à partir de poisson entier	kt	1 025.1	1 024.3	1 018.6	1 018.4	1 019.0	1 032.0	1 013.6	1 008.7	1 003.3	998.6	1 010.1
Consommation	kt	1 618.9	1 677.8	1 675.6	1 619.2	1 581.4	1 444.4	1 437.4	1 463.5	1 429.7	1 402.6	1 299.1
Variation de stocks	kt	3.6	28.8	2.8	-1.1	-2.0	-47.0	44.2	0.3	0.3	-1.4	-47.5
Pays en développement												
Production	kt	2 970.4	3 518.9	3 493.9	3 492.6	3 495.9	3 166.2	3 472.3	3 484.4	3 489.7	3 500.4	3 228.0
à partir de poisson entier	kt	2 180.5	2 728.6	2 691.4	2 676.5	2 667.0	2 330.0	2 620.7	2 622.1	2 614.5	2 611.4	2 333.2
Consommation	kt	2 838.7	3 178.3	3 253.6	3 324.8	3 375.8	3 366.7	3 334.1	3 495.0	3 537.5	3 582.6	3 578.4
Variation de stocks	kt	-76.0	57.0	-11.0	-11.0	-11.0	-129.0	117.0	-11.0	-11.0	-11.0	-109.0
OCDE												
Production	kt	1 604.4	1 687.2	1 685.6	1 691.5	1 699.4	1 681.2	1 695.6	1 709.7	1 718.8	1 730.6	1 692.0
à partir de poisson entier	kt	1 210.6	1 282.0	1 270.4	1 263.6	1 263.0	1 237.1	1 241.5	1 247.4	1 247.5	1 248.9	1 201.0
Consommation	kt	1 810.5	1 864.0	1 862.9	1 815.1	1 780.2	1 635.0	1 633.7	1 669.6	1 638.7	1 615.6	1 501.5
Variation de stocks	kt	-9.0	62.8	1.8	-2.1	-3.0	-68.0	63.2	-0.7	-0.7	-2.4	-53.5

Tableau 3.A1.7. **Projections mondiales de la pêche et l'aquaculture (suite)**

Année civile

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
HUILE DE POISSON⁵												
Monde												
Production	kt	881.2	968.1	962.2	962.3	962.8	909.0	959.2	962.3	964.0	966.9	925.6
à partir de poisson entier	kt	566.8	645.0	634.0	628.5	623.8	565.0	609.9	607.7	603.9	601.1	554.0
Consommation	kt	905.1	894.4	963.9	964.0	964.4	961.6	912.7	961.8	963.5	966.4	976.1
Variation de stocks	kt	-23.9	73.7	-1.7	-1.6	-1.6	-52.6	46.4	0.5	0.5	0.5	-50.5
Prix ⁷	USD/t	1 808.3	1 607.9	1 622.9	1 641.3	1 667.2	1 907.2	1 720.2	1 747.0	1 774.4	1 794.8	2 055.8
Pays développés												
Production	kt	394.2	354.3	354.2	356.0	357.1	360.0	359.3	360.6	362.0	363.7	367.8
à partir de poisson entier	kt	206.1	171.9	169.4	168.3	167.1	167.9	164.8	163.9	163.0	162.1	163.8
Consommation	kt	534.6	502.0	529.8	526.6	524.8	540.1	482.2	515.2	511.8	510.2	536.9
Variation de stocks	kt	-4.7	28.7	0.3	0.4	0.4	-25.6	21.4	0.5	0.5	0.5	-25.5
Pays en développement												
Production	kt	487.0	613.9	608.0	606.3	605.7	549.0	599.9	601.7	602.0	603.2	557.8
à partir de poisson entier	kt	360.7	473.1	464.6	460.2	456.7	397.1	445.0	443.8	440.9	438.9	390.2
Consommation	kt	370.5	392.4	434.1	437.4	439.6	421.5	430.5	446.7	451.7	456.3	439.2
Variation de stocks	kt	-19.2	45.0	-2.0	-2.0	-2.0	-27.0	25.0	0.0	0.0	0.0	-25.0
OCDE												
Production	kt	513.6	469.2	468.4	469.1	470.5	466.8	470.6	474.4	477.3	480.7	474.7
à partir de poisson entier	kt	274.4	238.0	234.0	230.8	228.8	221.9	222.4	222.9	222.4	222.1	212.6
Consommation	kt	682.9	640.8	673.2	670.5	669.2	671.7	621.1	660.9	658.4	657.2	669.7
Variation de stocks	kt	-8.0	43.7	0.3	0.4	0.4	-35.6	31.4	0.5	0.5	0.5	-35.5

Note : Sous la terminologie "produits de la pêche et aquaculture" sont compris les poissons, les crustacés, les mollusques et autres animaux marins, mais sont exclus les mammifères marins, les crocodiles, caïmans, aligators et les plantes aquatiques.

Moyenne 2014-16est : Les données pour 2016 sont estimées.

1. Les données sont en équivalent poids vif.
2. Valeur unitaire mondiale de la production de poissons issue de l'aquaculture (base poids vivant).
3. La valeur de la production de poissons pêchés est estimée par la FAO, déduction faite des poissons utilisés pour réduction.
4. Valeur unitaire mondiale des échanges (somme des importations et des exportations).
5. Les données sont en poids de produit.
6. Farine de poisson, protéine 64-65%, Hambourg, Allemagne.
7. Huile de poisson, sans origine, N.O. Europe.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). doi: dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau 3.A1.8. Projections mondiales des biocarburants

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
ÉTHANOL												
Monde												
Production	mLn L	117.4	123.7	126.8	128.4	130.7	131.5	132.8	133.7	134.7	135.8	136.7
à partir du maïs	mLn L	68.2	71.9	73.7	73.9	74.7	74.5	74.5	74.3	74.2	74.0	73.7
à partir de la canne à sucre	mLn L	27.9	29.5	30.2	31.1	31.9	32.5	33.3	33.7	34.3	34.9	35.5
à partir de la biomasse ¹	mLn L	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	1.2	1.2
Consommation	mLn L	117.2	124.6	127.0	128.8	130.8	131.8	133.0	134.0	134.9	136.0	136.9
dont consommation de carburant	mLn L	96.2	103.1	105.4	107.0	108.9	109.6	110.7	111.4	112.1	113.0	113.6
Exportations	mLn L	8.2	8.9	9.0	8.9	8.9	8.8	8.7	8.5	8.2	8.1	7.9
Prix ²	USD/hl	51.0	44.5	46.0	47.3	48.4	49.7	50.9	51.9	53.2	54.5	55.3
Pays développés												
Production	mLn L	68.1	71.7	73.2	73.2	74.0	73.6	73.6	73.3	73.2	73.0	72.7
Consommation	mLn L	67.7	72.7	74.0	74.4	74.9	74.7	74.8	74.5	74.3	74.1	73.8
dont consommation de carburant	mLn L	62.0	66.7	67.9	68.3	68.8	68.7	68.7	68.4	68.1	68.0	67.6
Échanges nets	mLn L	0.2	-0.5	-0.8	-0.9	-0.9	-1.0	-1.1	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0
Pays en développement												
Production	mLn L	49.4	51.9	53.6	55.2	56.7	57.9	59.3	60.4	61.5	62.8	64.0
Consommation	mLn L	49.5	51.9	53.1	54.4	56.0	57.1	58.3	59.5	60.7	61.9	63.1
dont consommation de carburant	mLn L	34.2	36.4	37.5	38.7	40.0	41.0	42.0	43.0	44.0	45.0	46.0
Échanges nets	mLn L	-0.2	0.5	0.8	0.8	0.9	0.9	1.1	1.0	1.0	1.0	0.9
OCDE³												
Production	mLn L	67.2	70.8	72.3	72.3	73.0	72.6	72.6	72.4	72.2	72.0	71.7
Consommation	mLn L	67.9	72.8	74.1	74.5	75.0	74.8	74.9	74.6	74.4	74.2	73.9
dont consommation de carburant	mLn L	62.0	66.7	68.0	68.4	68.8	68.7	68.7	68.4	68.1	68.0	67.6
Échanges nets	mLn L	-0.8	-1.5	-1.8	-1.9	-1.9	-2.0	-2.1	-2.1	-2.0	-2.0	-2.0
BIODIESEL												
Monde												
Production	mLn L	33.8	37.3	38.6	39.6	40.3	40.2	40.1	40.2	40.4	40.4	40.5
à partir de l'huile végétale	mLn L	24.3	27.6	28.4	29.0	29.2	29.0	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8
à partir des déchets	mLn L	8.2	9.0	9.4	9.8	10.2	10.2	10.3	10.4	10.4	10.5	10.5
à partir de la biomasse ¹	mLn L	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6
Consommation	mLn L	33.8	37.5	38.8	39.7	40.4	40.3	40.2	40.4	40.5	40.6	40.6
Exportations	mLn L	3.5	3.8	4.3	4.2	3.8	3.6	3.3	3.2	3.1	3.1	3.1
Prix ⁴	USD/hl	86.9	86.1	88.0	89.4	90.4	90.9	91.3	92.1	92.7	93.2	93.6
Pays développés												
Production	mLn L	20.4	21.7	22.2	22.4	22.3	22.1	21.9	21.8	21.7	21.2	20.9
Consommation	mLn L	22.4	24.3	25.3	25.4	24.8	24.4	24.0	23.7	23.5	23.0	22.6
Échanges nets	mLn L	-2.2	-2.6	-3.0	-2.9	-2.5	-2.3	-2.0	-1.9	-1.8	-1.8	-1.8
Pays en développement												
Production	mLn L	13.4	15.6	16.4	17.2	18.0	18.1	18.2	18.4	18.7	19.2	19.6
Consommation	mLn L	11.3	13.2	13.5	14.3	15.6	15.9	16.3	16.6	17.0	17.5	18.0
Échanges nets	mLn L	2.1	2.5	2.9	2.8	2.4	2.2	1.9	1.8	1.7	1.7	1.6
OCDE³												
Production	mLn L	21.0	22.4	23.0	23.2	23.0	22.8	22.7	22.6	22.4	21.9	21.6
Consommation	mLn L	22.9	24.9	25.9	26.0	25.5	25.1	24.7	24.4	24.1	23.7	23.3
Échanges nets	mLn L	-2.1	-2.5	-3.0	-2.9	-2.5	-2.3	-2.0	-1.8	-1.8	-1.7	-1.7

Note : Moyenne 2014-16est : Les données pour 2016 sont estimées.

1. Les biocarburants avancés correspondent aux biocarburants produits à partir de résidus agricoles, de résidus forestiers et de cultures dédiées aux énergies
2. Prix de gros, États-Unis, Omaha.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des 28 membres de l'Union européenne.
4. Prix à la production en Allemagne net de droits de douanes sur le biodiesel et de la taxe sur l'énergie.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). doi: dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau 3.A1.9. **Projections mondiales de coton**

Année commerciale

		Moyenne 2014-16est	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
MONDE												
Production	Mt	23.4	22.7	22.6	22.7	23.2	23.7	24.2	24.7	25.2	25.6	26.1
Surface	Mha	31.7	30.2	29.7	29.5	29.5	29.6	29.7	29.8	29.9	29.9	30.0
Rendements	t/ha	0.74	0.75	0.76	0.77	0.79	0.80	0.81	0.83	0.84	0.86	0.87
Consommation ¹	Mt	24.0	24.0	24.0	24.1	24.1	24.2	24.6	24.9	25.2	25.6	26.0
Exportations	Mt	7.6	7.8	7.8	7.9	7.9	8.0	8.0	8.1	8.2	8.4	8.5
Stocks, fin de période	Mt	19.8	16.5	14.9	13.3	12.1	11.4	10.9	10.4	10.2	10.1	10.0
Prix ²	USD/t	1 582.8	1 480.7	1 467.2	1 442.1	1 460.5	1 546.7	1 568.2	1 572.3	1 572.5	1 573.3	1 576.0
PAYS DÉVELOPPÉS												
Production	Mt	5.6	6.0	5.9	5.9	6.0	6.0	6.1	6.2	6.3	6.4	6.5
Consommation	Mt	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	1.9	2.0	2.0	2.0
Exportations	Mt	4.1	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7	4.7	4.7	4.8
Importations	Mt	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Stocks, fin de période	Mt	1.8	2.1	2.0	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
Production	Mt	17.7	16.7	16.7	16.8	17.2	17.6	18.1	18.5	18.9	19.3	19.7
Consommation	Mt	22.3	22.2	22.2	22.3	22.3	22.3	22.7	23.0	23.3	23.6	23.9
Exportations	Mt	3.5	3.2	3.2	3.2	3.3	3.4	3.4	3.5	3.5	3.6	3.7
Importations	Mt	7.0	7.3	7.3	7.3	7.4	7.4	7.5	7.6	7.7	7.8	7.9
Stocks, fin de période	Mt	18.0	14.4	12.9	11.5	10.4	9.8	9.2	8.7	8.5	8.3	8.3
OCDE³												
Production	Mt	5.2	5.5	5.4	5.4	5.5	5.6	5.6	5.7	5.8	5.9	5.9
Consommation	Mt	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.4	3.4	3.4
Exportations	Mt	3.3	3.9	4.0	4.0	4.0	4.0	3.9	4.0	4.0	4.1	4.1
Importations	Mt	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
Stocks, fin de période	Mt	2.5	2.8	2.6	2.5	2.4	2.3	2.3	2.3	2.4	2.4	2.4

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions.

Moyenne 2014-16est : Les données pour 2016 sont estimées.

1. La consommation du coton correspond à celle de la filature et non à la demande finale du consommateur.
2. Indice Cotlook A, Middling 1 3/32", coût et fret hors assurance, ports d'extrême Orient (août/juillet).
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des 28 membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). doi: dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026

La treizième édition conjointe des *Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026* présente des projections à l'horizon 2026 pour les principaux produits agricoles, les biocarburants et le poisson. Le rapport 2017 comprend un chapitre spécial sur les perspectives de l'Asie du Sud-Est et les défis auxquels la région sera confrontée.

Au cours des dix prochaines années, les marchés agricoles devraient continuer à manquer de dynamisme, la croissance chinoise ralentissant et les politiques relatives aux biocarburants étant moins influentes que par le passé. La croissance future de la production végétale devrait provenir principalement de l'augmentation des rendements, et les hausses de production de viande et produits laitiers à la fois de l'accroissement du cheptel et de meilleurs rendements. Les échanges agricoles devraient augmenter plus lentement, mais, par rapport à d'autres secteurs, demeurer moins sensibles à la torpeur économique. Ces pressions sur la demande, l'offre et les échanges sont manifestes en Asie du Sud-Est, où ce rapport identifie des possibilités pour améliorer durablement la productivité agricole. On s'attend à ce que les prix réels de la plupart des produits restent stables ou diminuent.

Des chapitres par produit plus détaillés sont disponibles en ligne à l'adresse http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-fr.

Les projections et les tendances passées sont présentées dans l'annexe statistique du rapport et apparaissent plus en détail à l'adresse <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

Des informations complémentaires sont disponibles en ligne sur www.agri-outlook.org/fr/.

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-fr.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

